

UNIVERSITÉ DE PARIS -- FACULTÉ DE DROIT

La Doctrine Française du Crédit Mutuel



Proudhon -- Saint Simonisme -- Crédit Populaire



THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences Politiques et Economiques)

Présentée et soutenue le 1^{er} Mars 1924, à 15 h. 30

PAR

VLADISLAV. D. STAKITCH

DIPLOMÉ DE L'ÉCOLE DES SCIENCES POLITIQUES

Président: M. GERMAIN-MARTIN

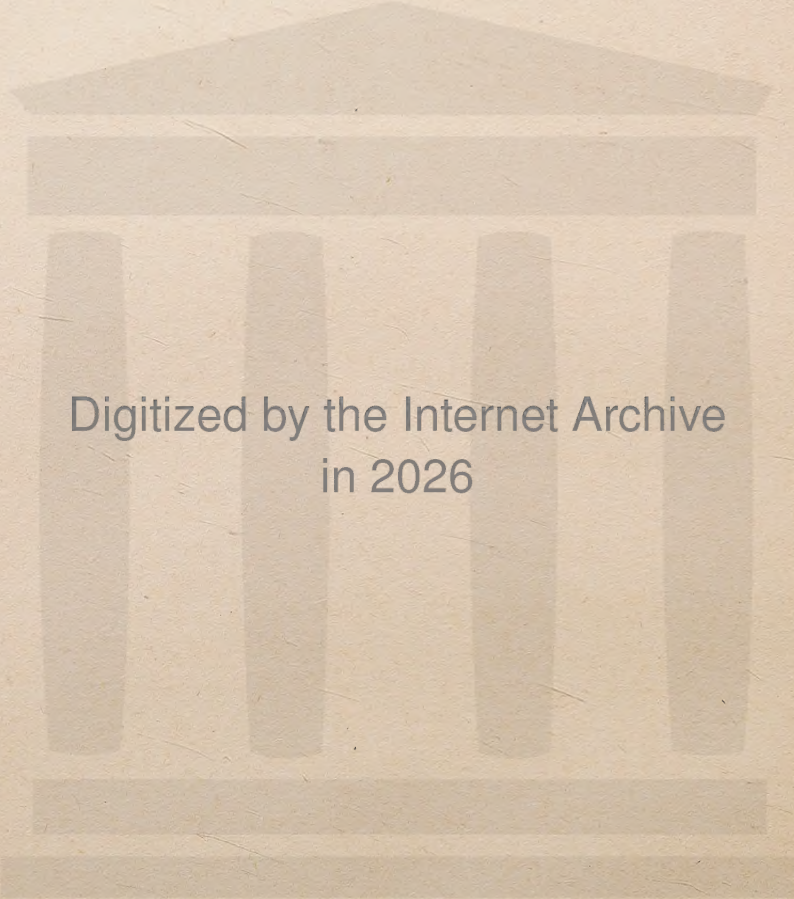
Suffragants: { M. RIST, Professeur.
 { M. LESCURE, Chargé de cours.



Les Editions de " LA VIE UNIVERSITAIRE "

13, Quai de Conti, PARIS (VI^e)

—
1924



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41552827_0040

UNIVERSITÉ DE PARIS -- FACULTÉ DE DROIT

La Doctrine Française du Crédit Mutuel

Proudhon -- Saint Simonisme -- Crédit Populaire

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences Politiques et Economiques)

Présentée et soutenue le 1^{er} Mars 1924, à 15 h. 30

PAR

VLADISLAV. D. STAKITCH

DIPLOMÉ DE L'ÉCOLE DES SCIENCES POLITIQUES

Président: M. GERMAIN-MARTIN

Suffragants: { M. RIST, Professeur.
 M. LESCURE, Chargé de cours.

Les Editions de " LA VIE UNIVERSITAIRE "
13, Quai de Conti, PARIS (vi^e)

—
1924

*La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.*



A mes Chers Parents, en
humble témoignage de mon
affection infinie, et de ma
profonde reconnaissance.

INTRODUCTION

Après les formidables destructions de la richesse causées par la guerre mondiale, le rôle du crédit au point de vue du relèvement et de la reconstruction est d'une importance primordiale. La prospérité économique d'une nation dépend en grande partie de son organisation de crédit. Si le crédit est judicieusement organisé, cela signifie progrès et prospérité de la nation; au contraire, si la puissance de crédit est faible, il s'ensuit des entraves qui rendent cette tâche difficile.

Qu'est-ce que le crédit ? « Dans l'acceptation la plus générale, le crédit, c'est la confiance, en tant qu'elle s'applique aux relations commerciales. L'acte par où cette confiance se manifeste le plus ordinairement, c'est le prêt, c'est-à-dire l'avance d'un capital fait par celui qui le possède à celui qui le demande, moyennant l'obligation contractée par ce dernier de le rembourser plus tard » (1). L'objet du crédit consiste à jouer le rôle d'intermédiaire entre l'épargne qui cherche son placement et les entrepreneurs qui sont en quête de capitaux. Pour que le crédit puisse exercer ce rôle, l'intervention d'une banque est nécessaire. La Banque facilite aux entrepreneurs de se procurer les capitaux et aux capitalistes, le placement de leurs épargnes. Le crédit, qui n'est pas un capital en lui-même, est un agent de transfert de capitaux existant et formés auparavant.

(1) Définition donnée par M. Ch. Coquelin, cité d'après le livre de M. Huart, *l'Organisation du Crédit en France*, page 4.

En France, à la tête du système bancaire, se trouve la Banque de France. C'est une banque centrale et d'émission unique, une institution privée, mais limitée et contrôlée par les textes législatifs. Elle a le privilège de l'émission des billets de banque. Le billet de banque est un titre de créance qui remplace la monnaie au porteur, payable à vue, ne portant aucun intérêt; c'est une promesse de la Banque de payer le montant en espèces au porteur et à vue. Son rôle consiste aussi à fixer le taux de l'escompte, d'escompter et de réescompter les effets commerciaux.

Les établissements de crédit organisent le marché et groupent les capitaux. Les dépôts et les comptes courants sont transformés en ouvertures de crédit à court terme. Elles pratiquent l'escompte des traites industrielles et marchandes. Il faut que leurs exigibilités immédiates, soient équilibrées exactement avec leurs disponibilités. Elles se livrent rarement à des opérations de commandite. A côté des banques de dépôt, nous avons des banques d'affaires qui travaillent avec leurs propres capitaux. Leur base d'opération consiste en l'émission du papier. Elles possèdent une liberté d'action en ce qui concerne l'emploi de leurs fonds. La composition de leurs portefeuilles joue un rôle très important au moment des crises, et c'est de leur solidarité que dépend l'avenir de la banque. Elles lancent les sociétés, participent aux émissions de valeurs mobilières, etc...

La caractéristique du système bancaire français se trouve dans ce fait que parmi ces différentes banques, la division du travail n'est pas aussi marquée qu'en Angleterre. Par contre leurs attributions ne sont ni si vastes, ni si multiples qu'en Allemagne.

Mais quelle est la principale critique qu'on a le plus souvent, et avec raison, formulée contre le système bancaire français ? C'est la forme de son emploi. L'épargne qui est le support du crédit, se trouve drainée par l'Etat ou est utilisée dans maintes occasions par d'importants établissements de crédit à la souscription d'emprunts étrangers. Les caisses d'épargne que l'Etat empêche d'utiliser librement leurs fonds, représentent pour lui une source intarissable de crédit public. Les établissements de crédit, de leur côté, ne peuvent pas accorder des avances, ni escompter des lettres de change à des clients ne possédant pas de surface et une solvabilité bien définies. L'agriculteur, le petit industriel, le petit commerçant, ne pouvaient, dans ces conditions, obtenir le crédit qui leur était nécessaire ; car la seule préoccupation des établissements de crédit étant d'augmenter les bénéfices, et étant donné que la souscription aux emprunts étrangers et d'actions de sociétés étrangères leur étaient plus avantageux, et c'est pourquoi ils les favorisaient.

La grande masse des cultivateurs et des petits industriels était exclue de cette organisation. Le crédit ne leur était accordé que fort rarement. A ce crédit, que l'on pourrait appeler de tout repos, il fallait en organiser un autre, le crédit personnel, où la capacité individuelle, l'honnêteté et la moralité, feraient office de garantie tout autant que le gage réel. C'est en organisant le crédit mutuel sur la base de l'association à institutions que ces institutions pourront accorder aux individus de ces diverses classes sociales, du crédit aux meilleures conditions.

Proudhon s'est beaucoup intéressé à cette question. Pour lui, une réforme importante pour arriver à la solution du problème social se trouve dans la meilleure organisation du crédit.

Le crédit gratuit préconisé par le mutuellisme, aurait permis d'améliorer l'organisation sociale. Mais si le crédit gratuit est une utopie, et si ses idées n'ont pas été appliquées, le Saint-Simonisme, au contraire, nous a démontré l'immense progrès que peut faire naître une conception hardie de l'organisation bancaire.

Schultze Delitzsch et Raiffeisen, en Allemagne, Luzatti et Wollenborg, en Italie, les banques populaires d'Ecosse, ont été à l'étranger les plus pratiques organisateurs du crédit populaire. En France, où le crédit populaire n'avait pas beaucoup progressé ces derniers temps, grâce à la collaboration de l'Etat, il a eu un nouvel élan dont les résultats mettent la France sur un pied d'égalité aux autres pays. En Allemagne, les banques populaires ont été organisées par l'initiative privée, sans l'aide de l'Etat. En Italie, les caisses d'épargne ont permis, grâce à leur appui matériel, au crédit populaire de prendre un développement des plus importants. La caractéristique du système français c'est que l'initiative privée est secondée et soutenue par l'intervention de l'Etat.

Dans notre première partie, nous parlerons du mutuellisme de Proudhon, de sa conception du crédit gratuit, des essais de réalisation, de sa Banque d'échange, et de l'échec de sa Banque du Peuple. Dans la seconde, nous traiterons du Saint-Simonisme, sa conception du crédit, son organisation bancaire, ses résultats. Et dans la troisième partie nous rechercherons la synthèse historique du développement du crédit populaire et de son organisation actuelle.

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE PREMIER

La Doctrine de Proudhon

(Le Mutuellisme, sa conception du Crédit gratuit)

Les systèmes socialistes, leurs différentes doctrines, sont non seulement impuissants à relever et à aider le peuple dans les crises qu'il traverse, mais incapables de lui donner le cadre nécessaire pour son développement. Tous ces systèmes, pour pouvoir être appliqués, toutes ces utopies, ne fut-ce que pour tenter leur réalisation, nécessitent des sujets préparés, des capitaux accumulés, des crédits d'une circulation établie (1); donc ils ont besoin de ce qui nous manque et ils sont impuissants à le créer. Les uns attribuent la cause de la misère du peuple à la mauvaise organisation du travail, et proposent en remède une autre organisation. Les autres désirent supprimer la liberté et l'initiative individuelles et tout obtenir par voie d'autorité. La solution que d'autres espéraient trouver dans le bouleversement social de la production, Proudhon la trouve, lui, dans une meilleure organisation de la circulation. C'est par la critique de la circulation qu'il débute; en s'attaquant, du même coup, à la

(1) Proudhon : *Solution du Problème social*, p. 89.

propriété et aux diverses doctrines socialistes. Et il entrevoit la solution du problème social, dans une réforme de la circulation, en enlevant à la propriété son caractère de spoliation et aux doctrines socialistes leurs chimères et utopies. La propriété est devenue un titre « qui ne tire plus sa valeur comme autrefois du travail personnel du propriétaire, mais de la circulation » (1), un droit de jouir et de disposer à son gré du bien d'autrui, du fruit de l'industrie et du travail d'autrui (2). La propriété, si elle pouvait être établie par la société, pourrait être de même transformée par elle. Elle pourrait se réduire à une simple possession. La société qui accorde à ses membres le droit d'user, de percevoir les fruits de la propriété, peut lui enlever des attributs ainsi accordés (3) et surtout elle pourrait et devrait être dépouillée du droit de percevoir les revenus acquis sans le travail.

Quels sont les obstacles qui entravent une meilleure organisation sociale ? Ce sont : 1° Les prélèvements capitalistes ; 2° Les prélèvements du numéraire, instrument de la circulation du capital.

1° *Prélèvements capitalistes.* — Parmi les prélèvements capitalistes, nous trouvons tout d'abord l'intérêt. C'est un « droit d'aubaine » qui résume toutes les injustices, tous les abus qui donnent à la propriété le caractère odieux du vol. Faut-il anéantir la propriété ? Non ! Il faut abolir la rétribution du capital, mais maintenir le sentiment de la propriété. C'est dans cette réforme qu'il faut chercher la solution du problème social. La

(1) Proudhon : *Solution du Problème Social*, p. 150.

(2) Gide et Rist : *Histoire des doctrines économiques*.

Labrusse : *Conception Proudhonnienne du crédit gratuit*.

(3) Ott A. : *L'Economie Sociale*, T. I, p. 404.

propriété doit gagner sans cesse en liberté et en garantie : c'est son équilibre qui doit être transformé (1). Mais il faut que l'ouvrier ne paie pas cet impôt au capitalisme. Il ne faut pas que le seul producteur, l'ouvrier, ne soit pas en mesure d'acquiescer les fruits de son travail. Car, d'après Proudhon, c'est le travail qui est seul productif. Les capitaux ne le sont que par le travail. Certes le travail ne peut créer une valeur sans matière première, mais cette valeur n'existe uniquement que par le travail et non par la matière (2). L'homme ne crée rien substantiellement, mais donne une forme, une utilité (3) et c'est cette utilité qui donnera la valeur. Donc c'est l'ouvrier qui crée les valeurs, et c'est le service qu'il rend ainsi à la société qui doit être rétribué. C'est aussi ce service qui doit donner matière à crédit. L'inertie de la matière est, en somme, l'improductivité du capital (4). Lorsque Bastiat lui montre la fécondité du capital, le progrès, qui trouve sa source dans le développement du capital, Proudhon lui répond que ce progrès a pour cause non le capital, mais la circulation du capital. En payant son tribut au capital, l'ouvrier est incapable d'acheter les produits et c'est la cause de graves crises économiques. L'intérêt permet au capitaliste de vivre sans travail, d'être un oisif, de vivre du travail d'autrui. L'intérêt, Proudhon l'appelle vol (5). Donc il faut éliminer cette cause de misère.

Le second prélèvement capitaliste est le profit. Lorsque le patron emploie des ouvriers, il leur paie la valeur individuelle du travail. Seulement, le travail accompli par vingt ouvriers en un

(1) Proudhon : *La Révolution Sociale*, p. 178.

(2) Labrusse, op. cit. p. 23-24.

(3) Proudhon : *Solution de Problème Social*, p. 254.

(4) Labrusse, p. 257.

(5) Art. Journaux. Lettre à Bastiat, p. 215, T. XIX.

jour, n'est pas égal au travail d'un ouvrier en vingt jours. Cette différence, entre la valeur du travail collectif et celle du travail individuel, le propriétaire la garde envers lui. Ce supplément, qui résulte de la force collective, constitue le profit, l'appropriation, par un individu, du produit collectif (1).

A côté des prélèvements capitalistes, nous trouvons d'autres obstacles à la circulation. C'est l'existence du numéraire, et surtout par l'emploi qu'on en fait. C'est le despote de la circulation, le tyran du commerce, le chef de la féodalité marcantile, le symbole matériel de la propriété (2). L'argent donne aux autres produits leur valeur, il sert d'intermédiaire à l'échange, ils est le signe, non seulement comme on l'a dit vulgairement, de la valeur, mais de tous les abus de la propriété, de toutes les servitudes (3).

L'argent est le moteur de la circulation (4). Si on le supprimait, l'intérêt cesserait d'exister. Le numéraire est devenu synonyme du capital. Si on cessait de rétribuer le numéraire, on cesserait du même coup de rétribuer les autres capitaux. L'épargne de l'or et de l'argent est due à l'existence du numéraire, qui restreint ainsi leur emploi productif en donnant naissance à la spéculation. La spéculation, de son côté, donne naissance à toute une classe de parasites, d'agents de change, courtiers, etc. Si on réorganisait la circulation, la nécessité de l'or ne se ferait plus sentir. En vertu de leur échangeabilité, l'or et l'argent sont employés comme termes de comparaison, comme monnaies. L'or et l'argent font prime, parce que le bénéfice représente l'incom-

(1) *Théorie Propriété*, premier Mém., p. 94.

(2) Proudhon : *Solution du problème Social*, p. 179.

(3) Proudhon : *Solution du Problème Social*, p. 179.

(4) Labrousse, op. cit.

mesurabilité des valeurs (1). On les loue quoiqu'ils ne soient qu'un simple instrument d'échange.

Le numéraire est improductif par lui-même. Son utilité n'est démontrée que comme bon d'échange. Le numéraire ne constitue pas la richesse d'une nation. Sa rétribution constitue un appauvrissement de la nation. C'est un abus de droit. On peut très bien remplacer le numéraire par une matière sans valeur, par du papier par exemple (2). Il faut se passer d'un intermédiaire aussi coûteux et échanger continuellement les valeurs. Il faut « républicaniser » le numéraire. L'or est le talisman qui glace la vie dans la société, qui enchaîne la circulation, qui tue le travail et le crédit (3).

Maintenant, examinons le crédit sous le régime de la circulation telle qu'elle est exposée. Sous la domination de l'or le crédit est unilatéral, c'est-à-dire le détenteur de l'or peut seul donner du crédit (4), lui ne reçoit rien. « Tant que vous n'aurez pas trouvé le moyen de créer la richesse pour tous, par la facilité de la circulation : la gratuité de l'échange, le peuple sera misérable. » (5). Créditer sous le régime monarchique de l'or c'est prêter. Créditer sous le régime républicain, c'est échanger (6). Donc tout ce qui peut être échangé, doit donner matière à crédit. Le crédit n'est qu'un échange de services (7). Le crédit doit être un acte bilatéral, universel, tout le monde se faisant réciproquement crédit (8) d'une partie de son travail. Pour Prou-

(1) Labrusse, op. cit.

(2) Art. Journaux, t. XIX, p. 250.

(3) Proudhon. *Solution du Problème Social*, p. 112.

(4) Proudhon. *Solution du Problème Social*, p. 112.

(5) Art. des Journaux. T. XVII, p. 169.

(6) Proudhon. *Solution du Problème Social*.

(7) Labrusse, op. cit.

(8) Proudhon. *Solution du Problème Social*, p. 112.

d'hon, l'échange est le fait principal de l'économie politique. Le numéraire vicie l'échange et fausse le crédit. Une réforme de la circulation s'impose. Il faut donc organiser l'échange.

Principe de la réciprocité. — Nous arrivons à la question essentielle de la doctrine de Proudhon, à l'organisation du crédit gratuit. Il faut immédiatement faire ressortir la grande différence qui existe entre la conception de Proudhon et celle de Karl Marx. Proudhon croyait à une évolution, à une évolution plutôt lente de la société; la vie sociale pour lui est un progrès perpétuel (1). Pour amener rapidement le crédit gratuit, il veut organiser une banque mutuelle avec la solidarité des capitaux. Il n'est pas un admirateur de l'intervention de l'Etat. L'Etat, d'après lui, ne doit pas commanditer le travail. Ce sont les forces individuelles, les forces privées qui doivent créer une banque. Quelles doivent être les bases de cette banque ?

Sous le régime actuel de la libre concurrence, les faits renferment des contradictions économiques qui sont la cause de la misère d'une grande partie des hommes. Mais l'Etat, d'autre part, l'Etat patron, présente aussi de très grands inconvénients. Il propose une synthèse qu'il appelle le Mutuellisme (2). Le travailleur souffre. Sa condition est instable. Pourquoi ? Parce que la valeur des choses est instable. Quels sont les éléments de la valeur d'échange ? L'utilité ou la valeur d'usage, la rareté ou l'abondance des produits ? L'utilité, la désirabilité des objets, l'abondance ou rareté de production apportent une plus ou moins grande quantité d'offres et de demandes. L'offre entre en lutte avec la demande. De là, résulte une contradiction. Le tra-

(1) *Phil. de Progrès*, T. XX, p. 19.

(2) Isambert Gaston. *Les Idées socialistes en France de 1815 à 1848*, p. 357.

vailleur n'a aucune sécurité. C'est l'anarchie industrielle. Il faut rechercher un moyen pour créer une mesure de valeur, équilibrer l'offre et la demande au niveau d'une juste valeur (1). Il faut baser la valeur sur le travail, sur l'effort dépensé. La valeur est le travail réalisé (2). L'organisation actuelle du crédit présente les plus grandes iniquités. Les banques prêtent à ceux qui n'ont pas besoin de prêts, à ceux qui peuvent fournir des dépôts, des cautions. Pour le pauvre, c'est une mystification (3). La première loi que Proudhon réclame, c'est la loi de Contradiction. Mais c'est elle justement qui, à son tour, appelle la justice. De là la seconde loi, la loi de la Réciprocité.

La Réciprocité est le principe de l'existence (4). « Fais à autrui ce que tu veux que l'on te fasse », précepte que l'économie politique traduit dans sa formule célèbre « Les produits s'échangent contre des produits ». La réciprocité consiste en ce que les échangistes se solidarisent l'un à l'autre et irrévocablement leurs produits au prix de revient (5). L'organisation de nos rapports mutuels et réciproques résume toute la science sociale. Ce que Proudhon réclame au nom des travailleurs, c'est la réciprocité dans l'échange, c'est l'organisation du crédit. La vraie égalité ne sera établie que lorsque l'équivalence des services sera réalisée (5). La mutualité ou le mutuellisme, c'est le principe nouveau qui doit servir de base à l'organisation des rapports économiques de la société (5).

Mais il y a contradiction entre cette idée de réciprocité, de justice, d'équivalence, de services, et celle du loyer, d'intérêt du

(1) Isambert, op. cit., p. 358 (1^o Proudhon Contrad, 1, p. 179).

(2) Isambert, op. cit., p. 358.

(3) Isambert, op. cit., p. 351 (3^o Contrad, II, p. 22).

(4) Proudhon. *Solution du Problème Social*.

(5) Gide et Rist. *Histoire des doctrines économiques*.

capital (1). La théorie de la mutualité ou du *mutuum* — c'est-à-dire de l'échange en nature, dont la forme la plus simple est le prêt de consommation — est, au point de vue de l'être collectif, la synthèse des deux idées de propriété et de communauté, synthèse aussi ancienne que les éléments qui la constituent, puisqu'elle n'est que le retour de la société à une pratique primitive, à travers un dédale d'inventions et de systèmes, et le résultat d'une méditation de six mille ans sur cette proposition fondamentale : $A=A$ (2).

Le produit net et le produit brut sont identiques pour la nation. Deux ou plusieurs travailleurs peuvent se faire crédit entre eux, crédit de leurs produits respectifs. Il suffit d'organiser l'échange des valeurs individuelles sans tenir compte des objets matériels sur lesquels ces valeurs ont été créées (3). Ce serait un mécanisme de remises réciproques.

La Mutualité.. c'est l'échange en nature. Quels en sont les effets ? Chacun acquiert directement les produits de l'autre. D'où suppression des intermédiaires. Chacun place une quantité de marchandise égale à celle qu'il demande. Donc chacun s'ouvre ainsi automatiquement des débouchés. Si maintenant cent ou mille sociétés ouvrières contractaient mutuellement entr'elles des engagements solidaires, le travail, le salaire, le bon marché leur seraient assurés, elles se serviraient de ses débouchés et tout le monde serait encouragé à produire (4).

Et si tous les travailleurs s'unissaient, par un engagement et un accord universels, la gratuité réciproque deviendrait pos-

(1) Labrusse, op. cit.

(2) Proudhon. *Solution du Problème Social*, p. 135.

(3) Labrusse. Op. cit.

(4) Proudhon : *Révolution Sociale*, p. 283.

sible. Il faudrait pour cela créer entre eux un intermédiaire qui circulerait gratuitement. Ce serait un établissement centralisateur, qui généraliserait les opérations d'escompte. Seulement ces opérations d'escompte seraient effectuées selon un principe de réciprocité établi.

Généralisation de la lettre de change. — « Centraliser toutes les opérations de commerce au moyen d'une banque dans laquelle seront reçus toutes les lettres de change, mandats et billets à ordre représentant les factures des négociants, puis généraliser ou convertir, moyennant une commission minime pour les frais d'administration, ces obligations en un papier qui en serait l'équivalent, et qui, par conséquent, aurait lui-même pour gage les produits ou valeurs réelles que ces obligations représentent (1) ». Il faut donc créer cette lettre de change. Elle doit posséder toutes les qualités essentielles que l'article 110 du Code de commerce prescrit : échange, provision, acceptations. Il est essentiel que cette lettre de change soit payable à vue et à perpétuité. Ce papier serait tiré de chaque lieu de France, formé par 100.000 tireurs, garantis par 100.000 souscripteurs ayant provision dans les comptoirs, fabriques, manufactures, etc.. de 100.000 négociants, fabricants, manufacturiers, entrepreneurs, etc... (2).

Le papier de banque est tout à fait solide et donne les plus grandes garanties de sécurité. Il ne pourra donc pas être déprécié. L'émission de nouveau papier ne pourra pas dépasser les mesures. Il ne serait délivré que contre bonnes valeurs, lettres de change et reposerait non sur les produits fabriqués mais vendus et livrés. Leur remboursement peut donc être récla-

(1) Proudhon. *Solution du Problème Social*, p. 184.

mé. Ce papier de banque serait délivré seulement contre le papier de commerce de première qualité, c'est-à-dire promesse certaine et authentique de remboursement (1).

Tout entrepreneur ayant besoin de crédit s'adressera immédiatement à la production et à la consommation (2). Mais les négociants, les industriels, n'obtiendront pas seulement le capital circulant sans intérêt, mais aussi les moyens pour fonder de nouvelles entreprises. Ces avances se feront sous forme d'escompte (3). Lorsque l'entrepreneur aura les commandes, il s'adressera au producteur pour les matières et instruments dont il aura besoin et en échange de ces fournitures, il lui donnera des lettres de commerce, converties par la Banque en papier de change (bon de circulation). Ainsi c'est le consommateur qui deviendra le véritable commanditaire. Entre le consommateur et l'entrepreneur, l'intermédiaire de l'homme d'argent n'est plus nécessaire (4). Les conséquences de ces réformes seront considérables. Les capitaux seront mis gratuitement à la disposition de tous. Il n'y aura plus qu'une classe, celle des travailleurs. Les travailleurs échangeront leurs produits au prix de revient. Et une idée chère à Proudhon : le gouvernement lui-même deviendrait inutile. La société subsisterait par elle-même. C'est enfin, en un mot, l'anarchie, le non-gouvernement (5).

Le nouveau papier ne sera que notre billet de banque, mais libéré d'un remboursement en espèces. Tout problème de la circulation consiste à généraliser la lettre de change, c'est-à-dire à en faire un titre anonyme, échangeable à perpétuité et rem-

(1) Proudhon. *Solution du Problème Social*.

(2) Labrusse, op. cit.

(3) Gide et Rist. *Histoire des doctrines économiques*.

(4) Proudhon. *Organisation du Crédit*, p. 123, T. VI. Œuvres complètes.

(5) Gide et Rist. *Histoire des doctrines économiques*.

boursable à vue, mais seulement contre des marchandises et des services (1).

Cette banque aura pour objet immédiat de procurer, à ses membres, les produits, denrées ou services sans recourir au numéraire. Ensuite elle effectuera la réorganisation du travail et transformera la condition du producteur. La propriété sera dépouillée du droit au revenu, sans travail (2).

Ce billet de banque, affranchi de la condition de remboursement en espèces, représentera une des bases principales pour la solution du problème social. La monnaie dans ces conditions serait un signe de la valeur, agent de la circulation et également marchandise, valeur réelle. Par la création de cette banque, l'échange devient gratuit. Le service sera échangé contre le service. Organiser le crédit et la circulation, ruiner l'argent, créer une banque, ce sont là les bases de la nouvelle constitution économique.

ESCOMPTE. — Qu'est-ce que l'escompte ? C'est un droit, que la lettre de change ordinaire, à l'échéance de sa circulation et en s'échangeant contre le numéraire, paie à ce numéraire. Dans la nouvelle organisation, le papier particulier des sociétés sera échangé contre du papier de la société. Ce sera l'escompte (3). Cette opération sera à la base du crédit gratuit, et le trait le plus caractéristique du mutuellisme. C'est-à-dire la transformation de la Banque de France en une banque d'état qui démocratiserait le crédit (4). Le taux de l'escompte ne sera qu'une prime d'assurance contre des risques éventuels.

(1) Proudhon. *Organisation du Crédit*, p. 113-114.

(2) Gide et Rist. *Histoire des doctrines économiques*.

(3) Proudhon. *Solution du Problème social*, p. 189.

(4) Gide et Rist. *Histoire des Doctrines économiques*.

Que se passe-t-il aujourd'hui ? La Banque de France émet des billets de banque pour une somme de 110 millions. En fait, dans ses caves, elle n'a que 90 millions, mais elle perçoit un loyer de 110 millions. Le public lui faisant confiance, accepte ses billets, quoi que tous ne soient pas couverts. Ces bons « représentatifs de l'argent » si le public s'engageait à ne plus les convertir en espèces, pourraient aussitôt devenir des bons de circulation. Mais ce « bon » sur quoi s'appuiera-t-il ? Sur le produit. C'est le produit, le travail qui lui servira de gage. Or faisons accepter par le public l'idée de renoncer au numéraire, engageons les clients de la banque à ne plus convertir ses billets en espèces. Il faut donc supprimer le capital et cette taxe arbitraire. Conformément au principe de la réciprocité, on fondera l'escompte gratuit. Il n'y aura que des retenues minimales, pour frais d'administration.

Sous le nouveau régime de mutuellisme, le producteur, en présentant son effet de commerce, obtiendra en échange un bon représentatif de cette valeur. La banque devient l'acheteur direct qui verse le prix au vendeur. De cette manière tous les travailleurs négocient entre eux. Tout se traite au comptant. Le numéraire ne perçoit plus l'escompte. L'escompte n'est plus le prix d'un soi-disant service rendu par l'échange (1). C'est comme nous l'avons dit, l'échange d'un papier particulier contre un papier qui est, non seulement accepté universellement, mais non soumis à l'obligation d'être remboursé en espèces. Quels sont les bénéfices immédiats et considérables de cette réforme ? Avec la suppression de l'argent, le droit d'escompte lui-même sera supprimé. Les travailleurs pouvant obtenir gratuitement, sans inté-

(1) Labrusse, *op. cit.*

rêt, l'instrument d'échange, pourront acquérir les capitaux. Ils ne seront plus obligés de les louer dans des conditions impossibles pour eux.

Nous reproduisons une analyse de comptabilité sociale établie en vertu de la réforme de Proudhon.

I. *Système d'intérêt.* — Dans le système de l'intérêt, les deux classes, quoiqu'antagonistes, les propriétaires capitalistes d'un côté et les ouvriers de l'autre, constituent un tout par le concours qu'ils apportent mutuellement : la production, la circulation et la consommation de richesses (1).

Proudhon désigne par A. la classe totale des propriétaires, capitalistes et entrepreneurs et par B. C. D. E. F. G. H. I. J. K. L. la classe des salariés. Envisageons maintenant le compte et le résumé des opérations personnelles de A. propriétaires, capitalistes, entrepreneurs.

A. commence sa spéculation avec un capital de 10.000 fr., ce qui s'exprime ainsi :

1° Caisse doit à A.

1^{er} Janvier, compte de capital 10.000 fr.

A. va louer les ouvriers dont il paiera les produits et les services avec ces 10.000 fr. Il les transformera en marchandises.

2° Marchandises générales à caisse (2).

Achat au comptant ou par anticipation des produits de l'année courante des travailleurs ci-après dénommés :

(1) XI. Lettre de Proudhon à Bastiat. *Vox du Peuple*, 21 janvier 1850, p. 191.

(2) XI. Lettre Proudhon à Bastiat, p. 192.

De B.	x	journées de travail	ont produit ensemble	1.000 fr.
De C.	»	»	»	1.000 fr.
De D.	»	»	»	1.000 fr.
De E.	»	»	»	1.000 fr.
De F.	»	»	»	1.000 fr.
De G.	»	»	»	1.000 fr.
De H.	»	»	»	1.000 fr.
De I.	»	»	»	1.000 fr.
De J.	»	»	»	1.000 fr.
De K.	»	»	»	1.000 fr.
De L.	»	»	»	1.000 fr.
				10.000 fr.

Le capitaliste propriétaire entrepreneur exécutera maintenant l'opération contraire qui consiste à convertir les marchandises en argent. Il faudra que cette opération lui procure un bénéfice. Supposons cet intérêt à 10 %.

Mais quels seront les acheteurs de ces produits. Toujours les B. C. D. travailleurs.

Voici le compte :

3° Les suivants à marchandises générales :

B.	mes ventes à lui faites dans le courant de l'année	1.100 fr.
C.	»	1.100 fr.
D.	»	1.100 fr.
E.	»	1.100 fr.
F.	»	1.100 fr.
G.	»	1.100 fr.
H.	»	1.100 fr.
I.	»	1.100 fr.
J.	»	1.100 fr.
K.	»	1.100 fr.
L.	»	1.100 fr.
Total.....		11.000 fr.

L'encaissement de ces sommes donne lieu à l'établissement du compte suivant :

4° Doit caisse aux suivants :

à B. son versement en espèces pour solde de compte au 31 déc.	
à C.	1.100 fr.
à D.	1.100 fr.
à E.	1.100 fr.
à F.	1.100 fr.
à G.	1.100 fr.
à H.	1.100 fr.
à I.	1.100 fr.
à J.	1.100 fr.
à K.	1.100 fr.
à L.	1.100 fr.

Résumé des opérations de A. propriétaire capitaliste entrepreneur pour son inventaire au 31 Décembre (1) :

Marchandises générales :

Doivent	Avoir
10.000 Débit de ce compte au 31 décembre.	Crédit de ce compte au 31 décembre 11.000 fr.
1.000 Bénéfice sur ce compte à porter au crédit du compte de capital A.	
11.000 fr.	Balance 11.000 fr.

(1) XI lettre Proudhon à Bastiat, p. 194.

Résumons maintenant la contre-partie de ce compte, celui des travailleurs :

Compte des opérations de B. travailleur, avec A. propriétaire capitaliste, entrepreneur.

1. Doit caisse 1^{er} janvier à B. Compte de Capital

Vente au comptant par anticipation de tout le produit de l'année à A. propriétaire capitaliste entrepreneur 1.000 fr.

Le travailleur reçoit 1.000 francs.

B. vit de son salaire, qu'il reçoit du propriétaire A, à qui il achète ses marchandises et les objets, il les paie 10 % plus cher, à cause du bénéfice de A. Ceci représente pour B. le résultat suivant :

2. Doit B. compte de capital à A. propriétaire capitaliste entrepreneur.

Montant des fournitures de toute espèce de ce dernier dans le cours de l'année 1.000 fr.

3. Résumé des opérations de B. pour son inventaire :

Doit.	Compte de capital	Avoir.
1.100 fr.	Débit de ce compte au 31 décembre.	
	Crédit de ce compte au 31 décembre	1.000 fr.
	Perte sur ce compte que B. ne peut payer qu'au moyen d'un emprunt..	100 fr.
1.100 fr.		1.100 fr.

Nous sommes arrivés ainsi, d'après Proudhon, à cette évidence : que les crises économiques, les bouleversements sociaux, résultent de cette cause organique, due à la constitution de la société. Par cette fiction de la productivité du capital et les prérogatives de monopoleur, il en résulte : soit que le monopoleur enlève au salarié une partie de son capital social, ou bien

c'est le travailleur qui entraîne le monopoleur à la baisse. Donc le crédit dans le système de l'intérêt a pour résultat la spoliation du travailleur, la banqueroute de l'entrepreneur, la ruine du capitaliste (1).

Envisageons maintenant la situation sous le régime de la gratuité. En vertu de la théorie du crédit gratuit, le travailleur salarié et le propriétaire capitaliste entrepreneur se confondent en une seule classe, celle de « producteur-consommateur ». Les opérations de crédit sont devenues de simples formes de l'échange. Supposons que la Banque de France ait réduit son taux d'escompte à 1 %. Elle deviendrait alors l'intermédiaire entre tous les travailleurs et toutes les transactions s'effectueraient par son entremise.

1. Compte des opérations de B. travailleur avec x Banque Nationale (2).

Doit caisse 1^{er} Janvier à Banque Nationale :

Avance de celle-ci sur tous les produits de mon travail de l'année à lui rembourser au fur et à mesure de mes ventes :

1.000 fr. escompte 1 % déduit	990 fr.
-------------------------------	---------

B. vit exclusivement de son travail et par le produit de son travail il obtient un certain nombre de billets ou d'espèces de Banque Nationale. Avec ces billets il achète chez A. travailleur — mais qui joue ici fictivement le rôle de propriétaire-capitaliste-entrepreneur — les objets utiles à son industrie ou nécessaires à sa consommation.

Cet achat fait au comptant donne ouverture du compte suivant :

(1) XI lettre de Proudhon à Bastiat, p. 197.

(2) Lettre XI. 21 janvier 1850. Proudhon à Bastiat, p. 198.

2. Doivent marchandises générales à Caisse :

Achat au comptant chez A. de toute ma consommation de l'année 990 fr.

Tout travail doit laisser un excédent (1). Toute valeur se crée de rien par le travail. En effet, le produit est défini par J. B. Say : l'utilité ajoutée par le travail aux objets que fournit la nature. Admettons que B. par son travail ait augmenté de 10 % la valeur qu'il consomme. Le résultat en est :

3. Doit caisse à marchandises générales.

Mes ventes au comptant à divers, courant de l'année : 1089 fr.

L'usure empêchant la consommation et la reproduction est une cause de misère.

B. a réalisé tout le produit de son travail de l'année. Il se liquide avec A. Banque Nationale.

4. X. Banque nationale à caisse.

Mon versement pour solde 1.000 fr.

Résumé des opérations de B. pour son inventaire :

Compte de marchandises générales	
Doit	Avoir
990 fr. débit de ce compte au 31 décembre.	Crédit de ce compte
99 fr. bénéfice sur ce compte.	au 31 décembre 1089 fr.
1089 fr.	Somme égale. 1089 fr.

L'année suivante, B. opérera sur un produit de 1089 fr. ce qui lui permettra d'acquérir un plus grand bénéfice. Ce mouvement se perpétuera à l'infini.

(1) XI. Lettre 11 Janvier 1850, p. 204, Proudhon à Bastiat.

Voyons le résumé des opérations de X. Banque Nationale pour son inventaire au 31 décembre :

Doit	Profits et pertes	Avoir
100 fr. Bénéfice sur ce compte.	Produit des escomptes de l'année	100 fr.

Compte de A., propriétaire, capitaliste, entrepreneur.

A. ne prête plus sous le régime de crédit gratuit le capital. Il lui vend. Ayant reçu le prix, il est déchu de ses droits.

La monnaie, qui n'est qu'un instrument de circulation, est devenue la propriété commune. Son usage est gratuit. Les producteurs-consommateurs, eux, ont besoin de matières premières, des instruments de travail et non pas des écus.

A. commence ses opérations avec les marchandises que nous fixons à 10.000 francs (1).

1. Doit marchandises générales à A. compte de capital, marchandises en magasin au 1^{er} Janvier suivant inventaire : 10.000 francs.

A. vend ses marchandises aux travailleurs B. C. D.

Le comptable de A. constatera :

2. Vente au comptant à B.....	990 fr.
à C.....	990
à D.....	990
à E.....	990
à F.....	990
à G.....	990
à H.....	990
à I.	990
à J.	990
à K.....	990
à L.....	990

Total,..... 9.900 fr.

(1) Lettre XI. 21 Janvier 1850, Proudhon à Bastiat, T. 200, p. 20.

Le propriétaire capitaliste entrepreneur A. consomme les produits des travailleurs B. C. D. comme ceux-ci consomment les siens. La mieux value obtenue par les valeurs que B. C. D. consomme fait que le capital de 990 fr. que B. a acquis par le crédit de la Banque, se transformerait en un autre capital de 1089 fr. C'est donc d'après cette somme que A. fait ses achats auprès de B. (1).

Ceci se traduit dans les écritures :

3. Doit Marchandises générales à caisse.

Achat au comptant de travailleurs ci-après :

De B. livraison de divers articles pour ma consommation.	
C.	1.089 fr.
D.	1.089 fr.
E.	1.089 fr.
F.	1.089 fr.
G.	1.089 fr.
H.	1.089 fr.
I.	1.089 fr.
J.	1.089 fr.
K.	1.089 fr.
L.	1.089 fr.

L'inventaire de A. 10.890 fr.

Résumé des opérations de A. propriétaire capitaliste entrepreneur pour son inventaire au 31 décembre :

(1) P. 205. Lettre XI, 21 janvier 1850, Proudhon à Bastiat.

Marchandises Générales

Doit	Avoir
	Crédit de ce compte
	au 31 décembre 9.900 fr.
1.890 fr. Débit de ce compte	Restant en magasin
	des marchandises
au 31 décembre.	inventoriées au 1 ^{er}
	janvier dernier 400 fr.
	Perte sur ce compte 890 fr.
10.890 fr.	10.890 fr.

Il est donc démontré, dit Proudhon, que sous le régime de l'usure, le travailleur perd, tandis que sous le régime du crédit gratuit, le compte de chaque travailleur se solde par un boni de 99 fr. Proudhon en déduit deux propositions qu'il prétend avoir mathématiquement établies, à savoir :

Dans le régime mutuelliste, la fortune de l'ouvrier augmente en raison directe de son travail, tandis que celle du capitaliste-propriétaire diminue en raison directe de sa consommation improductive. Sous le régime de l'usure, la fortune de l'ouvrier décroît en raison directe de son travail tandis que celle du propriétaire capitaliste augmente en raison directe de sa consommation improductive (1).

Le régime de crédit mutuel permet ainsi au travailleur de racheter le produit de son travail. Il peut produire indéfiniment. Il résulte pour la Société un accroissement continu de bien-être et de richesses. Organiser ainsi la Société, c'est permettre

(1) P. 207, XI, 21 janvier 1850. Proudhon à Bastiat.

aux travailleurs de vivre, c'est réduire à néant la théorie de Malthus, c'est libérer enfin la Société du joug séculaire de l'intérêt.

Proudhon a bien résumé : « Dans le régime mutuelliste la fortune de l'ouvrier augmente en raison directe de son travail, tandis que celle du propriétaire-capitaliste en raison directe de sa consommation improductive. » (1).

Mais il ne faut pas perdre de vue que sous le régime mutuelliste, de réciprocité et de gratuité, tout citoyen est non seulement le commanditaire mais aussi le commandité. Il est escompteur et banquier, et, tandis que d'un côté par l'annulation de l'intérêt (ou de l'escompte) la somme des produits du travail s'accroît indéfiniment, de l'autre, par les facilités de la circulation ces produits se convertissent incessamment en valeurs et les valeurs en capitaux (2).

Les deux qualités de «travailleur salarié» et de «propriétaire capitaliste » seront égales. Le déficit du capitaliste sera compensé par le bénéfice du travailleur.

La définition du Mutuellisme. — Essayons maintenant, si non de donner une définition, du moins de préciser en quelques mots les traits les plus caractéristiques du Mutuellisme. Le Mutuellisme de Proudhon c'est l'organisation sociale où la propriété sera dépouillée de son caractère odieux qui consiste à laisser vivre les oisifs, à permettre aux capitalistes de vivre du travail des ouvriers, c'est la réforme de la circulation par la suppression du numéraire et de l'intérêt, et par la création d'un instrument d'échange d'une valeur intrinsèque nulle, bon de circulation

(1) Proudhon. T. VI, p. 3041.

(2) Proudhon. T. VI, p. 305.

gagé, non sur l'or ou l'argent, mais sur le produit qui a provoqué son émission inconvertible en espèces, et garanti par l'acceptation mutuelle de l'universalité des citoyens, c'est enfin le crédit gratuit pour tous.

Quels sont les effets que Proudhon attend de sa réforme. La portée en serait incalculable. Le problème social serait résolu. Le crédit gratuit, par l'organisation de la circulation gratuite, permettrait à la production de se développer dans des proportions énormes. Les produits s'échangeant contre des produits et les débouchés seront créés à l'infini. L'ouvrier, maître de tout le produit de son travail, le salaire reçu étant égal au travail fourni, il pourra se procurer les produits dont il a besoin. Plus de crises économiques. L'égalité s'établira entre le travail et le capital, sans bouleversement, sans secousses sérieuses. Le règne de la liberté absolue pourrait être amené parmi les hommes. L'échange serait égal. Le capital ne se formerait plus par l'épargne, mais par l'échange : « Accumuler des billets de crédit semblerait une aussi grande duperie que d'avoir du pain et de ne pas manger, du vin et de n'en pas boire, des vêtements et d'aller tout nu, un logement superbe et de coucher à l'écurie. » (1). Echanger c'est capitaliser. La propriété serait transformée, non le sentiment propriétaire. Il existerait, mais la propriété serait supprimée dans ses effets odieux. Le caractère exclusif de la propriété cesserait d'exister. La propriété ne serait plus le vol, un privilège. Cette réforme serait la seule en mesure d'empêcher le communisme de tout détruire et écarterait ses dangers. La consommation deviendrait la commandite. La spéculation tuée; les intermédiaires supprimés; la produc-

(1) Proudhon. *Solution du Problème Social*, p. 124.

tion nationale, par la suppression de l'intérêt, deviendrait bon marché. Elle serait en mesure de défier toute concurrence étrangère. La république commerciale serait créée. Le gouvernement lui-même, ne serait plus nécessaire. Ce serait l'anarchie, le non-gouvernement. Ce serait le règne du travail dans la justice.

CHAPITRE II

La Banque d'échange. — Essai de réalisation

Ce qu'on a le plus reproché à Proudhon, c'est de n'avoir ni voulu, ni su, peut-être, donner une conclusion à toutes ces théories de négation. L'homme qui a tout critiqué, tout nié, qui s'est, avec un rare talent, attaqué non seulement à la propriété, mais à presque tous les systèmes socialistes, à quoi son œuvre devait-elle conclure ? On en attendait la réponse. La période fiévreuse de 1848, l'époque où presque chacun voulait avoir son plan pour sauver la société, pour lui donner un cadre idoine à son développement. Pourtant, il a répondu à ceux qui lui reprochaient de n'avoir su que détruire, que la véritable méthode en philosophie, la méthode de construction c'est la négation. Seulement, les faits ont demandé une réponse et la critique, un programme constructif. C'est pour réfuter ces reproches, pour donner une satisfaction à ceux qui attendaient de lui plus qu'une critique, si logique, si fondée qu'elle fût, qu'il élaborait enfin son

projet de constitution de la Banque d'Echange, en 80 articles, sous la dénomination : La Société Nationale de la Banque d'Echange.

Son objet a été de procurer à chaque membre de la Société, sans le secours du numéraire, tous les produits : denrées, marchandises, services, dont il aura besoin; de réorganiser le travail agricole et industriel; de changer la condition du producteur (1).

La Société n'aura pas de capital (2). Elle sera universelle et perpétuelle.

Les principes constitutifs de la Banque d'Echange seront les suivants :

Travailler c'est produire de rien et consommer sans travailler c'est perdre le capital, et non exploiter le capital. Créditer c'est échanger (3). Cet axiome est le bouleversement complet des idées économiques. Dans le système de la propriété telle qu'elle existe, le crédit est unilatéral, il émane du parasite qui possède, au travailleur qui ne possède pas, mais qui produit. Le crédit ainsi fondé a pour base une redevance que le débiteur travailleur et producteur paie au parasite. Il paie pour que le parasite lui donne le pouvoir de se servir du capital. Dans le système de la banque d'échange le crédit devient bilatéral. Il émane de chaque travailleur et s'adresse à tous les travailleurs. Les travailleurs se garantissent mutuellement le produit de leur travail (4). La redevance n'est plus payée. La seule

(1) Article 2.

(2) Art. 3.

(3) Art. 8.

(4) Proudhon. *Solution du Problème Social*, p. 212.

condition est l'égalité de l'échange. Ainsi chaque créancier est aussi débiteur et quelque chose est échangé contre quelque chose.

3° Echanger c'est capitaliser. Comme il est établi que faire crédit est la même chose que faire échange, que le produit ne peut être délivré que contre un produit équivalent et non contre une « autorisation de produire », que l'échange direct ne trouve plus d'obstacle (1), il est évident que pour un travailleur, la meilleure manière de s'enrichir est d'obtenir le plus possible de produits divers en échange d'un produit qui est uniforme.

4° La consommation c'est la commandite. Le consommateur, par le fait que tout échangiste est créateur par l'échange direct, devient le commanditaire de ceux qui demandent du travail et n'ont rien à offrir en échange.

La Société ne fait pas de bénéfice. Sa formule c'est la réciprocité. Elle est une institution de crédit qui a pour but d'effectuer l'échange de tous les produits sans le secours du numéraire. Elle multiplie les produits sans la commandite du numéraire (2). Elle fait disparaître tous les privilèges, rend effective la liberté absolue et permet l'augmentation de la richesse collective dans une paix générale et perpétuelle.

L'instrument d'échange, dont la banque se sert, est le bon d'échange (3). Ce papier représente les obligations particulières de ses membres; il est gagé sur les divers produits qui en sont la base et non sur le numéraire comme les billets de banque ordinaires (4).

(1) Proudhon. *Solution du Problème Social*, p. 212-13.

(2) Art. 9.

(3) Art. 10.

(4) Art. 11.

Aucun sociétaire ne peut refuser le papier d'échange (1). L'émission de ce papier ne saurait être exagérée puisqu'elle aurait lieu au prorata des factures et de la livraison des produits, et sa dépréciation n'est pas à craindre parce que le papier est gagé par le produit, par la responsabilité du producteur et des endosseurs (2).

La Banque émet les bons en échange de tout papier de commerce qu'elle a en gage, et représente un produit accepté, vendu, livré ou livrable. La valeur d'échange doit être nécessairement établie. Elle le sera par une Société mutuelle pour les ventes et les achats. Chaque adhérent assurera le prix de revient des produits ainsi divisés :

Matières premières.

Main-d'œuvre.

Frais généraux.

Retenue ou prime d'assurance.

Les économies obtenues par l'habileté personnelle.

(Pour favoriser les découvertes, Proudhon les exclut).

Les adhérents-garants mutuels de ces prix s'engagent à livrer ces produits entre eux au taux admis.

La Banque escomptera le papier à deux signatures ; le crédit sera illimité, la retenue de 1 % sera effectuée pour couvrir les frais généraux.

La Banque sera aussi acheteur de marchandises afin de venir en aide, au cas où ces produits n'auraient pas de débouchés. Seulement, elle se réserve de ne payer que quatre cinquièmes du prix de revient. Elle délivrera un acte de dépôt puis

(1) Art. 12.

(2) Labrusse, op. cit.

revendra les objets achetés aux enchères, et avant de remettre le prix obtenu au propriétaire, en déduira une somme de 5 % pour sa commission.

La Banque ouvre des crédits à découvert, mais il faut se procurer deux ou trois cautions solidaires.

Elle peut accorder aussi des avances à longs termes aux propriétaires et aux cultivateurs.

Toutes les affaires étant centralisées, elle peut opérer gratuitement les recouvrements par un simple virement.

La Banque est indépendante de l'Etat qui n'est que sociétaire, au même titre que les autres. Elle lui fera des avances en bons pour une somme de 500 millions. L'Etat recevra, en échange de ce service, des bons dans toutes les caisses publiques.

La gérance est confiée à un Conseil d'Administration, contrôlée par un Comité de Surveillance. L'Assemblée générale est la vraie représentation de la Société.

L'accueil réservé au projet de Proudhon fut assez froid. Quelques sympathies se sont manifestées à son égard, mais le Gouvernement l'a ignoré. Proudhon ne s'est pas découragé. Il a complété son projet par des propositions de loi, présentées à l'Assemblée nationale le 11 Juillet et le 22 Avril 1848. Mais, hélas, aucune d'elles ne fut prise en considération. Le 31 Janvier 1849, enfin, il a constitué devant M^e Dessaignes et son collègue, notaires à Paris, un acte de Société en nom collectif et en commandite sous la raison sociale P. J. Proudhon et Cie. C'était la Banque du Peuple.

La Banque du Peuple. — Cette banque, destinée à prouver la possibilité pratique de sa théorie du crédit mutuel, avait fait

subir de sérieux changements au plan théorique de la Banque d'échange.

La Société est constituée entre Proudhon d'une part, des actionnaires et adhérents, d'autre part.

Les actionnaires ne seront responsables que de la valeur de leurs actions, mais rien ne les oblige à être adhérents, pas plus que les adhérents ne seront pas obligés de devenir actionnaires de la Banque. Tout adhérent s'engage à accepter le papier de la Banque à titre de paiement. La Banque d'échange devait se constituer sans capital, la Banque du Peuple, au contraire, était créée, avec cinq millions de capital (1 million d'actions à cinq francs). Ces actions peuvent être souscrites par dixièmes. Elles seront nominatives et ne paieront aucun intérêt.

La Société sera constituée pour une durée de 99 ans. Son siège social est établi à Paris (rue du Faubourg Saint-Denis, n° 25). Elle devait avoir dans chaque arrondissement un comptoir et dans chaque commune un correspondant.

La Société a pour but d'organiser démocratiquement le crédit (1). Cette démocratisation de crédit consistera à faire obtenir à tous l'usage de la terre, des maisons, machines, instruments de travail, capitaux, produits et services de toutes natures. Naturellement dans des conditions des plus avantageuses et au plus bas prix. Elle doit faciliter à tous l'écoulement de leurs produits et le placement de leur travail (2).

Toute matière première, la nature la fournit gratuitement à l'homme. Tout produit vient du travail. Le capital, lui, est improductif. Les opérations de crédit se traduisent en opéra-

(1) Art. 2.

(2) Art. 2. 1 et 2.

tions d'échange. La prestation des capitaux et l'escompte des valeurs ne doivent donner lieu à aucun intérêt (1). La base de la Banque est la gratuité du crédit. Son objet, la circulation des valeurs. Elle ne s'occupe pas de leur production. Le moyen de la Banque est le consentement réciproque des producteurs et consommateurs. En principe elle ne devrait pas créer le capital social, mais en attendant l'adhésion totale de tous les producteurs, elle pourra débiter avec un capital.

L'instrument d'échange sera dénommé : bon de circulation (2). Le papier de la Banque du Peuple est un ordre de livraison, revêtu du caractère social. Il est perpétuel. Payable à vue par tous les adhérents, en produits ou services (1).

La Banque n'est pas obligée de rembourser en espèces ses bons de circulation, mais ils auront pour gage (2) :

1° Les obligations de commerce et les titres de propriété présentés au crédit et à l'escompte.

2° Le numéraire obtenu par les versements en espèces contre le papier social.

3° Le numéraire provenant du paiement des actions. Cette somme constituera provisoirement le capital de la Banque.

4° Le numéraire provenant d'emprunt, dépôts, consignations, etc...

5° Et enfin la promesse mutuelle d'acceptation de tous ses adhérents et sociétaires.

Les bons de circulation seront délivrés à la Banque (3) :

Contre espèces.

(1) Chap. II du Capital Social. Proudhon, Banque du Peuple.

(2) Chapitre IV. Art. 16.

Contre effets de commerce à deux signatures.

Contre consignations de marchandises.

Contre obligations collectives des corporations et associations ouvrières.

Contre cautions.

Contre annuités et hypothèques.

Contre garanties personnelles.

Nous analyserons maintenant ces opérations d'escompte de la Banque du Peuple.

Pour obtenir les produits dont le bon marché est garanti par les producteurs, le consommateur, — associé ou non — en échange de son numéraire, obtiendra à la caisse de la Banque une somme égale en bons de circulation. Mais le numéraire versé à la Banque, et échangé contre le papier social, ne portera aucun intérêt (1).

En ce qui concerne l'escompte des effets de commerce, la Banque se voit obligée d'observer une très grande prudence, au moins dans les débuts. Elle ne délivrera les bons de circulation que contre bonnes valeurs de commerce. Et cela dans la proportion que lui permettra le capital réalisé de la Banque (2). Le papier escompté doit porter deux signatures. Les opérations porteront un intérêt fixé provisoirement à 2 % (3). Ce taux permettra l'augmentation du capital et en conséquence l'extension des affaires. La gratuité du crédit étant le but de la Société, elle doit opérer l'escompte et donner crédit moyennant un intérêt toujours moindre (4).

(1) Chapitre VI. Art. 24.

(2) Chapitre VII. Art. 31.

(3) Labrusse, op. cit.

(4) Chapitre VII, art. 34.

Les avances sur marchandises auront pour but de faciliter par l'escompte sur consignation l'écoulement des produits et de venir en aide au commerce et à l'industrie dans le cas où les produits ne trouvant pas de débouchés, encombreraient les magasins (1). La Banque ne prêtera pas sur gages. Les Bons de circulation ne devant nullement être comparés ou indentifiés avec les warrants (2), elle pourra cependant acheter à terme (3).

La Banque du Peuple ouvrira des crédits à découvert. Elle escomptera les produits futurs mais les avances seront couvertes soit sur caution, soit sur titres de propriété ou garanties personnelles de fabrication (4). Dans le cas où la Banque consentira des avances sur caution, elle pourra exiger deux ou plusieurs cautions solidairement responsables (5).

En principe, la Banque ne prête pas sur hypothèques, mais peut, exceptionnellement, faire des avances et des couvertures de crédit au propriétaire-négociant, à long terme et sur obligations hypothécaires (6).

Elle ouvrira aussi des crédits en compte courant, opérera des paiements et des recouvrements (7).

Mais elle ne consentira pas seulement des opérations de crédit réel. Elle élargira son activité par les opérations de crédit personnel. La Banque favorisera, protégera, aidera toute entreprise, toute association ouvrière en qui elle aura confiance et qui pourrait lui donner des garanties suffisantes, non des

(1) Chapitre VIII, Art. 37.

(2) Chapitre VIII, Art. 38.

(3) Chapitre VIII, Art. 39.

(4) Chapitre IX, Art. 42.

(5) Chapitre IX, Art. 43 et 44.

(6) Chapitre X, Art. 46.

(7) Chapitre XI.

garanties matérielles, mais morales, des chances de succès et de réussite. Elle encouragera ainsi toute entreprise naissante, et par des avances matérielles lui permettra de se développer et de grandir (1).

Mais la Banque du Peuple n'a aucune entreprise et n'intervient dans aucune spéculation ou affaire (2).

Elle servira de caisse d'épargne pour les économies ouvrières et recevra en dépôt tous les fonds appartenant à des particuliers, à des associations ou corporations. Mais ces valeurs ne porteront aucun intérêt.

Les bénéfices seront ajoutés au capital de la Banque jusqu'au jour où le taux de son escompte sera réduit aux seuls frais de l'administration. Ce jour-là, la Banque pourra développer ses opérations en vertu de ses principes et de son but (3).

En vue de développer l'usage des bons de circulation, la Banque fondera une section particulière qui s'appellera : « *Le Syndicat général de la production et de la consommation* ». Ce syndicat aura pour but de procurer aux travailleurs adhérents à la Banque du Peuple tous les objets et les services dont ils auront besoin en échange des bons de circulation.

La Banque sera une institution d'intérêt public. Mais restera indépendante de l'État.

En attendant la transformation de la Société en Société anonyme, le directeur gérant sera Proudhon. C'est lui qui exercera (4) les droits et les actions de la Société.

Quant aux aliénations des biens de la Société, leur vente

(1) Chapitre XII, Art. 50.

(2) Chapitre XII, Art. 53.

(3) Chapitre XIII, art. 55.

(4) Chapitre XIV, Art. 61.

(5) Labrusse, op. cit.

ou hypothèques, il ne pourra les effectuer sans l'approbation du Comité de Surveillance.

Le directeur gérant sera assisté :

1° D'un comité d'escompte. Ce comité examinera les effets à escompter, il fixera la valeur des biens sur lesquels la Banque pourra effectuer des avances et étudiera la valeur des titres qu'un demandeur de crédit lui soumet. Le rôle de ce comité est consultatif.

2° Au moyen d'un conseil de contentieux et des arbitrages, qui seront consultés en matière du droit.

Un dernier organe, le Conseil de Surveillance, sera compétent pour vérifier les livres.

L'Assemblée Générale, composée de 1.000 délégués, représentera la Société.

Ce projet a subi un échec éclatant. La banque n'a pas pu fonctionner (1). Le capital souscrit a été de 18.000 francs. Le nombre des adhérents a été relativement élevé : 12.000. Mais Proudhon condamné le 28 Mars 1849 à 3 ans de prison et à 3.000 francs d'amende par la Cour d'assises, à cause d'un pamphlet sur la Présidence contre Louis Bonaparte et qui parut le 16 et 17 Janvier, s'enfuit en Belgique. Le 11 Avril, il a annoncé qu'il renonçait à son projet.

Avant de commencer la critique de la doctrine de Proudhon, nous citerons son opinion personnelle sur le mutuellisme : « J'ai, le premier jeté dans le monde, l'idée du crédit mutuel ou gratuit. J'ai cru, je crois plus fermement que jamais, possible d'orga-

(1) Gide et Rist. *Histoire des Doctrines économiques.*

niser par l'adhésion et le concert des travailleurs, cette forme de crédit (1) ».

« On a souvent confondu la Banque de Proudhon avec certaines Banques, qui ne cherchait qu'un rapprochement entre consommateurs et producteurs, en supprimant les intermédiaires. Ces banques n'avaient pas inscrit dans leur programme la suppression de l'intérêt. Elles achetaient les marchandises et payaient en bons d'échange. Les consommateurs venaient à la Banque, achetaient des produits dont ils avaient besoin, moyennant ces bons d'échange. C'est dans cet esprit que Fulerand Mazel créa, en 1829, sa banque. Ce n'était au fond qu'un entrepôt en vue de faciliter l'écoulement des produits et de trouver des débouchés (2) ».

(1) T. XVII, p. 83-94.

Le projet de Proudhon ne doit pas être confondu avec d'autres plans antérieurs, contemporains ou postérieurs. En 1838 fut fondée à Marseille, puis transportée à Paris, la Banque Bonnard. Les principes de cette banque ont été sinon les mêmes, du moins assez semblables. Elle existe encore aujourd'hui. Le client de la Banque, au lieu d'apporter la marchandise à la Banque et de toucher le prix de cette marchandise en bons de papier, obtenait de la Banque une marchandise qui lui était nécessaire et remettait à la Banque un billet par lequel il s'engageait d'apporter son produit le jour où la Banque le lui demanderait. La Banque touchait seulement une commission à l'occasion de chaque opération. (Gide et Rist. *Histoire des doctrines économiques*).

(2) Gide et Rist. *Histoire des doctrines économiques*.

CHAPITRE III

La critique de Proudhon. — Nous avons exposé dans les chapitres précédents la doctrine de Proudhon, surtout en ce qui concerne le crédit mutuel qui seul nous intéresse. Nous essaierons de faire une étude critique de la solution du problème social tel que l'envisage Proudhon. Le grand démolisseur de tous les systèmes socialistes, qui se proclame socialiste lui-même, a critiqué toutes les écoles précédentes. Après avoir attaqué l'abolition de l'hérédité, idée fondamentale du Saint Simonsisme, c'est à Fourier, à Cabet, dont le communisme est appelé par lui la religion de la misère, et à Louis Blanc, qu'il s'en prend, et ce, en des termes injurieux. « Le socialisme lui-même est aussi pauvre logicien, que méprisable charlatan ». Ce mépris des doctrines, il le professe aussi envers les hommes (1). Mais comment se fait-il donc que ce grand ennemi des écoles socialistes fut en même temps l'homme qui proclama la propriété, le vol ? Cette contradiction s'explique par sa méthode de thèse, antithèse et synthèse. C'est l'application à la science économique des idées de Hegel, qu'il a particulièrement estimé. Mais, s'il fut très adroit en ce qui concerne les thèse et l'antithèse, il a démontré une extrême faiblesse en ce qui concerne la synthèse, synthèse qu'il n'a pu appliquer à la suppression de la propriété. Lui-même n'a-t-il pas avoué que la propriété doit être judicieuse ? C'est dans la théorie de la mutualité qu'il l'a découverte.

(1) Deschamps. Cours de doctorat. *Histoire des doctrines économiques*, p. 278.

C'est dans le mutuellisme qu'il mettait son espoir pour la réorganisation de la Société.

L'erreur scientifique sur laquelle repose tout le système de Proudhon, c'est que l'intérêt a pour cause la fonction intermédiaire de l'argent. Supprimez ce privilège de l'argent, et l'intérêt disparaîtra. La valeur, la notion de la valeur existe même en dehors de l'échange. L'échange, lui, embrasse une forme concrète. Pour mesurer la valeur d'une chose, on se base sur son pouvoir d'acquisition, sur sa capacité d'échange. L'utilité c'est l'élément principal de la valeur, c'est sa source. Le désir de l'acquéreur, la rareté ou l'abondance d'un objet sur le marché, ce sont encore : éléments de la valeur. Voulant supprimer l'intérêt, Proudhon voudrait que la valeur soit établie d'après l'estimation du travail devenant l'élément constitutif, seule cause de la valeur (1).

La concrétisation de la valeur se fait au moyen d'un instrument d'échange : la monnaie, ou ses substituts : le numéraire. Mais il est absurde d'assimiler le numéraire au capital. Quel est l'homme le plus riche ? Celui qui possède le plus d'or ou d'argent ? Non ! c'est celui qui le fait fructifier. L'or et l'argent sont improductifs, ce sont des instruments de circulation. Ce que rétribue l'escompte, c'est le capital. L'intérêt ne rétribue pas le numéraire. Nous voyons que l'intérêt existe dans la vente, dans le prêt. Le principe de l'intérêt se trouve dans le fait, que le propriétaire d'un bien le prête actuellement, et ne recevra qu'un bien futur.

Or, un bien présent a plus de valeur qu'un bien futur ou

(1) Labrusse, op. cit.

promis. Celui qui prête rend un service (1). Il doit recevoir deux choses : 1° la restitution de cette valeur à l'échéance ; 2° un service équivalent. Ce service équivalent, ce quelque chose, ce n'est que l'intérêt. L'usage d'une propriété est une valeur. Donc il faut évaluer, comparer un usage à une somme d'argent. C'est ce que font les contractants. Ce quelque chose que l'emprunteur doit en sus de la restitution, susceptible d'être évalué, doit être aussi acquitté par l'emprunteur à qui l'usage a rendu un service. L'intérêt est légitime, car le prêt étant un service, et le service étant une valeur, le prêt doit avoir son prix, c'est-à-dire porter intérêt. Mais, ce à quoi Proudhon s'attaque, c'est surtout au fait que la rétribution du capital permet au capitaliste de vivre sans travailler. Mais ici la rétribution est due au travail antérieur. Cette somme de travail accumulée, épargnée, a permis aux travailleurs d'entreprendre d'autres travaux plus importants et l'abondance des capitaux a permis la baisse de l'intérêt. Le véritable bienfait, pour la classe des travailleurs, est que la baisse de l'intérêt, provoquée par la fécondité et l'abondance du capital, les rapproche de cette gratuité du crédit, dans le sens du crédit bon marché. Supprimer l'intérêt c'est supprimer l'accumulation, l'abondance du capital. Que devient le progrès ? C'est le développement du capital qui a permis ce progrès social, le progrès qui comprend indéniablement aussi celui de la classe ouvrière. « Le travail accumulé, le capital mérite donc, sans aucune contestation, une récompense. » (2).

Tout capital, fruit d'un travail antérieur, féconde un tra-

(1) Bastiat à Proudhon. Lettre du 12 Novembre 1849.

(2) Bastiat à Proudhon, 24 Décembre 1849.

vail ultérieur. Fécondant un travail ultérieur, l'emprunteur doit une rémunération. Le crédit pourrait devenir gratuit si le capital pouvait se former gratuitement, sans aucun effort, sans aucune peine (1). Bastiat établit cinq propositions qui réfutent absolument Proudhon.

1° Le capital féconde le travail.

2° Le capital est du travail.

3° A mesure que le capital s'accroît, l'intérêt baisse, mais de telle sorte que le revenu total du capitaliste augmente.

4° A mesure que les capitaux augmentent, la part absolue qui revient au capital augmente et sa part proportionnelle diminue.

5° A mesure que les capitaux augmentent, la part proportionnelle et la part absolue du travail augmentent.

Il faut donc que le sort des masses s'améliore, que l'intérêt baisse, et pour qu'il baisse, que les capitaux se multiplient. Mais au lieu de supprimer l'intérêt, il faut développer l'activité, propager l'économie, instituer la liberté, la sécurité et conserver la paix.

Jusqu'à présent, nous n'avons discuté et critiqué que la théorie de Proudhon, en ce qui concerne l'intérêt. Nous avons montré que sa critique de la légitimité de l'intérêt est absolument fausse. Mais nous allons envisager la forme concrète qu'il a donnée à cette critique. Nous étudierons son bon de circulation et essayerons de démontrer que l'instrument d'échange ne peut jamais être une monnaie, signe sans valeur intrinsèque.

Proudhon supprime le numéraire. Il le remplace par un instrument d'échange qui n'a aucune valeur intrinsèque. C'est un

(1) Bastiat à Proudhon, 24 Décembre 1849.

papier. Nous ne voulons pas attribuer à Proudhon l'idée de vouloir créer du papier monnaie. Non. Il recherchait un bon représentatif de valeur créée (1). Ce papier serait escompté par une banque. L'émission de ce papier eut été le signe des valeurs existantes (2). Qu'en résulterait-il ? Le capital circulant augmente. Ne coûtant rien, il peut se multiplier à l'infini et avec lui il fait accroître la richesse du pays. Seulement quelle sera la valeur de cet instrument d'échange ? Intrinsèquement nulle. Elle ne sera que morale. Le bon de circulation ne sera qu'une promesse de ce que par lui, on obtiendra en espèces (3). L'argent ne sera pas proscrit. Il y aura donc deux cours, l'un exprimé en argent, l'autre en bons de circulation. Le prix en métal sera certainement moins élevé. La différence, qu'est-elle, sinon l'intérêt ou l'escompte ? En proscrivant l'argent, la situation sera-t-elle davantage modifiée ? L'échange en nature — le troc — aura une autre valeur que celle des biens présents, en regard d'une promesse des biens futurs. L'intérêt existera parce que l'échange d'un bien contre un bien futur, laissera toujours une marge.

Donc nous voyons que la suppression de numéraire et son remplacement par un bon de circulation ne supprime pas l'escompte. Elle existera sous une autre forme, prendra un autre nom, mais elle persistera parce qu'il y aura un service rendu qui devra être rémunéré. Mais peut-on remplacer le numéraire par une monnaie signe ? Non ! L'instrument d'échange doit porter un gage, une garantie par lui-même. Sa valeur est celle de sa matière. Si on substitue le papier à la monnaie, il est impos-

(1) Labrusse. Op. cit.

(2) Labrusse. Op. cit.

(3) Deschamps. Cours de doctorat. *Histoire de doctrines*, p. 291.

sible de chasser cette monnaie qui sert de gage, de garantie, de base au papier.

L'augmentation des moyens d'échange fait-il augmenter la richesse ? Pas du tout. La richesse dépend du capital. De la multiplication des moyens d'échange ne résulte pas la multiplication du capital (1). L'importance et la fréquence des échanges limitent l'émission du papier. Ce n'est pas l'émission qui crée l'activité économique. La monnaie de papier permet la diminution du stock monétaire afin de pouvoir l'utiliser en vue d'échanges internationaux, et ce n'est que dans cet ordre qu'elle augmente la richesse d'un pays (2).

La garantie que Proudhon nous propose est une utopie (3). Nous avons la conviction et la certitude que la monnaie est encore la plus solide garantie de la circulation fiduciaire. Proudhon croit qu'on pourra se passer de numéraire à condition qu'il y ait consentement général. Et en garantie du nouvel instrument d'échange, il nous en propose une toute morale, basée sur la confiance unanime dans l'établissement émetteur de l'instrument d'échange, une confiance de la Banque dans ses membres et des membres entre eux. Qu'est-ce donc que cette proposition ? Une utopie, sinon une illusion. Proudhon se place sur un terrain qui lui est particulièrement favorable, celui de l'es-compte. Le bon de circulation est remis au porteur d'une lettre de change. Cette lettre de change est tirée à l'occasion d'une opération commerciale. Ce bon représente une valeur créée. Il a, lui, une base, un gage. Mais pour tirer une lettre de change,

(1) Labrusse.

(2) Gide et Rist. *Op. cit.*

(3) Labrusse. *Op. cit.*

il faut d'abord vendre, et pour vendre, avant tout, produire ou acheter. Il faut donc posséder un outillage, des matières premières ou de l'argent. L'escompte gratuit ne peut donc être accordé qu'à ceux qui possèdent déjà, qui ont déjà quelque chose.

La marchandise invendue peut-elle servir de garantie au bon de circulation ? La valeur de ces bons sera tout à fait incertaine. La vente ultérieure seule en déterminerait la valeur. L'article 22, qui traite de l'escompte, spécifie que le bon ne doit représenter que des produits livrés, facturés ou acceptés, c'est-à-dire vendus (1).

Mais revenons à ceux qui ne possèdent pas. Pourront-ils emprunter à la Banque ? Proudhon y acquiesce dans le cas où l'emprunt sera effectué pour constituer des entreprises nouvelles. Oui ! mais quel danger ! Où trouver la valeur correspondante aux bons émis et prêtés ? Et leur garantie ? Et leur valeur ? Proudhon déclare que la Banque exigera des garanties de solvabilité. Les commandes et les factures acceptées, les consignations de marchandises, les cautions, les hypothèques, les garanties personnelles mêmes seront admises, en surplus des effets de commerce endossés à deux signatures (2). Les endosseurs des effets protestés seront poursuivis dans leurs meubles et immeubles. Proudhon admet aussi la responsabilité solidaire avec l'acceptation libre et universelle des billets (3). Cette acceptation, à notre avis, ne pourra jamais suppléer à la garantie de l'intérêt personnel et un système monétaire basé sur des garanties aussi fragiles et instables, ne pourra jamais réaliser

(1) Labrusse. Op. cit.

(2) Statuts de la banque. Art. 30-46.

(3) Labrusse. Op. cit.

les espoirs de Proudhon. Ce système est trop vague, la fraternité n'est pas suffisante pour assurer la sécurité des autres.

Mais ayant admis le principe de garanties, le principe de solvabilité, que reste-t-il pour ceux qui ne possèdent rien ? Cette masse pauvre et ignorante qui ne puise dans ses ressources que le strict nécessaire d'une existence précaire, qui craint le lendemain et les autres dont le caractère ne possède nullement les qualités présumées par Proudhon ? Mais supposons qu'à l'échéance des lettres de change contre lesquelles la Banque a délivré des bons en escompte, elle les présente au tiré pour le paiement. Si, ni le tiré, ni les endosseurs ne sont en mesure d'acquitter la lettre de change, cas qui se présente actuellement aussi, que fera la Banque ? La Banque devra anéantir une partie correspondante de bons, car autrement la circulation serait encombrée de billets ne présentant plus aucun gage (1).

La dépréciation en résultera. Les bons de circulation perdront de leur valeur. Il faut donc détruire les bons pour une valeur correspondante aux billets impayés. Donc la Société de Proudhon se présente ici comme répartissant sur l'ensemble des adhérents uniquement la perte des insolvable. Le gain, lui, reste individuellement aux membres. Est-ce là égalité ou justice ? Il est vrai que Proudhon nous objecte qu'avant de faire subir à la collectivité la perte, on s'adressera d'abord au débiteur. Il sera poursuivi et exproprié. Son capital mobilier et immobilier est engagé en plus de la valeur de ses produits. Mais alors il reste toujours en définitive, le cas où à défaut de toutes ces garanties ou de l'insuffisance de garanties, la perte résul-

(1) Deschamps. *Histoire des doctrines*. Cours de doctorat, p. 290.

tant de l'insolvabilité de débiteur devra se répartir entre tous les adhérents.

La Banque elle-même sera obligée d'être très circonspecte et très sévère dans les prêts. Avant de les accorder, elle devra examiner la surface des demandeurs. Et Bastiat fait observer à Proudhon, que, dans son système, ce sont les riches qui obtiendront gratuitement le crédit. Et les pauvres n'en obtiendront pas. Actuellement, la banque peut se couvrir contre le risque par l'augmentation du taux de l'intérêt qui lui permettra d'ouvrir du crédit à ceux qui n'ont rien. Mais à la banque d'échange de Proudhon, cette mesure sera interdite. Elle devra purement et simplement refuser le crédit. Car lorsque nous envisageons l'organisation sociale telle qu'elle existe, nous voyons qu'elle présente beaucoup plus de souplesse, de possibilité de développement et de progrès. Elle n'est pas si rigide et implacable. La loi de réciprocité n'est pas suffisante pour modifier l'organisation actuelle du crédit et surtout elle est impuissante à établir le crédit gratuit. Mais il y a encore quelque chose que Proudhon omet. C'est la notion du temps qui forme certainement le principal élément sur lequel on doit compter. Pour progresser, il faut travailler. Mais il faut surtout assurer à ceux qui travaillent le fruit de leur peine, de leur labeur et de leur effort. C'est en vue de permettre la jouissance ultérieure de leur travail, que l'on épargne en ne consommant pas tout ce qu'on produit. C'est l'intérêt qui rémunère celui qui laisse à un autre, pour un temps déterminé, la jouissance de son travail épargné, que nous appelons capital. C'est pour reconstruire, pour développer le rendement ultérieur du travail humain, que les capitaux sont nécessaires. Proudhon lui-même reconnaît l'utilité du capital. Il s'agit surtout de regarder

autour de soi pour se rendre compte de la situation effrayante dans laquelle se trouverait l'humanité sans le développement formidable du capital. Quels sont les moyens de démocratiser le crédit, de le mettre à la portée de main de celui qui possède peu ou rien. C'est de faire développer la quantité des capitaux, qui fera baisser le taux de l'intérêt. Il faut que tout le monde produise davantage. L'erreur de Proudhon consistait à considérer la monnaie comme capital et simple bon d'échange, sans valeur propre. La monnaie n'est pas seulement un moyen d'échange, c'est un instrument de thésaurisation et d'épargne. Et dans le cas d'une crise économique la solvabilité de beaucoup d'adhérents deviendra douteuse. La valeur nominale des bons dépassera celle des marchandises. La dépréciation, sera la suite et les adhérents eux-mêmes les refuseront. La promesse de remboursement en monnaie métallique, marchandise universellement acceptée, donne au billet de banque une supériorité incontestable sur le bon d'échange. Celui-là n'a aucun engagement spécial, si ce n'est l'engagement pris par ses adhérents de l'accepter en paiement. Pratiquement, cette différence est formidable. C'est cette certitude de pouvoir échanger le billet contre de la monnaie qui l'a fait accepter à travers le monde. Ce qui intéresse les gens qui prennent ces billets, c'est uniquement la solvabilité de la banque. Le bon de Proudhon n'aura jamais cette force d'expansion, il ne circulera que dans le domaine restreint des adhérents de sa banque. Et les adhérents ne les accepteront que si la Banque d'échange les fait escompter contre du papier de premier ordre (1). Il ne faut pas que beaucoup d'adhérents lui refusent le paiement à l'échéance.

(1) Gide et Rist. *Op. cit.*

Nous ne cherchons pas uniquement à critiquer Proudhon. Nous croyons avoir amplement démontré que sa théorie est illogique, absolument impraticable. Elle n'a jamais été réalisée. Le socialisme l'a laissée de côté. Non seulement parce qu'elle ne pouvait aboutir à une réalisation solide, mais parce que le socialisme veut la dépasser. Il ne se contente pas de modifier la circulation, ce n'est pas l'échange, c'est la production qu'il faut modifier. Proudhon est resté le moins révolutionnaire des hommes, et il nous apparaît beaucoup plus sympathique que son grand ennemi Karl Marx. Ce dernier doit beaucoup cependant à Proudhon, il a subi son influence et l'a attaqué sans pitié. Mais si Proudhon se trompait, que dira-t-on de Karl Marx qui n'a laissé aucune théorie, ni énoncé aucun principe qui ne furent démontrés faux et impraticables. Proudhon n'était pas un révolutionnaire. Son mutuellisme c'est un projet de réforme fort peu révolutionnaire. Il ne voulait ni la répartition arbitraire des biens, ni supprimer la rente foncière ou le capital. Il ne voulait mettre aucun obstacle à la libre acquisition par voie de vente ou d'échange. Il a respecté la liberté humaine, a été tolérant, large d'esprit. Il a critiqué les intermédiaires, mais tout ce qu'il a fait, c'était avec l'intention d'arriver au bonheur humain par la liberté et l'association. Au fond, il n'a voulu bouleverser, ni le régime du travail, ni celui de l'échange. Sa critique se rapportait à la concurrence, à la mauvaise division du travail. Il voulait aboutir à l'organisation mutuelliste des grandes banques. Ces dernières auraient formé l'union des travailleurs, en sociétés coopératives de production et de consommation. Le maximum de prix des produits aurait été fixé. Les écarts entre l'offre et la demande eussent été supprimés. Les pauvres auraient obtenu du crédit gratuit. Et le

solidarisme eut été le moyen qui eut permis de réduire les maux dont souffrent une grande partie de la société, la plus sympathique, parce que la plus pauvre, celle qui travaille et dont l'horizon est trop assombri (1). La théorie est fausse, mais son idée n'est pas dépourvue de toute vérité. L'idée du crédit gratuit a donné naissance à une idée plus pratique, moins ambitieuse, celle du crédit mutuel (2). Ce qui fait la sécurité des billets de la Banque de France, c'est la confiance dont jouit la Banque de France. La garantie de son billet se trouve dans la solvabilité des signataires des effets de commerce. Elle ne pourrait pas rentrer dans ses avances si les signataires devenaient insolvables. Le capital n'est que la garantie supplémentaire et, théoriquement, une banque d'émission pourrait opérer sans capital (3).

Proudhon a très bien vu ce fait. C'est le public qui se prête à lui-même. La Banque fait office d'intermédiaire. En envisageant ce fait, on arrive à se demander si on ne pourrait pas se passer de cet intermédiaire qui perçoit un intérêt, et si le prêt ne pourrait s'opérer sans banque, en dehors d'elle. L'escompte ne serait pas supprimé, mais les charges diminueraient et les entrepreneurs de crédit ne gagneraient plus en tant que prêteurs (4). Nous voilà donc arrivés au principe même des sociétés de crédit mutuel. Le capital représente la responsabilité illimitée ou solidaire de ses adhérents. Cette idée, devenue féconde, pratique, à la portée de tous les travailleurs, est née dans la

(1) Isambert. Op. cit.

(2) Gide et Rist. Op. cit.

(3) Gide et Rist. Op. cit. Le comte Molliou, ministre du Trésor de Napoléon.

(4) Gide et Rist. Op. cit.

conception mutuelliste de Proudhon. Il a semé le germe du Crédit Mutuel (1).

Respectant la liberté individuelle et en comprenant la nécessité en tant que moteur indispensable de l'activité économique, ne niant en rien les bienfaits de la propriété, il voulait trouver la solution qui put apporter la justice dans la liberté. Vœu élevé, qui cherche toujours sa réalisation. Mais l'idée du crédit mutuel, sa création et les bienfaits incontestables qu'il a rendu à la classe des travailleurs, si elle ne répond pas complètement à cette forme, améliore du moins la situation de ceux qui désirent s'entraider. Le crédit mutuel est pratique. Il est dans les mains de ceux qui veulent s'en servir. Il apportera, sinon à la totalité de la masse, du moins à une partie, ce qu'elle a cherché, c'est-à-dire la possibilité de l'indépendance par la liberté. Le crédit mutuel n'a pas une grande ambition, il ne veut pas bouleverser la société, mais il est fécond, parce que pratique, élevé, parce qu'il s'adresse à ceux qui en ont le plus besoin, moral, parce qu'il est la base d'une conception solidariste. Avoir semé un germe pareil, c'est déjà beaucoup. C'est déjà assez pour que Proudhon mérite une sympathique reconnaissance.

(1) Labrusse. Op. cit.

DEUXIÈME PARTIE

Le Saint Simonisme

CHAPITRE PREMIER

Sa doctrine, conception Saint-Simonienne du crédit

Après les guerres napoléoniennes et la destruction des richesses qui en fut le résultat, le Saint-Simonisme est né, propageant une doctrine qui a été non seulement pratique ou réalisable, mais réalisée en grande partie.

La situation à cette époque n'est-elle pas semblable à celle que nous vivons aujourd'hui ? L'analogie n'est-elle pas frappante ? (1) Les destructions, qui sont le résultat de la guerre, ne dépassent-elles pas celles de 1815 ? Le besoin que nous avons d'une meilleure organisation du crédit, d'un rendement plus grand, nous oblige, pour ainsi dire, à mieux étudier la doctrine de ceux qui ont conçu les plus audacieux projets et les conceptions les plus larges dans le domaine de l'organisation du crédit. Ils ont pressenti la place que prendra le crédit dans toute notre économie. Ce n'étaient pas seulement les exaltés de la rue Monsigny, de Ménilmontant, les enfants du Père qui atten-

(1) Vergeot. *La Conception Saint-Simonienne du Crédit.*

daient la venue de la « Mère Femme Messie », ce furent aussi les écrivains et rédacteurs du *Producteur, du Globe, du Crédit*, dont l'érudition a été remarquable, la conception hardie. Pour eux, la base de l'état social doit être l'amélioration morale, intellectuelle de la classe la plus pauvre et la plus laborieuse, celle des travailleurs (1). L'industrialisme de Saint-Simon, la religion industrielle de ses disciples, a donné de très grands résultats qui suffirent à discréditer ceux qui ont cherché à les tourner en ridicule.

La France doit devenir une grande manufacture. La Nation française un atelier (2). « Toute association nationale doit être considérée comme une entreprise industrielle. La politique doit se transformer, non disparaître. Elle devient une science positive », « la science de la production ». On aura besoin d'une administration des choses et non d'un gouvernement d'hommes. Les capacités remplaceront les pouvoirs et la direction, le commandement. Le pouvoir exécutif sera confié à la Chambre des députés, recrutée parmi les représentants de l'industrie commerciale, manufacturière et agricole, qui serait chargée d'adopter ou de rejeter les projets de loi qui lui seraient soumis par deux chambres composées de savants, d'artistes, d'ingénieurs; projets de loi qui préconiseraient exclusivement le développement de la richesse matérielle du pays. Tout par l'industrie, tout pour l'industrie. A chacun selon ses mérites, à chacun selon le rendement utile du travail qu'il fournit (3). Ils furent hostiles au propriétaire foncier, mais ils ont affirmé le droit du capital à une rémunération.

(1) Vergeot. *La Conception Saint-Simonienne du Crédit*.

(2) Gide et Rist. *Histoire des Doctrines Economiques*.

(3) Germain Martin. *Cours de Législation Industrielle*.

Pour les Saint-Simoniens, il n'y avait que deux catégories : les travailleurs et les oisifs, dont il résultait l'exploitation des travailleurs par les oisifs, une tare de l'organisation sociale actuelle. Mais pour échapper à l'anarchie économique et réaliser l'unité de direction dans l'organisation industrielle, les Saint-Simoniens s'approchent du collectivisme. L'état devenait le seul héritier, le seul possesseur des instruments de travail. Mais il est juste de relever que les Saints-Simoniens n'ont jamais considéré le profit de l'entrepreneur comme l'exploitation de l'ouvrier.

Ce qui nous intéresse surtout, c'est la question du crédit qui tient une très grande place dans les écrits Saint-Simoniens. Les hommes doivent s'associer pour exploiter le Globe (1). Le gouvernement apparaît comme une banque centrale, dépositaire de tous les capitaux, pourvue de succursales multiples chargées de mettre en valeur les localités les plus éloignées en leur apportant les ressources nécessaires ; les directeurs de succursales choisissent les hommes les plus aptes pour leur confier des tâches conformes à leurs dons. Ainsi s'édifiera autour du mécanisme du crédit tout l'édifice social. Les Saint-Simoniens ont deviné la place énorme des grandes banques et des entreprises centralisées de notre temps (2).

Pour arriver à comprendre ce rôle pratique du Saint-Simonisme, il faut surtout se rendre compte que ses disciples se sont recrutés parmi les élèves de l'Ecole Polytechnique, parmi les banquiers et les hommes d'affaires. Ce sont eux qui leur ont fait naître cet esprit ordonné et ce sens des réalisations. Ce

(1) Germain-Martin, op. cit.

(2) Gide et Rist.

n'étaient pas seulement des utopistes qui, ne se souciant guère de la réalité, ont uniquement voulu montrer dans leurs écrits la forme concrète de leurs idées. Ils voulaient généraliser la richesse, accroître la production, transformer l'organisation sociale pour assurer le meilleur rendement à l'organisation industrielle. Tout se dirigeait vers le but à atteindre. Leur préoccupation constante a été l'amélioration de la classe la plus pauvre et la plus nombreuse. Telle a été aussi la préoccupation de Proudhon. Mais si les projets de Proudhon ont échoué dans leurs essais de réalisation en n'offrant aucune possibilité de développement ultérieur, le Saint-Simonisme, lui, a été la source du plus grand progrès de développement économique du XIX^e siècle.

Il est vrai que le milieu dans lequel ils vivaient pour ainsi dire, stimulait le besoin d'une meilleure organisation du crédit. La révolution industrielle avait développé la production mécanique. Les nombreuses et douloureuses crises ont coïncidé avec l'avènement du machinisme. L'industrie avait besoin de plus grands capitaux. La concentration des capitaux était nécessairement un besoin de la révolution industrielle. L'instrument du travail subissant des transformations, le capital lui-même devait se transformer. L'utilisation de la vapeur nécessitait une production plus intense. La concentration des instruments de travail en est résultée. De grandes mises de fonds ne pouvaient être investies sans concentration de capital (1). L'un a précédé l'autre, mais l'un n'allait pas sans l'autre.

A cette époque, l'insuffisance des fournisseurs de capitaux a été énorme (2). Dès que naquirent les premières grandes

(1) Vergeot, *op. cit.* 63 p.

(2) Vergeot, *op. cit.*

industries, elles tirèrent leurs ressources de la fortune personnelle de l'entrepreneur. Seulement cette fortune n'était pas suffisante dans un grand nombre de cas. L'entrepreneur s'adressait alors aux personnes de sa famille ou de son entourage. C'est la cause des grands développements de la commandite et de la société en nom collectif (1). Le cadre étroit de cette forme d'association gênait le mouvement de la grande industrie. C'est alors que l'association des capitaux, sous la forme anonyme, devait se substituer à l'association de personnes.

Le gouvernement lui-même se voyait obligé de venir au secours de l'industrie naissante. Le pouvoir central ouvrit les crédits, fonda les manufactures, ou venait directement à l'aide des inventeurs, en leur accordant des sommes d'argent plus ou moins importantes.

La grande industrie ne pouvait pas se contenter de sources aussi maigres. Les banquiers de leur côté se tenaient à l'écart de la grande industrie. Nous citerons ici le schéma de Kaufmann, se référant aux banquiers (2). « Il y avait d'abord des petits banquiers de médiocre surface, pratiquant l'escompte d'un papier assez court, faisant, en d'autres termes, des avances momentanées et très sûrement garanties à des entreprises commerciales, ou même industrielles, pour des opérations constamment renouvelées; plus en haut, s'érigeait la haute banque absorbée dans le commerce de l'or et de l'argent, dans l'arbitrage des effets et des métaux et dans les opérations de change; enfin la Banque de France avec son monopole d'émission réescomptant les traites tirées par le grand commerce sur les commerçants

(1) Vergeot, *op. cit.*

(2) Vergeot, *op. cit.*

de détail et les consommateurs. Mais aucune de ces banques n'intervenait dans la création d'entreprises industrielles ou pour accroître les capitaux, des commandites, soit de leur servir d'intermédiaire pour placer leurs titres ».

C'est vrai, et il faut rendre justice à Law; il avait, en 1716, émis un projet : celui d'une Banque d'Etat qui serait dépositaire de l'argent des particuliers, le crédit devant être mis, par son intermédiaire, à la disposition de tous ceux qui en auraient besoin, stimulant ainsi le développement des grandes entreprises. Ce plan n'a pas été accepté et la banque plus modeste, qui fut constituée, échoua à cause des interventions fâcheuses du pouvoir central.

Saint-Simon s'est rendu compte que l'activité bancaire n'était pas du tout en rapport avec l'activité commerciale. Il a nettement conseillé aux banquiers de se mettre en rapport plutôt avec le peuple et les entrepreneurs qu'avec le roi.

LE ROLE DU CRÉDIT. — Malgré le progrès indéniable de la science, l'anarchie seule règne dans l'ordre économique. Et c'est surtout à celle-ci que s'attaque le Saint-Simonisme. La Société est abandonnée dans une position très instable, en but à des transformations fréquentes et dangereuses. Le hasard joue un rôle prédominant. L'organisation est nulle. Le travail n'est pas organisé. La production n'est pas à même de répondre au besoin de la consommation. « Laissez faire », voilà le mort d'ordre de l'école libérale. Et qu'en résulte-t-il ? Les crises, quelquefois, le déséquilibre entre la production et la consommation qui aggravent davantage encore la situation des travailleurs, déjà très incertaine, en apportant le trouble dans leur existence et les soucis du lendemain. L'intérêt personnel est en opposition

constante avec l'intérêt général. L'intérêt personnel ne s'occupe que de la rentabilité dans la production. L'utilité sociale ne peut supporter de pareils efforts perdus pour elle (1).

Jusqu'ici ce sont les oisifs et les guerriers qui déterminent les conditions du travail (2). Le grand principe de notre ordre social, tel qu'il existe, est que, seuls, certains hommes possèdent l'instrument de travail, les autres doivent emprunter ces instruments. Les premiers vivent d'une partie du fruit que les seconds font germer par leur travail (3). Car, dans quelle situation se trouve aujourd'hui un individu qui voudrait réaliser une conception industrielle surgie de son cerveau !

Le projet utile ne peut pas être réalisé. Et c'est faute de moyens. Les capitaux manquent. Pour les trouver, l'individu doit s'adresser à ceux qui possèdent. Pour obtenir des capitaux, il doit accepter les conditions de leurs détenteurs. Mais pour pouvoir obtenir du crédit, il faut offrir certaines garanties, avoir de la surface, posséder en un mot un bien quelconque. La cause permanente de la misère la plus directe, ce sont les redevances que le travail paie à l'oisiveté ; ce sont, en d'autres termes, les produits que l'industrie consacre à l'entreprise d'hommes complètement inutiles à la Société. Au fur et à mesure que ces redevances diminueront, non seulement le bonheur des travailleurs augmentera, mais la production pourra devenir bien plus régulière, car elle aura une base plus large (4).

Donc les capitaslistes prêtent leurs instruments de travail,

(1) Vergeot, *op. cit.*

(2) Enfantin. *Economie Politique et Politique*. Extrait du *Globe*, p. 183.

(3) Enfantin, *op. cit.*

(4) Industrie et Finances. Leçons prononcées à la salle de l'Athénée (Extrait du *Globe* du 9 et 10 Septembre 1831, p. 44).

leurs capitaux. Ils vivent de ces prêts. Mais il les prêtent sur gages. Ils feront des crédits réels (1). Le succès éventuel de l'entreprise conçue par l'individu emprunteur, ses qualités intellectuelles ou morales, ne sont pas des titres suffisants pour obtenir du crédit.

Il faut perfectionner le travail. Il faut que des individus capables, qui présentant certaines qualités, puissent ainsi obtenir du crédit en vertu de leurs capacités individuelles, et non seulement en fonction de leur surface. Et ensuite, il ne faut pas prêter ces capitaux sans se soucier de l'intérêt général. Il faut les répartir en raison des besoins de chaque branche d'industrie, en tenant compte des besoins de chaque localité.

Seulement ici, nous nous heurtons à l'organisation sociale, qui permet tous ces désordres, qui permet non le droit de propriété, mais la propriété héréditaire. Le travail n'est pas l'unique condition de l'abondance des produits, il faut encore qu'il soit secondé par des capitaux (2). Pour produire, il faut être en possession d'un produit préexistant, d'un capital. Mais ici il faut faire une distinction entre la propriété héréditaire et celle qu'on acquiert par son propre travail. « Nous aussi nous croyons que le droit de propriété est la base fondamentale de l'ordre social, car nous croyons que la loi doit désigner la personne qui a le droit de disposer, d'employer, d'utiliser tous les instruments de la production, terres, usines, machines et tous les objets qui, en un mot, composent le capital social. Mais nous avons acquis la certitude que le droit de propriété n'était pas immuable dans sa constitution, l'histoire nous le montre au

(1) Vergeot, *op. cit.*

(2) *Le Producteur* 1825. Tome 1^{er}, p. 12-13.

contraire, soumis comme l'espèce humaine, et comme toutes ses institutions, à la loi du perfectionnisme et du progrès (1).

Ce qu'il faut surtout supprimer, c'est la propriété héréditaire. Il ne faut pas permettre que ceux qui ne possèdent aucune capacité, puissent à leur gré, disposer du travail, de l'activité des projets de ceux qui sont plus capables. Le hasard de la naissance ne doit pas être le distributeur des instruments de travail. Et ceux qui sont dépourvus de capitaux ne doivent pas être mis dans l'impossibilité de réaliser leurs idées faute de moyens. La propriété doit être régie par le principe de l'utilité publique. La propriété a pour origine la conquête, elle est un fait social, elle doit être, variable, progressive.

« Ainsi nous affirmons que dans l'avenir chaque instrument de production sera légalement attribué à l'individu qui saura le mieux l'employer. Mais le droit de propriété ne périra pas. Il ne sera que transformé, il appartiendra au travailleur, au lieu d'être l'apanage de l'oisif » (2). C'est une grande loi humaine qui a toujours condamné l'oisiveté à une déchéance progressive, élevant toujours le travail, lui donnant une plus grande part de la considération et de la richesse (3). Les économistes ont considéré cette constitution actuelle de la propriété, comme un fait immuable et intangible. Ils se trompent. La propriété doit être organisée de telle manière qu'on lui enlève son caractère odieux et malfaisant, car elle fait vivre les oisifs et les paresseux, du travail des autres; la société permettra ainsi une meilleure organisation de l'industrie dans le but d'assurer une meilleure exploitation du globe. « Dans une

(1) Leçons prononcées à la salle d'Athénée, op. cit., p. 41.

(2) Leçons prononcées à la salle d'Athénée, p. 42, op. cit.

(3) Infantin. Economie Politique et Politique, op. cit., p. 55.

société où les uns possèdent des instruments de l'industrie sans avoir capacité ou volonté de les mettre en œuvre et où d'autres qui sont industriels ne possèdent pas d'instruments de travail, le crédit doit avoir pour but de faire passer le plus facilement possible ces instruments des mains des premiers qui les possèdent dans celles des seconds qui savent les mettre en action. » (1).

Ce rôle intermédiaire est la compétence et la raison d'être des banques. Elles rendent la distribution des capitaux plus facile, moins coûteuse et elles mettent des capitaux à la portée de beaucoup plus de monde que si cette action était exercée directement par les propriétaires (2). Seulement, les banques ne favorisent, ne peuvent pas favoriser la production dans une grande mesure. Elles paient aux capitalistes un intérêt assez élevé. Elles doivent elles-mêmes demander un intérêt plus élevé à ceux qui leur demandent de l'argent.

Mais pour entreprendre les idées pratiques de Saint-Simonisme en ce qui concerne le crédit et l'organisation bancaire, nous croyons utile d'analyser leurs conceptions en ce qui concerne le rôle historique du crédit, le rôle de la monnaie, les titres de crédit et enfin l'organisation des banques par la réforme du système bancaire existant (3).

L'usage d'un signe monétaire est cause de la subalternité des travailleurs à l'égard des oisifs. La monnaie entretient la défiance, la lutte parmi les hommes, elle est un obstacle au progrès de l'industrie (4). Il faut arriver à la transformation

(1) Enfantin, *Economie Politique et Politique*, op. cit., p. 53.

(2) Vergeot, op. cit.

(3) Cette partie est analysée d'après les leçons faites à la salle d'Athénée. Extrait du *Globe* des 9 et 10 Septembre 1831. Industrie et Finances.

(4) Leçons traitées à la salle d'Athénée, op. cit. Industrie et Finances.

du crédit individuel en crédit social. La nécessité de l'échange est due au fait que les individus sont isolés, soit dans leurs travaux, soit dans leur consommation. Pour pouvoir échanger, il faut déterminer la valeur relative des objets que l'on échange. Les idées de la valeur et de l'échange sont liées, elles expriment l'individualisme, l'antagonisme dont les relations entre les hommes ont été marquées jusqu'ici. Say a déjà dit « que c'est par la lutte du vendeur et de l'acheteur que s'établissait la valeur, le prix de chaque chose. » C'est soit par l'échange direct en nature, par la vente et l'achat, soit par le crédit, que la circulation des produits s'est effectuée. Dans la première manière, les produits peuvent s'échanger sans aucun intermédiaire, dans la seconde, la monnaie sert d'intermédiaire, dans la troisième, l'argent est remplacé par une promesse de remboursement à une époque fixée.

Le commerce est impossible en l'absence d'une commune mesure de valeur (1). Pour éviter les mouvements d'argent continuels qui mettent des obstacles à la circulation des produits, la lettre de change fut inventée. C'est cette invention qui a permis un très grand développement des relations entre différentes nations. Pour pouvoir régler toutes ces opérations, l'industrie bancaire a été créée. Que font les banquiers ? Ils règlent ces opérations sans mouvement d'argent, avec le moyen des opérations qu'on appelle arbitrages (2). L'argent joue un rôle secondaire. Voilà le premier cas de la substitution du papier à l'argent.

Pour pouvoir acquérir les objets dont on avait besoin, il fallait ou posséder une forte somme, ou attendre la vente de ses

(1) Industrie Finances. Op. cit., p. 2.

(2) Industrie Finances. Op. cit., p. 5-6.

propres produits. Il fallait supprimer cet inconvénient. C'est alors que les billets ou promesses furent introduits. Qu'est-ce que ces billets ? « Des promesses faites par un individu de payer la valeur des objets achetés à l'époque présumée de la vente de ses marchandises. » (1). Le crédit fut créé. Les producteurs pouvaient alors obtenir les instruments de travail que détenaient les propriétaires oisifs. Par l'intermédiaire des banques qui ont substitué leur crédit puissant, les travailleurs ont pu se procurer plus facilement qu'avant les instruments de travail, et c'est au moyen de ces effets que la masse des produits se distribue.

Les banques de dépôt à leur tour sont nées. Les négociants de Venise, de Gênes, d'Amsterdam, de Hambourg ont établi des caisses dans lesquelles ils disposaient soit des lingots, soit des pièces étrangères. Lorsqu'un de ces négociants voulait effectuer un paiement, on transportait la somme d'un compte de ce négociant au profit d'une autre personne. Les transports des valeurs se faisaient par un transfert sur les livres de la banque.

D'autres banques furent créées, telles les banques d'es-compte, de circulation ou de crédit, qui avaient pour but « d'accroître les moyens d'une certaine quantité de billets qui devaient faire office de monnaie. » (2).

La circulation d'aujourd'hui s'opère au moyen de ces compensations, de ces billets de banque et de ces lettres de change. Plus un pays est développé, plus son industrie fait des progrès, moins la masse d'argent est forte par rapport à celle des produits qui circulent (3).

(1) Industrie-Finances. Op. cit., p. 6.

(2) Industrie-Finances. Op. cit., p. 7.

(3) Industrie et Finances. Op. cit., p. 9.

Nous avons démontré ainsi la manière dont s'opère la circulation des produits dans la société. Dans l'échange en nature, il n'y a aucune sociabilité. La défiance est très grande. La monnaie, en facilitant l'évaluation des objets, étend les relations entre les hommes. Le crédit doit les rapprocher, les associer.

A une certaine époque on pensait que la richesse d'un pays était d'autant plus grande que son stock monétaire était plus abondant. La possession des métaux précieux devenait un but, au lieu d'être un moyen. On a oublié que le but de la production, c'est la consommation, que la monnaie n'est qu'un instrument de circulation. On a démontré ensuite que l'argent n'est qu'une partie de la richesse sociale. Say a prouvé que les produits s'échangent contre les produits. Il faut comparer la situation des pays qui thésaurisent, tels que l'Orient et l'Angleterre, dont la seule richesse se trouve dans son développement. Il y avait encore un autre préjugé, c'est que les dépenses somptueuses sont utiles et qu'elles profitent au commerce. Erreur démontrée ! Les dépenses somptueuses font vivre le commerce de produits superflus, fait diminuer de travail ayant trait aux produits utiles à la collectivité.

Mais malgré l'introduction du titre de crédit qui fut un progrès immense, un vice radical persiste encore dans les moyens de distribuer les produits parmi la société, c'est la lutte du vendeur et de l'acheteur, exprimée par la vente et l'achat.

La défiance, quoique décroissante depuis la création de titres de crédit, existe toujours. Pourquoi ? Parce que tous ces titres sont fondés sur la garantie de l'argent, car comment s'effectue le passage des capitaux, des mains des propriétaires ou des

(1) Industrie-Finances. P. 16, op. cit.

banquiers dans celles des travailleurs ? Par l'escompte des billets ou des promesses. En temps normal on peut arriver à acquitter une de ces promesses soit en la payant, soit en en émettant une nouvelle, qui sera de nouveau escomptée. C'est le renouvellement régulier de leurs engagements, qui permet aux travailleurs de rester possesseurs des instruments de leurs travaux. Mais dans le cas de panique, d'une défiance générale, d'une crise, soit industrielle, soit politique, ce renouvellement devient impossible. On ne trouve plus de porteurs d'effets qui voudraient consentir aux renouvellements.

La liquidation en argent est impossible. La somme d'espèces est trop petite par rapport à la masse des autres produits. Voilà les graves crises qui font dire à Ricardo, à la fois banquier et économiste (1) : « que la monnaie serait à son état le plus parfait si elle était de papier. »

Voilà l'ébauche d'une meilleure organisation industrielle, celle où la garantie morale, l'intérêt supérieur de l'industrie sera mieux appréciée, où l'argent perdra de son rôle prépondérant dans la distribution des produits. La valeur personnelle devra être, sinon substituée, du moins mise sur un pied d'égalité avec la garantie matérielle du gage.

L'oisiveté décroîtrait progressivement, les travailleurs fonderont des associations universelles; le but de cette organisation étant le développement de la morale, de la science, de l'industrie.

Quelle est la classe d'hommes qui comprendra le mieux la manière de gouverner l'industrie ? Ce sont les banquiers. Ils doivent tendre vers l'harmonie de la production, de la consommation.

(1) Industrie-Finances. P. 24, op. cit.

Les hommes, une fois associés, toutes les fonctions deviennent publiques. Il n'y a plus aucun besoin de déterminer le prix des produits. Le signe individuel de la valeur n'est plus nécessaire. Il n'y a plus d'échange sous la forme de vente et d'achat. La distribution a lieu suivant la fonction de chacun. Les travailleurs trouveront les instruments de travail dont ils auront besoin. Il ne faut plus estimer ces instruments en argent. Il suffit de considérer comme utile de fournir tel ou tel objet.

La supériorité de cet état social basé sur la confiance, sur l'état actuel de défiance, est telle, que chacun pourra s'en rendre compte. C'est la supériorité de la loi vivante sur la loi morte (1).

L'argent est le seul moyen par lequel on pourra satisfaire ses besoins. Car sans argent on manque de tout.

La lutte est pénible entre les classes des maîtres et des ouvriers, les acheteurs et les vendeurs. Il faut lutter pour déterminer la part du salaire et le prix des produits. Cette opposition d'intérêt est due à l'antagonisme des deux classes, celle qui possède et celle qui travaille. Il faut organiser la société de manière à n'en laisser exister qu'une seule, celle des travailleurs. L'association entre eux devenant possible, leurs jouissances seront accrues parce que le développement de leur industrie ne dépendra que d'eux-mêmes. La propriété sera organisée de telle sorte qu'elle correspondra à l'idée d'une telle organisation.

Toute institution financière doit avoir pour but d'augmenter les salaires des travailleurs et de diminuer les revenus des oisifs. C'est ainsi que le taux d'intérêt, qui a été de trente pour cent, fut successivement abaissé, grâce à des banques qui servi-

(1) Industrie-Finances. P. 24, op. cit.

rent d'intermédiaires entre les capitalistes et les travailleurs. Les banquiers ont aidé les travailleurs pour obtenir des fonds au meilleur marché possible. Tout d'abord c'est la foi religieuse qui a été à la base de la création des monts-de-piété pour venir en aide aux travailleurs et leur procurer des capitaux à de meilleures conditions. L'origine des monts-de-piété date du quinzième siècle.

L'origine des banques se trouve dans les monts-de-piété (1). L'intérêt a baissé, conséquence directe de la création des banques. Mais les banquiers particuliers isolés sont impuissants à faire baisser le taux d'escompte, de donner une impulsion à l'industrie, ni d'établir l'équilibre entre les différentes branches de la production. Ils sont trop faibles pour protéger le producteur au moment des crises qui créent des troubles et la ruine. La Banque de France dirigée par les capitalistes exploite son privilège au profit de ses actionnaires. Elle ne répond pas à sa mission, elle ne consentirait pas à abaisser son taux d'escompte de façon à ce que les travailleurs puissent en profiter.

Les banques ne sont pas organisées pour répartir au mieux les instruments nécessaires aux travailleurs. Il leur manque le discernement, l'habileté idoines. Elles sont incapables de classer les hommes, les individus selon leur mérite, à distribuer judicieusement les instruments aux meilleures conditions, ni le contraindre à travailler selon ses capacités.

Nous avons déjà démontré que le but de cette transformation bancaire doit avoir pour effet immédiat la déchéance de l'oisiveté, l'amélioration progressive de l'existence des travailleurs. Elle mettra à la disposition de ces derniers les capitaux

(1) Industrie-Finances, p. 47, op. cit.

nécessaires, et que les travailleurs sont seuls à pouvoir rendre productifs. La concurrence et le désordre doivent être remplacés par l'association et l'ordre.

Il faut arriver à transformer les billets ou promesses individuels, en promesses plus générales, en titres sociaux (1).

L'altération de la monnaie a été très souvent pratiquée par les rois et les barons féodaux. C'était un moyen de se procurer de nouvelles ressources (inflation). Cet arbitraire a duré tant que la garantie sociale du titre des monnaies n'a pas été décrétee. C'est la même difficulté qui persiste actuellement par l'emploi des signes de crédit. Et ceci plus grave parce que la masse des signes individuels est plus conséquente. Il faut donner au titre de crédit social sa véritable fonction, c'est-à-dire mettre les travailleurs dans une position plus privilégiée vis-à-vis des propriétaires oisifs.

Les billets individuels ne peuvent servir que dans des cas très rares. C'était, exceptionnellement, que les travailleurs trouvaient une personne qui eût assez de confiance pour prêter les instruments, contre une promesse de remboursement dans un laps de temps déterminé. C'est une difficulté analogue à celle qui se rencontrait à l'époque où l'on ne se servait pas de monnaie. Le rapprochement des divers membres de la société était alors impossible, car il y avait au sein de l'industrie des individus possédant déjà une certaine fortune et qui ont pu inspirer une grande confiance à cause de leur probité et l'habileté déployées dans la direction de leurs affaires. Ce fut à ces individus que l'on offrit des capitaux à mettre en valeur et qui, après signature, purent disposer d'une grande masse de richesses (2).

(1) Industrie-Finances. P. 66.

(2) Industrie-Finances. P. 67, op. cit.

Les banquiers ont étudié la solvabilité d'un certain nombre de clients. Ils leur ont procuré directement les fonds dont ils avaient besoin ou les leur ont fourni au moyen de leurs signatures particulières. C'est un moyen indirect de se procurer des capitaux. La signature des banquiers est devenue une véritable monnaie de crédit. Cette monnaie faciliterait le prêt et l'emprunt. Elle est l'échange d'un produit contre une promesse de travail.

Cette multiplicité des titres de crédit particuliers, émis par les banquiers, créait de l'incertitude et des difficultés, en ce qui concerne le cours à donner à ces titres d'emprunt.

Pour que ces titres de crédit favorisent la circulation, il faut qu'ils se généralisent et qu'ils se socialisent davantage.

C'est ainsi que nous voyons le titre de crédit d'abord individuel, comme une promesse directe des travailleurs, se généralisant par l'émission des banquiers et se socialisant par les billets qu'une banque générale mettra en circulation.

Tous ces effets se résument en des promesses de remboursement. Les époques de remboursement peuvent s'échelonner.

Les plus grands avantages de la socialisation des signes de crédit sont les suivants :

1° Plus le titre de crédit a perdu le caractère individuel, moins est forte la redevance payée par l'industrie aux propriétaires oisifs.

2° Le crédit que les capitalistes accordent aux travailleurs est d'autant plus long que le titre qu'ils ont entre les mains a un caractère plus social (1).

(1) Industrie-Finances. P. 71, op. cit.

Si un individu offre moins de garanties matérielles ou morales, la location des capitaux devient plus onéreuse pour lui.

Si la concentration des prêts et d'emprunts est grande, on peut plus facilement faire baisser le taux de l'intérêt. C'est ainsi que les banques générales ont fait plus ou moins cesser le despotisme, que les capitalistes ont exercé individuellement sur les travailleurs.

Mais l'avantage de la longue durée des prêts est très intéressante pour les travailleurs. La durée des prêts correspond à la garantie que présentent les titres d'emprunt. Plus sa durée est longue, plus elle présente d'avantages pour l'emprunteur, à qui le prêt permet de disposer des capitaux et d'améliorer sa situation.

Il y a donc un avantage immense à adopter un signe de crédit unitaire, de la façon dont on a adopté une monnaie unitaire.

Pour que ce signe de crédit puisse obtenir le caractère social, pour qu'il soit la représentation des titres individuels, il faut qu'il participe à la fois et du billet de banque et du titre de rente (1).

Nous avons déjà indiqué que ces banques n'arriveront jamais à approfondir cet ensemble de l'industrie, ni à comprendre les besoins spéciaux de chaque branche. Ce qui leur manque, c'est une centre, que l'on pourrait appeler : de documentation et de résumés succincts de toutes les opérations économiques (2). C'est toujours la garantie réelle qui est à la base du crédit et non les capacités personnelles.

Le crédit doit devenir le régulateur de l'industrie, et avoir

(1) Industrie-Finances, p. 76.

(2) Vergeot, op. cit.

cette fonction impulsive qui lui est nécessaire. Car le crédit ne fait que distribuer les instruments de production, il les prend là où ils existent et les fait passer là où l'on a besoin d'eux. Il ne crée rien. Le crédit est en mesure de distribuer rationnellement les instruments de production, de pousser l'argent de production vers des exploitations plus productives, de faire adopter les activités individuelles à l'utilité sociale (1).

Il faut organiser les banques de telle manière qu'elles puissent apprécier le besoin social. Elle doivent être fondées par et pour les travailleurs. Elles sont un puissant moyen de réaliser la doctrine de Saint-Simon. Et cette doctrine consiste à classer chacun selon sa capacité et à le rétribuer selon ses œuvres (2).

L'ORGANISATION DES BANQUES. — Les besoins croissants des affaires appellent la création d'un centre de crédit. Ce centre de crédit doit être à la fois banque de prêt et de placement, intermédiaire « puissant et éclairé entre tous les emprunteurs qui cherchent des capitaux au plus bas prix, et tous les prêteurs qui cherchent les placements les plus solides, accordant et distribuant aux uns le crédit qu'elle obtiendrait des autres sous la réserve d'une prime d'assurance en sa faveur. » (3).

Il faut donc :

a) Centraliser les banques en une seule. Cette banque nouvelle doit être unitaire et doit diriger tout le mouvement économique.

b) Les banques particulières doivent être de plus en plus spécialisées.

(1) Vergeot. Op. cit.

(2) Enfantin. Economie Politique et Politique. Op. cit.

(3) *Théorie des Banques*. Olingé Rodrigues. 1848, p. 9.

c) Toutes ces banques doivent être reliées entre elles hiérarchiquement (1).

Les banques locales devront fournir des renseignements à la banque centrale. Elles doivent lui fournir des données concernant la production et se rapportant aussi aux besoins de la consommation de leur circonscription respective.

Le rôle de la banque centrale sera de fonder un bureau de statistique;

De combiner les opérations;

De répartir les crédits;

De mettre les capitaux à la disposition des plus aptes.

Les banques spéciales devront, de leur côté, apprécier leur capacité respective et répartir entre les producteurs les crédits affectés par la banque générale à l'industrie qu'elle représentera (2).

Nous citerons ici un passage d'Enfantin (3) : « Les comptes courants ouverts à chaque travailleur et qui indiqueraient la quotité de crédit accordée à chacun d'eux, seraient les véritables registres de l'état civil des classes laborieuses, dans lesquels les individus seraient méthodiquement inscrits, non pas suivant l'ordre de naissance, mais d'après leur degré d'utilité sociale. »

Pour appliquer ces principes, il faut combiner la réforme de crédit avec la réforme de la propriété. En supprimant l'héritage, la fortune d'un individu sera transmise, non à son héritier, mais à la nation. La nation, elle, déléguera cette fortune aux citoyens les plus aptes à en faire le meilleur usage.

(1) Vergeot. Op. cit.

(2) Vergeot. Op. cit.

(3) Enfantin. Article sur la concurrence, *Producteur*, T. III, p. 397.

L'état deviendra l'Association des travailleurs.

La Banque centrale de crédit industriel fera la distribution de toutes les successions aux plus aptes, en vue de la meilleure exploitation.

Car comment aujourd'hui se fondent les banques ? Par des capitalistes uniquement intéressés à tirer le revenu le plus élevé de leurs capitaux. Les banques ne tiennent donc nullement à favoriser la baisse du taux de l'intérêt (1). Elles suivent seulement le mouvement des transactions. Ces mouvements s'opèrent en dehors d'elles. Elles ne leur donnent aucune impulsion. Les banques ne sont que des capitalistes et non de véritables intermédiaires entre le capital et le travail.

Les banques doivent devenir des chambres représentatives des travailleurs. Leur occupation continuelle doit être : procurer aux travailleurs les matières de la production au plus bas prix. Elles doivent tendre à réduire le taux de l'escompte. Cette réduction doit permettre à la classe la plus nombreuse de se procurer des capitaux possédés moyennant une charge moindre. L'effet ne pourra être que très avantageux pour la production et la situation des producteurs plus aisés. Les banques doivent affranchir le travail du servage, qui est actuellement sous le joug du capital (2).

Les riches qui possèdent les capitaux vivent plutôt de la production de leurs capitaux combinée avec le travail. Mais comme ce ne sont pas les écus qui ont travaillé, mais l'homme, ils vivent sur l'effort que cet homme a dépensé, pour fournir le travail nécessaire, pour produire. Les capitalistes préféreront vivre

(1) *Enfantin. Economie Politique et Politique, op. cit.*

(2) *Enfantin, op. cit. Economie Politique et Politique.*

de cette manière et ce n'est pas de notre générosité qu'il faut attendre l'amélioration de la classe la plus nombreuse.

Qu'est-ce qu'une banque, sinon une société commanditaire de l'industrie ? « C'est-à-dire que son but est de distribuer les instruments de travail de la manière la plus favorable à la production et aux producteurs. » (1). Le fonds social est constitué du produit des successions. Le capital a perdu le caractère de propriété individuelle. Il a revêtu le caractère de propriété sociale. L'établissement ne sera pas fondé au profit des capitalistes mais au profit des travailleurs. La prospérité de cette banque serait jugée d'après le nombre et l'utilité des établissements commandités des travaux exécutés par elle.

Les gérants de cette banque s'occuperaient à favoriser les travaux ; ils réaliseraient les projets des différentes branches de l'industrie. Ils s'informeront si cette branche est encombrée ou non. Ils annonceront la disette. Ils deviendront les véritables administrateurs de la fortune publique.

Le capital de cette banque s'accroîtra chaque jour. Chaque année, elle acquerra de nouvelles successions. Les directeurs de cette banque répartiront ces capitaux entre les hommes les plus capables, qui méritent le crédit, en qui ils auraient confiance, et dont l'intelligence et la moralité seraient patentées.

La répartition faite selon les capacités, vaudra toujours mieux que celle laissée au hasard de la naissance.

Ces directeurs de banque devront avoir des relations ininterrompues avec les principaux chefs d'industrie. Ils doivent être au courant des besoins industriels de la région. Les chefs

(1) *Enfantin. Economie Politique et Politique. Op. cit.*

de banque auront comme conseillers les premiers travailleurs. Tous les fonctionnaires, les ministres, les préfets, les maires doivent devenir des industriels.

Enfantin nous dit quel résultat il espère d'une telle réorganisation (1) : « Un avenir tout nouveau s'ouvre devant l'humanité, avenir d'ordre, de paix et de liberté, et il existe des moyens faciles d'y marcher rapidement par la déchéance progressive de l'oisiveté, c'est-à-dire par l'abolition de tous les privilèges de la naissance avec lesquels il ne saurait y avoir ni ordre ni liberté; et par l'influence croissante des travailleurs, c'est-à-dire par une distribution plus éclairée, plus profitable des instruments de travail et par une répartition plus équitable, plus morale des produits du travail.

Cette banque sera une institution directrice, un véritable gouvernement de l'industrie (2).

Il faudra commanditer les banques spéciales, qui devront consentir des prêts à long terme. La Banque centrale aura tout le fond matériel à sa disposition et c'est elle qui en disposera.

Le crédit industriel deviendra le régulateur unique de la production. Le crédit industriel comprendra l'ensemble de la répartition, il embrassera même les finances publiques (3).

L'actif du budget sera composé de la totalité des produits annuels de l'industrie. Son passif comprendra la répartition des produits annuels de l'industrie aux banques secondaires. Chaque banque secondaire aura son propre budget établi de la même façon. L'impôt n'existera plus. Il n'y aura que les prélèvements opérés pour l'entretien de ceux qui développent

(1) Enfantin. *Economie Politique et Politique*. Op. cit., p. 109.

(2) Enfantin. *Mémoires d'un Industriel de l'an 2240*. (Œuvres XVII^e vol.)

(3) Vergeot. Op. cit.

l'intelligence générale par des travaux économiquement improductifs.

UN PLAN SYNTHÉTIQUE DE BANQUE SAINT-SIMONIENNE. — LA SOCIÉTÉ COMMANDITAIRE DE L'INDUSTRIE (1). — L'association commanditaire de l'industrie ouvre une nouvelle catégorie de travaux. Son but est de commanditer les entreprises industrielles. Elle aidera toute conception tendant à améliorer une branche d'industrie ou de perfectionner les procédés ou les machines.

Son capital sera formé par le concours des banquiers et capitalistes français et étrangers. Elle réunit des personnalités scientifiques industrielles qui seront chargées de contrôler les projets soumis.

« Créditer l'industrie dans toutes ses divisions, dans tous ses détails, conséquemment dans sa masse, c'est s'associer à toute la France industrielle, s'affranchir de tout intérêt spécial; elle se trouve dans la situation où l'intérêt le plus général est identique à son intérêt propre. » (2). Le résultat immédiat de la création de cette institution serait de stimuler le moral et l'énergie des travailleurs. L'action de la Société consistera à mettre les capacités en rapport avec les capitaux. La distribution des capitaux sera affectée à ceux qui sont les plus capables d'en faire un emploi utile et productif.

Le crédit facilite la production. Il est proportionnel aux capitaux. Ce n'est pas un capital. Il ne concourt qu'indirectement à la production. Les capitaux y concourent directement.

Les moyens de la société se divisent en deux classes :

(1) Le plan de cette société a été exposé par Enfantin et a paru dans le *Producteur* 1825-26, Tome I^{er}.

(2) Enfantin. *Société commanditaire de l'Industrie*. Op. cit., p. 17.

1° La formation de son capital.

2° Son administration.

La Banque commanditaire ne sera fondée au début qu'avec un capital de 50 millions divisé en 50.000 actions à 1.000 francs. Elle sera constituée en société par actions et pendant la première période les administrateurs devront ménager l'emploi de ces fonds. Ils ne devront engager l'argent qu'avec une grande criconspection. Au fur et à mesure qu'ils acquerront l'expérience, ils pourront élargir le cercle de leurs opérations. Si la société ne se bornait qu'à la somme modeste de 50 millions, l'utilité en serait très amoindrie. D'abord la somme serait très vite épuisée. Lorsque la société aura épuisé la première mise de fonds, son développement ne devra pas être arrêté par la limite de son capital. Elle trouvera d'autres moyens financiers sans avoir besoin d'avoir recours à ses actionnaires pour un nouvel apport. Elle n'émettra plus de nouvelles actions. Ces nouveaux moyens, elle les trouvera dans sa part d'intérêt dans chacune des entreprises commanditées avec le capital primitif, étant représentée par des actions au porteur (1). La banque escomptera ses bénéfices futurs. Elle négociera ses actions au fur et à mesure de ses besoins, au bénéfice de nouvelles commandites. Le public sera ainsi substitué par la banque pour commanditer ses entreprises. Elle commanditera ainsi beaucoup d'affaires. Elle souscrira d'abord, soit à la totalité, soit à une partie des actions d'une société. Par la suite elle les entreposera, puis elle les vendra (2). Mais ce capital-actions ne sera pas suffisant pour subvenir aux besoins de la banque. Elle devra trouver de nou-

(1) *Enfantin. Société commanditaire de l'Industrie*, op. cit., p. 120.

(2) Actuellement c'est le principe proclamé par l'Union parisienne et aussi un peu par la Banque de Paris et des Pays-Bas.

velles ressources. Pour s'en procurer, elle émettra des emprunts à long terme qui donneront un intérêt constant. Ses titres trouveront un débouché très large. Ses capitalistes seront très heureux de placer leurs capitaux en ces emprunts, vu la garantie solide que représenteront les bénéfices de ses investigations.

Une autre source seront les emprunts temporaires, effectués par un système de billets de banque (1). C'est à Enfantin que l'on doit l'idée de cette organisation.

Enfantin critique le système des billets de banque, actuellement en vigueur. « L'examen philosophique des sociétés humaines nous révèle une loi constante de perfectionnement dans les moyens d'action de l'homme sur la nature » (2). Le crédit est une cause d'accroissement de ces moyens d'action. Mais il faut pour cela que celui qui possède fasse confiance à celui qui produit, qui travaille.

La monnaie métallique n'est qu'un mode transitoire d'échange. Nous passons d'un état de défiance, où les peuples ne comprennent que l'échange de la main à la main (3), pour un état de confiance réciproque, où l'homme qui voudra ne plus travailler, considérera la promesse d'un travail à accomplir comme l'équivalent d'un travail exécuté. Mais il faut que cette promesse soit faite par un travailleur intelligent. D'après Enfantin, Ricardo a absolument raison de dire que la monnaie « serait la forme la plus parfaite si elle était de papier ». Car la monnaie remplace un acte de crédit qui aurait lieu sans son secours, si les travailleurs avaient confiance entre eux (4).

(1) Vergeot. Op. cit.

(2) Enfantin. Des banques d'escompte. *Producteur*, T. II, p. 18-33.

(3) Enfantin. Des banques d'escompte. Op. cit.

(4) Enfantin. Op. cit., p. 19.

Donc il faut généraliser le sentiment de confiance. Les oisifs ont un grand intérêt à permettre aux travailleurs de mettre en valeur le produit du travail passé. Après un certain laps de temps, ils rentreront à nouveau en possession des capitaux cédés. Mais, entre temps, les travailleurs les auront fait fructifier et le bénéfice net qui résultera de l'opération — qui devra être gratuite. — créera une augmentation du bien-être collectif. Les travailleurs verront leur puissance renforcée, et les oisifs ne devront plus immobiliser leurs capitaux, et auront la certitude de les récupérer, après un certain temps, en vertu d'une obligation contractée par les producteurs.

Il faut donc un contrat entre les producteurs, c'est-à-dire ceux qui sont les plus industriels, et les oisifs qui sont les plus fortunés. Ce contrat garantira aux riches le remboursement des matériaux empruntés par les producteurs.

Les chefs des producteurs détermineront la prime de solvabilité que chaque producteur devra solder afin d'avoir la libre disposition d'une partie des produits, pendant une période déterminée. Cette prime sera payée annuellement. Elle sera établie en raison de son crédit et versée dans une caisse commune, et servira de garanties aux possédants pour l'exécution du contrat signé par les chefs d'industrie. « Ainsi une compagnie d'assurance qui, moyennant une prime parfaitement proportionnée au crédit réel des producteurs, garantirait le paiement des emprunts individuels contractés par eux, présenterait aux prêteurs primitifs, aux oisifs, une certitude suffisante de remboursement » (1).

(1) *Enfantin. Des banques d'escompte. Op. cit.*

Pour connaître le degré de crédit qu'on peut accorder à un industriel, les prêteurs s'occuperont spécialement d'établir et de fixer chaque crédit en particulier. Les banquiers donneront leurs garanties pour couvrir les industriels, leurs clients. Ils endosseront les engagements de ceux-ci moyennant une prime. Cette commission sera proportionnée à leur degré de confiance, dans la capacité de leurs clients, dans leur bonne foi. Ils feront donc séparément une opération, semblable à celle que fait une compagnie générale d'assurances, qui n'aura plus qu'à traiter avec les banquiers (1).

Les oisifs livreront donc leurs capitaux aux chefs d'industrie. Ceux-ci se réuniront en société sous le nom de « Banque générale de prêt et d'emprunt ». Ils reçoivent en échange des billets au porteur en vue de disposer, à volonté, du montant des capitaux.

Nous allons étudier maintenant le fonctionnement et l'organisation de cette banque.

BANQUE GENERALE DE PRET ET D'EMPRUNT. — La Banque générale distribue les capitaux à ceux qui les feront fructifier. Ces derniers doivent se charger individuellement de répartir ces capitaux dans les branches d'industrie qui en ont le plus besoin. La banque générale fait office d'intermédiaire au service des banquiers et des capitalistes oisifs; les banquiers servent d'intermédiaires entre la banque générale et les producteurs. Les oisifs possèdent donc des billets de banque. Les industriels disposent des capitaux. La banque a dans son portefeuille les engage-

(1) *Enfantin. Des banques d'escompte. Op. cit.*

ments des banquiers. Ces engagements garantissent la bonne gestion des affaires industrielles (1).

Les billets émis par ces banques, tant qu'ils sont en circulation, représentent des capitaux réels. Ces capitaux réels passent des mains des oisifs dans celles des travailleurs. Un lien moral s'établit entre les intérêts matériels de l'emprunteur et du prêteur de capitaux, et il repose sur la confiance, puisque la banque ne prête pas elle-même les capitaux. Le véritable prêteur est celui qui reçoit des billets de banque.

Actuellement la banque escompte du papier de commerce à 4 % pour une valeur à peu près double de son encaisse. Pour un capital fourni par ses fondateurs, elle obtient 8 %. Elle pourrait donc, dans certains cas, diminuer le taux de ses escomptes. En diminuant le taux des escomptes, elle augmentera leur masse. Ainsi une opération sera compensée par l'autre, et l'intérêt de son capital fixe restera le même. Mais les administrateurs professent une certaine crainte pour la présentation des billets au remboursement. Enfantin espère qu'en étudiant scrupuleusement le régime des opérations d'une banque, on pourra facilement trouver le moyen de se prémunir contre ce risque.

Le but unique de ces banques consiste à confier aux travailleurs, dans de meilleures conditions, les capitaux que possèdent les oisifs. La baisse progressive de l'intérêt et du fermage ou du loyer des objets mobiliers et immobiliers, sera la base de l'organisation bancaire. Une banque d'escompte ne doit être qu'un comptoir général de prêt et d'emprunt. Elle doit avoir pour but unique de devenir un centre d'opérations de crédit individuel, et de représenter la garantie générale de tous les engagements

(1) Enfantin. Des banques d'escompte. Op. cit., p. 24.

particuliers moyennant une prime (1). « Etablir un bureau central de prêt et d'emprunt, où les emprunteurs seraient les plus riches industriels et où les prêteurs restant étrangers aux chances de prêts individuels trouveraient un placement de leurs capitaux plus facile, plus sûr et presque aussi avantageux que ceux qu'ils pourraient faire en traitant directement aux-mêmes avec les producteurs » (2). Enfantin nous présente le plan d'une banque générale de prêt et d'emprunt ou banque d'escompte (3).

Les premiers banquiers se réuniraient en société en se déclarant solidaires d'un capital. Pour le garantir ils déposeraient dans une banque commune, soit des comptes de rentes sur l'Etat, soit des actions de compagnies industrielles, soit enfin les titres d'une propriété quelconque.

Le but de leur association sera de faciliter la mobilisation des capitaux en général. Mais ce qui leur importe le plus, c'est le passage des capitaux des mains du rentier dans celles de celui qui travaille. Ensuite de rendre les conditions de l'emprunt de plus en plus favorable aux travailleurs.

Pour mettre en pratique ces intentions et arriver à leurs buts, ils consentiront à garantir les engagements individuels des producteurs afin de donner confiance aux banquiers. En échange de ces engagements, ils leur remettront des titres sur leur société même, des billets de banque. Ces engagements individuels seront payables à date fixe, et les billets remis sont payables le même jour. L'intérêt sera inférieur au taux de l'escompte.

Quels sont les plus grands désavantages des billets de banque

(1) Enfantin. Les banques d'escompte. P. 32.

(2) Enfantin. Les banques d'escompte. P. 32, op. cit.

(3) Ce plan se trouve exposé dans le deuxième article d'Enfantin concernant les Banques d'Escompte. *Producteur*, p. 109-125.

actuels ? Ils ne possèdent pas une garantie patente. Les banques d'émission ne possèdent pas la contre-valeur en espèces, pour l'entière des billets émis. Les banques d'émission dépassent toujours l'encaisse de leurs réserves métalliques. L'équilibre sera donc trop précaire et pourrait fausser la situation.

Pour remédier à ce danger, les banques élèvent le taux de l'escompte ou restreignent les escomptes. Mais c'est un moyen très dangereux, qui pourrait déclencher de graves crises économiques, industrielles, ou commerciales (1). Le billet qui ne sera plus payable à vue, mais payable aux échéances mêmes des effets présentés à l'escompte, n'inquiétera plus la banque au sujet du rapport des échéances.

L'intérêt n'est stipulé que pour les billets au-dessus de 100 francs. Les autres, qui ne sont délivrés que pour appoint des sommes au-dessous de 100 francs, ne portant pas d'intérêt. Seulement ceux qui désirent employer ces billets pour faciliter leurs petites créances, contractent à la banque l'engagement de les échanger contre les billets portant intérêt, et que l'ensemble représente cependant une certaine quantité.

Les bénéfices de la banque se composent :

1° De la différence entre le produit des escomptes et l'intérêt stipulé sur les billets de 100 francs et au-dessus.

2° De l'abandon de l'intérêt consenti à la banque sur les appoints au-dessous de 100 francs.

En ce qui concerne la fixation du taux de l'escompte et de l'intérêt, la forme à laquelle il faut s'arrêter se trouve « parmi les différents taux d'intérêt, stipulés dans de pareils contrats ». Elle est déterminée par les conditions auxquelles les premiers

(1) Vergeot. Op. cit.

crédits obtiennent des capitaux. « Le taux de l'escompte doit être tel que les plus riches banquiers trouvent avantage à présenter à l'escompte une masse de papier correspondant au crédit qu'ils méritent réellement ». La seule règle qui puisse servir à déterminer le taux de l'escompte se trouve dans la réponse à cette question : à quel taux les industriels consentent-ils à emprunter des capitaux pour faire par eux-mêmes le métier d'escompteur ? Le moyen de déterminer cette limite, est d'examiner si la valeur d'escompte des signatures de premier crédit se trouve être en raison de la confiance que les administrateurs de la banque accordent à chacune d'elles.

Comment pourra-t-on arriver à réduire l'intérêt à zéro ? « Si le taux de l'escompte est égal au taux le plus bas auxquels les premiers crédits trouvent à emprunter, la différence qui existera entre ce taux et celui de l'intérêt sera déterminée par la concurrence entre les banques d'escompte. Le bénéfice résultant de la différence du taux de l'escompte et de celui de l'intérêt peut donc être réduit à zéro, si le bénéfice fait sur l'émission des petits billets couvre les frais de gestion et les déficits de faillites. »

Le nombre des petits billets émis sera déterminé par les besoins journaliers de petite monnaie dans les paiements, où l'on emploie actuellement les métaux précieux. L'or, l'argent, la monnaie métallique n'auraient plus leur utilité. Ils ne seront utiles qu'en tant que toise nécessaire pour apprécier toutes les valeurs.

Mais ces petits billets seront-ils acceptés ? Oui, bien qu'ils ne portent pas intérêt eux-mêmes et ne donnent pas droit à un remboursement à bureau ouvert, ils seront néanmoins acceptés,

car 100 francs de ces petits billets peuvent s'échanger contre un billet remboursable à terme et portant intérêt.

Enfantin se pose encore cette question : « Est-ce que l'on consentira à présenter les effets à l'escompte et à recevoir en paiement des billets de banque portant intérêt ? » A laquelle il répond : « L'intérêt stipulé sur les billets de la banque est inférieur, de très peu de chose, peut-être même égal, au taux d'intérêt que paient les premiers crédits. Pourquoi les hommes qui possèdent les capitaux refuseraient-ils de les livrer contre de pareils effets ? Ils placeraient ainsi leurs fonds à un intérêt un peu moindre peut-être que celui de tout autre placement industriel, mais d'une manière plus sûre, puisqu'ils auraient la garantie solidaire de tous les fondateurs de la banque; et dans la sage administration qui ne placerait sa confiance qu'après un examen scrupuleux de crédit, que méritent les signataires des effets escomptés. » (1).

Ces banques seront des plus utiles à la société. Elles pourront prévenir la production des bouleversements funestes. Le taux d'escompte sera variable, c'est un des principes de la banque. Une telle banque n'aura pas à craindre la présentation des billets au remboursement. Le montant des billets sera en rapport avec la solidité des signatures escomptées. Elle n'aurait pas la préoccupation constante de « faire battre monnaie ». Elle ne craindra plus que sa réserve métallique soit insuffisante. L'intérêt n'aura plus de hausses brusques. On évitera ainsi de graves perturbations. Elle aura encore cet autre avantage : faire disparaître la presque totalité des métaux précieux. Elle diminuera les frais qui donnent lieu aujourd'hui à des paie-

(1) Enfantin. Op. cit., p. 120. *Producteur*, T. II.

ments en numéraire. Mais son utilité foncière sera de former, de créer, un centre pour les opérations de crédit. Elle uniformisera la confiance qui doit exister entre les travailleurs et les capitalistes. Il ne faut pas qu'un travail passé donne droit à la jouissance de produits de travail présent, et même de travail futur (1).

Quel sera le rôle de l'Etat ? L'Etat fournira une part de fonds social. Enfantin propose que l'Etat fournisse le produit intégral des successions collatérales et un droit sur les successions en ligne droite. Enfantin préconise les plus grands avantages de cette réforme. Nous les avons déjà énumérées. Mais sans repousser cette réforme avec toutes ses conséquences, il est certain que la grande banque pourrait prendre la direction de tous ces placements et que la sécurité et la facilité des prêts faits à cette société commanditaire lui permettront sinon de supprimer, du moins de réduire son taux d'intérêt (2).

L'ORGANISATION DE LA BANQUE. — Pour que la banque puisse employer ces capitaux en vue d'une meilleure répartition aux producteurs, de la façon la plus utile et la plus apte, il lui faut un organisme spécial, qui lui permettra de rechercher et d'apprécier les individualités les plus compétentes.

a) La banque créera d'abord de nombreuses agences locales qui seront spécialisées. Les directeurs seront en rapports continuels et personnellement avec les industriels. Ce n'est que de cette façon qu'ils pourront devenir le conseil des industriels doués de qualités intellectuelles, morales, professionnelles nécessaires. Il faut donc décentraliser pour arriver à classer

(1) Enfantin. Op. cit. P. 425.

(2) Vergeot. Op. cit.

les compétences selon leur valeur ainsi que de pratiquer de la commandite personnelle.

b) Ces agences locales feront des propositions en vue de procurer des avances aux industriels.

c) Mais c'est la banque centrale qui décidera de ces avances. Elle aura son bureau central qui déterminera le montant de ces avances, en tenant compte, non des capacités personnelles, mais de l'utilité sociale de la production; en vertu de quoi les avances seront consenties en vue d'augmenter la production. « Une banque centrale qui put balancer avec plus de justesse qu'on ne l'a jamais fait, les divers besoins que l'industrie éprouve dans les directions, modérer sur un point, augmenter sur un autre les crédits demandés, tendrait successivement à introduire cet ordre si nécessaire pour qu'aucune partie notable du travail ne fut mal employée et par conséquent perdue » (1).

L'administration supérieure comprendra :

a) Un comité de direction. Les membres seront élus par les actionnaires. Son bureau aura un Président, deux Vice-Présidents.

L'administration comprendra encore un organisme d'administration. Ce sera un corps d'administrateurs adjoints. Ils seront chargés de recueillir les renseignements sur les projets présentés à la Société. Il devront vérifier les données, conduire les travaux préparatoires qui consistent à justifier le projet et à en faire ressortir les inconvénients.

Trois comités spéciaux seront constitués :

(1) Projet de banque présenté par les frères Pereire, le 4 Septembre.

Premier Comité : Il se composera de mathématiciens, de physiciens, des techniciens de la mécanique et des physiologistes.

Deuxième Comité : Comptera des banquiers et des économistes.

Troisième Comité : Réunira des techniciens de l'industrie, des ingénieurs, des manufacturiers (1).

Ces trois comités auront à étudier et à examiner leur projet. Le conseil général statuera définitivement à la suite du rapport de ces trois comités.

Nous avons essayé de donner un aperçu et un résumé de la conception Saint-Simonienne du Crédit. Nous consacrerons notre second chapitre à l'analyse générale de leur conception, et de la meilleure conclusion à tirer de leur doctrine, ainsi que l'énumération du succès et des essais qui en ont résulté.

(1) Vergeot. Op. cit.
Enfantin. Op. cit.
Rodrigues. Op. cit.

CHAPITRE II

Les essais de réalisations et l'analyse de la doctrine Saint Simonienne du Crédit

Le plus grand intérêt que comporte la conception Saint-Simonienne, c'est qu'elle n'est pas restée confinée dans le domaine théorique (1). La doctrine Saint-Simonienne correspondait aux besoins de la société, et elle n'est pas seulement d'une conception hardie, mais si son auteur fut célèbre, c'est surtout à cause de leur réalisation matérielle, de l'application de principes dans le domaine pratique, dont l'influence s'est fait sentir non seulement en France, mais en Allemagne et dans d'autre pays étrangers. Mais c'est spécialement en Allemagne qu'on a su en tirer les bénéfices les plus pratiques, surtout dans le domaine du crédit pour l'industrie.

Ce sont les institutions de crédit qui en ont le plus profité et l'industrie du chemin de fer en particulier.

Les frères Pereire, qui ont mis en pratique l'idéologie Saint-Simonienne, y ont puisé la conception, l'idée et le projet du

(1) Le temps et la place nous manquaient pour donner à l'étude du Crédit mobilier toute l'ampleur que nous aurions désirée. Cette banque, d'une si grande importance, a présenté de tels avantages, que nous croyons que jamais aucune institution ne l'a surpassée dans une conception plus hardie de l'organisation du crédit. Toute cette partie a été faite d'après l'excellente thèse de M. Vergeot qui a su donner une très bonne description des principes et de l'organisation du Crédit Mobilier. Nous la rapportons pour démontrer quels résultats pratiques le Saint-Simonisme a été capable de produire et quel immense développement a résulté de l'application des théories des frères Pereire.

Crédit Mobilier, en appliquant des idées Saint-Simoniennes à la grande industrie. Et c'est grâce aux frères Pereire que la Société ait pu pratiquement utiliser et profiter des idées Saint-Simoniennes. Déjà, vers 1837-1846, ils en ont appliqué le principe à l'établissement des premières lignes de chemin de fer en France. (Saint-Germain, Versailles, le Nord français).

En dehors du projet du Crédit mobilier, ils ont conçu un plan très intéressant de Crédit Mutuel, qui serait à la petite industrie ce qu'était le Crédit Mobilier pour la grande.

LE CRÉDIT MOBILIER. — Le Crédit Mobilier est l'application directe de la conception Saint-Simonienne à la grande industrie. Le Crédit Mobilier, fondée en 1852, a joué un rôle très important dans le monde financier français et européen. Il avait la grande mission de rendre la France plus prospère, de la doter de Chemins de fer, de la doter des ports les mieux outillés. Son but était d'aller vers le progrès et la fécondité.

Le Crédit Mobilier avait une organisation originale, qui n'avait aucun rapport avec les banques ordinaires. C'était une institution fondée sur des bases nouvelles. L'ampleur de son programme lui donnait une forme inédite par sa constitution en société anonyme. Les frères Isaac et Emile Pereire ont senti très nettement à quel point il était nécessaire et utile de fonder et de constituer les sociétés anonymes (1). En 1847, la situation était plutôt trouble. Les capitaux manquaient. La récolte avait été très médiocre et finit par déclancher une crise. La situation politique n'était pas moins agitée.

(1) Vergeot. Op. cit.

C'est à ce moment qu'ils conçurent le plan de leur banque qui leur était nécessaire pour la création des lignes de chemin de fer qu'ils étaient chargés de construire. D'abord ils avaient l'intention de créer une Banque de Chemin de Fer qui aurait eu pour but de favoriser le développement des travaux publics. Seulement, ce qui les arrêta, c'était le code du commerce. La forme anonyme pouvait seule être utilisée. Le Conseil d'Etat ne permettait cette forme que pour les banques organisées sur les statuts de la Banque de France. Cette organisation ne devait évincer toute opération présentant des risques. Donc il fallait ce concours du gouvernement. Le Président Napoléon était plus ou moins en communauté de vues et d'idées avec ces audacieux créateurs. C'est grâce à cette sympathie du Président qu'ils doivent d'avoir obtenu enfin un décret qui approuvait la création de la société anonyme, ce qui permettait de tenter la création, à titre d'essai, d'une grande banque commanditaire de l'industrie.

Le malaise créé par l'insuffisance des moyens de crédit, et l'isolement des forces financières, avaient rendu nécessaire la création d'un centre puissant. Il fallait introduire dans la circulation un nouvel agent, une nouvelle monnaie fiduciaire portant avec elle son intérêt quotidien et faisant fructifier les plus humbles épargnes, aussi bien que les capitaux les plus considérables (1). La banque nouvelle sera pour le capital ce que les banques d'escompte sont pour les fonds de roulement (2).

Cette banque doit être à la fois :

1° Société commanditaire de l'industrie.

(1) Vergeot, 126, op. cit.

(2) Gide. Op. cit.

2° Société financière.

3° Banque de placement de prêt et d'emprunt.

4° Banque d'émission.

En tant que société commanditaire de l'industrie, la banque aura pour but de développer l'industrie nationale. Elle devra faciliter la formation des grandes entreprises.

En tant que société financière, le Crédit Mobilier deviendra le grand régulateur des capitaux et, aux moments difficiles, il peut offrir des ressources précieuses pour maintenir le travail et modérer les crises qui sont le résultat du brusque resserrement de l'argent (1).

Tout comme la Banque de prêt et d'emprunt (c'est le nom que lui donne *Enfantin* dans le *Producteur*) le crédit Mobilier aura une fonction semblable en matière industrielle. Elle se rapprochera de ce qu'est le Crédit foncier en matière immobilière. « Il placera ou prêtera, sur valeurs mobilières et industrielles, au moyen de son capital d'abord, puis à l'aide des fonds que lui procureront les obligations qu'il sera autorisé à émettre pour une somme égale à celle de ses placements et du montant de ses dépôts en compte courant » (2).

Comme Banque d'émission, le Crédit Mobilier émettra des obligations à court terme, c'est-à-dire un papier qui participerait à la fois, et du billet de banque actuel et du titre de rente réelle, mais en réalité, c'était un signe de crédit à caractère social. Il fallait créer une banque qui eut été chargée d'émettre de tels effets en vue de généraliser les rapports entre les capitalistes et des travailleurs, qui eussent pu emprunter l'argent nécessaire pour acquérir les instruments de production aux

(1) *Vergeot. Op. cit.*

(2) *Vergeot. Op. cit.*

meilleures conditions possibles, grâce à la garantie qu'ils donnaient aux propriétaires, et d'introduire ainsi dans l'atelier industriel l'ordre et le calme indispensables à sa prospérité (1).

En ce qui concerne le capital, le Crédit déclarait le 1^{er} Août 1849 : « Il importe de donner au capital des garanties de revenu modique mais certain, et de renfermer dans des limites restreintes le caractère aléatoire, en le fondant alors uniquement sur le bon emploi du capital par les travailleurs intelligents. Le rôle du capitaliste associé doit être modifié pour se rapprocher de celui du capitaliste prêteur ; c'est-à-dire que les actions doivent tendre à se transformer en obligations, de sorte que le capitaliste intervienne généralement dans le travail à titre de prêteur garanti, plutôt qu'à titre de spéculateur, joueur à un jeu qu'il ne connaît pas. »

Cette banque escompterait donc les effets de toute l'industrie avec ses propres billets. « Ces billets porteront intérêt, mais ne seront pas remboursables à vue. La solidité de ces billets serait ainsi directement liée à la solvabilité de tous les travailleurs. »

Un grand avantage aurait résulté de la création de ces billets. La cumulation dans les caves, de monceaux importants d'or et d'argent, devenait inutile. « Le porteur en effet pourrait échanger ces titres contre des effets du portefeuille de la banque garantie par elle et de leur faire donner ainsi une échéance, celle de la lettre, par la remise de laquelle s'effectuerait l'acquittement... mais personne ne le ferait » (1).

Les actes isolés de crédit individuel seront de plus en plus

(1) La conférence faite par Isaac Pereire sur la valeur, l'argent et l'échange, eue à l'Athénée de Paris en 1831. Vergeot, Op. cit.

(1) Vergeot. Op. cit.

socialisés. Tout emploi effectif d'argent deviendrait tout à fait inutile. On créerait ainsi un papier de valeur internationale. « Ces titres doivent participer à la fois du caractère de billet de banque et de celui de toutes les valeurs à intérêt fixe. Ils devront tout à la fois servir à mobiliser les effets dont ils seront la représentation exacte, et prendre par leur forme et par la facilité qu'ils offrent de régler chaque jour d'un coup d'œil l'intérêt qui y est attaché; le caractère et le rôle de monnaie fiduciaire... Le principe de ces obligations étant de n'être remboursables qu'à une époque correspondant à celle des effets qu'elles représentent dans notre portefeuille et de porter intérêt au profit du détenteur. Leur émission se trouve exempte de tout inconvénient et doit avoir pour effet, d'une part, d'utiliser une masse considérable du fonds de caisse de capitaux momentanément sans emploi, qui sont aujourd'hui perdus pour la communauté, d'autre part, de fournir à tous un moyen de placement régulier et permanent » (1).

Ces obligations à court terme ont un effet analogue à l'ouverture d'un compte de chèques. Elles sont destinées à devenir « une véritable caisse d'épargne portative ».

Maintenant, étudions ce qu'est l'organisation du Crédit Mobilier.

Il se constitue en Société anonyme qui sera dénommée : Société Générale de Crédit Mobilier. Sa durée est fixée à 99 ans.

Son siège social sera à Paris.

Le fonds social se composera de 60 millions de francs, divisé en 120.000 actions à 500 francs chacune. Pour commencer on n'émettra que 40.000 actions.

(1) Rapport lu au nom du Conseil d'Administration le 29 Avril 1854.

Cette société pouvant créer des obligations dans la proportion de dix fois son capital (600 millions), la restriction suivante lui fut imposée : le montant connu des sommes reçues en compte courant et des obligations créées à moins d'un an de terme, ne pourront pas dépasser le double du capital social (120 millions) (1).

L'administration se composera :

D'un Conseil d'Administration de 15 Membres nommés par l'Assemblée générale des actionnaires.

Ses pouvoirs sont très étendus.

D'un comité d'exécution de cinq membres choisis dans son sein par le Conseil d'Administration.

Et de l'Assemblée générale.

Quelles seront les opérations de la société ?

a) La commandite de la grande industrie (accessoirement l'appui au crédit public).

b) La création d'une valeur unique, destinée à remplacer les titres des diverses entreprises. Art. 5. — Emettre pour une somme égale à celle employée à ces souscriptions (d'emprunts) et acquisitions (des titres industriels) les propres obligations de la société.

c) Les opérations ordinaires des maisons de banque.

Elle reçoit en compte courant.

Elle prête sur effets publics, dépôts d'actions, obligations.

Elle ouvre des crédits en compte courant sur ces diverses valeurs.

Elle tient une caisse de dépôts pour tous les titres de ces entreprises.

(1) Courtois. *Histoire des Banques de France*, p. 210.

Sur les bénéfices on prélèvera annuellement :

5 % du capital des actions émises.

5 % des bénéfices pour le fonds de réserves.

Le reste sera réparti, 1/10 pour les administrateurs, et 9/10 pour les dividendes.

Nous essayerons d'exposer le développement du Crédit Mobilier et surtout d'en dégager les causes de son échec final (1).

Vers 1854-55, la situation politique est très orageuse. La situation extérieure s'était compliquée par la guerre de Crimée. Une grave crise agricole sévissait, due à une insuffisance de la récolte. La place de Paris était ébranlée par la chute de la Maison Leroy de Chabrol. La rente subissait des sauts très significatifs. Après 1855, il y eut légère reprise, qui ne fut que momentanée. Vers 1856, une nouvelle crise, compliquée par les embarras universel qui embrassait toute l'Europe : « On avait fait plus d'affaires que la capacité des portefeuilles n'en comportait ».

C'étaient là les causes générales. En ce qui concerne le Crédit Mobilier en particulier « la dilatation progressive du capital actions s'expliquait par l'accroissement des commandites et par la difficulté que rencontrait le Crédit Mobilier pour user de la deuxième catégorie des ressources sur laquelle il pouvait légitimement compter, les obligations à long terme. » La seconde tentative pour compléter l'ensemble de ses moyens d'action fut faite en 1855. « L'exercice de 1855 s'annonçait bien, et dès le mois d'Août 1855 les administrateurs auguraient une répartition, intérêts et dividendes supérieurs à 200 fr. par actions. Pro-

(1) Nous nous rapportons toujours à M. Vergeot en ce qui concerne le fonctionnement et l'échec final de cette institution.

fitant de cette circonstance, ils voulurent greffer sur le paiement de cette distribution une émission d'obligations de 500 francs, donnée au public actionnaire à 280, remboursables en 90 ans, et jouissant d'un intérêt annuel de 15 fr. En conséquence, ils annoncèrent pour le 12 Septembre 1855, une émission de 240.000 obligations, payables 100 fr. en soucrivant, valeur en coupons d'intérêts et de dividende de 1855 (sauf décompte en cas de plus value, quant à la moins value on n'en admettait pas), 100 fr. en Mars 1856 et 80 fr. en Septembre de la même année. L'importance de cette opération attira l'attention du gouvernement qui, entrant dès cette époque dans la voie rétrograde d'empêchement des opérations financières, après leur avoir accordé des immunités exceptionnelles, enjoignit au Crédit Mobilier d'avoir à renoncer à cette combinaison. En vain celui-ci réduisit à 120.000 le nombre de ses obligations à émettre, en n'en attribuant qu'une au lieu de deux, à chaque action, mais en recevant toujours les coupons de 1855 sur le pied de 200 fr., il dut bientôt, en dépit de cette concession, annoncer au public que, pour entrer dans les vues du gouvernement qui a résolu d'ajourner toute concession et autorisation pouvant entraîner la création de nouvelles valeurs, il venait de décider d'ajourner l'émission de ces obligations » (1).

On défendit au Crédit Mobilier l'émission d'obligations. Cela équivalait à une interdiction imposée à la Banque de France, par exemple, d'émettre des billets, et si on ne lui permettait que de livrer à l'escompte son propre capital immobilisé en rentes sur l'Etat (1).

(1) Courtois. *Histoire des banques de France*, p. 211.

(1) Vergeot. *Op. cit.*

Le développement des comptes courants avait pris une très grande extension. Les administrateurs du Crédit Mobilier avaient consacré au placement fixe les sommes représentant leur capital, et aux placements à échéance déterminée les fonds dérivant des comptes courants.

Ce qui constituait essentiellement le crédit commanditaire, c'étaient les placements fixes qui peuvent être divisés en trois catégories (1).

a) La souscription d'une partie des actions de l'affaire à créer, la commandite proprement dite.

b) La souscription aux actions des compagnies existantes.

c) Les affaires, où sans engager ses propres fonds, le Crédit Mobilier ne prête qu'un concours moral et ses bons offices d'honnête courtier.

Ce que cette société avait pour objet de ne patronner que des entreprises, étudiées préalablement par elle, et reconnues solvables, en participait à la formation du cadre administratif du capital social des institutions patronnées, puis en répandait parmi le public ses titres, et en les garantissant moralement (2). Elle suscita de nombreuses entreprises nouvelles. Elle encourageait les entreprises d'utilité publique et d'intérêt national. On peut dire que c'est le Crédit Mobilier qui a donné à la France un outillage complet de transports et de communications. Il utilisait ses comptes courants en reports, c'est-à-dire en un placement d'une sécurité absolue et d'une réalisation très facile.

Le Crédit Mobilier a coopéré à la fondation et à l'établis-

(1) Vergeot. Op. cit.

(2) Courtois. *Histoire des Banques*. Op. cit.

ment du capital de nombreuses sociétés (1). Rien que pour les sociétés françaises, nous y trouvons diverses compagnies de chemins de fer, la création de la Société des immeubles de la rue de Rivoli en 1854 (devenue en 1858 la Compagnie Immobilière de Paris; ensuite compagnie immobilière présidée en 1863 par Emile Pereire), la Compagnie Générale Maritime créée en 1854 (qui est devenue la Compagnie Générale Transatlantique), les quatre sociétés suivantes : l'ancienne Compagnie civile des Mines de la Loire; de la Compagnie Générale des Omnibus de Paris; des Magasins Généraux et Entrepôts de Paris et la Compagnie Parisienne d'Eclairage et de Chauffage par le gaz. Dans le domaine des Assurances, nous lui devons la fondation de la Confiance et de la Fraternelle, etc... Le Crédit Mobilier a étendu son activité à l'étranger, en Belgique, en Allemagne, en Autriche, en Suisse, en Espagne, en Hollande, en Italie, à Londres et en Turquie.

Cherchons, à présent, à dégager les causes de la chute d'une institution dont l'activité fut si bienfaisante au développement économique de la France. La théorie fondamentale du Crédit Mobilier le poussait à absorber la totalité du Crédit commanditaire, le plaça devant le dilemne, ou d'assurer sa solidité, et, dans ce cas, restreindre et limiter son activité, ou réaliser son vaste programme et, en conséquence, risquer sa solidité.

Sur le gouvernement incombe une lourde part de responsabilité (2), car il a interdit l'émission d'obligations, interdiction qui a brisé l'activité du Crédit Mobilier qui, travaillant avec un petit capital et une grosse dette consolidée (principe fondamental qui était devenu sa loi), dut suspendre ses opérations.

(1) Courtois. *Histoire des banques en France*, p. 210.

(2) Vergeot. *Op. cit.*

Il fut obligé d'appeler l'intégralité de son capital nominal. Ensuite de le doubler. La rémunération du capital a été très grande. Les bénéfices ne pouvaient être obtenus que pendant une certaine période. Que restait-il du Crédit Mobilier ? Tout ce que nous savons, c'est qu'il a spéculé sur les titres qu'il avait en portefeuille et, ce faisant, il s'exposait à subir les conséquences les plus graves.

* A la suite des crises économiques, de la dépression générale des valeurs, les guerres qui occasionnent ces crises économiques, agricoles et industrielles, ont été aussi la cause de la baisse progressive des cours qui « devait miner le Capital du Crédit Mobilier, toujours en mouvement, les réalisations indispensables sur des cours de plus en plus déprimés, devait le ronger si bien que les pertes en absorbèrent la moitié, et les statuts (l'article 61 : En cas de perte de moitié du capital social souscrit, la dissolution de la société sera prononcée avant l'expiration du délai fixé pour sa durée, par une décision de l'Assemblée générale) faisaient de cette dépréciation la condition suffisante de la liquidation. » (1).

La tendance « omni absorbante », la rivalité, la concurrence, la jalousie, la création en 1859 de la Société Générale de Crédit Industriel et Commercial dont l'attitude hostile et l'influence sur les milieux gouvernementaux ont déterminé le Prince à ne pas exécuter les engagements qu'il avait pris envers le Crédit Mobilier, les fausses nouvelles annonçant les immobilisations que la Compagnie Immobilière aurait investi à Marseille, toutes ces causes cachées et publiques ont ébranlé le Crédit Mobilier dont la dissolution fut prononcée le 12 Novembre de la même année.

(1). Vergeot. Op. cit.

Nous allons maintenant envisager l'application directe de la conception Saint-Simonienne à la petite industrie. Ce projet fut présenté par les Péreire en 1853 au Conseil d'Etat en vue d'organiser le Crédit Mutuel. Il faut avant tout savoir ceci : que « les Saint-Simoniens eurent surtout une influence sur les sociétés capitalistes et non sur les associations populaires. » (1).

Ce projet n'a jamais reçu d'application.

LE CRÉDIT MUTUEL. — Les frères Péreire ont voulu, avec la création du Crédit Mutuel, compléter le Crédit Mobilier. Le Crédit Mutuel devait être une institution auxiliaire de la grande industrie. « Cette combinaison aurait eu pour effet d'étendre jusqu'aux classes d'entrepreneurs les moins favorisés par la fortune, jusqu'à l'ouvrier en chambre, les bienfaits du Crédit » (2), grâce auxquels, selon l'expression de M. Bazard, « le cercle des hommes qui pourrait prétendre à devenir chefs, princes de l'industrie, embrasserait l'humanité toute entière » (3).

Mécanisme de l'institution. — C'est une des applications à la matière, du Crédit du principe de la mutualité. C'est « un essai d'adaptation aux exigences d'un crédit populaire, nécessairement à court terme, des obligations du Crédit Mobilier qu'on peut y plier à condition d'en fractionner les coupures et d'en rapprocher les échéances » (4).

(1) Pierre Moride : *Le Mouvement des Coopérations de crédit vers 1863*. Revue d'Economie politique, 1910.

(2) Vergeot. Op. cit.

(3) Doctrine. Exposition, p. 94.

(4) Vergeot. Op. cit.

Il faut créer dans chaque localité des sociétés de Crédit Mutuel. Ces sociétés seront spéciales à chaque branche de production.

Les membres seront : les entrepreneurs de tout degré et genre, les ouvriers en chambre, mais travaillant pour leur propre compte.

Le sociétaire paiera :

1° Une cotisation fixe annuelle dont le montant formera le fonds de prévoyance de la société, ou la réserve.

2° Une prime variable sera inversement proportionnelle au degré de solvabilité présenté par lui et qui sera le prix de l'aval collectif apposé par le syndicat sur son engagement.

Ces primes constitueront un fonds commun d'assurance.

En cas de prélèvement, il s'opérera tout d'abord sur le fonds d'assurance et subsidiairement sur le fonds de prévoyance.

On organisera une Caisse Centrale des Sociétaires de Crédit Mutuel. Toutes les sociétés ressortiront de cet établissement principal, qui sera constitué en société anonyme par actions.

Le papier de circulation de cette caisse centrale sera utilisé concurremment avec les espèces métallurgiques et les obligations du Crédit Mobilier.

Un comité composé d'entrepreneurs des industries syndiquées, constituera l'administration de la caisse centrale.

Les opérations de la Caisse consistent (1) :

1° A provoquer la création à Paris et dans les départements des sociétés de Crédit Mutuel.

2° A établir des succursales en province.

(1) Art. 5.

3° A escompter jusqu'à concurrence des crédits alloués à chaque sociétaire, les valeurs revêtues de l'aval de garantie des syndicats.

4° A ouvrir sur la demande et sur la garantie des sociétés des comptes courants à leurs membres.

5° A se charger pour leur compte du recouvrement des effets qui lui seront remis par l'intermédiaire des syndicats.

6° A recevoir enfin en compte courant la réserve et le fonds d'assurance des diverses sociétés (1).

Un quart des bénéfices ira à la Caisse Centrale en vue de distribuer plus largement du Crédit. Le reste sera partagé entre les membres à titre de dividendes au prorata du montant de leurs cotisations.

Les Ressources de la Caisse. — Le Capital sera de 60 millions représentés par 240.000 actions de 250 francs. 80.000 actions souscrites immédiatement. 160.000 seront émises lorsque les opérations prendront un certain développement et exigeront un nouvel appel de fonds.

Les obligations de la Caisse Centrale seront émises dans le but de présenter une couverture régulière aux prêts du Crédit Mobilier.

D'autre part, les obligations du Crédit Mobilier que la Caisse Centrale recevra en échange, seront émises à des échéances rapprochées. Elles seront fractionnées en faibles coupures et feront office de monnaie fiduciaire, c'est-à-dire portant intérêt.

(1) Vergeot. Op. cit.

La Caisse possèdera : « la réalisation successive de ses actions dont elle emploiera la valeur en effets publics, les obligations qu'elle émettra comme gage supplémentaire de ses emprunts, ce seront des ressources pour faire face dans des conditions les plus économiques aux besoins du nouveau Crédit à organiser » (1).

Dès qu'un associé des caisses de crédit mutuel sera admis par le syndicat, il pourra présenter à l'aval de la société les effets ou les engagements contractés ou reçus par lui en paiement ; il pourra de même demander l'ouverture d'un compte à la Caisse Centrale. Le Syndicat appréciera la valeur professionnelle et morale de tous ceux qui solliciteront son aval. Lorsqu'il sera accordé, il devra être surveillé très rigoureusement, au moins en ce qui concerne l'emploi de cet argent. Le syndicat en question sera formé par les pairs de l'impétrant. Il pourra augmenter la prime variable et, à la rigueur, retirer même le crédit à celui qui le demande, et même le rayer de la liste des associés.

La Caisse Centrale surveillera les opérations des sociétés, elle pourra, suivant les besoins, resserrer ou étendre les crédits.

Nous voudrions maintenant dégager le caractère Saint-Simonien du projet. Nous avons au sommet le Crédit Mobilier. Le rôle qu'il aura à jouer sera analogue à celui du département d'émission de la Banque d'Angleterre. Le Crédit Mobilier émettra la monnaie fiduciaire portant intérêt.

Puis, nous avons la Caisse Centrale et les succursales. Elles feront l'office de banques d'escompte, distribueront les res-

(1) Vergeot. Op. cit.

sources du crédit, sous la garantie collective des syndicats, sociétés de crédit mutuel.

A la base, nous avons les sociétés de Crédit Mutuel. Ces sociétés devront universaliser les bienfaits du crédit. Le principe, grâce auquel cette universalisation se fera, est celui de la mutualité avec l'admission des sociétaires honoraires.

Ce qui est innové, c'est l'application d'une monnaie fiduciaire portant intérêt au service des escomptes et des comptes courants, la décentralisation hiérarchisée et la spécialisation du crédit et enfin la combinaison de l'idée de mutualité et de l'idée de patronage (1). « La mutualité est la seule solution du crédit à la petite industrie; à raison de sa puissance de produire de grands effets avec de petits moyens. »

Cette mutualité sera conforme au vœu d'Enfantin. Une banque qui ne sera plus fondée par, et pour les oisifs, mais par et pour les travailleurs, et « réalisera le principe Saint-Simonien de distribuer des tâches et de répartir les revenus ». Dans le projet des Pereire, nous retrouvons le dualisme d'idées de patronage des classes supérieures et celle de l'idée de mutualité. Les sociétés de Crédit Mutuel pourront recevoir des dons et des legs en argent ou en rentes. Ces libéralités grossiront le fonds de réserve. Elles ne pourront jamais être distribuées comme dividende, et ajouteront « à la garantie mutuelle offerte par les petits entrepreneurs associés, la sûreté réelle des fonds qu'ils donneront à ces syndicats d'emprunteurs » (2).

(1) Vergeot. Op. cit.

(2) Vergeot. Op. cit.

CHAPITRE III

Appréciation de la doctrine Saint-Simonienne

Le Saint-Simonisme n'a jamais été populaire. « Par le recrutement de ses adeptes, comme par son mépris de l'égalité, il avait conservé un air aristocratique, l'apostolat princier des dernières années avait achevé de lui ôter tout caractère plébéien. Sa prétention de perpétuer l'inégalité naturelle des hommes à cause d'une hiérarchie de capacité, choquait une opinion niveleuse. Le souci d'améliorer le sort des humbles, qui avait dominé toutes les préoccupations des Saint-Simoniens, était insuffisante pour le séduire. » (1).

Mais il faut lui rendre cette justice, qu'aucune école n'a mieux démontré les difficultés qu'elle pourrait rencontrer, et enfin qu'aucune n'a essayé et tenté, ne fut-ce qu'un commencement de réalisation. Leur idée fondamentale, qui fut en même temps celle de leur maître Saint-Simon, affirmait que la société ne peut subsister sans une doctrine générale (2). Cette doctrine devait assigner, à tous les membres de la société, un but commun d'activité. L'individu doit servir cet idéal; en échange, il atteindra le maximum de bonheur. Il faut tout d'abord discipliner les trois facultés de l'homme, son intelligence, sa volonté, sa sensibilité. Pour pouvoir les discipliner, il faut restaurer l'idée de l'autorité sociale. Que doit être le lien de la vie sociale ? C'est l'amour. « L'amour est l'expression

(1) Charléty. *Histoire du Saint-Simonisme*, p. 377.

(2) Charléty. *Op. cit.*, p. 456.

la plus générale de toute la vie de l'humanité » (1). Au nom de l'humanité, il faut organiser l'individu. C'est le rôle de l'Etat, dont Hegel dit, qu'il est la substance même de l'individu. L'Etat doit être la conscience générale, le résumé de toutes les tendances. C'est en vue de réaliser cet idéal que les Saint-Simoniens ont dit aux hommes : « Renoncez à la liberté, à la propriété individuelle, à l'héritage de la famille même, redevenez ce que vous devez être, des parties d'un tout » (2). Les prétendus droits de l'homme, ses qualités supposées, ce sont des erreurs scientifiques qui n'existeront plus dans la nouvelle vie sociale fondée sur l'amour.

Cette expérience morale a échoué. Mais « du moins les Saint-Simoniens avaient eu le mérite, en posant avec franchise ces deux graves questions — les plus hautes qui puissent intéresser les hommes, celle de la morale, et celle de la politique — de donner hardiment une solution. En morale, au nom d'un dogmatisme scientifique, ils supprimaient la liberté. En politique, au nom de l'humanité, ils étouffaient la liberté. Ces deux vues parallèles ne sont pas restées stériles. C'est au Saint-Simonisme qu'il faut faire remonter deux des formes de la pensée moderne, toutes voisines, quoiqu'elles ne soient pas nécessairement confondues dans les mêmes hommes, le positivisme et le socialisme » (2).

Pour la recherche du bien-être, le Saint-Simonisme est partisan du despotisme. Le Saint-Simonisme est le père de toutes ces écoles qui, au nom de la « classe la plus nombreuse et la plus pauvre » proposent une autorité sociale chargée de répar-

(1) Charléty. Op. cit., p. 457.

(2) Charléty. Op. cit., p. 458.

(3) Charléty. P. 462.

tir des richesses. Mais il faut reconnaître que les Saint-Simoniens se distinguent des théoriciens du collectivisme. Ils sont ennemis, avant tout d'abord, des violences et de toute spoliation. Ils ont confiance dans la réforme morale qui permettra la réalisation de leur idéal. Le Saint-Simonisme, en établissant une hiérarchie sociale, une distribution inégale basée sur l'inégalité des capacités, tient plus exactement compte de la nature des hommes et des choses. Les Saint-Simoniens ne suppriment pas l'action individuelle, ils la disciplinent. En somme, le collectivisme Saint-Simonien se distingue de celui d'aujourd'hui par cette différence caractéristique : « Le premier a pour point de départ l'idée du progrès empruntée au XVIII^e siècle qu'il raille et, par là, il est en quelque façon un produit intellectuel de la Révolution qu'il combat. Le second est plus touché de la nécessité de réaliser d'abord le bien-être des classes pauvres, que préoccupé des résultats à craindre ; il va à l'encontre de la Révolution qu'il prétend continuer » (1).

Le Saint-Simonisme a formé très peu de partisans de la doctrine collectiviste et, par contre, c'est de lui qu'est né le grand mouvement capitaliste du XIX^e siècle. L'industrialisme, sous la forme moderne de la société par actions, est une pensée Saint-Simonienne. Saint-Simon, « c'est l'esprit précurseur de réformes générales plantant des jalons dans les directions de l'avenir, en demandant la réforme politique et religieuse, en attribuant aux savants le pouvoir spirituel, aux industriels le Pouvoir Temporel, en disant que la société doit être organisée pour l'avantage du plus grand nombre, et en assignant aux pouvoirs publics les directions suivantes :

(1) Charliéty. P. 467.

Protéger la science.

Instruire le peuple.

Procurer du travail aux ouvriers.

Accroître la considération des hommes utiles.

Constituer le gouvernement le meilleur marché possible »(1).

Nous ne prolongerons pas davantage cette analyse du système Saint-Simonien. Nous énumérons en quelques mots les résultats pratiques obtenus par les hommes de la rue Monsigny, qui ont traduit en actes les utopies de 1830. « Le système voulait détruire l'héritage pour supprimer l'oisiveté; les hommes d'action en fondant le Crédit Mobilier, en multipliant les banques hâtèrent la baisse de l'intérêt, c'est-à-dire la ruine progressive de l'oisif » (2). Aux vains débats parlementaires, le *Globe* a toujours opposé la politique des réformes fécondes. Comme moyens pratiques pour améliorer la situation physique, morale et intellectuelle de la classe la plus nombreuse et la plus pauvre, les Saint-Simoniens ont préconisé les établissements de Crédit, les travaux publics, et l'éducation populaire. Ce programme a été suivi de nos jours dans toutes ses parties. La naissance des grandes maisons financières comme le Crédit Lyonnais et la Société Générale, a diminué la puissance de l'argent et forcé le capitaliste à se contenter de peu, leurs succursales à l'étranger, en faisant circuler rapidement les capitaux d'un pays à l'autre, ont créé de nouveaux liens entre les peuples. Les Saint-Simoniens demandent aussi que le crédit soit mis à la portée du pauvre, avec, comme garanties, plutôt la valeur morale de l'emprunteur, que sa fortune. C'est ce

(1) Godin. *Solutions sociales*, chap. VI. *Le Saint-Simonisme, Tendances politiques et sociales*, p. 297.

(2) G. Weil. *L'Ecole Saint-Simonienne*, p. 297.

qu'on a essayé de céler aujourd'hui par la création des banques populaires, plus répandues déjà en Allemagne et en Italie qu'en France. Les travaux publics avaient été poussés activement sous l'empire; la République en « essayant de réaliser le plan Freycinet, a répondu aux désirs des rédacteurs du *Globe* et du *Crédit*. » L'instruction primaire, d'après eux, devait être donnée par l'Etat, et imposée à tous, ainsi que l'enseignement professionnel, faire allier l'école et l'atelier, l'instruction secondaire devait s'affranchir de la tyrannie des langues mortes; enfin, dans les écoles de tous les degrés, l'éducation morale passait avant l'instruction proprement dite » (1). L'œuvre industrielle et financière de l'école Saint-Simonienne a été considérable. « Son action morale et philosophique, bien que moins visible, s'est fait sentir, mais son plus beau titre est d'avoir développé chez ses adhérents l'activité personnelle et le dévouement à un idéal. Tous ont beaucoup travaillé, parce que la doctrine leur avait enseigné la sainteté du travail; tous ont pensé à d'autres qu'à eux-mêmes, et ont voulu se rendre utiles, parce que la doctrine condamnait l'égoïsme et prêchait la solidarité. Le Saint-Simonisme avait dit que l'éducateur doit surtout former des hommes; lui-même en a fait et les a rendus capables d'accomplir de grandes choses. C'est, pour une école philosophique, un mérite bien rare et une gloire suffisante. » (2).

En matière de crédit, la conception Saint-Simonienne de l'organisation du crédit nous apparaît comme la première, la plus éloquente et la plus pénétrante des conceptions. Elle

(1) G. Weill. Op. cit., p. 299.

(2) G. Weill. Op. cit., p. 305

renferme, et elle a renfermé, tant de possibilités pratiques, tant de réalisations, que les résultats sont les meilleures preuves de son succès, en permettant surtout une plus intense circulation des richesses entre les individus inégalement dotés, et des capacités. Parmi les critiques que l'on puisse lui adresser, la plus importante s'applique à la suppression de l'héritage et à la tendance monopolisatrice, dont la théorie introduisit le germe dans la pratique. « Il est moralement impossible de substituer à la spontanéité des initiatives individuelles, cette direction concertée, centralisée, et hiérarchisée de l'activité économique » (1).

(1) Vergeot. *Op. cit.*

TROISIÈME PARTIE

La Doctrine Française du crédit populaire

DU CRÉDIT POPULAIRE, DE SA NATURE ET DE SES AVANTAGES. — Le crédit populaire limite ses opérations aux prêts d'argent, aux personnes du peuple et non aux riches. Ceux qui prêtent de l'argent veulent s'en assurer le remboursement. Ils font donc une sélection, car on ne peut pas prêter à tout le monde, par exemple aux besogneux, qui se trouvent dans l'impossibilité de travailler, qui consomment, mais ne produisent rien. Après avoir consommé l'argent prêté, ils seront incapables de le restituer. Le seul moyen de les secourir c'est l'aumône. On refuse encore le crédit aux ouvriers qui gagnent de l'argent, mais qui sont trop dépensiers pour en assurer avec certitude le remboursement. On le refuse enfin aux gens malhonnêtes. Mais en dehors de ces trois catégories, nous avons toute une catégorie de travailleurs honnêtes et économes. Ce sont à ces producteurs qu'une institution de crédit rendrait les plus importants des services. Parmi ces derniers, les uns se résignent difficilement à rester parmi les salariés, et s'essayent à devenir eux-mêmes patrons. Les uns isolément, les autres forment

des coopératives de production. Mais la plupart de ces coopératives réussissent à peine, ou rencontrent de grosses difficultés. La cause principale de ces déconvenues se trouve dans le manque d'institutions de crédit populaire. Il faut que notre société arrive à créer de telles institutions, où les plus humbles pourraient trouver le moyen de s'élever. Car il ne faut jamais craindre d'avoir trop de riches, ni trop de richesse. Au contraire, l'accroissement de la richesse doit être encouragée, ainsi que sa distribution, parmi le plus grand nombre. Les institutions de crédit populaire auront deux sortes de clients : les ouvriers devenus petits patrons et les salariés. Aux petits patrons on avancera des capitaux — ce sera le crédit de production. Aux salariés on accordera des prêts modiques, qui les aideront à se tirer d'embarras. Ce sera, il est vrai, un prêt de consommation, mais « il sera fait à un producteur pour le soutenir, pour lui rendre des forces. Aussi l'argent ne sera pas perdu. Ce producteur le remboursera avec des économies sur ses salaires à venir » (1).

L'origine des institutions de crédit populaire est assez récente. Avant le christianisme, elles n'existaient pas. Les usuiers faisaient office de prêteurs d'argent. Chez les chrétiens, à l'époque où la ferveur des premiers siècles régnait, on mettait souvent tout en commun, — usage qui persiste encore aujourd'hui dans les congrégations religieuses — et chacun obtenait, de la caisse paroissiale, ce dont il avait besoin pour vivre et pour travailler. Mais cette communauté de biens a disparu. Les prêts s'accordaient d'individus à individus. Et comme c'était

(1) Ludovic le Besse. Le Crédit Populaire. XV^e Congrès, Reims 1912. Actes de Congrès.

sentiment charitable qui les inspirait, ils étaient gratuits. Mais peu à peu, les abus d'emprunteurs malhonnêtes, la cupidité avide de gains de prêteurs, ont ramené l'usure pratiquée par les païens. Pour combattre cette iniquité, on la flétrissait du haut de la chaire. Les lois religieuses et civiles condamnaient les usuriers à restituer l'argent. Au XV^e siècle, le taux légal des prêts d'argent a atteint parfois 80 %. Rien n'a pu arrêter la marche de ce mal. « Pas de gages, pas d'argent. » La valeur de ces gages était arbitrairement établie par les usuriers. Souvent l'évaluation était calculée au tiers de la valeur réelle. Telle était la situation de l'Europe centrale et occidentale au XV^e siècle. Les religieux de l'ordre de Saint-François y trouvèrent un remède. D'abord en créant des caisses de prêt mutuel, au sein des Fraternités du Tiers-Ordre. Ensuite, ils fondèrent pour le public, des Monts-de-Piété, qui sont des établissements de prêts sur gages. Ces maisons avançaient gratuitement de petites sommes aux gens du peuple. On réclamait un gage, mais dans le cas de la vente, la plus-value était restituée aux propriétaires du gage. Parmi les quarante Franciscains qui propagèrent à travers l'Italie l'institution nouvelle, se trouva un homme de génie : Bernardin de Feltre, qui sut transformer l'œuvre modeste en un important établissement financier, à même de prêter à quiconque, à un faible intérêt, toutes les sommes dont on avait besoin, pour des usages honnêtes (1). Les produits étaient très abondants. L'argent était rare. Bernardin de Feltre réussit à « faire, de ces Monts-de-Piété, des réservoirs de capitaux qui finirent par devenir immenses. » Il fit appel à la charité pour se former un patrimoine. Puis il

(1) Ludovic le Besse. Op. cit.

conjura les chrétiens de déposer tout ce qu'ils possédaient dans la caisse des Monts-de-Piété. Ce fut là l'origine des caisses d'épargne. L'argent qui s'était caché, moyennant un intérêt, afflua dans la nouvelle institution. « L'abondance des capitaux permit de couvrir les frais généraux de l'œuvre, en prêtant à 5 % et même à moins. On ne réclamait cet intérêt qu'aux gros emprunteurs. Les bénéfices procurés par les gros emprunteurs permirent de prêter gratuitement aux pauvres. Au mont de piété de Rome, le prêt était gratuit tant qu'on ne demandait pas une somme supérieure à 150 francs » (1).

Mais une défiance générale régnait à cette époque. Le commerce était dans un état misérable. Il n'y avait ni moyens de locomotion, ni routes carrossables. Aller à pied ou à cheval, étaient les seuls moyens de communication. Les marchandises étaient transportées à dos de mulet. Les affaires se traitaient sur place. Les échanges de produits et de services se payaient en nature. « Les gens économes plaçaient leurs épargnes en accumulant d'énormes provisions de linge, de vêtements, de bijoux, d'argenterie, etc. » Partout l'épargne revêtait cette forme. Ceux qui avaient besoin d'argent prenaient un objet quelconque dans leur réserve et le portaient au Mont-de-Piété, pour contracter un emprunt. Mais cette situation a changé, avec la construction des routes et des ponts. Le commerce à distance commençait à être praticable. Les effets de commerce ont été créés. Leur usage est devenu général. Les banques d'escompte se sont constituées qui ont donné naissance à des banques populaires. Ces banques d'escompte ne sont au fond que des « Monts-de-Piété perfectionnés ». Le gage existe. Le

(1) Ludovic le Besse. Op. cit.

détenteur de ce gage promet le paiement au jour marqué sur la feuille de paiement. C'est ce papier qui est remis à l'escompteur. Si ce dernier l'accepte, il accorde crédit et il prouve ainsi avoir confiance soit dans l'acheteur, soit dans le vendeur. Pendant longtemps les banquiers n'ont admis à l'escompte que les maisons de premier ordre. Le métier devenant lucratif, la concurrence finit par admettre l'escompte des maisons de second et même troisième ordre. Mais les petits patrons, qui débutent dans les affaires, n'ont jamais réussi à obtenir de l'escompte. Il est resté dans cette situation jusqu'au milieu du XIX^e siècle. C'est alors que Schultze Delitzsch organisa le crédit au profit des petits patrons en créant les banques populaires. Par quels moyens ? « Choisissez-vous, leur dit-il, écarter les paresseux, les viveurs, les gens malhonnêtes, quand vous serez un certain nombre de travailleurs sérieux, économes et tout à fait honorables, prenez l'engagement de vous rendre responsables tous ensemble pour les sommes qu'empruntera votre société. Vous vous partagerez ensuite ces sommes suivant vos besoins. Chacun de vous, pris isolément, manque de crédit, mais votre association n'en manquera jamais ! »

Malgré la situation médiocre des petits patrons, la solidarité leur a procuré l'argent et le crédit qui leur étaient nécessaires. Les associations de crédit fondées par de modestes paysans regorgent d'argent, et quelquefois elles sont obligées de refuser les dépôts. Dans les villes, c'est plus difficile. L'impossibilité de s'apprécier les uns les autres, rend la possibilité solidaire très dangereuse. Quelques banques populaires de Schultze Delitzsch ont échoué parce que leur trafic d'action prenait de trop vastes proportions. Luzatti n'admet pas la solidarité, mais il défend la mutualité. Pour jouir des avantages qu'offrent

les associations mutuelles, il faut être sociétaire. Pour être sociétaire, il faut posséder des vertus morales. L'absence de la solidarité a été suppléée par la création des fonds de réserve.

« La Banque populaire procède comme les banques d'escompte. Elle exige des effets de commerce en échange de ses prêts. Il y a donc ici encore des gages, ce sont des marchandises vendues. L'emprunteur donne une garantie. Il vend une créance. Cette créance est représentée par des articles réels que possède l'acheteur qui a promis de les payer. Le crédit est populaire sans doute à cause de la modicité de ces créances et de la petite situation de ceux qui les font escompter. Mais, il s'agit encore de patrons et non d'ouvriers ». Il faut organiser le crédit pour les salariés qui ne peuvent donner pour garantie que celle de la promesse de rembourser. « Or, Luzatti estime que les banques populaires, les caisses rurales, les sociétés de secours mutuels, pourraient organiser le prêt sur l'honneur, en procédant avec prudence, et pas à pas. Si elles entraient dans cette voie, un jour viendrait où tous les ouvriers honnêtes, quand ils sont dans le besoin, pourraient obtenir un prêt gratuit, sur leur simple signature » (1).

Le crédit est une nécessité des temps présents. Il faut que chacun travaille et coopère à la création de la richesse collective. Mais il est aussi nécessaire d'économiser. Il faut stimuler chez l'homme le goût à l'épargne. Les économies du travailleur doivent produire les formidables ressources que peut procurer l'épargne transformée en capital. Elles rendent le travail plus facile, plus productif. « Il peut y avoir alors bénéfice pour tout le monde, pour l'emprunteur d'abord qui, aidé par le capital,

(1) Ludovic le Besse.

obtient par son travail des fruits plus abondants ; pour le prêteur ensuite qui, à titre de capitaliste, reçoit une part des bénéfices réalisés ». Mais il ne faut jamais oublier qu'on ne s'enrichit qu'avec les riches. Les banques populaires sont le meilleur instrument pour enrichir le pays. Elles retiennent sur place les économies et, en les prêtant aux travailleurs de la localité, elles produisent un développement considérable de la richesse commune. Ce qui a rendu les grandes banques nécessaires, c'est la nécessité de recourir aux capitaux de tout le monde. Il fallait grouper tous les capitaux existants, et les consacrer, ensuite, à des entreprises de grande importance. C'est ainsi que « les grandes banques vont recueillir partout les petites économies, et quand elles ont accumulé d'énormes capitaux, elles deviennent capables de susciter et de développer les entreprises grandioses que je viens d'énumérer. Supprimer ces banques, et les meilleures applications de la science à l'industrie deviendront impossibles, parce que les capitaux manqueront pour réaliser les idées des inventeurs » (1).

Mais si la nécessité des grandes banques est indiscutable, celle des petites banques, des banques populaires ne l'est pas moins. Même les métiers les plus humbles ont subi l'influence de la science. L'outillage s'est transformé partout par l'introduction d'instruments de travail plus perfectionnés. L'agriculteur doit s'adapter au progrès. Il est dans l'obligation de perfectionner son instrument de travail, la terre, de la rendre plus féconde par l'emploi d'engrais. Tout cela exige des capitaux. Nous avons d'un côté le travailleur qui a besoin de crédit, mais qui est habile, et de l'autre une foule d'individus qui possè-

(1) Ludovic le Besse.

dent des économies, mais qui ne savent pas les faire fructifier. Il faut que l'épargne passe des mains de ceux qui ne savent pas s'en servir, à celles de ceux capables de la faire fructifier. Il ne faut pas exporter cette épargne des artisans qui soutiendrait alors des entreprises étrangères. Car, avant d'enrichir l'étranger, il faut songer à son pays. Mais en France « l'épargne populaire est enlevée à l'industrie et au commerce par deux immenses pompes aspirantes qui font le vide partout. L'une et l'autre enlèvent les capitaux aux pays qui les forment, et elles les jettent au loin dans des gouffres qu'il est impossible de combler » (1).

La première de ces pompes c'est l'Etat. L'Etat enlève aux caisses d'épargne la libre disposition de leurs fonds. Il a mis la main sur l'épargne populaire. Les caisses d'épargne doivent tout verser à la Caisse des Dépôts et Consignations et, par son intermédiaire, l'argent passe à la Dette Publique. Seulement l'Etat n'est pas producteur, mais consommateur. S'il a besoin d'argent, qu'il s'adresse à l'impôt. Il ne devrait pas drainer les fonds d'épargne qui sont si nécessaires à l'agriculture, à l'industrie et au commerce.

La seconde pompe aspirante des épargnes sont les banques d'émission d'actions et autres entreprises. Ces banques n'encouragent, ni ne soutiennent pas les petits artisans. Elles réservent pour d'autres ses capitaux dans le seul but de réaliser sur le champ d'énormes bénéfices.

Les petits travailleurs n'obtiendront de crédit que par la création de banques populaires. « L'argent placé dans une ban-

(1) Ludovic le Besse. Op. cit.

que populaire y vient pour se faire l'éternel serviteur du travail... le capital, loin d'exercer une autorité tyrannique, reste à sa place de serviteur et se contente d'une rémunération modeste pour les services qu'on lui demande ». Le rôle économique du crédit coopératif est fort bien décrit dans le rapport présenté par M. Henri Wolff, président de l'Alliance Coopérative Internationale, à l'occasion du onzième Congrès, tenu à Paris en 1900 : « Eduquant, élevant, enseignant l'effort, l'épargne et la confiance en soi-même, recueillant sur place même, les économies s'y formant goutte par goutte, et les employant en des placements utiles à la localité et au pays, supprimant la peste de l'usure, et ouvrant une nouvelle source inépuisable d'argent aux besogneux, organisant l'action commune sous tous ses aspects, suppléant le service des banques existantes par un grand réseau d'embranchements et des canaux d'alimentation, se répandant par tout le pays et pénétrant dans tout recoin, même le plus éloigné, y distribuant et en recueillant ainsi les éléments de prospérité cachés, et créant de cette sorte dans le pays un échange continu, semblable à la circulation du sang, condition indispensable à une bonne santé, fournissant pour les capitaux qui s'amassent un nouvel emploi, emploi véritablement modèle, élargissant le commerce national et lui assurant un nouveau débouché des plus vastes, efficace à accroître en même temps que la population, les éléments de défense et le rendement des impôts; le crédit coopératif a en effet un beau rôle à jouer dans l'économie d'un pays... Il n'y a pas d'institution économique plus bienfaisante ni plus précieuse dont on puisse doter le monde.

L'HISTORIQUE DES BANQUES POPULAIRES EN FRANCE (1). — La coopérative de crédit est d'origine assez récente en France. L'Allemagne, la Belgique et l'Italie l'ont devancée de beaucoup. Dès la seconde moitié du XVIII^e siècle, la Prusse faisait les premières applications de Mutualité au crédit hypothécaire foncier, au moyen de ses *Landschafften*. Plus tard, vers 1850, elle les étendait au Crédit individuel, urbain et agricole. Pourtant dès 1830 un grand élan se dessine en France en faveur de l'Association coopérative. Seulement on nourrissait à son égard des espérances trop vastes. On voulait que les banques populaires émancipent sur le champ la totalité des travailleurs.

Vers 1831, Buchez, qui de franc-maçon ardent, se convertit au catholicisme, fut le véritable créateur du mouvement coopératif. L'émancipation des ouvriers, devait, selon lui, naître de l'Association dans le travail. Les règlements de l'Association furent inspirés par les Conseils de l'Evangile. La première association qu'il fonda fut celle des bijoutiers et doreurs. Les ouvriers s'associaient sans capital. A force de travail et de privations ils devaient rassembler un patrimoine commun, qui deviendrait le capital indivisible et inaliénable. Il n'obtint aucun succès. La République de 1848, par un décret du 5 Juillet, a ouvert un crédit au Ministère de l'Agriculture et du Commerce de trois millions de francs, destinés à être répartis entre les associations librement contractées, soit entre ouvriers, soit entre patrons et ouvriers. Ces millions, mal distribués, ont été la cause de grosses pertes pour l'Etat.

Vers 1857 apparut la première société de Crédit Mutuel

(1) Nous nous sommes servis des rapports de M. Ludovic le Besse et celui de M. Maurice Dufourmantelle, présentés au Congrès du Crédit populaire.

appelé « Banque de Solidarité Commerciale ». C'était une association d'artisans et de petits patrons. Son objet était d'organiser le crédit entre ses membres. Elle a eu de nombreux imitateurs. Leur but était de seconder des coopératives de production et de former, au moyen de l'épargne, des capitaux destinés à l'achat de l'outillage et des matières premières.

En 1863, G. B. Beluze a fondé la « Société du Crédit au Travail ». Ce que l'Etat et les particuliers isolés ne peuvent pas faire, disait-il, c'est à l'association de le réaliser; il faut faire pour le travail ce qu'on a déjà fait pour la propriété immobilière. Il faut créer le Crédit du Travail comme on a créé le Crédit foncier, le Crédit mobilier, etc... » La Société a été une sorte de banque centrale destinée à prêter son concours aux associations particulières de crédit et aux coopératives de production. Ses opérations consistaient : « A créditer les associations généralement quelconques, soit en leur fournissant des fonds à titre de participation, soit en recevant à l'escompte, les valeurs commerciales créées ou endossées par elle, soit en leur ouvrant un crédit sur des garanties convenables. » Le crédit au travail cherchait à absorber les petites sociétés de crédit mutuel. Ces sociétés étaient le complément des sociétés de secours mutuel. Les ouvriers qui en faisaient partie refusèrent d'entrer dans la Banque Beluze. Heureusement, car elles auraient perdu tout leur avoir. Du reste, ces sociétés ont disparu en 1870. Le « Crédit au Travail » a été de courte durée. En 1869 cette banque accorda, à deux sociétés réunies, un emprunt : la somme énorme de 300.000 francs, tandis que son capital n'était que de 278.000 francs. Elle a commis la grande imprudence d'immobiliser de fortes sommes en prêts à longue échéance, à des associations de production ou de consommation. L'argent vint

à lui manquer. Elle fut contrainte à arrêter toutes ses opérations. Et malgré une tentative de relèvement, elle dut suspendre ses paiements en 1868. Mise en faillite, ses créanciers ne touchèrent que 18 % de leurs créances.

A ce désastre, qui cependant était assez grave, s'ajouta presque en même temps la faillite d'un autre institut bancaire similaire, ce qui hâta le discrédit des banques populaires. Léon Say avait fondé avec Walras en 1868, la Caisse d'escompte des associations populaires. « En Allemagne jamais les banques populaires ne se sont intéressées au sort des ouvriers. Ici on voulait encore aider les ouvriers. Les fondateurs de cette caisse n'avaient pas suffisamment compris les dangers de l'escompte et des avances sans garanties. La Caisse commit les mêmes erreurs que le Crédit du Travail. Elle eut le tort de compliquer dangereusement sa situation en dissimulant les erreurs sous des faux en écriture. La Banque de France lui ayant réescompté du papier y perdit de fortes sommes. M. Rousseau, expert comptable près le Tribunal de première instance, chargé d'examiner les livres de la Caisse d'escompte des associations populaires, a ainsi commenté les agissements de ses administrateurs : « Les administrateurs de la Caisse d'escompte dissimulent sciemment les risques certains, nantissement anormal, mode de réalisation des gages illégal; stipulation pour la solidarité proportionnelle violée; transformation dans les noms pour mieux dissimuler l'insolvabilité... pour les opérations d'escompte la caisse admet des repris de justice flétris par des condamnations infamantes, un escompteur usurier cultivant l'abus de confiance, etc... En résumé, dit M. Rousseau, tous les moyens ont été employés, pour faire croire à la Banque de France à une entreprise sérieuse reposant sur des garanties de premier ordre, et

il ressort de mon travail que, tout a été purement chimérique. » Elle sombra en 1868.

Une troisième tentative a été faite par le gouvernement. Le *Moniteur Officiel* du mois de Janvier 1866 publiait : « L'empereur préoccupé de développer le crédit populaire et l'esprit d'association dans les classes laborieuses, a invité quelques personnes de bonne volonté à fonder une caisse des associations coopératives. » Il s'agissait donc encore de prêter aux ouvriers. La caisse disposait d'un capital très important. Elle commença avec un million. L'empereur souscrit pour 500.000 francs. Elle avait à sa tête des hommes d'affaires les plus honorablement connus, et qui avaient le sens des affaires. La caisse n'a rien perdu, mais elle n'a rien prêté.

En 1878, Ludovic le Besse a fondé la première banque populaire due à l'initiative des catholiques. En 1881, Donon fondait à Paris la « Caisse Centrale de l'Epargne et du Travail ». Son intention fut de créer dans chaque arrondissement de Paris une banque populaire. Ces banques devaient s'appuyer sur la Caisse Centrale. Le capital a été de 50 millions. L'organisation de la caisse reposait sur des principes vicieux qui ont été la cause de sa ruine. Elle voulait pousser les ouvriers à former des sociétés coopératives de production et à créer dans chaque arrondissement de Paris des banques populaires qu'elles auraient commanditées en leur ouvrant des crédits et en escomptant leurs traites. Puis elle mêla la politique aux affaires. Les membres du Conseil d'administration cherchèrent à plaire aux ouvriers. Le résultat ne se fit pas attendre. Au lieu de doubler son capital, Donon fut obligé de le réduire de moitié. En 1885, il fallut recourir à une nouvelle réduction du capital, ce qui le porta à 12 millions et demi. Les pertes ont été supportées par les gros

actionnaires. La caisse centrale cessa de s'intéresser au crédit coopératif et elle est devenue ensuite une banque quelconque.

Mais toutes ces banques ont perdu de vue le principe fondamental du crédit populaire qui exige que ces institutions se constituent, par en bas, par les intéressés, qui mettent en commun leurs efforts, leurs moyens et leurs responsabilités. On voulait créer des établissements centraux avec des gros capitaux. Il n'y avait pas de contact entre elles et les classes laborieuses, parmi lesquelles elles espéraient trouver leur clientèle. La Société de Crédit agricole disparut en 1876.

L'idée même du crédit populaire s'est donc trouvée discréditée pour longtemps. Il fallait attendre quelque temps pour faire revivre l'idée du crédit populaire.

Dans le domaine du crédit urbain, la première institution, la « Banque populaire de Cannes », fut fondée en 1875. En 1883, M. Rayneri a fondé la Banque populaire de Menton, admirée justement comme une des plus parfaites de l'Europe; et l'on a pu dire qu'elle était le joyau de la coopération française. Elle a institué dans la région un Crédit agricole, basé sur les principes les plus purs de la coopération, et son mouvement général d'opérations annuelles vient d'atteindre un chiffre énorme déjà avant la guerre.

M. Milcent a fondé en 1884 la première Société agricole, Société de Crédit mutuel agricole de l'arrondissement de Poligny (Jura).

Les principes scientifiques du Crédit coopératif étaient fort peu connus. Il fallait complètement organiser ce mouvement, lui donner une impulsion générale. C'est alors « que quelques

hommes de progrès, à la tête desquels nous voyons notre Président M. Eugène Rostand, pénétrés de la saine doctrine coopérative, convaincus de l'immense portée économique et sociale, des institutions de crédit mutuel, se réunirent à Marseille en un premier Congrès en vue d'étudier la question de donner aux quelques associations existantes l'occasion de prendre contact entre elles et de faire émerger les règles directrices en la matière. Ce fut également l'origine du groupement qui prit, par la suite, le nom de « Centre fédératif du Crédit populaire ». Il n'est que juste de dire que le Centre fédératif a été le véritable instrument de l'acclimatation du Crédit populaire en France, et qu'une bonne part des résultats actuels, que nous constaterons bientôt, lui sont dus. » (1).

LE « CENTRE FEDERATIF DU CREDIT POPULAIRE ». —
Le but du « Centre fédératif du Crédit Populaire en France » est l'étude des questions se rapportant au crédit populaire, appliqué aux besoins des populations des villes et des campagnes, la défense des intérêts, des associations de crédit populaires, la diffusion de l'idée et des institutions de crédit populaire, la création des sociétés et des associations de crédit populaire, le groupement dans son sein des sociétés et des associations de crédit populaire et de leurs unions. (Art. Premier).

Ses principes essentiels sont :

1° Neutralité politique et confessionnelle absolue des institutions de crédit populaire, qui ne doivent se préoccuper que

(1) Dufourmantelle. Op. cit.

d'améliorer la condition économique et sociale de leurs membres.

2° Libre variété des modes de réalisation du crédit populaire suivant les conditions locales.

3° Déconcentration et utilisation locale de l'épargne.

4° Organisation du crédit populaire par en bas, c'est-à-dire par des institutions locales et régionales.

5° Action libre de l'initiative privée, légitimité du concours de l'Etat limité à de simples encouragements.

6° Autonomie des sociétés et associations affiliées dans leur organisation, leur fonctionnement, leur administration (Art. 2.)

Les membres du « Centre fédératif » se divisent en membres titulaires, membres correspondants, et membres d'honneur. Les membres titulaires sont les personnes s'intéressant au crédit populaire, les sociétés, les associations de crédit populaire. Les Membres correspondants sont : les syndicats, les sociétés de secours mutuels, les caisses d'épargne, etc... Les membres d'honneur sont les personnes qui contribuent, soit par leurs travaux, soit par leurs libéralités, leurs dons, au développement du crédit populaire en général et du Centre fédératif en particulier. Ils seront nommés à ce titre par le Conseil d'Administration (Art. 5-6-7-8.)

Le Centre fédératif du Crédit populaire est à la fois un instrument d'étude et de propagande, et un groupement des associations. Il poursuit l'étude des questions de la coopération du crédit, au moyen de ses Congrès, de la publication de manuels, statuts, brochures, bulletins périodiques, comptes rendus des travaux du Congrès, des conférences, des tournées de propa-

gande, etc... Les actes et les comptes rendus de ses Congrès constituent un corps de doctrine très complet. Il ne fallait pas abandonner les associations après les avoir créées. Il faut les aider, leur assurer une bonne organisation. Mais son rôle de groupement, le Centre fédératif de Crédit populaire l'exerce avec un libéralisme très large. En 1893 un schisme a surgi au sein du Centre fédératif de crédit populaire. Son secrétaire M. L. Durand, avait délaissé les principes libéraux du Centre fédératif, pour préconiser en France l'organisation du crédit rural, dans la forme exclusive que voulait le lui donner Raiffeisen. Il a donné à son mouvement un caractère chrétien.

Les effectifs du Centre fédératif se composent actuellement de :

- 1 Caisse Centrale des banques populaires.
- 92 Banques populaires rattachées à la Caisse centrale.
- 4 Banques populaires indépendantes.
- 1 Société de caution mutuelle.
- 12 Caisses régionales de crédit agricole.
- 67 Caisses locales de crédit agricole.
- 1 Fédération de commerçants et industriels.
- 1 Fédération de caisses agricoles coloniales (Antilles).
- 1 Caisse régionale de Crédit agricole coloniale (Tunisie).
- 6 Caisses locales de crédit agricole colonial.
- 1 Syndicat agricole.
- 22 adhérents à titre individuel.

Le rayonnement effectif du Centre fédératif s'étend au delà des limites de ces 209 adhésions. Le centre fédératif est intervenu entre une Banque populaire et une importante Caisse régionale de Crédit agricole pour régler la question de la réception des excédents de dépôts de celle-ci. Les conversations n'ont pas

encore donné de résultats. Il prend position dans les rapports qui peuvent s'établir entre les Caisses d'épargne et les Banques Populaires. Plusieurs de ces interventions ont abouti auprès des pouvoirs publics. C'est un organisme qui a beaucoup contribué au développement du crédit coopératif en France.

Eugène Rostand, Membre de l'Institut, premier président du Centre fédératif, est mort le 20 Janvier 1915. Pendant près d'un quart de siècle il s'est dévoué à la cause de la Coopération du Crédit. L'épargne décentralisée, vivifiée par l'association coopérative, voilà quel était le but de son activité. Il étudia les institutions de crédit populaire, de France et de l'étranger. En 1889 il a pris l'initiative d'organiser à Marseille le premier Congrès du Crédit populaire. A 43 ans il publia « La Question de l'Economie sociale dans une grande ville populaire ». Les problèmes qu'il étudie sont : l'épargne, le logement populaire, le crédit coopératif (1). Il a aussi créé des organismes pratiques, en leur imposant des principes directeurs. L'institution à laquelle il s'est dévoué plus particulièrement fut la Caisse d'Epargne et de Prévoyance des Bouches-du-Rhône. Des traditions de famille l'attachaient à cet établissement. Les impressions de son voyage en Italie ont été résumées dans un volume paru en 1891 sous ce titre : « Une visite à quelques institutions de prévoyance en Italie ». En 1891 il publia aussi « La Réforme des Caisses d'Epargne Françaises », La critique de Rostand de l'emploi des fonds de caisses d'épargne, de leur timidité fut le point de départ de la première réforme de 1895. Sa thèse a inspiré l'article 10 de la loi du 23 Décembre 1912. « Non seulement

(1) Dufourmantelle. Eugène Rostand. Réforme sociale, 1-16 Mai 1915.
Charles Reynier. Eugène Rostand. Buletin Mensuel du Crédit populaire, n°13.
Janvier-Mars 1915.

il a montré aux autres caisses d'épargne, la voie à suivre, mais il y engageait résolument la sienne dans la mesure où la loi le lui permettait; et décidait cette institution à prêter son appui et concours aux œuvres de crédit populaire et d'habitations à bon marché. Mais il n'entendait pas que ce fut limité aux seules caisses d'épargne, monopolisé par elles la mise en œuvre de l'épargne populaire, il estimait que celle-ci ne pouvait trouver, en dehors des institutions d'épargne proprement dites, de plus sûr abri ni de plus féconds emplois, décentralisés que dans les banques populaires et dans les sociétés coopératives de crédit agricole » (1).

En 1893, il publiait l'Action sociale par l'initiative privée. En 1896 a paru « Dix jours dans la haute Italie ». En 1897 « Le Concours des Caisses d'Epargne au Crédit agricole ». Le 24 Décembre il fut élu membre de l'Académie des Sciences Morales et Politiques. Pénétré du rôle de la famille dans l'organisation sociale, il livra bataille contre la débauche, l'alcoolisme, le taudis, contre l'envahissement de l'Etatisme, contre le despotisme de la tutelle administrative sur les œuvres sociales. Il a professé le culte de l'initiative privée, de la liberté, mais il avait foi dans l'association pour corriger les faiblesses de l'individualisme sans lui briser les ressorts, En 1906 il a défini l'Ecole le Play dans son discours inaugural du XXV^e Congrès de l'Economie sociale, définition qui s'applique aussi à sa propre doctrine. « Une école qui, disait-il oppose à l'anarchie des systèmes, des disciplines, de l'observation et de l'expérience, la sincérité absolue du langage à l'abus des mots, les grands respects nécessaires au scepticisme, la douce et féconde cohé-

(1) Dufourmantelle. Op. cit.

sion de la famille à sa graduelle désorganisation, le culte des traditions à leur méprisant oubli, la sauvegarde de la coutume à la manie légiférante, le désintéressement aux appétits de la richesse sans devoirs; le renoncement à l'égoïsme, la fierté indépendante des caractères au lâche arrivisme, le maintien des vérités irréductibles de l'humanité à l'envahissement des sophismes de tribune, de presse ou de théâtre, au fatalisme du progrès moral, le rappel des conditions qui empêchent de le confondre avec le progrès de la civilisation matérielle au fatalisme de la décadence, les énergies de la volonté et de l'espoir, à la haine prétendue créatrice, l'union faite du dévouement des uns et de la confiance des autres, aux antagonismes et aux luttes de classe, la paix sociale cette école-là les faits en légitiment partout l'existence et l'activité. »

Avec M. Eugène Rostand nous devons mentionner encore comme promoteurs de l'idée de crédit coopératif en France Ludovic le Besse, Rayneri et le distingué président actuel du Centre fédératif du Crédit populaire, M. Maurice Dufourmentel.

L'EPARGNE ET LE CREDIT POPULAIRE. — Le crédit populaire devrait être alimenté par l'épargne populaire. Les économies de la campagne et de la ville devraient alimenter la caisse des associations de crédit les plus voisines. Elles fourniraient ainsi les fonds des parts de capital et procureraient aux associations les dépôts ou bons à long terme qui constitueraient leurs principales ressources (1). » Ainsi les fonds de l'épargne demeurerait dans les lieux où ils se sont formés, et ils y féconderaient des œuvres utiles. L'épargne rurale servirait à

(1) J. Boullaire. Rapport sur les Principes de législation sur la coopération de crédit. Actes de Congrès, Paris 1900.

améliorer la production du sol; l'épargne urbaine, après avoir assuré le crédit populaire aux artisans et au petit commerce, trouverait aussi pour le surplus son emploi au profit de l'agriculture dans les caisses agricoles. » Au lieu de cela en France, les économies populaires sont drainées par les caisses d'épargne, soit privées soit officielles. Recueillies par la Caisse des dépôts et Consignations elles sont employées en titres de la Dette d'Etat et en compte courant au Trésor. La réforme législative réclamée avec grande ténacité par M. Eugène Rostand permettrait que les caisses d'épargne soient autorisées dans une certaine mesure, à employer leurs fonds au bénéfice d'associations coopératives de crédit; cette proposition a donné naissance à la loi du 20 Juillet 1895 qui, dans son article 10, autorise les caisses d'épargne à employer non les fonds de dépôts, mais le revenu des fortunes personnelles, ou réserves, et un cinquième du capital, à divers placements locaux parmi lesquels des prêts aux sociétés coopératives de crédit pour la constitution de leur capital et se porter caution de leurs opérations en escomptant leur papier. C'est le commencement de l'émancipation. Mais ce n'est pas assez. M. Eugène Rostand, a, dès 1888, proposé la formule suivante : le libre emploi facultatif, limité au quart des dépôts, réglementé par la loi, quant au mode et aux proportions des placements.

Une loi du 23 Décembre 1912 (Art. 10) a élargi cette faculté d'emploi. La portion du capital de la fortune personnelle des caisses d'épargne, susceptible d'y être affectée a été élevée à la moitié de cette fortune (1).

(1) Dufourmantelle. Le Concours des Caises d'Epargne au Banques Populaires. Bulletin Mensuel du Crédit Populaire, n° 12, Décembre 1921.

Le dix-septième Congrès du Crédit populaire tenu à Avignon en 1912, a émis, à ce sujet, le vœu suivant :

« Le Congrès constatant et admirant la variété et l'amplitude du concours qu'un grand nombre de caisses d'épargne italiennes ont apporté au crédit populaire urbain et agricole, soit par des prêts aux banques populaires, et aux caisses rurales, soit par l'escompte de leur portefeuille, soit même dans certains cas, par des participations à fonds perdus, « Convaincu, d'autre part; que les Caisses d'épargne ne doivent pas rester enfermées dans le rôle unique de collaboratrices et gardiennes de l'épargne populaire, mais doivent aider au développement économique du pays, notamment par l'aide donnée aux institutions de crédit populaire;

« Que le crédit populaire est, en effet, l'un des procédés les plus efficaces de fructification de l'épargne populaire, tant parce qu'il met en œuvre les épargnes acquises, que parce qu'il provoque par la production de celles-ci la création de nouvelles épargnes.

« Emet le vœu que la loi du 20 Juillet 1895, et celle du 23 décembre 1912, article 10, relatives aux Caisses d'épargne soient revisées dans le sens d'une liberté élargie, accordée aux Caisses d'Epargne pour le placement, soit de leur fortune personnelle, soit de parties des dépôts, en participation aux œuvres d'utilité sociale et notamment de crédit populaire.

La loi du 13 Mars 1917 sur les banques populaires autorise (art. 10 et 13) les caisses d'épargne à souscrire des actions de banques populaires. Il leur est permis de consentir à celles-ci des prêts qui ne dépasseront pas la quotité légale. La quotité légale est la totalité du revenu de la fortune personnelle plus la moitié du capital de la fortune personnelle de la caisse

d'épargne intervenante (1). Les actions souscrites doivent être entièrement libérées.

Avant la loi du 13 Mars 1917, certaines caisses d'épargne, notamment celle des Bouches-du-Rhône et celle de Lyon, ont pris part au développement du crédit agricole. La participation au crédit urbain ne s'est réalisée qu'après le vote de cette loi. En 1921, 30 caisses d'épargne ont prêté leur concours à 25 banques populaires, sous forme de souscriptions d'actions pour une somme globale de 593.600 francs.

Il faut espérer que ces participations s'étendront et augmenteront. La participation au Crédit populaire ne présente pas plus de risques de pertes, que les placements en fonds d'Etat. M. Dufourmantelle conseille aux Caisses d'Epargne à consentir aux banques populaires des prêts plutôt que des souscriptions d'actions. « Elles évitieraient ainsi des immobilisations de capitaux tout en rendant aux sociétés de crédit de très appréciables services, et se donneraient la situation de créancier, toujours plus avantageuse en cas de liquidation que celle de sociétaire. »

ROLE DE L'INITIATIVE PRIVÉE DANS LE DEVELOPPEMENT DE LA COOPERATION DU CRÉDIT, DELIMITATION DU ROLE DE L'ETAT. — Dans l'organisation de la coopération du crédit, on ne doit pas tout attendre de l'Etat. Chaque association de crédit est une entreprise économique. Son succès est lié aux mêmes conditions que celles des entreprises nées de l'initiative privée. Pour la fondation d'une association de crédit, l'initiative privée est indispensable. Et son rôle consiste aussi à

(1) Dufourmantelle. Op. cit.

assurer sa bonne gestion. L'intervention administrative est par essence routinière. Elle n'y apportera que des complications. Pour fonder une association de crédit il faut rechercher si les besoins s'en font sentir, et s'il se trouve des personnes capables de diriger l'association. Ces questions ne peuvent être tranchées que par les intéressés eux-mêmes. L'autorité administrative, elle, se sentirait responsable vis-à-vis de l'autorité supérieure. Administration autonome, responsabilité directe, ce sont les bases sur lesquelles doit se fonder toute association de crédit.

Une autre question est celle de savoir s'il faut laisser uniquement aux membres le soin d'assurer la bonne marche d'une association de crédit, et si l'Etat ne devrait en aucun cas intervenir sur ce terrain. Quoique l'apport des capitaux, présente diverses difficultés pour les associés, surtout au début, avant que l'association ne soit arrivée à une certaine prospérité, le principe doit cependant être la non-intervention de l'Etat. Tout ce qui s'écarte de l'initiative privée l'affaiblit et est en contradiction avec l'esprit même de l'association; il faut que les associés s'imposent de lourds sacrifices pour constituer les économies nécessaires. Si l'Etat venait en aide, l'association ne ferait pas d'efforts nécessaires pour se constituer un patrimoine indépendant au moyen de parts sociales et de réserves. Ce qui s'acquiert facilement n'est pas aussi estimé que ce qui a été conquis par ses efforts personnels. La surveillance qu'occasionnerait un capital obtenu par la participation de l'Etat ne sera pas exercée ni gérée d'une manière prudente comme la situation l'exigerait. L'administration de son côté, perdrait de son autonomie, si l'Etat est trop engagé dans l'affaire. Il exigerait dans ce cas une certaine prévalence. Et la politique s'immiscerait dans l'administration qui doit conserver son caractère neutre.

Mais en France, la situation est différente. L'aide de l'Etat était nécessaire. D'où la formule « Initiative privée complétée par l'Etat ». Au fond, il ne s'agit que de subsides que l'Etat peut octroyer. Malgré la contradiction qui existe, entre l'aide et l'Etat, et l'initiative privée, il faut que le principe de non-intervention de l'Etat subisse dans certains pays, les dérogations que le développement de crédit populaire exige. Le gros danger de n'importe quel aide de l'Etat consiste en un tarissement de la source de l'énergie individuelle, qui seule peut créer des améliorations.

Les principes de la doctrine allemande à ce sujet sont les suivants :

« C'est le devoir et le but de l'association de réunir dans l'organisme économique de la nation les forces particulières, de les grouper en faisceaux, d'apprendre aux associés le travail, l'ordre et l'économie, de préparer pour une partie toujours plus grande du peuple par l'amélioration de la situation économique son élévation intellectuelle et morale, et de le rendre capable de coopérer à la solution des devoirs qui incombent à l'Etat et à la Société.

« Ce but est atteint au moyen de l'initiative privée.

L'association doit reposer sur le seul développement de l'effort individuel, c'est seulement alors qu'elle peut être un soutien véritable de l'Etat et de l'ordre économique moderne, et une école où ses membres apprendront à s'administrer.

« Grands sont les succès des associations, plus grand encore est le champ qui reste ouvert à leur activité. Tout succès futur, durable, dépendra :

« De ce que les associations s'en tiendront fermement aux

principes éternellement vrais, au point de vue économique et moral, de l'initiative privée, de l'administration autonome et de la responsabilité personnelle;

« De ce qu'elles resteront toujours conscientes de leur devoir idéal, qui est de servir à l'amélioration du sort économique moral et civique du peuple;

« De ce qu'elles s'efforceront toujours de faire pénétrer de plus en plus dans les couches de la population l'idée coopérative. » (1).

Le soutien financier de l'Etat doit donc être en principe repoussé. Mais rien ne s'oppose à ce que les associations de crédit aient recours à des banques d'Etat, afin de rendre plus faciles les opérations financières des associations de crédit. De telles relations d'affaires, peuvent s'établir avec des banques d'Etat tout comme avec des banques privées.

Quel doit être le rôle primordial de l'Etat ? Avant tout il doit assurer à l'association de crédit de bonnes lois, qui lui sont nécessaires pour son développement. Il faut que cette législation soit adaptée aux besoins spéciaux de l'association de crédit. Il faut que l'Etat évite toutes les divisions politiques dont les diverses influences pourraient éventuellement susciter de la discorde à l'intérieur des associations. Ces associations doivent être à l'abri de discussions politiques : elles doivent être une institution dans laquelle les conflits politiques, font place à la défense d'intérêts communs. Il faut que l'Etat protège sans parti-pris toutes les associations et répande dans les écoles l'enseignement de la coopération et surtout de la coopération de crédit.

(1) Docteur Albert : Rapport à ce sujet. Actes du Congrès.

La création et l'administration des associations de crédit appartiennent à l'initiative privée. De même, c'est elle qui devrait fournir le capital nécessaire à la marche de l'association de crédit. La subvention pécuniaire de l'Etat doit être écartée en principe. Il faut que l'Etat assure et pose les principes de droit nécessaires au développement de ces associations; qu'il les favorise par la protection légale, qu'il répande la connaissance des principes de la coopération, qu'il évite toute intervention qui pourrait nuire à l'initiative privée, à l'administration autonome, et au sentiment de responsabilité.

Ceci c'est le principe pur. Certains pays comme la France se trouvant dans une situation spéciale, la nécessité de l'intervention présentant une utilité particulière, l'Etat intervient comme nous le verrons plus loin d'une manière tout à fait active avec les subventions pécuniaires. Du reste la subvention de l'Etat caractérise particulièrement le crédit populaire en France.

Nous reproduisons le vœu du Congrès International de Crédit populaire tenu à Paris en Juillet 1900, à l'occasion de l'Exposition Universelle, émis à la suite du rapport présenté par M. le Docteur Alberti, directeur de l'Union des Associations coopératives de la région moyenne du Rhin :

« Le développement du crédit coopératif doit être l'œuvre de l'initiative privée, et de l'association locale libre. L'observation des pays où il s'est développé confirme cette vue.

« La création et l'administration des associations de crédit populaire sont du ressort de l'initiative privée; il lui appartient de même de trouver le capital nécessaire à la marche de l'association de crédit.

« La participation de l'Etat à ce capital doit être en prin-

cipe écartée sans que le Congrès entende se prononcer sur les circonstances particulières qui peuvent déterminer tel ou tel pays à déroger à ce principe.

« Le rôle légitime de l'Etat, en l'espèce, se limite à faciliter l'expansion des associations de crédit populaire par une législation libérale; à en encourager même par des subventions la diffusion des principes, des méthodes et des avantages de la coopération; à éviter dans sa politique économique tout ce qui pourrait ébranler les bases des associations, initiative privée, administration autonome, responsabilité. »

LES PRINCIPES DE L'ORGANISATION DU CREDIT COOPERATIF. — Le développement, relativement lent du crédit coopératif en France, a nécessité une recherche des causes spéciales d'infériorité pour l'acclimatation des banques populaires. M. Vincens a présenté un exposé à ce sujet au premier Congrès du Crédit Populaire de 1889 où il a énuméré les cinq causes d'infériorité suivantes qui ont entravé le progrès du crédit coopératif :

1° L'exagération des frais qui absorbent facilement les bénéfices et qui écrasent souvent l'institution.

2° L'indulgence que l'on montre trop souvent pour des sociétaires suspects.

3° Le défaut de l'initiative privée, on est trop habitué en France à compter sur l'Etat et à attendre sa protection.

4° L'impossibilité de réescompter à la Banque de France.

5° Le peu de racines qu'a en France le principe de solidarité.

La coopération permet aux individus qui ne possèdent rien ou très peu, d'exploiter en commun leurs ressources, leurs

forces et leur intelligence, et d'obtenir du crédit. L'association leur assure la possibilité d'emprunter, et aux emprunteurs elle assure la solidité et la sécurité donnée au capital, l'argent à bon marché. Le crédit populaire repose sur le principe de la mutualité. L'ouvrier et l'homme des champs n'ont pas de garanties réelles. Le seul moyen de leur procurer de l'argent à un taux modéré est d'organiser à leur profit le crédit personnel, qui repose sur la moralité et la capacité professionnelle de l'emprunteur.

Les quelques principes que l'on doit avoir en vue de l'organisation du crédit coopératif sont les suivants (1) :

1° *Limitation territoriale.* — L'organisation du crédit populaire doit être organisé par en bas et non par en haut, au moyen de petites sociétés de crédit opérant dans un cercle peu étendu, qui permettra que l'emprunteur soit rapproché de l'institution qui lui fournit de l'argent. C'est la première nécessité du crédit personnel.

2° *Le Crédit à bon marché.* — Les coopératives du crédit doivent se procurer de l'argent à bon marché. Ainsi elles pourront prêter à leur tour, à un taux modéré. Pour que ces sociétés puissent se procurer de l'argent, à bon marché, il faut que la rémunération du capital engagé soit limitée, évitant ainsi toute spéculation; qu'elles attirent les économies locales et l'argent des caisses d'épargne et qu'elles réduisent le plus possible leurs frais généraux.

3° *Sécurité des opérations.* — Les coopératives de crédit doivent assurer l'intégrité de leur capital et des fonds d'épar-

(1) Rapport de M. J. Boullaire au Congrès de Paris de 1910 sur les principes de législation sur la coopération de Crédit. Actes de Congrès, p. 66.

gne. Le meilleur moyen pour obtenir cette sécurité est la solidarité. La solidarité lie les sociétaires. Elle garantit la solvabilité de chacun. Elle enlève tous risques aux prêts, La solidarité est facultative pour les coopératives de crédit. Elle permet à la société de se passer du capital social. La solidarité peut être limitée et restreinte ou illimitée. La loi française permet toutes les modalités. La solidarité peut se combiner aussi avec un petit capital social. Ce capital est fourni par des versements mensuels favorisant l'épargne. Il ne reçoit qu'une légère rétribution annuelle qui est à peu près égale au taux moyen de l'intérêt alloué aux fonds dépôts d'épargne. Le Centre fédératif de Crédit Populaire recommande tout particulièrement l'adoption de cette forme en France. On peut en outre demander à l'emprunteur une caution. La caution peut être remplacée par une assurance. Pour assurer la sécurité des prêts, leur remboursement, des précautions minutieuses doivent être prises. La constitution d'un fonds de réserve est très nécessaire. Les fonds de réserve constitueront un capital de garantie pour parer à toutes les éventualités.

4° *Contrôle de l'emploi du prêt.* — Accordé pour des besoins légitimes, l'emploi du prêt doit être surveillé.

5° *Limitation du rôle de l'Etat.*

6° *Rôle économique du crédit coopératif.* — Les coopératives de crédit poursuivent un but nettement économique. Elles ne sont pas des œuvres de bienfaisance. Elles visent à améliorer les conditions matérielles de leurs membres en leur fournissant du crédit à bon marché. Ainsi la loi française ne reconnaît le caractère coopératif qu'aux sociétés attribuant une partie au moins des bénéfices aux sociétaires sous forme de ristourne.

(L'arrêt du Conseil d'Etat du 24 Décembre 1897 à propos d'une caisse rurale du département de l'Isère.)

7° *L'indivisibilité du fonds social.* — Il faut recommander dans les statuts l'indivisibilité du fonds social et son affectation en cas de dissolution à la création d'une association similaire.

8° *Emploi de l'épargne.* — La coopération de crédit est assise sur l'épargne, a dit M. Rayneri. L'ouvrier a d'abord besoin de l'épargne et plus tard du crédit. Les coopératives de crédit ont besoin de l'épargne populaire, soit qu'elle leur soit fournie directement par leurs membres ou par le public, soit par l'intermédiaire des caisses d'épargne.

M. Warnery a présenté au II^e Congrès tenu en 1890, un exposé sur la question : « Convient-il aux banques populaires de conserver un caractère purement local ? » Il y aurait avantage pratique à créer des banques populaires départementales, qui, au moyen de succursales ou d'agences, desserviraient les intérêts des diverses localités. Il se prononce résolument pour la seconde solution. Si les banques populaires se créent sans lien entre elles, sans corrélation, elles n'auront point de force et n'offriront à leurs sociétaires locaux que des avantages restreints. Les capacités, les hommes pratiques, initiés aux opérations d'escompte ne se trouvent pas dans les petites localités. C'est dans les chefs-lieux de départements que les banques populaires peuvent être utilement créées. M. Rayneri s'est prononcé dans le même sens : « Nous avons la persuasion que la création, pour commencer, des banques populaires départementales est le moyen le plus simple et le plus sûr d'arriver à répandre en France, le crédit populaire et de lui donner une organisation homogène, pratique, peu coûteuse, par conséquent assurée de succès.

La coopération du crédit joue dans l'économie publique un rôle bienfaisant. Elle développe l'épargne. Elle donne à cette épargne des emplois utiles à la localité. Elle contribue à abaisser le coût de l'argent. Les modes de réalisation de crédit sont les mêmes dans les banques populaires que dans les banques capitalistes. Mais l'esprit qui les inspire en forme la grande différence. « Nos sociétés en effet ne se contentent pas de féconder par le crédit la richesse déjà formée. Par leur intervention, elles aident à la création de nouvelles richesses ou au développement des richesses en formation. Elles ouvrent à cette fin leurs portes aux petits, aux travailleurs modestes, à ces classes moyennes si nombreuses en France et si dignes d'intérêt. Elles les soutiennent, elles les vivifient, elles les aident à s'élever et mesurent les crédits qu'elles leurs consentent moins à leur surface financière qu'à leur valeur en capital moral, ce qui est quelque chose de plus que la valeur en capital argent. ». (1).

Le crédit populaire comprend deux branches : le crédit urbain et le crédit agricole. Dans notre premier chapitre, nous allons traiter du crédit urbain; dans le deuxième, du crédit agricole. Dans le troisième chapitre nous donnerons un bref aperçu de la question des prêts sur l'honneur et du crédit ouvrier.

(1) Discours de M. Dufourmantelle. Actes du Congrès 1922.

CHAPITRE I

Le Crédit populaire urbain

Le besoin de créer des sociétés de crédit populaire urbain n'est contesté par personne et ne peut pas être contesté. La concentration des capitaux, suite de l'évolution économique moderne, ne favorise guère que les grosses entreprises. Les petits commerçants, les petits industriels, les boutiquiers, éprouvent de très grandes difficultés pour obtenir, soit le crédit de circulation, soit le crédit de production. Et, dans le cas où ce crédit pouvait leur être accordé, les conditions imposées étaient trop onéreuses. Il leur restait l'usure et le mont de piété, mais le premier est une plaie ignoble de nos mœurs et le deuxième un remède insuffisant (1). Le petit commerçant, le petit industriel tout comme les grands, ont besoin du capital de circulation. Lorsque ces commerçants ou industriels s'établissent, ils ne possèdent que peu d'argent (2). Leur aptitude, leur honnêteté, ce sont les seuls et principaux éléments de leur succès éventuel. L'installation absorbe, en principe, tout ce dont ils disposent. Il ne leur reste que de recourir au crédit. S'adresser à des fournisseurs est certes possible, mais beaucoup moins avantageux et les conditions de cette demande de crédit, que le fournisseur exploite, moins favorables. A côté de ces difficultés, les petits industriels et commerçants en rencontrent d'autres, non

(1) Le Crédit Populaire urbain. Rayneri.

(2) Conférence publique faite le 17 Octobre 1913 sur le Crédit au petit commerce et à la petite industrie. Actes des Congrès de 1913, p. 186.

moins grandes, relatives à leur exploitation. Il y a une certaine clientèle, même parmi les riches, qui n'a pas l'habitude de payer comptant. La concentration des affaires s'accroît de jour en jour. La concurrence des grands magasins devient très dangereuse aux petits.

Parmi les premiers remèdes, certes, une organisation d'achat en commun, au comptant, est tout indiquée, mais ici encore il est très difficile d'obtenir un crédit adéquat à leurs besoins. Ce crédit prend une forme spéciale car il n'est pas une opération d'escompte ordinaire traitée à un taux plus ou moins avantageux. Ce crédit devrait être permanent et être assimilé aux besoins des travailleurs. Ils n'obtiendront le crédit nécessaire que par l'association. Il faut donc substituer le crédit matérialisé par un crédit accordé à l'individu, « à son honnêteté, à ses aptitudes, le crédit personnel qui féconde et élève » (1). « Grouper les énergies, les aptitudes professionnelles, les qualités morales; recevoir dans une caisse commune les frêles épargnes si promptes à se disperser; se servir de ces épargnes fortifiées par le faisceau des vertus et des activités pour s'accréditer mutuellement; préluder par le crédit à la diffusion des autres formes de la coopération, telle fut la géniale conception de Shulze » (2).

Le crédit coopératif urbain doit être basé sur la valeur morale et commerciale des petits commerçants et des petits industriels, il faut qu'ils obtiennent le crédit pour former le capital de circulation et mettre, par exemple, l'épargne locale à la disposition

(1) Rayneri. Rapport concernant l'utilité du crédit coopératif au profit des petits patrons, des artisans, des ouvriers. Besoins auxquels il répond. Actes du congrès, p. 233.

(2) Rayneri. Rapport cité.

des activités locales, et de multiplier ainsi les encouragements qui pourront faciliter le petit commerce et la petite industrie (1).

Pour réaliser un tel programme, il faut des institutions spéciales, localisées, administrées par des personnes familiarisées à la situation de la clientèle. Ces institutions ne doivent pas viser à de gros bénéfices. Elles doivent se contenter de rétribuer modestement le capital engagé. A défaut de ce faible appui, le petit commerçant, le petit industriel succombent. Car les commerçants, les industriels n'arrivent pas à développer leurs opérations sans le secours de capitaux étrangers. Or ces derniers sont ce qui, précisément, manquent à la petite industrie et au petit commerce. Mais si « 200 personnes qui, prises une à une, n'auraient pas un rouge liard de crédit, s'associaient entre elles et répondaient du montant d'une dette commune, elles obtiendraient collectivement une somme qu'elles seraient incapables de réunir individuellement (2). Donc association du crédit et de l'épargne, le crédit mis à la disposition des petits patrons, des artisans, des travailleurs, voilà quel doit être le but de ces institutions qui doivent fournir, dans les meilleures conditions, tant de durée que de taux, le crédit à court terme au petit commerce et à la petite industrie. Les monts de piété comptent parmi leur clientèle un très grand nombre d'emprunteurs qui sont des commerçants et fabricants. Ces hommes, honnêtes, laborieux et intelligents, ont le droit d'exiger que, « dans ce siècle de conquêtes surnaturelles, il se réalise enfin ce qui depuis de longues années a été fait ailleurs et qu'ils puissent eux aussi obtenir le

(1) Rayneri. Op. cit.

(2) Seinguerlet. *Les Banques du peuple en Allemagne*.

crédit qui est dû à leur activité, à leur intelligence, à leur probité » (1).

Outre l'usurier, le petit commerçant s'adressera souvent à un professionnel qui lui donnera son aval ou son endossement. Seulement il faudra lui présenter des garanties et le pourcentage exigé est plus ou moins élevé. Il y a aussi le grand danger des conséquences que peut avoir cette complaisance. Et en dehors de ces graves inconvénients, nous voyons cependant le très grand développement, l'accroissement ininterrompu de l'épargne publique. Donc d'un côté d'énormes accumulations de capitaux drainés vers le Trésor central, et de l'autre des besoins mérités qui assaillent des individus aptes à créer de la richesse et qui pourraient contribuer à l'accroissement de la prospérité générale. « Aploplexie d'une partie de l'organisme, anémie de l'autre » (2). Comme premier remède, il faut demander à l'Etat que la loi du 20 Juillet 1895 sur les caisses d'épargne soit modifiée, dans le sens de la liberté d'emploi de leurs fonds. Il ne faut pas que six milliards d'épargne populaire soient soustraits à la circulation. L'Etat doit émanciper une partie de cette épargne.

Il faut donc organiser le crédit au profit de ces travailleurs. Avec l'organisation de ce crédit, le travailleur qui manque de crédit l'obtiendra sans dégarnir son magasin. Il s'adressera à une banque populaire en exerçant un droit et non en sollicitant un secours.

Ces institutions répondent à un but économique par la mise à la portée des travailleurs de toutes catégories, du capital qui

(1) Rayneri. Op. cit.

(2) Rayneri. Op. cit.

leur est nécessaire en vue d'acquérir des matières premières, des instruments, des outils. Il leur permet de négocier directement les effets souscrits à leur profit. Et si un artisan veut s'établir, s'il n'est pas connu, si l'argent lui manque pour acheter ses outils, il pourra s'adresser à la banque populaire qui lui fera l'avance nécessaire. Ces banques populaires tendront constamment à abaisser le taux de l'escompte et, grâce au système de la ristourne, elles donneront du crédit à son véritable taux de revient. Les banques populaires ont pour but de réagir contre la centralisation excessive qui grève les travailleurs des ressources de crédit. Les banques populaires accréditent « les qualités les plus précieuses de l'homme, la probité, l'intelligence, l'amour du travail » (1). La petit industrie et le petit commerce ne pourront lutter que si le crédit leur donne une vigueur nécessaire, et c'est la coopération qui leur permettra de donner des résultats les plus considérables. Le crédit coopératif présente une utilité très grande au point de vue éducatif, et se montre aussi utile comme instrument de conciliation commerciale. « Par la coopération de crédit, les sentiments de solidarité, d'entente, se développent et s'avivent. Aux maux sociaux qu'engendre l'égoïsme trop dominant, précèdent les bienfaits que l'altruisme répand en rosée fécondante sur la société; les luttes entre le capital et le travail s'atténuent et nous voyons, sous l'égide de la coopération, ces deux vieux adversaires se tendre la main, marcher de concert » (2).

Nous voudrions exposer ici les grandes difficultés rencontrées par le crédit urbain en France. Son développement a été laborieux. Jusqu'en 1917, il était pour ainsi dire inexistant. Une

(1) Rayneri. Op. cit.

(2) Rayneri. Op. cit.

des plus grandes faiblesses est la question du capital dans la caisse d'une banque populaire. La banque n'est pas autre chose qu'un commerce d'argent (1). Au début, il n'y a rien, ou presque rien. Il est impossible de se procurer des fonds par l'émission d'actions nouvelles. Il faut d'abord que la banque escompte aux membres leur papier. Les dépôts s'engouffrent dans les caisses de l'Etat. Le réescompte à la Banque de France est impossible, elle n'ouvre jamais un compte courant à une institution qui débute. Et si on triomphe de cette difficulté, les frais généraux s'accumulent et dépassent notablement les bénéfices réalisés au cours des premiers exercices. Et il est presque impossible de réaliser de gros bénéfices. L'intérêt exigé doit, par principe, être très modéré. Pour sortir de cette impasse, la Banque est pressée de développer ses affaires. Mais alors elle se place dans une situation dangereuse et de grosses pertes pourraient survenir et fatalement amener la ruine de l'institution naissante. Pour éviter ce danger, il faut avoir un directeur et des administrateurs compétents. Mais c'est précisément là que se trouve la troisième difficulté. Cet obstacle est particulièrement difficile à surmonter dans les grandes villes. La quatrième difficulté consiste à faire un choix, très compliqué, des clients sérieux. La Banque populaire accepte dans sa clientèle des patrons qui n'ont aucune surface. Au début elle devrait être plus sévère et n'accepter que des clients qui méritent confiance. Voilà donc le revers de la médaille : « L'argent leur manque, les frais généraux dépassent de beaucoup les bénéfices ; elles ne peuvent avoir qu'un personnel dirigeant médiocre qui laissera pénétrer dans l'œuvre des gens malhon-

(1) R. P. Ludovic de Besse. *Le Crédit Populaire en France. Ses difficultés. Moyens de les résoudre. Actes du Congrès*, p. 306.

nêtes qui la voleront et la conduiront à sa perte » (1). Ces difficultés pourront être surmontées si la banque est créée par de grands commerçants désintéressés, et avec de tels éléments l'institution pourra traverser la période de crise causée au début par le manque d'argent, et attendant une position plus saine et d'importants bénéfices, ces administrateurs-là puiseront dans leurs coffres. Il faut surtout choisir, comme directeur, un homme riche en argent et en générosité.

En dehors des banques populaires fondées dans des localités d'une certaine importance, il y a d'autres sociétés de crédit coopératif qu'on appelle les caisses urbaines de crédit populaire pour les localités moins conséquentes. On a souvent soulevé la question de l'échec des banques populaires en France. Il faut avouer que leur développement a été lent, mais il n'y a pas eu que des échecs. La création de banques populaires et de caisses urbaines a permis de donner satisfaction aux besoins du menu crédit. On a pu utiliser en partie l'épargne, dont on a fait bénéficier les activités locales. Il faudrait que les différentes banques et caisses d'une région créent entre elles des relations d'affaires. « Les banques populaires pourront recevoir les excédents des disponibilités des caisses urbaines à un taux de faveur, réescompter leur portefeuille, se charger de leurs recouvrements. Les caisses urbaines pourront à leur tour encaisser au pair le papier des banques populaires sur leurs localités respectives et devenir leurs correspondants, ce qui paraît tout indiqué. Un avantage sérieux de ces relations sera de diminuer les frais de change actuellement onéreux pour bien des petites localités » (2).

(1) Ludovic de Besse. Op. cit.

(2) Rayneri. Op. cit.

En premier lieu il faut, dans une association de crédit, s'inquiéter des qualités morales des clients. L'association doit être « un groupement d'honnêteté », elle exige un choix préalable de personnes devant en faire partie. A ce premier groupement s'ajoutera celui du capital intelligent, qui représente la valeur technique des sociétaires. Le troisième c'est le capital espèces, qui se forme par la souscription d'actions ou de parts.

Le capital espèces ne devra pas être très important au début. C'est par la confiance qu'on arrivera à conduire une banque populaire à la prospérité et à la puissance. Cette confiance s'acquiert par la composition du conseil d'administration. Si la banque inspire confiance, son succès peut être assuré d'avance. Elle doit chercher à devenir une caisse d'épargne modèle : recevoir, d'une part, les capitaux en quête d'emploi, et puis les mettre à la disposition de ses sociétaires dont les petits commerçants et les petits industriels forment le noyau le plus important. Le crédit coopératif devrait être le complément de l'organisation bancaire actuelle. « Les succursales des grands établissements de crédit en particulier auraient un grand intérêt à réserver aux sociétés de crédit coopératif l'escompte du petit papier pour le recevoir ensuite muni de leur endos. Ce serait un excellent moyen d'assainir les opérations d'escompte, lesquelles, dans les localités où il existe de la concurrence entre banques populaires et succursales de sociétés de crédit, menacent de créer des mécomptes, car en certain cas, l'abus de crédit est évident. L'assainissement des opérations d'escompte constitue un service à rendre aux emprunteurs aussi bien qu'aux prêteurs. A chaque organe sa fonction. Aux banques populaires, la négociation du petit papier ; aux sociétés de crédit, le rées-

compte de ce papier à des conditions raisonnables » (1). Soutenu par ces divers appuis, le crédit coopératif serait assuré sans le concours financier de l'Etat. Seulement nous savons que le crédit urbain n'a pris un très grand développement que depuis la loi de 1917 instituant, pour ces établissements, un concours financier de l'Etat.

Outre ces besoins de crédit à long terme, nous en avons d'autres, à court terme, tels que les besoins du début. Il résident dans un complément à fournir au fonds de roulement. Il faut que les intéressés immobilisent le moins possible de fonds et qu'ils le fassent circuler au plus vite. Le moyen de faciliter ce roulement est de mobiliser les créances par des mandats. Les avances sur facture doivent être le commencement de leur commercialisation. Les banques pourraient recevoir les factures au bas desquelles le fournisseur mettrait la mention : payable à la Banque populaire au crédit de mon compte. Ces factures seraient remises en doubles exemplaires. La banque en enverrait une aux débiteurs, en leur faisant savoir que le montant devra être versé au crédit du compte du fournisseur. Les comptes seraient crédités au fur et à mesure des encaissements. Les remises de factures pourraient constituer une base pour des ouvertures de crédit. Une bonne partie du fonds de roulement serait ainsi mobilisée. Il nous reste encore à envisager le secours à fournir en cas d'une forte échéance. Les banques populaires devraient accorder des avances temporaires, soit sur signature, soit sur l'aval d'une personne honorable, qui seront liquidées à la rentrée des sommes restées en suspens.

L'association de crédit est « une œuvre économique par

(1) Rayneri. Conférence faite le 17 Octobre 1913.

excellence, qui met fraternellement le capital à la portée des petits commerçants, des petits industriels, à la portée du travail, à des conditions de taux, de durée adaptées à leurs besoins, qui permet de distribuer le crédit à son taux de revient, qui émancipe l'épargne, qui aide à la circulation des capitaux sur toute la surface du pays; c'est une œuvre sociale, d'une haute portée, parce qu'elle réalise l'union des petits commerçants et des petits industriels, non seulement entre eux, mais avec d'autres éléments; parce qu'elle fait tomber les jalousies et les rivalités les plus nobles de l'homme, ses aptitudes, sa probité, parce qu'à l'égoïsme stérile elle substitue les générosités de la fraternité; c'est une œuvre patriotique, enfin, parce qu'en facilitant l'amélioration économique et sociale des petits commerçants et des petits industriels, elle coopère à la grandeur et à la prospérité de la France. » (1).

PRINCIPES DIRECTEURS EN MATIÈRE DE CRÉDIT POPULAIRE. — Il est très difficile de trouver une définition générale de la coopération, à cause des différentes législations. Nous n'avons mis en relief que le caractère extérieur de la variabilité du capital où l'on a prohibé la cession des parts sociales à des tiers (2). Nous ne croyons pas que ce soit suffisant. La loi française du 24 Juillet 1867, dont le titre III, consacré aux sociétés à capital variable, ne parle pas de la coopération. L'article 48 dit : « Il peut être stipulé, dans les statuts de toute société, que le capital social sera susceptible d'augmentation par des versements successifs faits par les associés ou l'admission d'associés nouveaux et de diminution par la reprise totale ou partielle

(1) Rayneri. Op. cit.

(2) Yves Guérin. *Le Crédit coopératif, le Crédit urbain*, p. 32.

des apports effectués. » On ne peut plus circonscrire l'action des sociétés coopératives à leurs membres seulement. Les principales opérations des banques populaires sont les prêts et l'escompte; leurs moyens sont le capital, les dépôts et le réescompte. Si les banques n'avaient pour clients que les propriétaires des parts sociales, la réunion des dépôts suffisants ne pourrait jamais être effectuée. Les demandes ne pourraient pas être satisfaites. Une telle modalité entraverait et arrêterait le développement des affaires. Il y a aussi l'inconvénient inverse. Le développement ayant pris une certaine importance, les sociétaires ne suffiraient plus à absorber ses disponibilités. Le caractère commun des associations coopératives est le principe du partage des excédents annuels entre ceux qui ont contribué à produire les bénéfices. Ce partage est calculé au prorata des retenues, que les adhérents subissent sous forme d'intérêt, d'agios ou de commissions. Ces retenues accumulées forment les bénéfices. Dans les sociétés capitalistes, ils sont distribués aux actionnaires; dans les banques populaires, ils doivent revenir à ceux qui les ont produit. Le dividende est limité, le capital ne devant recevoir qu'un intérêt fixe. La jurisprudence, par un arrêt du conseil d'Etat du 24 Décembre 1897, a affirmé la nécessité du partage des bénéfices entre ceux qui les ont provoqués. Ce principe sert à déterminer le caractère coopératif d'une association. Dans son arrêt, le Conseil d'Etat n'a pas voulu reconnaître, comme coopérative, une société du département de l'Isère parce qu'elle affectait l'entièreté de ses bénéfices aux réserves (1).

Les banques populaires devraient surtout s'évertuer d'atti-

(1) Yves Guérin. Op. cit.

rer à elles l'épargne locale, afin qu'elle soit utile à la contrée, en faisant fructifier les entreprises locales. Pour renforcer la confiance des déposants, la solidarité des sociétaires doit être préconisée; qu'elle s'exprime par une responsabilité illimitée ou limitée à un chiffre en rapport au montant des parts souscrites. Une partie des bénéfices doit être affectée aux fonds de réserve, l'indépendance et la solidité de la société en seront accrues. Pour organiser et développer le crédit personnel, il faut que la banque ne soit pas trop écartée du domicile de l'emprunteur. Il faut qu'il le connaisse. Il ne faut donc pas que le crédit personnel soit dirigé par un grand établissement centralisateur. Il doit l'être par ceux qui connaissent. Les petites sociétés doivent être fondées qui seront capables de connaître les qualités personnelles de leurs emprunteurs.

*
* *

Le crédit peut être accordé à long ou à court terme. Le commerçant ou l'industriel peut avoir besoin soit du crédit à long terme, soit du crédit à court terme. Lorsqu'il veut monter, agrandir, transformer son entreprise, il a besoin d'un crédit à long terme. Son crédit à court terme consiste de trouver à escompter son papier facilement afin d'obtenir des avances pour pouvoir faire face aux dépenses imprévues ou urgentes (1). Parmi les instituts bancaires, la mutualité tient une place prépondérante dans l'organisation du crédit à court terme. Les engagements contractés par un adhérent ne représentent qu'une somme très faible par rapport au chiffre d'affaires annuel. Les avances obtenues servent à augmenter le fonds de roulement.

(1) Martineau. L'Etat et le crédit. Un petit et moyen commerce. 1914.

Ensuite la société de caution mutuelle peut, à son tour, surveiller l'emploi des avances accordées, le mouvement des affaires des membres, refuser au besoin son concours à ceux qui n'inspireraient pas grande confiance. L'organisation du crédit à long terme présente déjà plus de difficultés. La principale difficulté réside dans la chute toujours possible de l'entreprise, avant que l'amortissement des emprunts soit accordé. Ensuite, même si l'emprunteur présentait de hautes qualités morales, son entreprise peut ne pas réussir, car le succès dépend aussi de l'intelligence et de l'activité de ceux qui la dirigent. C'est pourquoi le crédit à long terme ne devrait être accordé que par des établissements qui exigeraient des garanties très sérieuses ou se procureraient des ressources sûres en s'entourant de diverses précautions (1).

Les banques populaires accordent le crédit à leurs membres sous des formes variées. L'escompte prend une importance particulière, premièrement en raison de la clientèle, deuxièmement en raison de son caractère plus personnel reposant sur la valeur morale du souscripteur. Mais les besoins des clients étant très nombreux, les disponibilités seraient assez rapidement épuisées sans le renouvellement continu des fonds. On obtient ce renouvellement soit par une combinaison intelligente des échéances, soit par le réescompte de son portefeuille. A côté de l'escompte, nous avons le prêt direct. Ici la banque fournit de l'argent pour permettre à ses clients d'attendre des paiements ou pour soutenir un industriel ou un commerçant à réaliser une affaire nouvelle. Une des formes les plus ingénieuses est le découvert en compte courant. C'est le crédit purement

(1) Martineau. *Op. cit.*

personnel, qui s'appuie sur la possession soit immédiate, soit probable de ressources. Il reste toujours (dans les banques ordinaires), créiteur, c'est-à-dire que le titulaire dépose tout d'abord des fonds ou des valeurs. Ceci constitue son disponible. Mais les petits commerçants et industriels ne disposent guère de ressources liquides et au cas où ils auraient besoin d'un crédit temporaire, la banque populaire peut leur accorder un compte courant avec ouverture du crédit, ce qui est plus avantageux que le prêt direct, car l'emprunteur peut ne pas retirer la totalité de la somme. Les découverts en compte-courant permettent, à celui à qui on les a accordés, de retirer des fonds au fur et à mesure de ses besoins. Il peut compenser en partie les intérêts par les rentrées qu'il versera à son crédit. C'est une institution qui ouvre un crédit essentiellement personnel, un crédit à la production, mais il est aléatoire. Il y a encore le crédit essentiellement industriel, qui s'accorde sur la situation comptable et consiste en des avances sur mémoires et factures. Le crédit aux livres consiste « en des avances faites à des commerçants sur les comptes de leurs divers débiteurs » (1). Les avances sur mémoires et factures sont les créances que l'industriel ou le commerçant fait escompter, et qui sont constatés par un mémoire ou par une facture.

Les garanties et les ressources. — Le crédit suppose toujours une garantie, le seul espoir qu'a le prêteur de recouvrer son capital. La question des sûretés présente une importance d'autant plus grande que c'est elle seule qui permettra au petit industriel et au petit commerçant d'obtenir du crédit dans des conditions relativement acceptables. Comme garantie, nous

(1) Martineau. Op. cit.

avons d'abord la caution. La caution, c'est une personne qui répond pour l'emprunteur, s'engageant de rembourser l'avance au cas où celui-ci serait dans l'impossibilité de le faire. Schultze Delitzsch lui-même a été très partisan de la garantie donnée par caution. C'est un moyen d'atténuer la responsabilité illimitée qui peut quelquefois peser sur les sociétaires. Le principe de la caution a été appliqué au crédit populaire. Mais si la caution est représentée par un petit commerçant ou un modeste industriel, le petit capitaliste ne sera pas beaucoup plus assuré qu'auparavant. La garantie serait améliorée, mais pas encore suffisamment. Si, au lieu d'une personne, nous en supposons vingt qui se déclarent solidaires, et s'engageant à payer les dettes de ceux qui ne pourraient pas le faire, le risque n'existerait plus pour le prêteur. La formule « tous pour un, un pour tous » exprime bien ce principe de solidarité. Schultze-Delitzsch considérait que cette responsabilité solidaire était indispensable au début. Plus tard elle aurait pu se limiter. La coopérative, soit à responsabilité indéfinie, soit à responsabilité restreinte, procure donc une garantie sérieuse, et facilite le crédit. Ce n'est que par la mutualité que nous arriverons à la seule solution possible du problème du crédit populaire. Le crédit commercial et industriel présente au point de vue des garanties, des difficultés particulières. Les contre-parties sont moins visibles, les affaires moins bien connues, la dissimulation plus facile, l'écoulement des marchandises moins certain, la mévente plus fréquente. Au cas de décès ou de maladie du petit commerçant ou du petit industriel, le risque est très important pour le prêteur. Ici nous sommes assurés qu'il puisse, en partie, couvrir le risque. Sans l'association, le problème du crédit au petit commerce et à la petite industrie serait insoluble. C'est

par l'association des garanties, par la division du risque et la répartition de la perte subie sur tous les membres que la coopérative de crédit peut atteindre son but.

Les banques populaires se forment sur le mode des sociétés coopératives à capital variable; elles peuvent toujours accueillir de nouveaux membres, permettre à leurs adhérents de se retirer. Les banques populaires, comme nous l'avons déjà indiqué, éprouvent la grande difficulté de se procurer des ressources. Il leur faut un capital pour constituer une garantie, un fonds de roulement, pour commencer les opérations. Le capital est formé soit de parts de valeur égale, soit d'actions dont chaque membre peut s'en procurer un nombre inégal. Lorsque le capital social est versé en totalité, il n'est pas encore suffisant pour donner à la banque populaire les fonds nécessaires à son exploitation. Il faut des années pour qu'une banque populaire puisse se constituer des réserves. Et alors, il ne faut pas toucher aux réserves. Une banque qui voudra se procurer un fonds de roulement doit recevoir, soit de ses membres, soit des tiers, des dépôts en compte courant à échéance fixe ou à titre d'épargne. Elle peut ainsi obtenir du crédit auprès d'autres banques. Sur ce point deux opinions prévalent : une qui exclut le recours à des établissements de l'Etat, l'autre qui les préconise. Les coopératives de crédit peuvent obtenir des capitaux des caisses d'épargne ou des associations de crédit de leur voisinage. Les banques mutuelles de crédit sont forcées de recourir à des tiers qui les aident à parfaire leurs opérations, et de répondre aux besoins et aux demandes de leurs adhérents. C'est pourquoi les banques populaires attirent les dépôts à vue et à préavis, et leur accordent un intérêt. La participation de toutes les classes est nécessaire au développement du crédit populaire.

En ce qui concerne la distribution du crédit dont il s'agit, ce n'est pas tant le bon marché du crédit qui est nécessaire, ce qu'il faut surtout au petit commerçant et au petit industriel, c'est du crédit.

Rétrocession des Bénéfices aux Membres actifs. — La rétrocession d'une part des bénéfices aux sociétaires, au prorata des retenues subies à l'occasion des opérations faites par la banque, constitue un des principes des associations coopératives de crédit, qui les distingue des autres formes d'association. Cette rétrocession est conforme au but principal d'un établissement de crédit coopératif, qui est de procurer à ses adhérents des avantages financiers à un taux des plus réduit. Il s'agit, avant tout, d'assurer l'existence momentanée de la société et de lui garantir sa vitalité, sa sécurité. La rétrocession ne s'effectuera qu'après avoir satisfait à cette règle. Il ne faut pas non plus pratiquer des taux différentiels au profit des petits clients. En pratiquant un taux différentiel on écartera les gros clients qui peuvent être très utiles à la banque, surtout dans les débuts, en lui permettant de franchir l'époque des difficultés inévitables. En ce qui concerne les non-sociétaires, il sera juste de leur accorder cet avantage, mais il faut leur appliquer un tarif légèrement supérieur n'assumant pas les risques, il ne faut pas qu'ils obtiennent la totalité des avantages.

La variabilité du capital dans les sociétés coopératives de crédit. — La forme, à capital variable, peut être adoptée par toute société. Le titre II de la loi de 1867 ne la prescrit pas uniquement aux coopératives. Mais elle s'adapte admirablement aux sociétés de crédit, en leur permettant, à la suite de débuts incertains, d'étendre le nombre de leurs sociétaires. Ce caractère a été déterminé lors de la discussion de la loi de 1867,

art. III : « Ce n'est ni l'objet de la société, ni la possession actuelle des fonds qui peuvent servir à déterminer la somme à laquelle s'élèvera le capital social, car on se réserve précisément de donner plus d'extension aux affaires à mesure qu'on pourra avoir plus de capitaux à sa disposition. Il est donc admissible et même nécessaire pour ce genre de sociétés, que son capital puisse augmenter et progresser pendant qu'elle dure, sans modifications aux statuts. D'un autre côté, les éventualités auxquelles sont exposés les intéressés qui entrent dans ces sociétés sont trop nombreuses et peuvent quelquefois être trop pressantes pour qu'on les oblige à rester dans la société jusqu'à son terme et à y laisser leur mise entière. Il est donc admissible également, et nécessaire aussi, que le capital variable en sens inverse puisse s'amoinrir par l'effet de la retraite des associés » (1).

Un seul désavantage peut en résulter, c'est la crainte qu'elle peut éveiller chez des tiers de voir les membres de la société se retirer avec le montant de leurs actions. On peut obvier à cette crainte justifiée des tiers en imposant certaines restrictions à la possibilité d'étendre ou de restreindre le capital. Le législateur en a affirmé la possibilité en insérant dans son texte « à moins de convention contraire ». Mais cette interprétation anéantit-elle le titre III de la loi ? Non. La doctrine et la jurisprudence ont condamné cette interprétation en vertu de laquelle le capital demeurerait variable, quant à son augmentation, mais non quant à sa diminution. Le droit de se retirer de la société n'est pas supprimé. Les statuts pourront cependant réglementer l'exercice de ce droit. Le § 1^{er} de l'art. 51 indique clairement

(1) Yves Guérin. Op. cit., p. 49.

que « les statuts détermineront une somme au-dessous de laquelle le capital ne pourra être réduit par la reprise des apports. » Lorsque le capital sera ramené au minimum imposé par les statuts, les sociétaires perdront donc la faculté de se retirer, mais ils pourront à nouveau exercer ce droit le jour où le capital dépassera le minimum imposé.

Rôle, limitation, sort de réserve et la répartition des bénéfices dans une banque populaire. — Une des questions les plus délicates qui se pose dans une association coopérative de crédit est celle de la notion qu'on se fait de la réserve. Après déduction de l'intérêt et des frais généraux du capital, les bénéfices restant seront partagés entre les réserves et la ristourne. Un membre sortant aura-t-il droit à la réserve ? La réserve est-elle individuelle ou collective ? Appartient-elle aux sociétaires ou est-elle propriété collective de la société ? Si elle appartient au sociétaire en raison de sa part contributive, il aura le droit de réclamer sa participation à la distribution de la réserve en même temps qu'il se fera rembourser ses actions. En réalité la réserve devrait être un élément autonome dans une société à capital variable, afin de pouvoir servir de garantie envers des tiers en cas de crise éventuelle. Le caractère de la fixité de la réserve disparaîtra si elle se modifie et varie d'un jour à l'autre. En plus il y aura là une atteinte au principe de limitation d'intérêt servi aux actions. La réserve doit donc être considérée comme étant collective, propriété de la société, personne morale, elle durera aussi longtemps qu'elle, c'est-à-dire jusqu'à sa dissolution. Tout sociétaire qui quitte l'institution n'aura aucun droit au remboursement sur les fonds de réserve. Le chiffre maximum de la réserve doit être proportionnel au capital social. Les sommes affectées à la constitution de la réserve doivent l'être

en proportion avec la garantie utile, sans lèsér les bénéfices qui doivent échouer dans la ristourne au profit des membres actifs. Il y a certains cas où la réserve, ou le reliquat des réserves, pourra être affecté à une œuvre d'intérêt social, celui de la dissolution de la société par exemple. Cette clause est rarement admise en pratique car, en général, le patrimoine de la société est distribué aux actions en cas de dissolution, après déduction, bien entendu, du passif et des frais de liquidation. Nous sommes, en principe, opposé à cette solution. Une coopérative de crédit ne doit jamais procurer à ses membres un bénéfice proportionnel au capital. C'est en contradiction avec l'esprit d'une association de crédit qui, dans aucun cas, ne doit tendre vers le gain, c'est ce qui, du reste, les distingue des autres sociétés capitalistes.

En France, en général, les institutions de crédit affectent une partie des bénéfices nets au fonds de réserve, une part est distribuée aux sociétaires sous la forme de dividende avec limitation, car les employés participent aussi aux bénéfices ; le surplus est distribué à des œuvres de progrès social. Il faut accroître les réserves, limiter le dividende et assurer l'admission du personnel aux bénéfices.

Le principe de la rétrocession pratiqué par M. Eugène Rostand, fondateur de la Banque populaire de Marseille, consiste à abandonner une part des bénéfices aux sociétaires au prorata des opérations faites, n'est malheureusement pas assez répandu. Cependant ce principe, conforme à l'esprit coopératif le plus pur, exercera sans aucun doute une influence des plus salutaires sur l'avenir des institutions de crédit populaire. L'objet d'une banque populaire étant de procurer à ses adhérents du crédit aux conditions les plus réduites, de démocratiser

le crédit, on l'assurera, à condition de rétrocéder une partie des bénéfices que l'on pourra réaliser au cours de l'année. Les bénéfices nécessaires et indispensables ne pouvant être évalués d'avance, le seul moyen d'accorder du crédit à des conditions modérées et équitables, c'est de faire bénéficier l'emprunteur par la rétrocession d'une partie des bénéfices réalisés. Le VII^e Congrès, tenu en 1895, a adopté la résolution suivante qui constitue, à ce sujet, la doctrine du Centre fédéral du Crédit Populaire :

Le Congrès . . .

1°) Emet le vœu que la répartition des bénéfices des sociétés de crédit populaire à capital soit effectué comme suit :

a) Affectation d'une tantième assez élevée, au fonds de réserve.

b) Limitation du dividende.

c) Participation des employés aux bénéfices.

d) Répartition du surplus, en totalité ou en partie, si l'on veut en affecter une part à des œuvres de bienfaisance ou de progrès social, aux sociétaires et clients ayant fait des opérations d'escompte et obtenu des avances au prorata des intérêts et des commissions payés sur ces opérations, la part revenant aux clients non sociétaires devant être affectée à la souscription d'actions ou parts sociales.

2°) Conseille aux Sociétés de Crédit populaire d'affecter la totalité des bénéfices de la première année au fonds de réserve.

LES BANQUES POPULAIRES (1). — Les banques populaires sont le meilleur moyen de préparer la décentralisation des forces

(1) Nous nous sommes servis ici du *Manuel des Banques Populaires* de M. Charles Rayneri.

économiques et de ramener l'ordre et la sécurité dans le système économique de la France. Qu'est-ce donc qu'une banque populaire ? Rayneri la définit : « une association de travailleurs honnêtes, d'hommes de progrès qui, sans distinction d'opinions ou de confessions, mettent en commun leurs épargnes, leurs expériences, leurs intelligences, pour se procurer mutuellement le crédit à bon marché, diriger vers les activités une partie des capitaux disponibles et bénéficier d'une partie des opérations communes ». Les banques populaires limitent leurs bénéfices. Elles visent à améliorer le taux de l'escompte, à émanciper les petits de l'usure. Mais elles ne sont pas non plus des œuvres de bienfaisance. Schultze-Delitzsch croit qu' « une banque populaire qui veut s'assurer un avenir durable doit avoir soin de repousser toute apparence d'institution de bienfaisance. Sa mission n'est pas de distribuer des secours aux indigents, mais de protéger contre l'indigence, elle n'est pas un hospice d'incurables, mais une institution d'hygiène économique ». Les banques populaires existantes sont constituées sous le régime des sociétés anonymes à capital variable. Régies par la loi du 24 Juillet 1867, modifiée par celle du 1^{er} Août 1893, elles peuvent se constituer avec un minime capital qui, par la suite, sera augmenté ou diminué. Le capital initial et l'augmentation annuels ne doivent pas dépasser 200.000 francs (jusqu'en 1920). La valeur minimum des actions peut être de 25 francs.

La banque est constituée sous le nom de Société anonyme coopérative à capital variable. Elle a pour objet de faciliter le crédit à ses adhérents. Ses moyens sont la mutualité et l'épargne. Elle doit, en outre, permettre aux personnes sans fortune, mais honnêtes et laborieuses, d'en faire partie et leur accorder des facilités pour s'acquitter des actions souscrites, en leur permettant d'effectuer des versements mensuels minimes.

Son capital initial est fixé par les statuts. De même que le paiement des actions. Le premier versement doit être au moins du 1/10^e. Les droits d'entrée sont versés à la réserve. La Société peut annuler ou faire vendre les actions des retardataires. Les demandes d'action, soit par souscriptions, soit par transferts, doivent être soumises, à partir du jour de la constitution légale de la société, à l'approbation du conseil d'administration. Les titres sont toujours nominatifs. Le transfert des actions s'opère par une déclaration signée par le cédant, le cessionnaire ou par leur mandataire. Les actions constituent un gage en faveur de la société. Tout sociétaire obtenant du crédit devra déposer, au préalable, les titres en nantissement, dans la caisse sociale. Toute action donne droit à une part proportionnelle de l'actif social, du fonds de réserve et des bénéfices nets annuels. Les sociétaires ne sont pas responsables des engagements de la société que jusqu'à concurrence du montant de leurs actions. Aucun sociétaire ne peut posséder un nombre d'actions dépassant une valeur nominale fixée à l'avance. Les Sociétés coopératives de crédit de production et de consommation, celles de secours mutuels et de bienfaisance, peuvent être admises dans la société avec les droits d'un associé ordinaire.

Le capital social peut être augmenté d'année en année. Chaque augmentation annuelle ne doit pas être supérieure à 200.000 francs. Le capital peut être diminué, soit dans certains cas prévus par les statuts, comme par exemple l'annulation d'actions de sociétaires se trouvant dans l'impossibilité de faire honneur à leurs engagements ou après exclusion, ou à la suite de la démission d'un des membres. On peut prononcer l'exclusion provisoire d'un sociétaire. La radiation définitive ne peut être prononcée que par un vote de l'assemblée générale.

En principe, les banques populaires ne font d'opérations d'escompte qu'avec leurs associés. Mais si après avoir satisfait aux besoins des sociétaires il leur restait encore des fonds disponibles, pour ne pas les laisser improductifs, elles pourraient traiter avec des tiers. Il faut pourtant qu'elles évitent toute immobilisation et qu'elles traitent avec des tiers d'une solvabilité reconnue et qu'elles fassent tous leurs efforts pour les amener à devenir membres de la société. Parmi les opérations actives de la société, la première est l'escompte. Il constitue une des opérations essentielles et très délicates des opérations coopératives de crédit. L'ensemble des effets escomptés doit être en proportion avec le fonds social et l'importance des dépôts. Les facilités de réescompte, la nature du papier permettent d'élever plus ou moins l'escompte, car cette opération absorbe les disponibilités. Il faut renouveler les fonds, combiner les échéances, trouver les débouchés permettant, au besoin, d'écouler une partie du portefeuille. On doit être toujours en mesure de satisfaire les demandes nouvelles et de faire face aux remboursements éventuels des dépôts. La direction de ce service peut être confiée à un comité d'escompte procédant d'après un livre de crédit, contenant le crédit maximum que chaque sociétaire pourrait obtenir. Les effets présentés à l'escompte doivent être examinés avec soin. Ils doivent représenter des transactions réelles. Il faut se renseigner sur les diverses signatures qui y figurent. Il faut surtout une grande attention afin de discerner entre le papier de production, et celui de consommation. Avec du papier de production les travailleurs peuvent mobiliser leurs ressources, reconstituer le fonds de roulement de leur commerce, les valeurs créées témoigneront d'affaires réelles. Une banque populaire doit diriger le crédit. Il faut éviter le papier de consommation. Il faut faciliter le crédit de production. L'industriel qui multiplie

les moyens de production, qui élargit le champ de ses affaires, l'entrepreneur qui perfectionne son travail pour obtenir de meilleurs résultats, le commerçant, le petit patron qui apportent leur concours à l'activité industrielle et commerciale, constituent les éléments qui formeront le papier qu'une Banque populaire doit rechercher. Les risques à éviter sont les effets de complaisance, c'est-à-dire les effets qui ont une cause fictive, les traites en l'air ou sur des personnes ne devant rien aux tireurs et les fausses signatures.

Une autre opération, qui entre dans les attributions des banques populaires, est le prêt direct, reposant sur la valeur personnelle du sociétaire. C'est le crédit moral. Ce crédit repose sur les qualités professionnelles, sur la moralité, l'activité, la prévoyance des sociétaires. Il est très avantageux pour le travailleur de pouvoir trouver, sur sa seule signature, un crédit temporaire. Ce crédit lui permettra de traverser une crise éventuelle ou d'aborder une nouvelle affaire. La signature peut être aussi doublée d'une caution. Pour accorder ces prêts directs, il faut avant tout étudier la valeur personnelle des sociétaires, observer constamment leur situation. La cause de l'emprunt demandé doit être connue d'avance. L'emprunteur doit se mettre à l'abri des accidents et des malheurs toujours possibles par les formes variées de l'assurance. Le montant individuel et total des prêts doit être limité. Comme c'est une immobilisation du capital, la banque peut exiger la mise en nantissement des actions au sociétaire emprunteur. L'ensemble de ces prêts ne devra jamais dépasser la moitié du capital social versé.

Les avances sur titres constituent une opération assez sûre et très avantageuse. Il faut pourtant que ces avances soient sagement consenties. Le conseil d'administration dressera une

liste des valeurs à admettre en nantissement. La quotité maxima de chacune d'elles sera indiquée. Cette quotité ne pourra pas être dépassée. Les personnes à qui ces avances pourraient être consenties doivent être connues, et doivent pouvoir justifier de l'origine des titres. Il faut examiner si les valeurs proposées ne sont pas frappées d'opposition. Le bénéfice de ces avances à des commerçants peut être limité, vu que les formalités à remplir pour réaliser un gage commercial sont des plus simples. Elles sont plus compliquées et plus coûteuses, en ce qui concerne le gage civil. Ces avances, qui constituent des immobilisations, doivent être consenties avec mesure. On pourra recevoir des titres en nantissement de sociétaires qui feront des opérations d'escompte. Ceci constituerait une garantie supplémentaire et permettrait d'élever leur crédit.

Les découvertes en compte-courant sont une opération très intéressante et très délicate. Le compte courant, par sa nature, devrait être créditeur au moyen de sommes versées ou de remises. Mais les commerçants, industriels ou agriculteurs peuvent avoir besoin, à un certain moment, d'un crédit temporaire pour des opérations déterminées et préliminaires à celles de l'escompte. Le prêt peut répondre à ces besoins, mais comme ces personnes demandent le crédit pour une durée dont la limite ne peut pas être exactement fixée, et comme elles sont dans une situation qui justifie le découvert, un compte courant est préférable au prêt direct. On pourrait exiger la caution d'une ou plusieurs personnes. Le découvert en compte courant est préférable lorsque l'emprunteur n'ayant pas besoin de la totalité de la somme demandée peut, dans l'intervalle, effectuer des versements partiels. Il évite ainsi de payer la totalité des intérêts. Il prélèvera au fur et à mesure de ses besoins les sommes

qui lui sont nécessaires. Les rentrées qu'il effectuera, il les versera à son crédit. Les découverts constituant une immobilisation, doivent être abordés avec prudence. Ils exigent une surveillance de la situation du débiteur. L'emploi du crédit doit être déclaré préalablement.

En dehors des ressources qui leur sont propres, les banques populaires se procurent des fonds en recevant, de leurs membres et des tiers, des dépôts en compte courant, en compte d'épargne, et à échéance fixe. Les comptes courants sont constitués par les fonds provisoirement inactifs. Ces sommes reçoivent une rémunération équitable, sommes qui resteraient sans cela improductives et qui contribuent à la circulation des capitaux. Le Conseil d'administration et le directeur doivent veiller à l'emploi de ces fonds en compte courant, qui sont exigibles à vue. Il ne faut pas les affecter à des opérations à longue échéance. La banque qui les immobiliserait, au moment d'une crise subite, se verrait fatalement compromise. Ces sommes doivent être employées à des opérations à brève échéance, escompte de bonne valeur d'effets bancables, achat de rentes, tout ce qui pourrait être facilement réalisable en cas de besoin. Les banques populaires doivent encourager et stimuler la petite épargne, l'épargne doit circuler, se répandre. Les banques populaires y contribueront en ouvrant leurs guichets à la petite épargne. Elles accorderont à cette petite épargne un taux rémunérateur. Elles accepteront des versements minimes. Elles doivent encourager surtout l'épargne en formation. Le maximum devra être fixé pour les versements effectués dans une semaine. Un préavis pour les retraits devra être établi. En ce qui concerne le chiffre des dépôts d'épargne, une limite pourra être fixée par le conseil

d'administration chaque année. Cette limite dépendra de l'importance du capital social, des réserves.

Les dépôts à échéance fixe sont la catégorie la plus avantageuse des dépôts. Ces dépôts seront affectés à des opérations à long terme tels que prêts, découverts en compte courant, avances sur titres, opérations de crédit agricole. Les placements à échéances fixe obtiennent un intérêt plus élevé. Parmi les autres opérations nous avons encore des prêts sur l'honneur à des personnes de toute moralité, des avances sur factures de marchandises livrées, des services de caisse pour le compte de ses sociétaires et clients, la réception des titres en dépôt, la participation à la création des banques populaires et des caisses agricoles, les encaissements et les paiements de toute nature.

Les affaires de la société sont administratives et surveillées par le conseil d'administration, la direction, la commission de surveillance, les assemblées générales.

Le nombre des administrations doit être en rapport avec les opérations sociales. Son choix doit être fait avec discernement. Les personnes qui en devront faire partie doivent être indépendantes, ayant le moins besoin de crédit. Les fonctions d'administrateurs sont gratuites. Le conseil est investi des pouvoirs les plus étendus, notamment il admet ou refuse les sociétaires, il accepte les démissions et prononce les exclusions provisoires, il révoque les employés, statue sur la somme qui pourra être employée à réescompter les lettres de change présentées par les non sociétaires, il fixe le taux des escomptes, les conditions des avances, il passe tous traités, consent tous désistements, arrête les bilans, propose les dividendes, etc... Les membres du conseil d'administration ne contractent aucune responsabilité relativement aux opérations sociales.

Le directeur est sous la surveillance du Conseil. Il représente la société vis-à-vis des tiers et en justice, il signe la correspondance, les actes et les documents sociaux.

La commission de surveillance surveille les opérations, vérifie la caisse, le portefeuille, les titres, veille à l'exécution des statuts, etc...

L'Assemblée générale représente l'universalité des Sociétaires. Elle est régulièrement constituée lorsque le nombre des actions des membres représentés atteint le quart du capital social. Chaque sociétaire n'a qu'une voix quel que soit le nombre des actions qu'il possède. L'assemblée fixe les dividendes à distribuer, les sommes à porter à la réserve et fixe le maximum des avances qui peuvent être faites à un seul sociétaire.

Les bénéfices sont répartis de la façon suivante : 15 % à la réserve, 5 % pour constituer un fonds de réserve spécial, destiné à couvrir les pertes éventuelles provenant des prêts d'honneur, 10 % pour être réparti parmi les employés ; le solde servira à dispenser aux sociétaires des intérêts, et le surplus, 1/4 à des œuvres de bienfaisance, 3/4 aux sociétaires, et au prorata des prélèvements subis par leurs opérations.

La Société pourra être dissoute par la diminution du capital au-dessous de la moitié de son chiffre maximum souscrit et en cas de perte de la moitié du capital souscrit.

Les caisses de crédit populaire urbain conviennent aux petites localités où les éléments pour la fondation d'une banque populaire font défaut. Comme elles sont une adaptation des caisses agricoles au crédit populaire urbain, nous les traitons dans notre partie du crédit agricole. Leur fonctionnement est simplifié. Leurs frais de gestion sont réduits. La solidarité doit écarter toute surprise. Les banques et les caisses d'une

même région doivent entrer en relation d'affaires entre elles. Les banques populaires recevront les excédents, les disponibilités des caisses urbaines. Elles leur accorderont un taux de faveur et réescompteront leurs effets. Elles se chargeront d'autre part de leur recouvrement. Les caisses urbaines encaisseront au pair les effets des banques populaires sur leurs localités respectives. Elles deviendront leurs correspondants. Ensuite, on pourra les fédérer en un groupe départemental ou régional. L'objet de ces groupes sera d'étudier les questions touchant au crédit populaire, de défendre les intérêts des institutions adhérentes, d'aider à la propagation de l'idée, d'organiser l'inspection libre, et de dresser des statistiques (1).

LA LOI DU 13 MARS 1917 A POUR OBJET L'ORGANISATION DU CREDIT AU PETIT ET AU MOYEN COMMERCE, A LA PETITE ET A LA MOYENNE INDUSTRIE. — La loi du 13 Mars 1917 est le texte fondamental en matière de crédit urbain. Elle a été posée en 1910 au lendemain des inondations, et est restée longtemps en suspens. Cette loi ouvre de grandes possibilités aux petits commerçants, aux petits fabricants, à condition qu'ils sortent de leur isolement. Elle leur permettra de reconstituer et de développer leur exploitation par l'augmentation de leurs fonds de roulement. Ce que la loi se propose, « c'est de permettre aux petits commerçants et industriels de trouver, soit dans des banques privées, soit à la Banque de France, un crédit à court terme que leur notoriété insuffisante les empêche actuellement de se procurer, sinon à des condi-

(1) Rayneri. *Vade-mecum*, p. 25.

tions ou avec des garanties excessives » (1). Avant cette loi, il leur a été impossible de s'adresser directement à la Banque de France, qui leur aurait appliqué un taux modéré. Ils ne sont pas en mesure de présenter les effets à trois signatures exigées par cet établissement. La nouvelle loi cherche à parer à cette difficulté en favorisant la création des « Sociétés de caution mutuelle » et des « Banques populaires », deux institutions faites pour se compléter.

Les Sociétés de caution mutuelle. — Les Sociétés de caution mutuelle ne sont pas des banques. Elles ne reçoivent pas de dépôts. Elles ne font ni avances ni escompte. Leur unique objet consiste « comme leur nom l'indique, à garantir des engagements individuels pris par leurs membres, notamment vis-à-vis des banques auprès desquelles elles les introduisent, et cette garantie doit être donnée exclusivement sous la forme d'une signature d'aval ou d'endos apposé par la Société sur le papier commercial que lui présenteront les sociétaires » (2). Les sociétés de caution mutuelle feront escompter à la Banque de France les traites ou billets à ordre munis de trois signatures ou à une autre banque d'escompte lorsqu'il n'y en aura que deux. Au sociétaire elles remettront les fonds touchés par elle à l'escompte. Une déduction sera faite qui constituera une commission.

Des sociétés de caution mutuelle peuvent être constituées entre commerçants, industriels, fabricants, artisans et sociétés commerciales (3). Leurs membres sont de deux sortes : ceux qui participent aux avantages de la société, et des membres

(1) Georges Piot. *Bulletin mensuel de Crédit Populaire*, Juillet-Septembre 1917, nos 7-9, p. 84.

(2) Piot. *Op. cité*.

(3) Art. I, § 1.

non participants qui n'ont droit qu'à la rémunération de leurs apports. (Art. 14 § 2). Les souscripteurs du capital social doivent être de nationalité française. Les statuts devraient en outre empêcher que les étrangers n'achètent ultérieurement les parts souscrites par des Français. En outre la loi ne refuse pas à de gros commerçants ou à de gros industriels d'apporter leur concours, soit personnel, soit l'aide nécessaire, qui constituera une œuvre sociale et féconde.

Les statuts déterminent le siège, le mode d'administration de la société, les conditions nécessaires à la modification des statuts, la dissolution de la société, la composition du capital, la proportion du capital et la proportion dans laquelle chacun des membres contribue à sa constitution (Art. 2 § 1). Ils règlent l'étendue et les conditions de la responsabilité de chaque sociétaire par rapport aux engagements sociaux (Art. 2 § 2). Cette responsabilité peut varier depuis la limitation stricte à l'apport promis jusqu'à la solidarité illimitée. Les sociétaires ne peuvent être libérés de leurs engagements qu'après la liquidation des opérations contractées par la société antérieurement à leur sortie (Art. 2 § 2). Les sociétaires ont le droit de se retirer et de réclamer le remboursement des parts leur appartenant. Un préavis de trois mois est exigible (§ 3). Le remboursement des parts est effectué après épurement des opérations sociales engagées au moment de la demande de restitution. La plus-value éventuelle est acquise au fonds de réserve. Le membre remboursé n'a aucun droit sur elle (Art. 2 § 3). Le capital social est formé de parts nominatives (Art. 1^{er} § 3). Les sociétaires peuvent les souscrire en nombre inégal, les parts peuvent être inégales. Mais aucune ne doit être inférieure à 50 francs. Le mot « part » précise que la société de caution mutuelle se fonde

sur la confiance réciproque des associés. Il signifie que c'est une société de personnes. Ces parts sociales étant « intuitu personæ » ne pourront être transmises qu'exceptionnellement, avec l'assentiment du Conseil d'administration et des associés eux-mêmes. La Société est constituée après le versement du quart au moins du capital souscrit. La société est toujours, comme nous l'avons indiqué, à capital variable.

La loi du 24 Juillet 1867 astreint toute société commerciale à une publicité très compliquée. Cette publicité est remplacée par une autre qui est plus simple. Avant toute opération, c'est le dépôt au greffe de la justice de paix du siège social en plusieurs exemplaires dont l'un pour le greffe du tribunal de commerce, des statuts, de la liste complète des directeurs ou administrateurs, et des sociétaires (Art. 7) et de la déclaration des administrateurs, concernant l'emploi du capital social. Au début de chaque année, dans la première quinzaine de Février, les administrateurs doivent remettre la liste des membres faisant partie de la société à cette date, le tableau sommaire des recettes et des dépenses, ainsi que des opérations effectuées dans l'année précédente. Ils doivent en même temps renouveler la déclaration d'emploi du capital et des fonds de réserve.

Comme nous l'avons déjà indiqué, le rôle de la société de caution mutuelle est d'avaliser ou d'endosser le papier commercial de leurs adhérents, ensuite de les escompter à la Banque de France ou à une autre Banque. La Société, pour pouvoir cautionner la signature de ses membres, doit s'assurer de leur solvabilité. Les statuts doivent autoriser le conseil d'Administration de refuser la signature de la société ou d'exiger quelques garanties utiles. Les statuts doivent, d'autre part, exiger que le Conseil d'administration détermine, pour chaque sociétaire, le montant

maximum des avals et endos qui peuvent être accordés, et limiter la durée pour laquelle ces avals et endos seront donnés (Art. 3 § 1 et 2). Ce crédit est à court terme, mais il est renouvelable. La société doit être très prudente, car elle doit inspirer une confiance sérieuse aux banques auxquelles elle demandera du crédit. Elles inspirera cette confiance au moyen de son capital et au moyen de la solvabilité de ses membres. Le quart du capital est versé, le surplus est exigible à l'appel du Conseil d'administration. Le capital, de même que le fonds de réserve, est affecté à la garantie des effets et billets avalisés ou endossés par la société. Il doit être placé en valeurs ou déposé en banque, et il est déposé dans la pratique dans les banques auxquelles s'adresse la société pour obtenir du crédit, servant ainsi de provision aux effets escomptés (Art. 4). En réalité, la société doit présenter une solvabilité supérieure à la garantie réelle qu'elle présente et elle l'obtiendra par la surface personnelle de ses membres. La solvabilité sera d'autant plus grande que la responsabilité sera moins limitée.

La société, à condition d'être prudemment administrée, doit réaliser des bénéfices. Les commissions qu'elle prélève et qui sont déterminées par les statuts, seront perçus au profit de la société sur les opérations faites par elle.

Après l'acquittement des frais généraux, ces prélèvements et commissions seront employés de manière suivante :

- 1° 10 % serviront à la constitution d'un fonds de réserve.
- 2° On pourra ensuite donner aux parts un intérêt égal à 4 % au plus des versements effectués.
- 3° Les trois quarts du surplus iront encore à la réserve.
- 4° Le restant sera réparti entre les membres, au prorata des prélèvements supportés par eux en raison de leurs opérations.

Les versements au fonds de réserve cesseront d'être obligatoires lorsque ce fonds sera devenu égal à la moitié du capital (Art. 5 § 71). La Société de caution mutuelle ne distribue jamais de dividende au capital. En cas de dissolution de la société seulement, le fonds de réserve et le reste de l'actif net seront partagés entre les sociétaires proportionnellement à leurs apports. Et encore les statuts peuvent-ils stipuler que cet actif sera distribué à une œuvre de crédit (Art. 5 § 8).

Les sociétés autorisées par cette loi sont des sociétés commerciales dont les livres doivent être tenus conformément aux prescriptions du code de commerce. Ces sociétés sont exemptées de l'impôt de la patente ainsi que de l'impôt sur le revenu des valeurs immobilières (Art. 8 § 1). Les membres chargés de l'administration de la société sont personnellement responsables, en cas de violation des dispositions de la présente loi, du préjudice résultant de cette violation (Art. 9 § 1).

Les Banques populaires. — Ce sont les banques populaires qui assument le rôle principal dans la diffusion du crédit coopératif commercial. Le législateur leur a attribué certaines faveurs, notamment les avances gratuites de l'Etat. Nous avons déjà parlé des banques populaires d'après le type recommandé par le « Centre fédératif de crédit populaire en France ». Nous allons nous borner à des indications résultant de la loi de 1917.

Les Banques populaires ne peuvent faire d'opérations qu'avec des commerçants, industriels, fabricants, artisans, et sociétés commerciales, pour l'exercice normal de leur industrie, de leur commerce et de leur métier. Avec toutes autres personnes, à recevoir des fonds en dépôt (Art. 10 § 3).

Les Banques populaires peuvent comprendre des membres

honoraires qui ne participent pas aux avantages et aux risques de la banque. Les associations de commerçants ou d'industriels, les syndicats professionnels, les sociétés de caution mutuelles, les caisses d'épargne, peuvent en faire partie. Les sociétés de caution mutuelle auront tout avantage à constituer entre elles des banques populaires. De cette manière, elles pourront échapper aux exigences des banques ordinaires.

Leur capital doit être constitué par sept souscriptions au moins. Ces souscriptions peuvent être inégales. Les souscripteurs doivent être Français. Les Banques populaires bénéficieront des simplifications des articles 7-8 et 10 en ce qui concerne leur publicité initiale et annuelle. La loi n'indique pas la nature juridique de la part sociale, mais dans une banque populaire, on peut admettre que le lien personnel entre les associés soit moins étroit. Leur rayon d'action est plus vaste. Le nombre des membres pourra augmenter rapidement. La forme qui leur conviendra le mieux est la société anonyme, la part sociale étant « l'action ». Les statuts devront déterminer le montant en fixant le chiffre du capital. Les statuts règlent l'étendue et les conditions de la responsabilité qui incombent à chacun des sociétaires, dans les engagements de la société. Les Banques populaires peuvent donc choisir entre trois modalités : responsabilité limitée du montant des parts acquises, responsabilité mixte, en l'établissant à une somme fixée au-dessus du chiffre de chaque part, enfin la responsabilité illimitée sur tous les biens des adhérents. La loi de 1917 ne dit rien au sujet de la limitation du capital. C'est donc l'article 49 de la loi de 1867 qui est applicable aux banques populaires ayant adopté la variabilité du capital.

La Banque populaire escompte elle-même le papier com-

mercier de ses clients. Elle les fait réescompter à la Banque de France. Elle ouvre des crédits à court terme, à moins d'un an, consent des avances, reçoit des dépôts, opère des recouvrements. Les statuts doivent exiger que le conseil d'administration détermine pour chaque client le montant maximum des escomptes et avances qui peuvent être consenties, et limiter la durée des avances et l'échéance des effets admis à l'escompte (Art. 10 § 4). Mesure de prudence. La loi ne formule pas d'autres exigences, la banque peut employer, suivant ses statuts, son capital, ses réserves, et son fonds de roulement.

Si la banque veut bénéficier des faveurs de la loi, il ne lui est pas permis de distribuer des dividendes. Ses bénéfices auront trois affectations : constitution de réserve, attribution au capital versé d'un intérêt qui ne peut pas être supérieur à 5 %, le surplus devant être réparti entre les clients de la banque au prorata des prélèvements subis (Art. 10 § 2). A la dissolution de la société, les sociétaires en se répartissant l'actif net proportionnellement à leur souscription pourront obtenir une part des bénéfices sociaux. C'est par la limitation de l'intérêt que les sociétés coopératives se distinguent des sociétés de crédit capitalistes. Dans les sociétés capitalistes, le dividende réparti entre les actionnaires varie. Il s'accroît suivant les bénéfices. Un autre avantage de la limitation de l'intérêt est d'assurer une stabilité dans le cours des actions. L'agiotage est évité. Devant la hausse du loyer de l'argent, la loi du 7 Août 1920 a porté à 6 % ce taux maximum. Sur la question des réserves, la plus grande latitude est laissée aux fondateurs de la banque. Ils doivent s'inspirer de deux principes : être très prudents, pour pouvoir s'assurer contre des défaillances toujours possibles, des sommes nécessaires pour

le remboursement des avances reçues de l'Etat et d'autre part ne pas trop amoindrir le chiffre affecté à la ristourne au profit des membres actifs. Les banques populaires sont exemptées de la patente et de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières (Art. 8 et 10).

L'article II de la loi du 13 Mars 1917 consacre le principe de la participation financière de l'Etat. Cette participation est faite sous forme de prêts gratuits que l'Etat met à la disposition des banques populaires conformes à la loi à concurrence de la somme de 12 millions que le Gouvernement est autorisé à prélever sur l'avance versée au trésor par la banque de France, lors du renouvellement de son privilège en Novembre 1911. Sur cette avance qui était de 20 millions, 2 millions avaient été affectés au crédit maritime, 2 millions aux sociétés ouvrières de production, 2 autres millions aux sociétés coopératives. Restait encore 2 millions de disponible. Cette somme a été encore accordée aux banques populaires en vertu de la loi de finances du 30 Avril 1921, Art. 75. En outre, l'article 75 prévoit, pour une période de 5 années à partir du 1^{er} Janvier 1921, l'affectation au profit du crédit populaire urbain, 1/3 du produit de la redevance supplémentaire de la banque de France. Les avances, ne peuvent excéder le double du capital versé en espèces. Elles ne peuvent pas être accordées pour plus de 5 ans. Elles peuvent être renouvelées. En cas de violation des statuts ou de diminution des garanties, elles sont immédiatement remboursables (Art. 12 § 1). La répartition est faite par le Ministre du commerce sur l'avis d'une commission composée de fonctionnaires, dont neuf sur la proposition du Ministre du commerce, quatre sur celle du Ministre des Finances, et trois sur la proposition du Ministre du Travail. Parmi ces membres il y aura des repré-

sentants des chambres de commerce et des divers organismes de crédit. Les renouvellements seront également accordés par le Ministre du Commerce après avis de la commission. Chaque année un rapport adressé au Président de la République rendra compte des opérations effectuées dans l'exécution de cet article (Art. 12 dernier paragraphe). Ce rapport sera publié au Journal Officiel. La loi a limité le chiffre maximum des prêts gratuits, voulant stimuler l'initiative privée. Cette mesure devrait être une réaction contre la tendance à transformer l'aide provisoire en œuvre d'assistance. Ces avances ne sont constituées que pour 5 ans. La Société, entre temps, devra constituer elle-même son fonds de roulement qui lui permettra de continuer par ses propres moyens.

L'article 13 de la loi du 13 Mars 1917 rappelle sous quelle forme les caisses d'épargne sont autorisées à venir en aide aux banques populaires. La loi du 23 Décembre 1912 a permis aux caisses privées de favoriser, dans une certaine limite, le développement des banques populaires. Elles peuvent affecter à concurrence de la moitié de leur fortune personnelle et de la totalité de leurs revenus, soit à la souscription des actions lors de la constitution de la société ou des augmentations de capital, soit en accordant à ces banques des prêts. Seulement les actions acquises doivent être entièrement libérées.

Le Conseil d'Etat a cru nécessaire de fixer certaines obligations dans la rédaction des statuts et il les a imposées dans le décret rendu en la forme de règlements d'administration publique le 31 Janvier 1918.

DECRET DU 31 JANVIER 1918 PORTANT REGLEMENT D'ADMINISTRATION PUBLIQUE POUR L'APPLICATION DE LA LOI DU 13 MARS 1917. — Les statuts des banques populaires et des sociétés de caution mutuelle doivent spécifier expressément la durée de la société, les circonscriptions territoriales à laquelle s'étendent ses opérations, le nombre des voix dont dispose chaque sociétaire par rapport au nombre des parts qu'il possède, et le nombre maximum, quel que soit le nombre de parts (Chap. 1^{er} Art. 1^{er}). Les parts des sociétaires dans les banques populaires sont toujours nominatives. Lorsque ces parts sont négociables; elles ne pourront être transformées qu'avec l'agrément du Conseil d'Administration. De cette manière on peut éviter que les actions ne tombent dans la propriété de quelques associés qui pourraient souhaiter qu'une banque populaire prospère prenne une orientation différente de celle qu'elle avait à son origine. Les statuts doivent déterminer, lorsque la banque populaire est constituée sous forme de société à capital variable, sous quelles conditions les sociétaires peuvent se retirer (Chap. 1 Art. 2 § 3), obtenir leurs parts et être libérés de leurs engagements. En ce qui concerne la responsabilité des actionnaires, l'article 4, chap. 2, § 21 prescrit « que dans le cas où la banque populaire étant constituée sous le régime de la responsabilité limitée, les sociétaires sont néanmoins tenus statutairement à garantir dans une certaine mesure et en plus de leurs souscriptions de part les engagements de la société, une évaluation en argent de la garantie complémentaire totale que représente cette obligation, et dans le cas où la banque populaire est constituée sous le régime de société en nom collectif, art. 4 § 10, une évaluation en argent de la garantie totale que représente à l'égard des

créanciers de la société la responsabilité collective de ses membres ».

Les banques populaires qui sollicitent des avances sur les fonds mis à leur disposition doivent adresser une demande au Ministre du commerce, indiquer la somme demandée, le temps pour lequel l'avance est demandée; elles doivent prendre l'engagement de communiquer à l'avance au Ministre du Commerce et de l'Industrie tout projets de modifications à ses statuts ou de dissolution et de l'informer sans retard de tout changement survenu dans la composition de son conseil d'administration. Toute demande d'avance doit être accompagnée de plusieurs pièces telles que les statuts des sociétés, de la liste de ses membres participants ou non participants, la liste des membres du conseil d'administration et du conseil de surveillance, une copie de l'accomplissement du dépôt originaire, une copie du procès-verbal de l'Assemblée générale constitutive, une copie du dernier bilan avec le tableau des opérations actif et passif, un exemplaire du règlement intérieur, une copie du procès-verbal de l'Assemblée ou du Conseil qui aura décidé de présenter la demande d'avance et les deux évaluations précitées. Cette demande est soumise à une enquête (Art. 5).

Pour l'attribution des avances, il est tenu compte du développement des affaires de la Banque populaire intéressée, de la nature de ses opérations, du genre de sa clientèle, de tous les éléments de nature à permettre de juger de sa solvabilité en vue du remboursement de l'avance à l'échéance (Art. 6 § 3). Sauf des cas exceptionnels, aucune avance ne peut être renouvelée. Au cas où la Banque populaire bénéficiaire d'une avance de l'Etat violerait ses statuts ou si elle perdait le caractère de banque populaire, ou si elle était dissoute ou mise en faillite,

les avances deviendraient immédiatement exigibles. Si les modifications aux statuts étaient de nature à diminuer la garantie de l'Etat et si l'opposition du Ministère n'était pas prise en considération, les avances en cours deviendraient immédiatement exigibles (Art. 9).

LOI DU 24 OCTOBRE 1919 PORTANT OUVERTURE D'UN CREDIT DE 50 MILLIONS EN FAVEUR DE PETITS COMMERÇANTS, INDUSTRIELS, FABRICANTS ET ARTISANS DÉMOBILISÉS. — Cette loi a eu pour objet d'instituer le crédit à long terme au profit des petits commerçants, industriels et artisans démobilisés. C'est une loi de circonstance. Elle a pour objet la satisfaction des besoins nés du fait de la guerre. Son but est de favoriser la reconstitution des entreprises d'une catégorie de démobilisés. Elle est appelée à disparaître dès que cette restauration sera opérée. Le législateur s'est adressé aux banques populaires pour en assurer l'application. La loi de 1919 écarte les moyens commerçants et les moyens industriels. Elle ne fait bénéficier que les petits commerçants et les petits industriels. Elle écarte les non mobilisés, même si les non mobilisés ont subi des dommages du fait de la guerre. Seuls pourront bénéficier de cette loi ceux qui auront été sous les drapeaux dans la période comprise entre le 2 Août 1914, date de la mobilisation générale, et le 24 Octobre 1919. Ils devront avoir été démobilisés au moment de l'attribution du prêt. Les anciens mobilisés ne pourront se prévaloir des dispositions de la loi que s'ils étaient déjà propriétaires au moment de leur mobilisation. Les banques populaires affecteront aux prêts des démobilisés uniquement les avances de l'Etat et non pas des dépôts et autres disponibilités de la banque. La loi oblige les banques de tenir une comptabilité spéciale de ces opérations et l'emploi obliga-

toire des bénéfices qui en résultent en valeurs du trésor, et à une imposition de taux fixe de 3 %.

Le montant total des prêts est de 50 millions. Le crédit ouvert sera attribué sous forme d'avance aux banques populaires. La répartition sera faite dans les conditions déterminées par l'article 12 de la loi du 13 Mars 1917 (Art. 2). Les avances prévues ne pourront excéder le sextuple du capital social versé en espèces. Ces avances seront remboursables dans un délai qui pourra être de 14 années (Art. 2). Le prêt pour chaque emprunteur ne pourra dépasser la somme de dix mille francs. Leur durée au plus de 10 années. Les bénéficiaires devront justifier qu'ils ont besoin des sommes demandées en vue de l'exercice de leur activité professionnelle. Les prêts seront consentis à un taux d'intérêt de 3 %. Aucun prêt ne pourra être consenti sans être garanti par un nantissement, une caution, une hypothèque, ou toute autre sureté réelle ou personnelle (Art. 4). Cette loi était une loi de circonstance; elle disparaîtra le jour où les besoins auxquels elle répond seront satisfaits.

LA LOI DU 7 AOUT 1920, COMPLETANT ET MODIFIANT LA LOI DU 13 MARS 1917 AYANT POUR OBJET L'ORGANISATION DU CREDIT AU PETIT ET MOYEN COMMERCE, A LA PETITE ET MOYENNE INDUSTRIE. — Cette loi est très brève. Le premier article permet — par dérogation aux dispositions de l'article 49 de la loi du 24 Juillet 1867 sur les sociétés — que le capital des banques populaires adoptant la forme de sociétés à capital variable, pourra être fixé dans les statuts constitutifs à 500.000 francs et que chacune des augmentations de capital pourra atteindre la même somme.

Les capitaux souscrits ne peuvent recevoir un intérêt supérieur à 6 % (Art. 2). Les sociétés de caution mutuelle et les banques populaires sont exemptées de l'impôt sur les bénéfices des professions commerciales et industrielles (Art. 4).

LES BESOINS DE CREDIT A LONG TERME DE LA PETITE INDUSTRIE. — La loi du 13 Mars 1917 n'instituait que le crédit à court terme. Ce crédit peut s'exercer presque exclusivement par l'escompte de papier de commerce. Il faut envisager la possibilité des crédits ou des avances pouvant avoir une durée de plusieurs années. Au moment de la discussion de la loi du 13 Mars 1917, le système adopté par la Chambre et rejeté par le Sénat, avait envisagé la création d'un établissement central, qui aurait pu consentir des prêts à long terme pouvant aller jusqu'à 25 ans, mais accordés uniquement contre caution ou garantie réelle. La disjonction de ces titres a été, comme nous l'avons dit, prononcée par le Sénat. Ce système avait un grand tort, celui de placer le crédit industriel sous la tutelle de l'Etat. Malgré que l'initiative privée n'ait pas donné en France des résultats analogues à ceux obtenus en Allemagne et en Italie, il faut perdre l'habitude de trop compter sur l'Etat.

Le Crédit à long terme est indispensable à la fondation ou à l'extension d'une entreprise, soit pour agrandir son installation, soit pour l'améliorer, les industriels doivent pouvoir trouver dans un organisme le concours qui leur est parfois indispensable. Les établissements bancaires importants accordent du crédit à de gros industriels. Ils émettent des titres qui rencontrent un marché assez étendu. Les petits industriels et les artisans doivent chercher des bailleurs de fonds qui leur imposent quelquefois des conditions draconiennes. Les ressources de ce

crédit viendraient principalement des placements d'obligations, « or ces obligations ne pourront se placer que dans un milieu capitaliste formé pour une grande partie de rentiers, que par suite il est indispensable de présenter à ces capitalistes une surface unique avec un capital aussi important que possible alors que fatalement ce capital morcelé présenterait une valeur peut-être insignifiante et ne contribuerait pas à amener la confiance nécessaire parmi ces rentiers, parfois trop ignorants, du monde industriel, de ses besoins, et de sa capacité » (1). Il faut organiser ce crédit à deux degrés. A la tête un établissement unique. Son assiette, sa solidité doivent être certaines. Une gestion prudente doit assurer, par la rentrée régulière des intérêts des prêts, le service des obligations. Les prélèvements sur les bénéfices grossiraient le fonds de réserve. A la base, la société auxiliaire doit s'occuper de faire bénéficier les petits industriels du crédit à long terme. Elle demanderait à la caisse de crédit le crédit global dont elle a besoin.

Le petit industriel demandera le crédit dont il a besoin à cette société auxiliaire. Les demandes sont examinées et la société fait part à la caisse de crédit du montant total qui lui est nécessaire. Les garanties données doivent être des plus solides.

La caisse de crédit, dont le capital est constitué de souscriptions individuelles, de celles des syndicats professionnels, des sociétés auxiliaires et de caution mutuelle. La caisse de crédit, saisie par la Société auxiliaire des demandes globales, émettra des obligations au fur et à mesure des prêts accordés. Voici à

(1) Rapport de M. Cuvillier. Actes du 19^e Congrès 1922.

ce sujet la conclusion du rapport de M. Cuvillier et le vœu du Congrès :

« Le Congrès, considérant que la petite industrie et le petit commerce ont besoin de crédit à long terme pour l'installation, la transformation, l'approvisionnement et l'outillage des entreprises :

« Qu'il leur est difficile, dans l'organisation bancaire actuelle, de se procurer les sommes nécessaires à ces fins à des conditions qui ne soient pas trop onéreuses... « mais estimant que l'Association coopérative de crédit, étayée sur l'organisation professionnelle, est susceptible de leur procurer le crédit à long terme comme elle leur a déjà permis de bénéficier du crédit à court terme;

« Croit devoir recommander comme principe dominant de l'organisation instituée :

« 1° Que les organismes de crédit à long terme restent distincts des banques populaires dont la fonction est de procurer le crédit à court terme;

« 2° Que l'organisation de crédit à long terme soit faite à deux degrés à la base, et au premier degré par des sociétés responsables, mises à même de bien connaître la valeur des emprunteurs, et de contrôler efficacement les opérations, au second degré par une ou plusieurs sociétés centrales ou régionales, plus spécialement chargées de procurer, par des moyens appropriés aux sociétés de premier degré, l'aide financière dont celles-ci pourront avoir besoin;

« Signale le concours utile que peuvent apporter à cette organisation d'une part les sociétés de caution mutuelle, en donnant leur garantie aux prêts consentis par les sociétés auxiliaires, et, d'autre part, les banques populaires jouant le rôle

d'agents de renseignements ou de trésorerie pour la réalisation des opérations.

SUR LE ROLE RESPECTIF, DANS LES BANQUES POPULAIRES, DES DEPOTS ET DES AVANCES DE L'ETAT. — En dehors du capital toujours modeste dont elle doit toujours rechercher l'augmentation, une banque populaire reçoit des avances de l'Etat sans intérêt. Le capital ne pourra sous longtemps devenir important. Il est formé non par des capitalistes qui recherchent des dividendes, mais par des coopérateurs qui ont besoin de crédit. Les avances de l'Etat sont temporaires. C'est l'aide initiale que l'on devra rembourser un jour. Aussi les banques populaires doivent-elles faire une place très large aux réserves qui leur permettront de se libérer envers l'Etat. Les banques ne doivent pas perdre de vue que le dépôt joue le rôle prépondérant dans la situation d'une banque. C'est le plus important moyen d'action. Leur constante préoccupation doit être de rechercher les dépôts, c'est-à-dire d'inspirer une confiance qui fait affluer les dépôts dans une banque. « Les banques d'Alsace et de Lorraine ont apporté à notre groupement les leçons de leur expérience. Elles ont maintenant une quinzaine d'années d'existence et ont déjà franchi le stade où se trouvent nos banques de fondation plus récente. Elles trouvent leurs principales ressources dans les dépôts qui affluent chez elles. Nous pouvons même dire qu'elles jouissent de la plus grande faveur dans leur région, parce qu'elles ont été gérées avec prudence et qu'elles sont contrôlées efficacement » (1). C'est vers cette situation que doivent tendre tous les efforts des banques populaires françaises.

(1) Rapport de M. Ginet. Actes du Congrès 1922.

LE CRÉDIT URBAIN APRÈS LA LOI DU 13 MARS 1917. —

Le crédit urbain a pris, depuis la loi du 13 Mars 1917, un développement important. Avant la guerre, il n'y avait eu que quelques tentatives isolées de banques populaires. Les banques populaires créées sous l'impulsion de la loi du 13 Mars 1914 donnent des résultats très impressionnants. La guerre, de son côté, a éclairé le commerçant et l'industriel sur le besoin de s'associer, d'augmenter par l'union forces et ressources. Au Ministère du Commerce, un service spécial a été organisé sous la direction de MM. Charmeiles et Delamarche. Il est devenu l'animateur du mouvement coopératif de crédit. En 1920, il y avait 32 banques populaires. En Décembre 1920, 60, et en 1922 on en comptait 88. Tel est le résultat obtenu en trois années. Ce qui prouve combien l'organisation de crédit coopératif urbain répondait à un réel besoin. Et les résultats actuels, au cours des années qui vont suivre, doivent inévitablement augmenter à cause de l'accroissement du champ d'action de chacune des institutions, par le nombre de sociétaires qui se multiplient de jours en jours. En Alsace-Lorraine, les banques populaires groupent autour d'elles toute la classe moyenne, mais ailleurs, en France, c'est différent, les banques populaires, dont le principe est cependant démocratique, n'ont pas encore réussi à grouper autour d'elles la masse innombrable des artisans, petits et moyens industriels et commerçants, quoique leur mission consiste à se transformer graduellement en un organisme bancaire spécialisé (1). Les pouvoirs publics ne doivent pas regretter d'avoir favorisé les institutions de crédit populaire. C'est grâce à leur concours

(1) Rapport de M. Ginot sur la situation des banques populaires au 31 Décembre 1921. Actes du Congrès 1922.

que le développement des banques populaires a été rendu possible. Le crédit coopératif de son côté servira à soutenir tant les petits et moyens commerçants que les industriels.

En 1919, les banques déjà assises créèrent l'Union Syndicale des Banques Populaires dans le but de former une association morale servant d'instrument de liaison entre tous les organismes. A sa première assemblée, elle a émis le vœu que, de morale, cette union soit transformée en un organisme bancaire qui rendrait à chacune des banques les services dont elle aurait besoin. Le 20 Juin 1921, ce vœu fut mis en pratique. La caisse centrale des banques populaires fut créée par les 74 banques populaires. Son capital initial a été d'un million. La caisse ouvrit ses guichets le 1^{er} Juillet. Son activité commença vers la fin de l'année. Jusqu'au 31 Décembre 1921, la caisse centrale a escompté 8.568 effets dont le montant a atteint 11.180.201 fr. 69 (1). Du 1^{er} Janvier 1922 au 30 Avril, 14.679 effets se montant à 17.618.015 fr. 15. Jusqu'au 31 Décembre 1921 la caisse centrale a pris à l'encaissement, pour le compte des banques populaires, 8.687 effets se montant à 11.857.742 fr. 89. Du 1^{er} Janvier au 30 Avril 1922, 13.111 effets se montant à 18.070.985 fr. 36. Jusqu'au 31 Décembre elle a effectué des opérations de bourse, achats et ventes de titres, encaissement de coupons pour les banques populaires pour un montant de 2.995.643 fr. 45, et du 1^{er} Janvier au 30 Avril 1922, pour 6.633.472 fr. 75. Elle a permis aux banques populaires de participer aux émissions de l'Etat et à celles garanties par l'Etat. Elle a fourni aux banques populaires plus de 63.000 titres dont la plus grande partie se rapportent aux deux dernières émissions

(1) Tous ces renseignements sont pris dans le rapport de M. Ginet déjà cité.

du Crédit national. Le mouvement global des opérations de la caisse centrale a atteint 156 jusqu'au 31 Décembre 1921 et 250 millions pour les quatre premiers mois de 1922.

La Caisse Centrale est pourvue de services bien-organisés. Elle est en mesure de satisfaire à toutes les demandes des banques populaires. La caisse a reçu, en avance de l'Etat, 2 millions. Mais ces deux millions sont insuffisants en raison de l'ampleur de son développement. Le 31 Décembre 1921, le Ministre du Commerce a obtenu que la Caisse Centrale puisse spécialement bénéficier d'une avance pouvant aller jusqu'au quintuple de son capital. Une nouvelle avance de trois millions lui a été accordée. La Caisse pourra créer un service d'escompte, de papier de crédit et de papier commercial pour le compte des banques populaires.

La Caisse Centrale a augmenté son capital de plus de 500.000 francs qui lui proviennent, en partie, par l'entrée de nouvelles banques adhérentes dans son groupement et par des souscriptions complémentaires des banques populaires déjà existantes. Il faut espérer que l'organisme central des banques populaires prendra les moyens d'action nécessaires pour se développer. « Les banques populaires auront donc créé pour leurs besoins, et à leur profit, un organisme de centralisation et de cohésion qui sera, comme l'a prévu le Ministre du Commerce, le couronnement de l'Institution des banques populaires ». Certaines banques populaires craignent que la Caisse centrale ne touche à leur autonomie. Voici la réponse que fait M. Delamarche (1), à cette objection, du reste assez étrange :

(1) M. Delamarche est Commissaire du Gouvernement auprès de la Caisse Centrale.

« Ceux qui auraient cette idée peuvent se rassurer; il n'est nullement question de toucher à l'autonomie ni à l'indépendance des banques populaires. Leur caractère est d'être des banques locales. Elles ont été instituées pour obvier à certains inconvénients provenant de la concentration de plus en plus grande de notre industrie bancaire. Leur rôle caractéristique est de maintenir dans la région où elles se sont formées, le produit des épargnes de cette région, le produit des opérations du commerce et de l'industrie locale pour favoriser des initiatives locales. La Caisse Centrale ne cherchera en rien à effacer ce caractère local des banques populaires, à nuire à leur autonomie...

« La Caisse Centrale doit être en mesure d'apporter à chaque Banque populaire l'aide passagère ou forfuite dont elle aurait besoin. Mais pour cela il faut que la Caisse Centrale soit forte, et elle ne peut l'être qu'avec le concours et l'aide de toutes les banques populaires... La Caisse Centrale est en quelque sorte un département commun à chacune des banques populaires. Il faut que chacune d'elles lui fasse faire toutes les opérations dépendant de son département et qu'elle ferait elle-même, si ses propres services comportaient l'ampleur que la Caisse Centrale seule peut réaliser, par la solidarité de tous ses adhérents ». Le Congrès a adopté le vœu suivant que M. Ginot a présenté en conclusion de son rapport :

« Le Congrès,

« Emet le vœu que toutes les banques populaires considèrent leur Caisse Centrale comme un département émanant de chacune d'elles;

« Et après avoir apprécié les résultats déjà obtenus et les services rendus, invitent toutes les banques populaires à com-

prendre que leur intérêt bien entendu et la sécurité de leur développement sont intimement attachés au progrès de cet organisme, et à mettre ses moyens d'action par l'augmentation de son capital et par l'accroissement du nombre de ses opérations en rapport avec l'œuvre de solidarité qu'elles lui demandent et qu'elles sont appelées à lui demander de plus en plus largement. »

Nous allons exposer le compte-rendu des opérations effectuées par les banques populaires pendant l'année 1922 (1) et de la répartition des avances de l'Etat aux banques populaires.

Au 31 Décembre 1921, la dotation des banques populaires s'élevait à la somme de 20 millions de francs. Douze millions provenaient de la dotation initiale prévue par l'article II de la loi du 13 Mars 1917, et 8 millions prélevés en vertu de l'article 75 de la loi de Finances du 30 Avril 1921, sur le reliquat disponible au 31 Décembre 1920 du produit de la redevance supplémentaire de la Banque de France. Sur ce même reliquat, la loi du 7 Janvier 1920 a opéré un nouveau prélèvement de 3 millions, pour être également attribué sous forme d'avances aux banques populaires. Par le jeu de l'article 75 précité de la loi du 30 Avril 1921, la dotation des banques populaires s'accroît chaque année pendant une période de 5 ans, à dater du 1^{er} Janvier 1921, d'un prélèvement du tiers sur le produit de la redevance supplémentaire de la Banque de France restant disponible après calcul de l'attribution complémentaire prévue au profit du Crédit agricole, par l'article 3 de la loi du 20 Décembre 1918. Cette disposition a produit en 1922 une somme de

(1) Les renseignements que nous reproduisons sont puisés dans le Rapport du Ministre du Commerce et l'Industrie, pour l'année 1922. (Extrait du *Journal Officiel* du 4 Août 1923).

13.308.298 fr. 69 provenant de l'exercice 1921. Ainsi, au 31 Décembre 1922, la dotation des banques populaires s'élevait à :

Loi du 13 Mars 1917	12.000.000 fr.
Loi du 30 Avril 1921	8.000.000 fr.
Loi du 7 Janvier 1922	3.000.000 fr.
Part de redevance (Exercice 1921)	13.308.298 fr. 69
Total	36.308.298 fr. 69

A l'aide de cette dotation, les avances accordées aux différentes banques populaires s'élèvent à une somme de 34.866.000 francs, qui se répartissent en avances accordées au 31 Décembre 1921 et s'élevant à 18.700.000 francs, et en avances accordées au 31 Décembre 1922, correspondant à 16.166.000 francs.

La loi du 24 Octobre 1919, d'autre part, a ouvert un crédit spécial à répartir entre les banques populaires pour leur permettre d'attribuer aux petits commerçants, petits industriels, petits fabricants et artisans démobilisés, des prêts à long terme destinés à la remise en marche ou à la reconstitution des petites entreprises arrêtées par la mobilisation. Ce crédit a été fixé à 50 millions de francs et, vers le milieu de 1923, a été entièrement épuisé. 144 avances formant un total de 38.492.000 francs avaient été consenties au 31 Décembre 1921.

Au cours de l'année 1922, l'organisation du crédit coopératif industriel et commercial a fait de très grands et constants progrès. Le nombre des banques populaires est passé de 81 à 84. Il faut ajouter les 13 banques populaires du département du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, qui, en conformité du décret du 28 Juin 1922, ont déclaré opter pour la législation française. Toutes ces banques populaires comptent avec

leurs succursales, agences, bureaux auxiliaires, 186 guichets. A l'accroissement du nombre des banques populaires correspond un accroissement et un développement de leur capital et du nombre de leurs sociétaires. Au 31 Décembre 1918, elles ne comptaient que 614 membres pour 775.000 francs de capital versé. Au 31 Décembre 1919, les 32 banques populaires avaient un capital versé de 5.518.500 francs et comptaient 5.250 membres. Au 31 Décembre 1920, 11.612 coopérateurs représentaient un capital versé de 10.753.000 francs. Au 31 Décembre 1921, le nombre des sociétaires augmente et s'élève à 21.350, avec un capital versé de 1.923.941 francs. A la fin de 1922, nous avons 26.655 sociétaires formant un capital versé de 30.412.672 fr. 25. Si l'on y ajoute encore le nombre des sociétaires et le montant du capital versé des 13 Banques populaires de l'Alsace et de la Lorraine, nous aurons en tout 30.094 sociétaires avec un capital versé de 33.052.097 fr. 53.

Les opérations des banques populaires ont suivi une marche continuellement ascendante. Le chiffre global d'affaires qui était de 5 milliards 600 millions de francs en 1921, s'est élevé en 1922 à 9.367.640.245 francs. C'est la totalisation d'écritures comptables qui marquent l'activité générale et croissante des banques populaires. Le mouvement des comptes courants, par prélèvement ou versements entre l'ensemble des Banques populaires et les coopérateurs, leurs clients pendant l'année 1922, s'est élevé à 3.644.178.802 fr. 30.

Le montant total des effets de commerce entrés en portefeuille a été de 1.569.070.118 fr. 65 pour 1.987.919 effets. Ce chiffre est le double de l'année précédente. Nous trouvons dans le total des entrées en portefeuille pour 961 millions 752.503 fr. 81 d'effets de commerce pris à l'escompte et pour

46 millions 413.295 fr. d'effets de crédit créés en représentation d'avances à court terme consenties à la clientèle. Le montant des effets de commerce pris à l'encaissement a été de 560.904.319 fr. 83. Si l'on examine par ordre de grandeur les effets de commerce pris à l'escompte par les banques populaires pendant l'année 1922, on trouve qu'il en est 93,57 % qui sont des effets de moins de 2.000 fr.; 4,27 % dont la valeur oscille entre 2.000 et 5.000 fr.; 1,41 % dont la valeur est de 5.000 à 10.000 fr.; 0,63 % dont la valeur varie de 10.000 à 25.000 fr. et 0,12 % seulement dont le montant est supérieur à 25.000 francs. Si nous examinons maintenant les effets de crédit créés au cours de l'année par les banques populaires en représentation d'avances à court terme, nous pouvons constater que le montant moyen de ces effets a été de 3.997 fr. ; 93,05 % représentent des effets de moins de 10.000 francs. Les comptes débiteurs donnent une proportion de 49,94 % pour les comptes inférieurs à 2.000 fr. de 18,19 % pour les comptes de 2.000 à 5.000 fr. de 12,74 % pour ceux compris entre 5.001 et 10.000 francs, de 11,20 % pour ceux qui vont de 10.001 à 25.000 fr. Les banques populaires ont donc surtout une clientèle de petits industriels et de petits commerçants.

La loi du 13 Mars 1917 n'avait organisé qu'un contrôle fiscal, mais le développement des banques populaires et l'importance des capitaux engagés par l'Etat exigent un contrôle technique. Ce contrôle technique doit être organisé et assuré par des professionnels de la Banque. Les banques populaires ont mis à la disposition du Ministre du Commerce les moyens nécessaires pour organiser ce contrôle. Ces moyens sont fournis par une cotisation proportionnelle au montant des avances reçues de l'Etat pour chacune d'elles. Ce contrôle a commencé

à fonctionner au cours de l'année 1922. Ce contrôle est très utile. L'Etat peut surveiller l'emploi des sommes qu'il avance. Les établissements contrôlés trouvent auprès de techniciens des conseils qui pourraient leur être utiles. « En moins de cinq ans, les banques populaires ont presque entièrement couvert le territoire, elles ont doublé d'année en année l'importance des services rendus, elles ont organisé sur des bases solides leurs propres rapports entre elles et leur vérification. Elles offrent dès maintenant toutes les garanties d'un avenir assuré et sans cesse grandissant (1) ».

(1) Rapport du Ministre du Commerce. Op. cit.

CHAPITRE II

Le Crédit agricole

Les grandes crises traversées par l'agriculture, au XIX^e siècle, ont démontré à quel point l'organisation du Crédit agricole était nécessaire. Les idées ont beaucoup évolué au sujet du Crédit agricole. Dupin avait énoncé, en 1845, une formule reprise depuis par Léon Say à la Tribune de la Chambre : « Il n'y a pas de crédit agricole, il n'y a que du crédit. » Cet axiome, trop absolu, ne prend pas suffisamment en considération les différences essentielles qui différencient l'agriculture du commerce ou de l'industrie. L'agriculture se plaint surtout de voir l'épargne se détourner des campagnes. La principale objection de ceux qui doutaient de la possibilité d'instituer le crédit agricole, a été que l'agriculture ne rapporte que 2 à 3 %. L'agriculture, disaient-ils, ne pourra jamais faire de bénéfices suffisants pour pouvoir recourir utilement au Crédit. Emprunter aux agriculteurs ce serait les ruiner, vu l'impossibilité dans laquelle ils se trouveraient de rembourser. L'expérience a démontré que ces allégations ne correspondaient pas à la réalité. L'agriculture est capable d'augmenter ses gains, à condition de trouver facilement un crédit qui lui est absolument indispensable.

En agriculture, il existe deux sortes de capitaux : le capital foncier et le capital d'exploitation. La terre, les maisons, les fermes, représentent le premier. Les semences, les engrais, le bétail, les machines, les outils constituent le capital d'exploita-

tion, qui est l'instrument qui sert à la production. Il faut distinguer entre le capital foncier agricole et le crédit agricole proprement dit. La propriété rurale ne doit pas être confondue avec l'agriculture elle-même. S'il est assez vrai que le capital foncier ne rapporte que deux à trois pour cent, il a été démontré que le capital d'exploitation est capable de donner un rendement plus rémunérateur. L'emprunt, lui non plus, ne doit pas être confondu avec le crédit. « L'emprunt est généralement destiné à s'immobiliser pour un certain temps, le crédit consiste à réaliser, par anticipation, certains produits d'une exploitation qui sont en voie de formation. Il est avantageux si le taux est modéré » (1).

M. Mille, dans son rapport sur le Crédit agricole, le définit ainsi : « Un ensemble d'institutions : mesures, lois et règlements, propres à améliorer le sort des classes laborieuses dans les campagnes, en permettant aux agriculteurs d'obtenir des produits meilleurs, plus abondants et plus rémunérateurs » (2).

Les questions que le Crédit agricole doit résoudre sont des plus variées. La plus grande distinction doit être faite, selon que le crédit est consenti en vue de créer une richesse nouvelle où une plus-value de richesse, ou s'il n'est utilisé qu'à satisfaire un besoin économiquement stérile. Dans le premier cas, c'est un crédit de production, et dans le second, un crédit de consommation. Autant le crédit de production doit être encouragé, autant le crédit de consommation doit être sévèrement proscrit, étant très dangereux pour l'agriculteur.

(1) Rayneri. *Le Crédit agricole par l'association coopérative*, p. 19.

(2) VII^e Congrès 1895. Actes du Congrès.

Le Crédit agricole est susceptible d'être appliqué aux besoins individuels, et aux besoins collectifs (1).

Les applications du crédit agricole aux besoins individuels sont :

1° La lutte contre l'usure. L'utilité élémentaire du crédit agricole consiste à défendre l'agriculteur contre l'usure lorsqu'il se verra dans la nécessité de se procurer les ressources nécessaires à son exploitation. Dans un très grand nombre de localités, le cultivateur éprouve de grandes difficultés pour se procurer du crédit, à un taux modéré. A côté de prêts d'argent, l'usure se pratique en nature, sous la forme d'une vente à crédit. L'action des syndicats agricoles a rendu les plus grands services en refoulant l'usure qui se pratiquait très souvent à l'occasion de ces ventes.

2° Achat de matières premières et de matériel d'exploitation. Toutes les branches de l'agriculture trouvent leur profit dans le crédit coopératif agricole. « Dans le Nord et dans le Centre, il aide à multiplier les rendements en céréales, en pommes de terre ou en betteraves. A l'Est et à l'Ouest, il permet le développement de l'élevage. Dans le Midi, il conjure en partie la crise viticole. Les maraîchers de la région parisienne y recourent. Dans le Cantal, on songe à s'en servir pour opérer le reboisement. Et on le voit s'infiltrer jusque dans les industries agricoles, les plus délicates ou les plus humbles, comme la culture des fleurs en Provence ou l'élevage des abeilles et la production du miel dans le Dijonnais » (2). Le Crédit agricole servira, aux travailleurs du sol, à acheter la quantité d'engrais nécessaire à

(1) M. Dufourmantelle. *Le Crédit Agricole*.

(2) Dufourmantelle. *Op. cit.*

la terre afin qu'elle puisse donner son plein rendement. Il contribuera à l'achat de semences sélectionnées, d'un bétail trié, d'intruments agricoles perfectionnés, de plants de vigne et des arbres fruitiers, tout enfin, qui augmenteront la capacité productive d'une exploitation.

3° Régularisation des cours de vente des produits agricoles. Le crédit n'est pas seulement utile au cultivateur dans la période de production. La récolte une fois faite, il s'agit de la vendre. Mais les cours, qui sont alors bas, sont très désavantageux pour lui. Au lieu de la garder et de ne la vendre que plus tard, le cultivateur, pour commencer les travaux de la campagne suivante, se voit dans la nécessité de la céder au prix offert. Le crédit intervient alors pour lui permettre d'attendre le moment de vente le plus favorable. Il faut que la résistance des cultivateurs se généralise, afin de n'écouler leurs produits qu'au fur et à mesure des besoins du marché.

A côté des utilisations individuelles du crédit agricole, la pratique nous en révèle d'autres de caractère collectif.

1° Les syndicats agricoles. Leur activité essentielle consiste dans l'achat en commun et par grosses quantités d'engrais. Ces quantités sont ensuite réparties entre les syndiqués. La caisse de crédit « prête au syndicat, les sommes dont il a besoin, tout comme elle les prêterait à un particulier. Le syndicat souscrit à la caisse agricole, sous la signature d'un ou de plusieurs de ses administrateurs, selon ses statuts, un billet à trois mois, en échange de la somme empruntée. S'il désire se garantir lui-même vis-à-vis de ses syndiqués, rien ne l'empêche de tirer sur chacun d'eux une traite de valeur correspondante à sa part, dans la commande d'engrais. Puis, à l'échéance, le syndicat rembourse

la caisse de crédit à l'aide des encaissements qu'il a lui-même opérés, et si certains syndiqués ont besoin, pour solder leur compte, d'une prolongation de délai, le syndicat en est quitte pour renouveler son emprunt à due concurrence, soit en négociant à la caisse de crédit des traites tirées sur les membres en question et acceptées par eux, soit en souscrivant à la caisse un ou plusieurs nouveaux billets avalisés par ses propres débiteurs» (1). Ce qui mérite d'être signalé, c'est l'intervention de la caisse de crédit au cours d'une opération collective. Le syndicat, pour opérer des achats d'un matériel agricole, peut recourir à la caisse de crédit.

2° Les Assurances mutuelles. La coopération de crédit et la mutualité d'assurances peuvent se combiner et s'entr'aider. L'assurance bétail, par exemple, est intervenue pour fortifier le crédit agricole. Le cultivateur, qui a assuré son bétail, offre naturellement des garanties plus solides et obtient plus de crédit. Le crédit peut venir en aide « aux mutuelles-assurances agricoles, en leur avançant à court terme, les fonds dont elles ont besoin pour payer un sinistre, à un moment où les primes ne sont pas encore rentrées, en d'autres termes en leur constituant un fonds de roulement accidentel et temporaire » (2). Mais la caisse de crédit doit prêter attention à ce que le prêt de la « mutuelle » ne dépasse le montant des primes à recouvrer pendant l'année en cours.

3° Les coopératives agricoles. C'est le concours le plus délicat que peut prêter les caisses de crédit, qui consiste à consentir à une coopérative, des avances à terme assez court, et qui lui

(1) Dufourmantelle. *Le Crédit Agricole*, Réforme sociale, 16 Juin 1908.

(2) Dufourmantelle. *Op. cit.*, p. 33.

serviront à constituer son fonds de roulement. Elles pourront lui escompter aussi des traites tirées sur ses clients, dans le cas où un prêt lui était consenti en vue de la construction de ses bâtiments ou de l'achat de matériel, ou de l'installation de sa machinerie, il doit porter sur des sommes importantes et à longue échéance.

Il est donc incontestable que le crédit est d'une grande utilité pour l'agriculteur. Brouilhet le fait remarquer dans son « Précis d'Economie Politique », page 212 : « A mesure que l'agriculture développe son caractère intrinsèque d'industrie, de transformation, elle a davantage besoin de capitaux. Autrefois, on laissait les champs en friche après une récolte pour les laisser se reposer, mais au XIX^e siècle, la science agronomique a proclamé la nécessité de restituer à la terre les éléments fertilisants, enlevés par les récoltes successives. On en déduit toute une technique de fabrication du sol dont la conséquence financière est une mise de fonds toujours plus élevée, sous forme d'aménagement de la terre, d'achats d'engrais extérieurs ou de production de fumiers à l'intérieur de l'exploitation. Tout l'accroissement des rendements, provenant de l'application plus poussée de la loi de restitution, provoque une augmentation de diverses catégories d'avances que l'agriculteur doit faire à toutes les phases de son industrie. Au fur et à mesure que d'extensive ou de passive qu'elle était, la culture devient plus intensive, c'est-à-dire plus apte à transformer une plus grande quantité de matières premières, le rôle du capital s'accroît à tous les moments de l'opération culturale. »

L'agriculteur ne pourra jamais trouver les capitaux nécessaires, pour ces sortes d'opérations, auprès des banques ordinaires. L'agriculteur est solidaire aux conditions de la nature,

en ce qui concerne le remboursement des avances. Il n'est pas sûr d'être en mesure de récupérer à époque fixe les capitaux engagés. Les influences climatériques, les épidémies peuvent déranger ses prévisions. L'opération culturale elle-même s'étend sur plusieurs mois, quelquefois elle dépasse même l'année. Il faut à l'agriculteur un crédit facile, qui lui permettra d'attendre le moment favorable pour vendre ses produits et se libérer (1).

Une très importante question est celle de savoir par quels moyens l'on peut pratiquement organiser le crédit populaire. Il y a deux moyens fondamentaux pour résoudre le problème du crédit agricole. Le premier consiste à baser l'organisation par « en haut », c'est la solution centraliste; l'autre solution préconise l'« en bas », c'est-à-dire sur l'initiative privée ou locale.

Dans le système centraliste, le crédit agricole est distribué par une ou plusieurs institutions centrales. Les essais de l'organisation de crédit rural centraliste ont tous échoué en France ou à l'étranger. L'échec retentissant du Crédit agricole, fondé en 1860 sous les auspices du Crédit foncier, en est un exemple. Cette institution, au lieu de faire du crédit agricole, a fait du crédit égyptien et finalement a été mis en liquidation. Le Congrès de Crédit Populaire, s'occupant de cette affaire, a émis à ce sujet une résolution qui constitue l'essence même de la doctrine française, concernant l'institution centraliste du crédit agricole.

« Le Congrès,

« Se prononce avec énergie contre toute organisation de Crédit agricole en France par une institution centrale.

(1) Edmond Doucède. *L'Œuvre Officielle du Crédit Agricole. Principes et Résultats*, 1913.

« Emet l'avis que les moyens d'organiser pratiquement en France le Crédit agricole doivent être recherchés dans cette solution : Initiative libre et locale, à savoir :

« 1° Création de succursales, agences ou comptoirs de banques populaires urbaines déjà existantes, dans les localités agricoles de leur département ou de leur région.

« 2° Constitution, dans les centres d'activité agricole et de préférence latéralement aux syndicats agricoles déjà existants, de coopératives locales de crédit mises en rapport avec les banques populaires urbaines, recommandant aux institutions (visées par les deux précédents paragraphes) d'établir des comités de surveillance chargés de contrôler l'usage que les emprunteurs feront des avances, et d'échelonner les avances selon les besoins.

« 3° Le concours des caisses d'épargne. »

Le Congrès émet encore les vœux suivants :

« Réforme de la législation organique des caisses d'épargne dans le sens de la cessation de l'adduction totale des fonds dans la Dette de l'Etat, et d'une liberté d'emploi soit complète, facultative et réglée, impliquant la possibilité de consacrer une certaine quotité des fonds au crédit agricole par l'intermédiaire des institutions spéciales;

« Diffusion parmi les populations agricoles des notions scientifiques nécessaires pour que les cultivateurs fassent un bon usage du crédit;

« Adoption par le législateur d'un ensemble de mesures adjuvantes en vue de faciliter les efforts locaux, notamment par l'allègement des charges fiscales, selon la résolution ultérieure du Congrès. (Actes du Congrès, II^e Congrès 1890.) »

C'est donc la solution par en bas qui est préconisée par le Congrès du Crédit populaire. L'obstacle pour la création des banques agricoles est dans le mode de distribution de crédit aux agriculteurs. Le crédit accordé sans discernement devient un danger pour celui qui l'obtient. Son emploi doit être sage et rationnel. Si le crédit est accordé avec discernement, l'emprunteur, avec le bénéfice réalisé grâce à ce crédit, le remboursera facilement. L'expérience tentée par une banque très importante de la capitale fut décisive. Elle prouve qu'on ne peut émettre un espoir quelconque sur son efficacité. C'est donc par l'initiative privée et locale, sous des formes variées, que le crédit agricole doit être organisé. Cette question est résolue par la coopération. « Caisses agricoles à responsabilité illimitée, banques ou caisses agricoles à responsabilité limitée, voilà les instruments qui s'adaptent le mieux aux besoins du crédit populaire » (1).

Le Congrès du Crédit populaire, s'occupant de ces diverses formes de l'organisation du crédit agricole par en bas, a émis, dans son VII^e Congrès tenu en 1895, la résolution suivante :

« Le Congrès,

« Confirmant toujours le principe de la variété des types dans les sociétés de crédit agricole;

« Indique à ces sociétés, parmi les meilleurs modes, de se procurer des fonds indépendamment du capital ou de la solidarité.

« a) L'ouverture de comptes de dépôt, pour lesquels il recommande la règle du préavis et la préférence pour les dépôts à échéance fixe.

(1) Charles Rayneri. *Le Crédit Agricole par l'Association Coopérative*, p. 20.

« b) L'organisation de service d'épargne.

« c) L'émission de bons à échéances fixes.

« d) Les emprunts contractés auprès des banques populaires urbaines, ou des caisses d'épargne lorsque le régime d'emploi aura été réformé dans le sens de la décentralisation de l'épargne.

« e) Le réescompte de leur portefeuille. Il émet le vœu que les banques populaires urbaines accordent leur appui financier aux sociétés de crédit agricole, et aident à leur diffusion. »

LES CAISSES AGRICOLES A SOLIDARITE ET RESPONSABILITE ILLIMITEE. — Les caisses agricoles à responsabilité illimitée et solidaire sont des sociétés coopératives dont le crédit est fondé sur la solidarité de leurs membres. Leur objet consiste donc à procurer à leurs membres, à des conditions réduites, les petits capitaux nécessaires pour leurs exploitations. Elles doivent tendre en même temps à leur amélioration économique et morale. Il est impossible de demander la solidarité pour la moyenne et la grande agriculture ou industrie. La solidarité peut être facilement appliquée, au contraire, à la petite caisse rurale, qui ne comprend que les paysans. Et ces derniers se trouvent le plus souvent dans des conditions telles qu'ils ne peuvent pas donner de gages, et ne trouvent de répondant. C'est alors que la question de solidarité devient importante. La sécurité de la société qui prête est garantie par la solidarité illimitée, en la consolidant par une caution. Cette garantie remplace le gage, qui ne peut pas être fourni.

Les principes qui régissent ces associations sont donc :

a) *La solidarité.* — Les membres sont tous solidairement responsables de toutes les dettes et de toutes les obligations de

la caisse. Ils répondent de tous leurs biens. Le créancier de la caisse peut poursuivre n'importe quel membre de la caisse en lui laissant la possibilité de recouvrer le montant de la somme acquittée sur les autres membres. A premier égard, le principe de la solidarité apparaît comme un poids exorbitant et dangereux. Une des plus grandes difficultés qui existent en France pour l'introduction de ces institutions, est précisément le manque de foi dans la solidarité. La solidarité effraie beaucoup d'esprits. Seulement, si l'on examine à fond ce principe, on se rend compte que des craintes exagérées sont complètement injustifiées. Il devient même nécessaire et utile, comme l'a préconisé en Allemagne Raiffeisen, en Italie Léone Wollenborg et en France Rayneri et L. Durand. Léone Wollenborg a écrit : « La solidarité est l'épine dorsale des associations de crédit rural. Elle leur donne, dès les débuts, la surface nécessaire. Chaque adhérent, s'il n'était pas exposé à trop de vicissitudes, posséderait, dans la force de son travail, une source de garantie. Mais il n'est pas admissible, qu'à un certain moment, tous les membres d'une association fassent de mauvaises affaires, ni que la mort ou l'inconduite de l'un, puisse ruiner d'un coup le capital social. Si quelques-uns sont frappés, la prospérité des autres rétablit toujours la balance ».

Lorsqu'on envisage en quoi consiste, en pratique, cette responsabilité illimitée, on voit qu'en fait les désavantages sont complètement réduits, et ne réduisent en rien le grand appui que peut apporter à une caisse, la solidarité illimitée de ses membres, en lui constituant une garantie solide. Du reste, cette solidarité se trouve être très limitée. Rayneri, un des principaux partisans de la responsabilité illimitée, nous l'affirme : « En effet, les statuts de ces caisses commencent par prévoir que tout sera

limité ; limitation des engagements sociaux qui, pendant l'année, ne pourront excéder un chiffre établi d'avance ; limitation du maximum éventuel des prêts ; obligation de fournir une caution pour les prêts d'une certaine importance. En outre, ces sociétés n'accordent des avances qu'à leurs sociétaires, exclusivement, et pour des besoins déterminés et contrôlés. Elles constituent de véritables familles, où tous les membres se connaissent et exercent les uns sur les autres une surveillance instructive et incessante. N'ayant presque pas de frais généraux, ni de dividendes à distribuer, elles n'ont pas besoin de rechercher les affaires, elles ne se soucient que de faire des opérations sûres et profitables à leurs adhérents. Par ces moyens, toute perte devient bien difficile sinon impossible, et s'il s'en produisait, les bénéfices annuels accumulés dans le fonds de réserve, auraient bientôt suffi à les couvrir. Supposons qu'un sociétaire qui aurait emprunté à la caisse 300 francs, moyenne ordinaire, devienne insolvable, chose extraordinaire, la caisse se composant de vingt membres, par exemple, il s'agirait d'une responsabilité de quinze francs par tête, qui, en admettant que la société fut à ses débuts, seraient vite balancés par la réserve ».

La crainte excessive de la solidarité se dissipe, et fait place à ce principe : que la force, qui en découle, constitue la meilleure garantie et la meilleure sauvegarde de l'institution.

Le capital social est alors renforcé par cette garantie que constitue la solidarité. Mais, outre cette garantie, nous avons encore les fonds de réserve, auxquels sont attribués 80 % des bénéfices annuels et d'autres rentrées éventuelles.

b) *La limitation territoriale.* — Raiffeisen nous a donné son opinion sur l'utilité de ce deuxième principe. « Le district dans

lequel la caisse fonctionne doit être le plus petit possible. Il doit être assez petit pour que tous les membres du comité de direction puissent parfaitement connaître la situation morale et matérielle de tous les sociétaires. Il doit être assez grand pour que les affaires sociales soient assez nombreuses pour pouvoir couvrir les frais d'administration et constituer une réserve. Dans ce district, ainsi restreint, tout le monde se connaît, de manière que difficilement on prêterait de l'argent à une personne qui n'offrirait pas toutes les garanties nécessaires. Bien plus, le comité de direction a le devoir de contrôler l'emploi de l'argent emprunté par les membres, de manière que le prêt ne puisse jamais être employé à un autre but que celui indiqué d'avance par l'agriculteur ».

c) *La gratuité des fonctions administratives.* — Les fonctions sont gratuites. Un employé, pendant quelques heures par semaine, pourra en assurer le fonctionnement. C'est le seul qui touchera une rétribution.

d) *L'absence du capital versé.* — Les caisses n'ont pas de dividende à distribuer, fonctionnant sans capital versé. « N'ayant pas de sociétaires à rémunérer, elles ne sont pas pressées de faire des opérations et peuvent ainsi choisir celles qui leur paraissent à l'abri de tout risque. Mais en faisant des opérations, il restera toujours un certain bénéfice d'acquis, vu que l'on aura soin de laisser une légère marge. 1 à 1 1/2 % entre le taux des emprunts et le taux des prêts. La caisse se procure du crédit à 3 %, elle pourra prêter à son tour à 4 ou 4 1/2 %. Ce bénéfice servira à acquitter les très modestes frais généraux, papier, imprimés, gratification au secrétaire-comp-

table, et le surplus, s'il en reste, sera porté, après répartition, d'une part : aux sociétaires pour se conformer aux principes de la société, en application de la loi française, au fonds de réserve qui, graduellement, constituera pour l'association un capital en plus du capital de garantie que représente la solidarité. Il faut viser à la constitution de ce patrimoine, qui assurera l'indépendance de la caisse, lui permettra de travailler avec des ressources propres, gratuites, et donnera à l'institution affermie, la possibilité d'affecter une partie des revenus à des œuvres d'utilité locale ou de bienfaisance. Ainsi la coopération complètera son rôle en encourageant le bien sous des formes diverses, et en contribuant à l'amélioration du sort des moins heureux » (1).

e) *L'indivisibilité du fonds de réserve.* — Le principe qui veut que les fonds de réserve est indivisible et ne peut à aucun titre être partagé parmi les membres d'une association, est interprété comme suit par Raïfessen : « Ce fonds pourra être utile à tous les habitants, à ceux qui sont sur le chemin de la ruine, il sera le secours, l'échelle, grâce à laquelle le travail pourra les relever. Un semblable fonds commun est d'une grande importance. Une fois le capital ainsi formé, la société est en mesure de faire face à toutes les demandes de crédit sans que la responsabilité de ses membres soit en fait encore engagée. De plus le bénéfice annuel permettra largement l'exécution des mesures diverses dans l'intérêt de la population. Il ne suffit pas de créer de pareilles institutions, il faut en assurer l'existence pour l'avenir. » En cas de dissolution de la société, le fonds de

(1) Rayneri. Op. cit.

réserve pourra être utilisé en vue de la création d'une institution similaire.

Les opérations de la caisse agricole consistent à faire des avances à leurs membres. Les avances ne doivent être consenties qu'en cas de dépense ayant pour objet la production. Ces avances seront de nature à permettre à l'emprunteur, non seulement de réaliser de quoi les rembourser, mais aussi un léger bénéfice. Les demandes de prêts doivent être scrupuleusement examinées. Les prêts ayant pour objet des dépenses de consommation doivent être refusés. La caisse n'est pas une institution de lucre, mais de progrès moral et économique. L'intérêt de ses membres exige que le crédit soit refusé dans certains cas où il pourrait présenter certain danger pour l'emprunteur. En vertu du principe de la solidarité, les bons devraient dans ce cas payer pour les mauvais.

Mais le rôle des caisses agricoles ne consiste pas seulement à rester les organes distributeurs de crédit. Elles doivent devenir des organes collecteurs de la petite épargne locale. La solidarité illimitée garantira cette épargne. Elle est, d'après Léone Wollemborg, l'essence organique de ces unions qui en est le fondement et en même temps le gardien, le frein, et de laquelle émane, comme d'une source vive et intarissable, une influence intime et rénovatrice. Au début, pour obtenir les capitaux nécessaires, elles s'adresseront à l'emprunt. Les dépôts n'arrivent que lentement et attendent que l'institution ait fait ses preuves. En vertu de l'art. 10 de la loi du 20 Juillet 1895, elles peuvent obtenir des caisses d'épargne un concours effectif qui leur sera non seulement utile, mais quelquefois indispensable.

Les caisses ont pour organes administratifs : a) le conseil

d'administration, b) le conseil de surveillance, c) les assemblées générales, d) le secrétaire-comptable. Les *résultats économiques* obtenus par ces institutions sont nombreux. « Mettre à la portée des travailleurs des champs, un instrument de crédit bien adapté à leurs besoins, soit au point de vue de la distribution du crédit fait avec discernement, avec connaissance de cause, soit au point de vue des échéances conformes aux nécessités agricoles, soit au point de vue du bon marché de l'argent.

« Les inciter, les mettre à même d'améliorer leurs méthodes de culture.

« Leur procurer le moyen d'acheter dans d'excellentes conditions leurs matières premières.

« Contribuer à mettre un frein au drainage effréné des capitaux, qui engendre l'anémie aux extrémités, pour déterminer l'apoplexie au centre.

« Retenir dans la commune les économies locales, et en faire bénéficier l'intelligence et le travail.

« Créer plus de bien-être dans la condition des habitants de la campagne française, et les rendre plus satisfaits de leur sort, précieux *résultat social*. Les *résultats moraux* sont tout aussi importants. Eveiller l'esprit d'initiative, d'association qui fait si souvent défaut, dans la campagne surtout;

« Inculquer aux agriculteurs les sentiments de la solidarité; l'efficacité de ce principe, jadis redouté, mais accepté aujourd'hui, car l'on reconnaît qu'il constitue un véritable talisman de l'agriculture.

« Faire l'éducation économique des travailleurs de la terre et leur donner la mesure de leur valeur personnelle par la juste

appréciation de leurs qualités morales, de leurs capacités professionnelles.

« Contribuer, sous l'égide de la coopération, au rapprochement d'éléments autrefois divisés, resserrer les liens de l'amour fraternel entre enfants d'une même localité, aider efficacement à la paix sociale » (1).

Les premières caisses fondées en France sur la base de la solidarité, se sont constituées sur le plan primitif de Raiffeisen sans parts de capital. Ce dernier étant persuadé que la garantie morale, constituée par la solidarité de ses membres, était suffisante. Il voulait surtout écarter de ses associations tout esprit de lucre ou de spéculation. L'assise principale de la coopération de crédit est l'épargne. Pour être digne d'inspirer la confiance, il faut faire acte de prévoyance. La constitution d'une petite épargne, même pour les cultivateurs les plus modestes, ne saurait leur être que très utile. C'est en partant de cette idée, que les caisses agricoles à solidarité à parts ont été fondées. La formation d'un petit capital en parts, ne modifie en rien le principe; s'abstenir de tout lucre et de toute spéculation. Rien ne s'oppose à ce que la caractéristique du système Raiffeisen soit appliquée. Les participations pour la formation de ce capital sont très réduites. Les souscripteurs ont toute facilité de s'acquitter. Des versements mensuels minimes sont établis. Les parts recevront une légère rétribution annuelle. Le taux moyen de l'intérêt alloué aux dépôts ne devra pas être dépassé.

La légalité des caisses n'ayant pas de parts de capital a été contestée. L'argument principal consistait en ceci : la société

(1) Rayneri. Op. cit., p. 33.

sans part n'aurait pas de capital. Or une société sans capital manque d'un des éléments essentiels exigés par la loi pour la constitution de toute société. L'art. 1832 du Code civil exige, pour que la société soit régulièrement constituée, que les sociétaires fassent des apports par la mise en commun d'argent, de valeurs, ou de toute autre espèce de bien. La seconde objection consiste en ce que cette forme de société viole les dispositions de la loi du 24 Juillet 1867, au sujet des règles adoptées pour les assemblées générales, et qu'elles sont inaptes à prendre une dénomination sociale, étant donné que d'après l'article 21 du Code de Commerce, les noms des associés peuvent seuls faire partie de la raison sociale.

A la première de ces objections on peut opposer que c'est l'ensemble du patrimoine des sociétaires qui devient l'apport social. Le capital, en outre, est représenté par les fonds de réserve qui est intangible. L'article 1832 du Code civil exige des apports pouvant consister dans la mise en commun soit d'argent, soit de valeurs, ou de toute autre espèce de bien appartenant aux sociétaires. Les sociétaires des caisses agricoles à solidarité font apport de tous leurs biens. En ce qui concerne la seconde objection, M. Rayneri y répond ainsi : « Les caisses agricoles sont des sociétés en nom collectif, à capital variable. Le titre III de la loi du 24 Juillet 1867, art. 48, soumet, aux dispositions des articles suivants, ces sociétés, mais il y ajoute, indépendamment, des règles qui leur sont propres, suivant leur forme spéciale. Par conséquent les règles propres aux sociétés anonymes et aux sociétés en commandite par actions, ne sauraient nullement s'appliquer aux sociétés en nom collectif, qui sont, elles, régies par les règles qui leur sont propres suivant leur forme spéciale ». Quant à l'objec-

tion qui a trait à la dénomination sociale, voici la réponse : « Dès lors qu'il est reconnu que les règles propres aux sociétés à capital et à personnel variables, peuvent se combiner avec celles des sociétés en nom collectif, dès lors que, d'après l'article 53 de la loi du 24 Juillet 1867 (Titre II, dispositions particulières aux sociétés à capital variable), la société, quelque soit sa forme, est valablement représentée en justice par ses administrateurs; la société en nom collectif à capital variable étant administrée par un conseil d'administration et les règles concernant les sociétés anonymes lui étant sur ce point applicables, elle peut donc prendre une dénomination sociale. D'autre part le personnel étant variable, s'il en était autrement, ces sociétés seraient obligées à chaque instant de modifier leur dénomination sociale. Mais il y a une nouvelle objection très sérieuse, celle de l'absence de toute répartition de bénéfices, disposition qui serait contraire à l'esprit de la législation française. L'art. 1832 du Code civil exige que toute société doit avoir en vue de partager un bénéfice. Si on enfreint ce principe, la société est entâchée d'une irrégularité. Un grand nombre de sociétés a été fondé en vertu des purs principes de Raiffeisen. Elles ne distribuent aucun bénéfice. Mais c'est là une dérogation aux principes fondamentaux de la législation française et les associations ainsi fondées constituent des contrats innomés. Il vaut mieux se constituer conformément à la loi. Une faible part des bénéfices pourrait être distribuée, le surplus étant affecté au fonds de réserve.

Le VIII^{ème} Congrès du Crédit populaire, qui s'est tenu à Caen en Mai 1896, a demandé que le Titre II de la loi du 24 Juillet 1867 soit complété par l'addition de plusieurs disposi-

tions nouvelles, parmi lesquelles la suivante intéresserait particulièrement les caisses agricoles :

« Les sociétés à capital variable peuvent se constituer sous la forme de sociétés à responsabilité limitée à une ou plusieurs fois la part sociale ou sous celle de société à responsabilité illimitée; dans ce dernier cas elles peuvent se constituer sans capital et adopter une dénomination indiquant uniquement leur objet. »

Une part de capital est très utile, si minime soit-elle. Elle stimule le sentiment de la responsabilité des sociétaires. Car ce sentiment assure le fonctionnement régulier de l'association. C'est un frein et un contrôle. Un apport en espèces même minime renforcera les liens qui unissent les sociétaires, en fortifiant ce sentiment de la responsabilité. La formation d'un petit capital au début permet à l'association de se trouver en présence de quelques fonds qui lui sont nécessaires pour faire face aux frais de constitution, d'organisation, etc... La constitution d'un modeste capital social matérialisera, en quelque sorte, l'engagement pris par les sociétaires. Il faut que la responsabilité devienne une réalité pour que le principe de la solidarité acquière toute sa signification.

« La constitution de caisses agricoles à solidarité avec faibles parts, comme elles existent du reste en Allemagne, et avec répartition modique des bénéfices, nous paraît, en conséquence, devoir être signalée comme une forme intéressante. L'introduction d'un modeste fonds social et d'une légère répartition des bénéfices ne sauraient entacher en rien la pureté du système préconisé. Raiffeisen lui-même, obligé par la loi allemande du 1^{er} Octobre 1889, à doter ses caisses d'un capital, l'a fait dans des conditions qui ne portent aucune atteinte à

l'esprit d'absence de lucre et de caractère spéculatif qui en constituent des traits caractéristiques. Quant à la distribution d'une part des bénéfices, nous la jugeons bonne pour que les associations ne soient pas en opposition avec les dispositions juridiques fondamentales qui régissent en France le contrat de société (1).

Le système Raiffeisen a été préconisé en France par M. L. Durand. Il s'est séparé du Centre Fédératif du Crédit Populaire, abandonnant son libéralisme quant à la forme à donner à l'organisation du crédit populaire, et en ne prônant exclusivement que le système Raiffeisen. Il s'est un peu écarté de la neutralité confessionnelle, en donnant à son mouvement un caractère chrétien. Son projet a été puissamment soutenu par une partie du clergé, et a pris, dans certains centres, une extension assez rapide et d'une certaine importance.

LES LOIS CONSTITUTIVES DU CREDIT AGRICOLE. —

Avant que la législation spéciale de crédit agricole fut votée, le seul passage de loi applicable aux sociétés coopératives fut le titre III de la loi du 24 Juillet 1867 qui, sous le titre : « Dispositions particulières aux sociétés à capital variable » déclare que l'article 48 a autorisé les sociétés commerciales à modifier pendant leur existence le nombre de leurs associés et le chiffre de leur capital. Cette mobilité du capital est le caractère essentiel des sociétés coopératives. Pour attirer les petits capitaux, la loi de 1867 autorise, dans les sociétés à capital variable, d'émettre des actions de 50 francs réduites par la loi du 1^{er} Août 1893 à vingt-cinq francs. Ces actions ne sont nominatives et

(1) Rayneri. Op. cit., p. 60.

négociables, que par un transfert sur les registres de la société. La société est valablement constituée après versement du dixième du capital social. La loi de 1867 soumet la société à capital variable à toutes les formalités édictées pour les sociétés anonymes. Ces formalités sont très compliquées pour des individus n'ayant pas la pratique des affaires. Mais malgré toutes ces complications, c'est sous l'empire de cette législation que se sont fondées en France, jusqu'en 1894, toutes les sociétés coopératives.

Le crédit agricole s'est constitué par en bas. Ce ne sont pas les importantes institutions parisiennes qui sont à même de distribuer judicieusement, et sans grands risques, le crédit à l'agriculture. « Le crédit agricole, c'est l'agriculture. » Et il faut à l'agriculture des organismes spéciaux de crédit, sans que de loin ou de près, ils y aient une arrière-pensée spéculative, ils doivent être en contact direct avec les emprunteurs, et administrés par les agriculteurs eux-mêmes.

LOI DU 5 NOVEMBRE 1894 RELATIVE A LA CREATION DE SOCIETES DE CREDIT AGRICOLE. — Le Congrès International d'agriculture qui s'était réuni à Paris à l'occasion de l'Exposition de 1889, s'était occupé de l'organisation du Crédit agricole. M. Méline, qui en était le président, à l'issue des travaux d'une commission élue par ce Congrès, a soumis un projet de loi à la Chambre des députés. Le titre de sa proposition visait la création d'un crédit agricole et populaire. Malheureusement le Parlement n'a pas voulu le suivre dans cette voie et s'opposa ainsi à ce qu'une loi organique réglât le crédit populaire. Le Sénat restreignit encore la portée du projet au seul crédit agricole.

•

La loi du 5 Novembre 1894, confie le soin d'organiser le crédit gricole aux syndicats agricoles, en instituant « à leur profit une nouvelle forme de sociétés anonymes de crédit mutuel, dont leurs membres seuls peuvent faire partie, sociétés sans actions, sans dividendes, d'où tout élément de spéculation est rigoureusement banni, et où le capital social ne peut recevoir que des intérêts limités. On peut désigner les sociétés nouvelles sous le nom de sociétés de crédit mutuel à forme syndicale » (1).

La loi laisse d'ailleurs subsister les autres formes de sociétés créées en vertu du texte de 1867.

Les syndicats agricoles prennent une part très importante dans l'organisation du crédit à l'agriculture. « Ces familles élargies d'agriculteurs qui pratiquent si intelligemment l'association, qui étudient leurs besoins réciproques et s'efforcent habilement d'y pourvoir, qui répondent à la fois à un but économique, éducatif et social, nous paraissent désignées pour devenir les promotrices de sociétés de crédit agricole, latérales, autonomes et distinctes » (2). Les syndicats désignent aux sociétés de crédit des personnes jouissant d'une bonne réputation. Les deux organismes, entre lesquels des liens étroits existent se pénètrent et se complètent mutuellement. Pour apprécier l'objet des emprunts, en surveiller l'emploi, le syndicat est le contrôle tout indiqué. Le profit réalisé par l'achat et l'approvisionnement de toutes les matières premières : engrais, semences, machines, bestiaux, etc... par l'intermédiaire des syndicats est très important. Les agriculteurs isolés ne peuvent

(1) Rapport de M. J. Boullaire au Congrès de Paris de 1910 sur les principes de législation sur la coopération de crédit. Actes de Congrès, p. 77.

(2) Rayneri. *Le Crédit Agricole*, p. 77.

pas résister aux crises qui les guettent et seule « l'association des énergies et des intelligences permet de soutenir la lutte ». Ces syndicats ont depuis longtemps organisé le crédit sous formes diverses, il faut élargir leur champ d'action. Ils doivent être les promoteurs des sociétés de crédit latérales. L'organisation du crédit agricole sera, de son côté, d'un grand appui aux syndicats eux-mêmes. Cette idée a été développée dans la résolution suivante qui fut votée à la suite du rapport de M. le comte de Rocquigny :

« Le Congrès,

« Considérant que dans la pratique du Crédit agricole en Allemagne et chez les peuples les plus avancés en cette matière, le crédit personnel accordé aux agriculteurs se complète par le crédit collectif ouvert aux associations rurales qui travaillent à améliorer, au profit de leurs membres, les conditions de l'exploitation agricole.

« Considérant que la loi du 5 Novembre 1894 autorise expressément les sociétés de crédit agricole à faire des prêts aux syndicats agricoles, pour les aider à réaliser toute opération concernant l'industrie agricole;

« Est d'avis, que les Sociétés de Crédit agricole doivent devenir les banquiers des syndicats agricoles qui les ont fondées en souscrivant des parts de leur capital.

« Que sans préjudice pour les demandes de prêts individuels, elles doivent consentir à ces syndicats, dans la mesure imposée par l'impossibilité d'immobiliser à long terme, les fonds affectés aux besoins du crédit agricole, les prêts qui pourraient être utiles au développement de leurs services professionnels » (1).

(1) Congrès de Carcassonne. Actes de Congrès, Juin 1902.

En demandant aux syndicats agricoles l'appui nécessaire pour l'expansion des caisses agricoles, la loi de 1894 a consacré le principe de l'organisation du crédit par en bas, c'est à dire qu'elle l'a rapproché et mis à la portée de ceux qui doivent y recourir.

Caractères généraux et nature juridique des Sociétés de Crédit agricole créées par la loi du 5 Novembre 1894. — Les Sociétés de crédit autorisées par la présente loi sont des sociétés commerciales (Art. 4). Le législateur qui a déclaré expressément « en sociétés » veut bien parler de « sociétés », et non pas d' « associations ». Le nom « association » est réservé aux collectivités qui se proposent un but moral ou l'idée de lucre est exclue. Les collectivités dont l'objet consiste en la réalisation de bénéfices à partager, s'appellent « sociétés civiles ou commerciales », et, une condition essentielle pour qu'il y ait société, c'est que les parties aient pour but de réaliser des bénéfices à partager entre elles, à l'aide d'opérations faites avec ou sur le fonds commun » (2). Les sociétés agricoles ont pour but de procurer du crédit à bon marché, mais non de faire des bénéfices. L'article 343 est formel sur ce point : « Le bénéfice ne pourra en aucun cas être partagé sous forme de dividende entre les membres de la société ». Cette solution est conforme au véritable esprit de la coopération de crédit. Les sociétés de crédit agricole étant des sociétés commerciales, constituent des personnes morales. Elles ont une personnalité distincte de celle des associés, et sont responsables de toutes les conséquences qui en résultent. La société est propriétaire exclusive

(1) Lyon-Caen et Renault. *Précis de droit commercial*, p. 250.

de son fonds social. Son actif forme le gage exclusif de ses créanciers. Elle a un domicile distinct de celui de chacun de ses associés. Elle peut plaider par l'intermédiaire de ses représentants toutes actions judiciaires. Elle peut recevoir une libéralité entre vifs ou testamentaires. Les sociétés de crédit agricole sont des sociétés de personnes, c'est-à-dire qu'elles ont pour base la considération de la personne, ses qualités morales. Les sociétés de capitaux ne s'occupent que des capitaux. L'article 1^{er}, § 3 de la loi de 1894 est formel. Le capital social ne peut être formé que par des souscriptions d'actions. Il pourra être constitué à l'aide de souscriptions des membres de la société, et ces dernières formeront des parts qui pourront avoir des valeurs inégales. Elles seront nominatives et ne seront transmissibles que par voie de cession aux membres des syndicats, et avec l'agrément de la société. Les sociétés de crédit agricole ne sont, ni des sociétés de crédit agricole, ni des sociétés en nom collectif, ni en commandite simple. M. Etcheverry, dans son discours lors de la discussion générale de la loi (1), posait cette question : Quelle sera cette forme de société ? Ce ne sera pas la société en commandite puisqu'elle suppose des associés à responsabilité limitée, à côté d'associés à responsabilité illimitée, ce ne sera pas la société en nom collectif qui repose sur la solidarité illimitée de tous les membres. Quelle sera donc cette forme de société ? M. Méline, auteur de la proposition, déclarait vouloir créer un nouveau type de société commerciale, pour les sociétés de crédit. L'innovation consiste donc dans la limitation de la responsabilité des contractants du capital social.

(1) *Journal Officiel* du 12 Juin 1892, Chambre des députés. Débats parl. p. 772.

Constitution et publicité des Sociétés de Crédit agricole. —

Des sociétés de crédit agricole peuvent être constituées soit par la totalité des membres d'un ou plusieurs syndicats agricoles, soit par une partie des membres de ces syndicats (Art. 1, § 1), soit par la totalité ou par une partie des membres d'une ou de plusieurs sociétés d'assurances mutuelles agricoles, régies par la loi du 4 Juillet 1900 (Modification résultant de la loi du 14 Janvier 1908). Le législateur a manifesté donc clairement son intention de n'admettre que les agriculteurs dans les sociétés de crédit agricole. La plupart de ces sociétés ne comprennent que des membres d'un même syndicat. Ceci représente pour elles un grand avantage, car ces sociétés étant fondées *intuitu personæ*, sont en mesure de connaître leur solvabilité réciproque.

Le capital social ne pourra pas être formé par des souscriptions d'actions. Il devra se constituer par les souscriptions des membres de la société. Celles-ci formeront des parts qui pourront être de valeur inégale; elles ne seront nominatives et transmissibles que par voie de cession aux membres des syndicats après agrément de la société (Art. 1, § 3). La souscription d'actions a été interdite afin de prévenir toute spéculation. En ce qui concerne la part sociale, elle est presque toujours de valeur égale. M. Mir nous explique quelle est la situation de ces parts d'intérêt : C'est une créance ordinaire, dit-il, de l'associé envers la société, et cette créance se transmettra exactement comme est transmise une créance à l'égard du cessionnaire, c'est-à-dire qu'au lieu de la simple livraison ou du transfert, on sera obligé de signifier ou de demander l'accep-

tation du cédé (1). L'intérêt est déterminé librement. La société sera constituée après le versement du quart du capital souscrit (Art. 1, § 4).

La loi de 1894 a laissé aux sociétés agricoles une grande liberté pour la rédaction des statuts. Mais elle énumère certaines obligations auxquelles toute société doit se conformer. Les statuts détermineront la composition du capital et la proportion pour laquelle chacun de ses membres contribuera à sa constitution (Art. 2, § 1).

Le taux des parts, ainsi que le nombre que pourra posséder chaque membre, sera fixé. Le maximum des dépôts à accepter en compte courant sera déterminé (Art. 2, § 2). Les statuts régleront l'étendue et les conditions de la responsabilité qui incombera à chacun des sociétaires dans les engagements pris par la société. Nous avons déjà exposé les principes de la responsabilité illimitée au sujet des caisses à solidarité. La loi française laisse, à ce sujet, la liberté d'agir illimitée aux intéressés. Ce sont eux les meilleurs juges du régime, et eux seuls ont à décider si c'est le régime à responsabilité limitée ou illimitée qui leur convient le mieux. Les sociétaires ne pourront être libérés de leurs engagements qu'après la liquidation des opérations contractées par la société antérieurement à leur sortie (Art. 2, § 4). Les prélèvements opérés au profit de la société sur les opérations faites par elle seront de même déterminés par les statuts (Art. 3, § 1). L'emploi auquel ces sommes seront affectées est déterminé par l'article 3, § 2. Tout d'abord les frais généraux doivent être acquittés. Ce n'est qu'après qu'on veillera au paiement de l'intérêt des emprunts

(1) *Journal Officiel*, 21 Juin 1892, Débats parl., p. 815, Chambre des députés.

contractés par la société. En troisième lieu ce sont les intérêts dus au capital social qui seront payés. Ils devront être minimes. Après avoir acquitté les frais généraux, l'intérêt des emprunts et du capital social, les prélèvements seront affectés, jusqu'à concurrence des trois quarts au moins, à la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce qu'il ait atteint au moins la moitié du capital (Art. 3, § 2). M. Luzatti voudrait « que la réserve soit étendue jusqu'au double du capital; à ce moment elle servirait au remboursement du capital social, et avec les profits ultérieurs, l'institution désormais affranchie de tout élément de lucre, élevée à la dignité d'une œuvre de pure utilité sociale, réaliserait de grands objectifs philanthropiques ». A la dissolution de la société, ce fonds de réserve et le reste de l'actif seront partagés entre les sociétaires, proportionnellement à leur souscription, à moins que les statuts n'en aient affecté l'emploi à une œuvre d'intérêt agricole (Art. 3 et 4). C'est la seconde solution qui nous semble devoir prévaloir. Dans le cas où les bénéfices ne seront pas affectés à la réserve, l'article 3 et 4 nous indique que le surplus pourra être réparti, à la fin de chaque exercice, entre les syndicats et entre les membres des syndicats au prorata des prélèvements faits sur leurs opérations. Le véritable moyen de faire bénéficier l'agriculteur de l'intérêt réduit, c'est de rétrocéder une part des bénéfices à ceux qui les ont créés.

La loi de 1894 simplifie et réduit au minimum les formalités légales pour la formation des sociétés de crédit mutuel agricole. Plus d'intervention obligatoire du notaire. L'acte de société n'est plus nécessaire. Les statuts cependant doivent être rédigés et signés par les sociétaires. L'article 5 prescrit deux sortes de publicité. Avant toute opération, les statuts, avec la liste complète des administrateurs ou directeurs et des sociétaires, doi-

vent être déposés en double exemplaire au greffe de la Justice de Paix. Un des exemplaires sera déposé au greffe du Tribunal de Commerce de l'arrondissement. Chaque année, au greffe de la Justice de Paix, sera déposé également le tableau sommaire des recettes et des dépenses ainsi que des opérations effectuées au cours de l'année précédente (Art. 5, §§ 1-2-3-4). Au cas de fausse déclaration relative aux statuts ou aux noms et qualités des administrateurs, des directeurs et des sociétaires, ils pourront être poursuivis et punis d'une amende de 16 à 500 francs (Art. 6, § 2). Modification apportée par la loi du 20 Juillet 1901).

Fonctionnement des Sociétés. — Elles peuvent simplifier leur mode d'administration et l'organiser à leur guise. Aux termes de l'article 2 § 1 de la loi du 5 Novembre 1894, les statuts « détermineront... le mode d'administration de la société de crédit, les conditions nécessaires à la modification de ces statuts... » Les rouages compliqués établis par la loi de 1867 concernant le Conseil d'administration, la tenue périodique d'assemblées générales; les formes imposées à toutes les sociétés anonymes ne le sont pas à ces sociétés.

Aux termes de l'article 1^{er} § 1 de la loi du 5 Novembre 1894, les sociétés de crédit agricole ont pour objet de faciliter et de garantir les opérations concernant la production agricole. Ces sociétés peuvent recevoir des dépôts de fonds en comptes courants, avec ou sans intérêt, se charger, relativement aux opérations concernant l'industrie agricole, de recouvrements et de paiements à faire pour les syndicats ou pour les membres de ces syndicats. Cette énumération n'est pas complète. Ils peuvent encore pratiquer d'autres opérations. Parmi les opé-

ractions actives nous avons les prêts directs, l'escompte, les découverts en compte courant, les avances sur titres; et parmi les opérations appelées passives, nous voyons celles qui ont pour but de procurer aux caisses des fonds supplémentaires, en dehors des ressources propres. Ce seront les dépôts en compte courant, les dépôts à échéance fixe, l'escompte des valeurs qu'elles ont en portefeuille.

Aux termes de l'article 2 § 1^{er} de la loi du 5 Novembre 1894, les conditions de la dissolution sont librement déterminées par les Statuts. La loi accorde aux Sociétés de Crédit agricole certaines faveurs fiscales. Elles sont exemptes du droit de patente ainsi que de l'impôt sur les valeurs mobilières (Art. 4 § 2).

Les sociétés de crédit populaire peuvent être constituées en France sous les trois types suivants : 1°) Sociétés anonymes à capital variable régies par la loi du 24 Juillet 1867, modifiée par la loi du 1^{er} Août 1893. Elles peuvent se former avec un capital minimum pouvant augmenter par l'admission de nouveaux adhérents ou diminuer conformément aux prescriptions des statuts.

2° Sociétés coopératives en nom collectif soumises également à la loi de 1867. Elles ont pour base, comme élément de crédit, la solidarité illimitée de leurs membres. Les unes n'ont pas de capital. Ce sont par exemple les caisses rurales, fondées par L. Durant. Elles sont groupées dans l'union des caisses rurales.

D'autres ont constitué un petit capital qui est divisé en parts sociales nominatives, cessibles par voie de transfert sur les registres de la société. Le capital ne produit qu'un très faible intérêt. Cette seconde clause est particulièrement recom-

mandée par M. Rayneri et par le centre Fédératif du Crédit Populaire.

3° Les Banques purement agricoles mutuelles établies par la loi du 5 Novembre 1894, ne peuvent être fondées qu'entre membres des syndicats agricoles au profit des syndiqués. Mais elles ont le droit d'adopter les statuts des sociétés à responsabilité limitée ou illimitée.

LOI DU 31 MARS 1899. — Par le vote de la loi du 5 Novembre 1894, un grand progrès a été accompli. Le crédit agricole sous une forme décentralisée, grâce à l'appui des syndicats agricoles, a été organisé sur cette base. Les premiers résultats, s'ils ne furent pas décourageants, n'ont cependant pas répondu complètement aux désirs de ceux qui en attendaient des résultats plus impressionnants. L'insuffisance de l'éducation économique des agriculteurs, la répugnance de recourir ouvertement au crédit dans les moments de gêne, le manque d'hommes capables pour fonder ces caisses, ont été en partie la cause de cette désillusion partielle. La loi de 1894, en effet, a autorisé la création de sociétés agricoles. Mais elle ne se préoccupait pas d'organiser le crédit agricole par l'affectation de ressources pécuniaires déterminées. Pour trouver ces ressources, les sociétés devraient s'adresser à l'emprunt. Or, on rencontra beaucoup de difficultés pour réunir des capitalistes qui consentiraient à leur confier des fonds moyennant un faible revenu. « En dépit du nombre croissant des institutions de divers types, les opérations de Crédit agricole manquaient en général d'activité et d'ampleur. Certaines caisses avaient peine à se procurer les fonds de roulement nécessaires au ser-

vice de leurs prêts » (1). Le législateur a compris qu'il fallait poursuivre cette voie. Une réforme aux statuts des caisses d'épargne fut votée, le 20 Juillet 1885, les autorisant à consacrer le cinquième de leur capital et la totalité de leurs revenus, à des prêts aux sociétés de crédit agricole. Cette mesure a produit d'heureux résultats. L'intervention de l'Etat a été admise en principe, restait à en définir la forme. A l'occasion du renouvellement du privilège de la banque de France de 1897, le moment était favorable pour y trouver les fonds nécessaires pour subsidier les caisses agricoles. Plusieurs projets furent déposés. Nous mentionnerons celui de M. Codet qui imposait à la Banque l'obligation d'escompter les lettres de change agricoles, et celui de M. Jourdan, qui n'exigeait que deux signatures pour le papier des associations syndicales; de M. Lhopiteau, qui demandait que la banque assurât gratuitement le service des établissements de crédit agricole; de Jaurès, qui voulait que l'Etat organise une grande banque de l'agriculture, qui répartirait presque gratuitement le crédit à tous les agriculteurs. Le projet de Jaurès a été discuté à la Chambre, et M. Méline l'a critiqué en ces termes : « Le moment est venu de faire un pas de plus et de donner au crédit agricole, maintenant qu'il est bien constitué au bas de l'échelle, une organisation complémentaire par la création d'un organisme supérieur » (2). Par l'élimination successive de l'idée de demander à la Banque de France de prendre directement le papier agricole, de la création d'une banque d'Etat, telle que celle conçue par Jaurès, d'une Banque centrale privée qui risquerait ses propres capitaux, « par ces éliminations successives, concluait M. Méline,

(1) Lè Rocquigny. *Les Syndicats agricoles et leurs Œuvres*. P. 303.

(2) Henry Sagnier. *Le Crédit Agricole en France*, p. 56.

le gouvernement est arrivé à cette conclusion que l'organisme que l'on devrait placer au-dessus des petites banques locales, c'était des banques régionales ». Ces banques auraient pour base la mutualité. Elles escompteraient directement le papier des banques locales. Les ressources pour effectuer ces opérations se trouveraient dans l'avance de 40 millions et dans l'annuité minima de 2 millions que prévoit la convention projetée avec la Banque de France. Le Parlement, par la loi du 17 Novembre 1897, a consacré le renouvellement du privilège de la Banque de France. Dans son article 5, elle décide « qu'à partir du 1^{er} Janvier 1898, jusques et y compris l'année 1920, la Banque versera à l'Etat, chaque année, une redevance égale au produit du huitième du taux de l'escompte, multiplié par le chiffre de la circulation productive, sans qu'elle puisse jamais être inférieure à 2 millions. Les paiements s'effectueront le 15 Janvier et le 15 Juillet de chaque année ». L'article 6 maintient les avances de 60 et 80 millions. L'article 7 stipule que la Banque mettra à la disposition de l'Etat, sans intérêt, une nouvelle avance de 40 millions de francs. L'article 18 a ainsi décidé de l'emploi de ces sommes : Les sommes versées par la banque, par application des articles 5 et 7, seront réservées et portées à un compte spécial du Trésor, jusqu'à ce qu'une loi ait établi les conditions de création et de fonctionnement d'un ou de plusieurs établissements agricoles. M. Méline, alors ministre de l'agriculture, avait déposé, le 20 Décembre 1897, un projet de loi ayant pour but l'institution des caisses régionales de Crédit agricole mutuel. Ce projet a été favorablement accueilli. M. Lourties le disait au Sénat (1) : « Nous ne pou-

(1) *Journal Officiel*, 10 Janvier 1899. Sénat, p. 39.

vons que féliciter le gouvernement et la Chambre des députés d'avoir écarté l'idée de la création d'une banque centrale à Paris et d'avoir appliqué les principes de la mutualité au projet relatif aux caisses régionales, comme l'avait fait le législateur de 1894 aux Caisses de Crédit agricole mutuel ». Ce projet a été transformé en loi, la loi du 31 Mars 1899.

Fonctionnement des Caisses régionales. — Aux termes de l'article premier de cette loi, « l'avance de 40 millions de francs et la redevance annuelle à verser au Trésor par la Banque de France en vertu de la convention du 31 Octobre 1896 approuvée par la loi du 17 Novembre 1897, sont mises à la disposition du gouvernement pour être attribuées, à titre d'avances sans intérêt aux caisses régionales de Crédit agricole mutuel qui seront constituées d'après les dispositions de la loi du 5 Novembre 1894 ». Les sociétaires d'une caisse régionale de crédit agricole se composent des individus faisant partie d'une caisse locale affiliée, d'un syndicat agricole ou d'une société d'assurances, des syndicats agricoles, des caisses locales déjà organisées, et des sociétés d'assurances mutuelles agricoles. Cette disposition concernant les moindres sociétaires des caisses régionales est prise pour sauvegarder le principe de la mutualité qui doit être à la base de toutes ces institutions de crédit. Une question sur laquelle on n'était pas d'accord, fut celle de savoir si toutes les caisses locales pouvaient faire partie d'une caisse régionale, ou seulement de celles créées en vertu de la loi de 1894. M. Lourties soutint que les caisses locales, sociétaires des caisses régionales, doivent être soumises aux prescriptions de la loi de 1894. Les caisses fondées sous le régime

(1) *Journal Officiel* du 10 Janvier 1899. Sénat, p. 39.

de la loi de 1867 se verraient exclues. Cette solution ne fut pas admise. M. Jean Dupuis, Ministre de l'Agriculture, dans sa circulaire du 18 Août 1899, a, au contraire, élargi le droit de coopérer à la constitution d'une caisse régionale à toute société, qu'elle soit régie par la loi de 1867 ou de 1894. La seule condition exigée fut qu'elle soit mutuelle et exclusivement agricole. En 1900, le Ministre a au contraire déclaré que les caisses locales, régies par la loi de 1867, ne pouvaient être que les clientes des caisses régionales, mais n'auraient pas le droit de souscrire des parts de capital. Des protestations véhémentes accueillirent cette déclaration, et un projet a même été déposé le 6 Juillet 1901, dans le but d'exclure complètement des caisses régionales les caisses locales, régies par la loi de 1867. Ce projet n'a pas eu de suite. Il faut espérer que ce projet soit à jamais abandonné et que les caisses régies par la loi de 1867 ne puissent pas être exclues des caisses régionales. En fait, un grand nombre de ces caisses avaient souscrit des parts dans diverses caisses régionales et reçu, de ces dernières, des avances importantes. Donc, actuellement, toute société soumise à la loi de 1867 ou à celle de 1894 peut faire partie d'une caisse régionale, pourvu qu'elle soit locale, de Crédit agricole et Mutuelle, c'est-à-dire que les prêts ne doivent être consentis et le crédit accordé qu'aux seuls membres de la société.

Publicité et contrôle. — Aux termes de l'article 5 de la loi du 31 Mars 1899, les statuts doivent contenir la circonscription territoriale de la société, la nature et l'étendue des opérations, leur mode d'administration, la composition du capital social, la proportion dans laquelle chaque sociétaire pourra contribuer à sa constitution, ainsi que les conditions de retrait;

le nombre des parts et le montant des intérêts à allouer à ces parts, le maximum des dépôts à recevoir en compte courant, et le maximum des bons à émettre, les conditions et règles applicables à la modification des statuts et à la liquidation de la société. En ce qui concerne la publicité des caisses régionales, elles doivent se conformer aux dispositions de la loi du 5 Novembre 1894. Un contrôle d'Etat a été institué, mais c'est le gouvernement qui l'a réglementé, tout d'abord par le décret rendu le 6 Mars 1900 où le contrôle a été organisé par des agents temporaires et ensuite par le décret du 11 Avril 1905 remaniant complètement le contrôle du gouvernement sur les caisses régionales. Aux termes de l'article 4 de ce décret, les caisses régionales sont tenues d'adresser au Ministre de l'Agriculture, dans les huit premiers jours du mois suivant chaque trimestre, une situation donnant la balance des comptes et le mouvement du portefeuille, dans la seconde quinzaine de février de chaque année, un relevé de leurs opérations et ceux de leurs caisses affiliées, le procès-verbal, enfin, *in extenso* de chaque assemblée générale. Le rôle des inspecteurs est déterminé par l'article 6. Ils ont pour mission de vérifier, au moins une fois par an, la comptabilité et la gestion des Caisses régionales, qui ont reçu des avances de l'Etat, s'assurant que les prescriptions de la loi sont régulièrement observées.

Opérations. — Aux termes de l'article 2 de la loi du 31 Mars 1899, les Caisses régionales ont pour but de faciliter les opérations concernant l'industrie agricole effectuées par les membres des sociétés locales de Crédit agricole mutuel, de leur circonscription, et garanties par ces sociétés, et par les sociétés coopératives agricoles régulièrement affiliées à une caisse locale de Crédit agricole, régie par la loi du 5 Novembre 1894.

« A cet effet, elles escomptent les effets souscrits par les membres des sociétés locales, et endossés par ces sociétés. Elles peuvent faire à ces sociétés les avances nécessaires pour la constitution de leur fonds de roulement. Toutes autres opérations leur sont interdites.

Les opérations avec les caisses locales consistent donc en ceci :

1° Les Caisses régionales escomptent les effets souscrits par les membres de sociétés locales et endossés par ces sociétés. M. Méline disait déjà : « La première opération des Caisses régionales sera l'escompte et le réescompte des effets agricoles qui lui seront présentés par les banques locales; elle constituera vraisemblablement l'opération la plus importante des caisses régionales » (1). Elles formeront le troisième échelon donnant la troisième signature exigée par la Banque de France. La caisse régionale joue le rôle de banquier, mais sans la commission que généralement ce dernier touche. La signature que la caisse régionale donnera à la petite caisse locale, sera fournie gratuitement. Elles seront libres de fixer le taux mais ce sera en général celui de la Banque de France (2). Les caisses régionales étant mutuelles, les bénéfices seront partagés au prorata des opérations, le taux d'escompte ne sera pas trop élevé.

2° Les caisses régionales avancent aux caisses locales les sommes nécessaires à la constitution de leur fonds de roulement. Le fonds de roulement d'une caisse locale est la somme qu'elle reçoit de la caisse régionale pour une durée générale-

(1) *Journal Officiel*, Décembre 1897; Ch. doct. parl. Annexe n° 2919.

(2) Le guide pratique pour la création des caisses de crédit agricole mutuel publié par le Ministère de l'Agriculture le conseille.

ment fixée à un an. Cette avance lui permet de verser immédiatement à un emprunteur la somme dont il a besoin. Les avances sont renouvelables. Le décret du 15 Avril 1905 a restreint la faculté que le législateur avait laissée aux statuts, de réglementer les conditions, et il dispose dans son article 5, § 2 : « L'importance des avances directes pour fonds de roulement consenties par une caisse régionale à ses caisses locales affiliées ne peut pas dépasser, pour chacune d'elles, le montant du capital versé à la caisse régionale sous forme de souscription de parts. Ces avances sont toujours représentées par des effets. » Les statuts déterminent le taux de l'intérêt de ces avances. Certains ont préconisé que les caisses régionales recevant gratuitement les avances de l'Etat, devaient, à leur tour, les fournir dans de bonnes conditions aux caisses locales. Suggestion tout à fait inacceptable. Les caisses régionales ayant besoin d'autres ressources que les seules avances de la Banque de France, doivent faire appel aux dépôts qui exigent un intérêt. Mais même si elles ne se trouvaient pas dans l'obligation d'exiger un intérêt des caisses locales, il serait inopportun de ne pas le faire. Les caisses locales ne prendraient aucune précaution concernant les garanties à exiger. M. Méline disait à ce propos : « Il faut apprendre aux cultivateurs, non pas seulement à se servir du crédit, mais à le mériter par la prudence dans les opérations commerciales se rattachant à l'agriculture. Le jour où l'on donnera aux banques locales de l'argent gratuitement ou à un intérêt minime, les banques locales seront portées à abuser du crédit, à confondre, comme le font beaucoup de cultivateurs, le prêt et le crédit, à se servir de cet argent pour les opérations étrangères à l'agriculture. Il faut que l'agriculteur s'habitue à l'exactitude, qu'il apprenne à

apprécier sa signature à l'égal de celle du commerçant et à la respecter comme lui. » Les caisses régionales peuvent recevoir des dépôts des caisses locales, remettre leurs fonds momentanément inutilisés à des établissements de crédit.

Les caisses régionales doivent exercer un contrôle sur les opérations des caisses locales. L'article 5, § 3 du décret du 11 Avril 1905 établit ce contrôle : « Les caisses régionales exercent sur leurs caisses locales affiliées une surveillance et un contrôle régulier et effectif. Elles exigent de ces sociétés des pièces justifiant l'emploi agricole des capitaux prêtés, le dépôt de leurs statuts, du relevé de leurs opérations, de l'état détaillé de leurs créances, actives ou passives, complété par le bilan. Ce dépôt sera fait au moins une fois chaque année, au plus tard, dans la première quinzaine du mois de février ».

Ressources dont disposent les caisses régionales. — 1° *Le capital social.* — Le capital social est absolument indispensable à toute caisse régionale voulant bénéficier des avantages offerts par la loi de 1899. L'art. 3 de la loi du 31 Mars 1899 limite le montant des avances faites aux caisses régionales au quadruple du montant de capital versé en espèces. Le capital est constitué conformément aux prescriptions de la loi de 1894. La loi de 1899 impose seulement deux nouvelles conditions : l'une est relative au nombre de parts que pourra posséder chaque associé, l'autre se rapporte au taux de l'intérêt à servir aux associés. Les statuts doivent indiquer le maximum des parts que chaque associé pourra posséder. En outre, le § 3 de l'article 5 de la loi de 1899 décide que l'intérêt à allouer aux parts ne pourra dépasser 5 % du capital versé.

2° *Les subventions de la Banque de France.* — L'agriculteur ayant besoin de capitaux abondants et à bon marché et ne les trouvant pas facilement auprès des capitalistes, la loi du 17 Novembre 1897 a mis à la disposition du gouvernement une somme de 40 millions et une redevance annuelle de 2 millions. Le législateur les a attribués en 1899 aux besoins de l'agriculture. Aux termes de l'article 1^{er} de la loi du 31 Mars 1899, l'avance de 40 millions de francs et la redevance annuelle à verser au Trésor par la Banque de France, en vertu de la convention du 31 Octobre 1896, approuvée par la loi du 17 Novembre 1897, sont mises à la disposition du gouvernement pour être attribuées, à titre d'avances sans intérêt, aux caisses régionales de Crédit mutuel qui seront constituées d'après les dispositions de la loi du 5 Novembre 1894. Le principe de la gratuité des subventions a été critiqué notamment par M. Milliès-Lacroix, mais pour que les caisses locales puissent distribuer le crédit aux agriculteurs à un taux minime, il faut qu'elles le reçoivent elles-mêmes à un taux très bas des caisses régionales. Ce sont ces considérations qui ont déterminé le législateur à distribuer gratuitement aux Caisses régionales les subventions de la Banque de France.

Le texte du projet primitif ne fixait pas le montant des avances que chaque caisse régionale pouvait obtenir. La commission de la Chambre, pour ne pas entraver par des avances excessives l'initiative individuelle, prescrivit que les avances ne doivent pas dépasser le montant du capital versé en espèces. Cette limitation excessive fut très critiquée au Sénat par M. Lourties : « Le Capital des Caisses régionales ne sera jamais très important et il est à craindre que l'avance accordée sur cette base soit relativement faible dans la plupart des cas, par-

fois même absolument insignifiante » (1). M. Jean Dupuis, s'inspirant de ces considérations, tout comme le Ministre de l'Agriculture, a fait voter la loi du 25 Décembre 1900 qui permettait d'accorder aux caisses régionales des avances égales au quadruple du montant du capital versé en espèces. Cette loi a permis aux caisses régionales de prendre une extension considérable et de rendre des services beaucoup plus grands aux populations rurales.

Nous croyons que la limitation des avances au capital versé est excessive. Les caisses riches seront seulement favorisées. Comme la loi ne permet de distribuer des avances qu'en rapport du capital versé, et non du capital souscrit, avant d'obtenir des avances quelconques ces caisses devront donc se procurer par elles-mêmes des ressources.

Le législateur a confié à l'Etat la répartition de ces avances. Un premier projet décidait que le Conseil de l'Etat sera chargé de cette répartition. Ce projet fut repoussé par la Chambre. Elle a confié, dans son nouveau texte qui est devenu l'article 4, la répartition des avances à une commission composée du Ministre de l'Agriculture qui est son Président, des sénateurs, des députés, d'un membre du Conseil d'Etat et de la Cour des Comptes, du directeur de la Banque de France, des hommes possédant des connaissances techniques de l'agriculture, des représentants des caisses de crédit agricole mutuel, des caisses régionales, des sociétés coopératives agricoles, etc... L'article 7 a fixé toutes les conditions que chaque Caisse régionale doit rigoureusement observer pour pouvoir participer aux avances. Les précautions nécessaires ont été prises pour que ces avances

(1) *Journal Officiel*, 16 Mars 1899. Discours de M. Lourties au Sénat.

soient accordées seulement aux sociétés dont le bon fonctionnement, l'honorabilité présenteraient toutes les garanties morales et matérielles.

Aux termes de l'article 3 de la loi du 31 Mars 1899, les avances ne pourront être accordées pour une durée de plus de cinq ans. Elles pourront être renouvelées. Cette disposition a été critiquée dans les deux sens. Les uns trouvaient le délai trop long, d'autres pas assez; M. Codet, dans son rapport, a nettement défini le caractère de ces avances : « Votre commission a décidé de limiter la durée des avances, afin de bien marquer qu'elles étaient remboursables, soit qu'une mauvaise gestion impose le devoir de les réclamer, soit qu'une gestion heureuse les rende inutiles. Elle a fixé le terme à 5 ans. Cette mesure était nécessaire pour garantir les Caisses régionales contre les demandes de remboursement non prévues, dont la menace eut introduit une cause perpétuelle de gêne pour leurs opérations » (1). La volonté du législateur est formelle. Elle veut que les caisses régionales arrivent à subsister avec leurs propres ressources. En 1915, toutes les caisses régionales en demandèrent le renouvellement. En cas de violation des statuts, les avances deviendront immédiatement remboursables (Art. 3, § 3).

M. Rayneri a imaginé une combinaison pour permettre aux Caisses régionales de se constituer rapidement de fortes réserves. Elles feront bien de prélever sur leurs bénéfices annuels une somme représentant l'intérêt 1 ou 1 1/2 % par exemple, l'intérêt qu'elles paieraient à l'Etat si les avances n'étaient pas gratuites. Ce prélèvement sera versé dans un fonds de réserve

(1) *Journal Officiel*, 9 Mars 1899. Ch. Doc. Parl., p. 793, discussion de la Loi de 1899.

appelé fonds compensateur, qui leur permettra de se préparer pour l'avenir un capital d'exploitation propre et qui s'ajoutera au capital social (1).

3° *Les Emprunts.* — Les caisses régionales peuvent, si c'est nécessaire, contracter des emprunts. Toutefois l'article 5, § 4 de la loi du 31 Mars 1899, fixe le maximum des dépôts à recevoir en comptes courants, et le maximum des bons à émettre, lesquels réunis ne pourront excéder les trois quarts du montant des effets en portefeuille. Les caisses régionales peuvent recevoir des dépôts en compte courant, soit des particuliers, soit surtout des caisses locales. Les caisses locales peuvent avoir de véritables comptes courants avec les caisses régionales. Les caisses régionales peuvent émettre des bons. « Ces bons, disait le projet de loi (qui a particulièrement insisté sur l'utilité de ce privilège), qui constitueront pour les Caisses régionales un instrument de crédit souple et puissant à la fois, seront à égale distance du billet de banque qui est remboursable à vue parce qu'il est adossé soit à du numéraire, soit à des valeurs presque immédiatement réalisables, et de l'obligation foncière qui est remboursable à long terme, parce qu'elle est adossée à des opérations comportant la même durée. A cet effet, le bon de la Caisse régionale pourrait être créé pour une durée de deux ans au plus; il aurait pour contre-partie les opérations d'es-compte et d'avances sur produits agricoles, dont la durée ne sera pas elle-même supérieure à quinze mois. Le paiement du bon de caisse serait donc toujours assuré par le recouvrement d'effets d'une durée moindre; d'autre part, pour que tout bon

(1) *Bulletin du Crédit Populaire* 1907, p. 318. Rapport de M. Dufourmantelle au Congrès national des syndicats agricoles à Angers en 1907.

de caisse régionale soit effectivement gagé, les statuts de la caisse stipuleraient que le montant des bons en circulation ne pourra jamais excéder celui des opérations d'escompte ou d'avance qui seront en cours. Le bon de la caisse régionale serait ainsi une obligation à moyen terme, correspondant à la durée des opérations agricoles, et intermédiaire, nous le répétons, entre le billet de banque et l'obligation foncière. Lorsqu'il sera entré dans les habitudes de nos populations rurales, il circulera comme une sorte de bon du Trésor, il servira pour les placements temporaires, et comme il est d'expérience que les valeurs à court terme se placent plus facilement et à meilleur compte que les valeurs à long terme, il y a tout lieu de croire qu'il trouvera preneur à un intérêt élevé, solidement gagé comme il serait. Le bon de caisse régionale constituerait une valeur de tout repos, et comme il serait à courte échéance, il semblerait désigné pour servir même d'emploi aux fonds personnels des caisses d'épargne. Le bon de la Caisse régionale doit constituer, dans notre pensée, la principale ressource pour les opérations courantes » (1). La loi a ainsi donné aux caisses régionales un instrument très important. Elles auraient pu créer assez rapidement des ressources suffisantes pour ne plus recourir à la subvention de l'Etat. Mais les Caisses ne s'en sont jamais servies, ce qui est fort regrettable, montrant par là que les caisses préfèrent l'aide généreux de l'Etat à un effort dans une voie qui les conduiraient rapidement vers une existence indépendante, et par leurs propres forces.

Les bons et les dépôts doivent avoir pour contre partie des valeurs remboursables à brève échéance. Ils ne peuvent pas

(1) *Journal Officiel*, Décembre 1897, Ch. des Dép., doc. parl., Annexe n° 2919.

excéder les trois quarts du montant des effets en portefeuille. Les effets en portefeuille qui entrent en compte sont ceux que la Caisse régionale a seulement endossés, et qu'elle n'a ni touchés ni fait réescompter par la Banque de France.

Les statuts doivent fixer le maximum des dépôts à recevoir en compte courant et le maximum des bons à émettre.

Réescompte par la Banque de France des effets endossés par les caisses régionales. — Le billet endossé par la Caisse régionale possède les trois signatures exigées pour être escompté par la Banque de France. La première signature émane de l'agriculteur, la seconde de la caisse locale, la troisième de la caisse régionale. Il faut que le billet soit payable dans quatre-vingt-dix jours au plus. Le service rendu ainsi par la Banque de France est important. Elle réescompte en réalité même des billets payables à plus de quatre-vingt-dix jours, soit en renouvelant l'effet, soit que la Caisse régionale n'attende, avant de présenter à la Banque de France un billet à six ou neuf mois, qu'il n'y ait plus que trois mois avant l'échéance.

*
* *

Les caisses régionales sont donc des organes dispensateurs du Crédit auprès des caisses locales. Elles sont des intermédiaires entre l'Etat qui prête et la caisse locale qui reçoit. Leur principal but est donc les avances aux sociétés locales. Les caisses régionales sont des organes de contrôle et de surveillance et elles doivent être des organes de propagande, créatrice de diffusion de Crédit agricole.

EXTENSION DU ROLE DES CAISSES RÉGIONALES. LE CRÉDIT COLLECTIF A LONG TERME. LOI DU 29 DÉCEMBRE 1906. — Les deux lois constitutives de Crédit agricole à court terme ont permis aux cultivateurs de se procurer les ressources qui leur sont nécessaires. Mais à côté du développement de la production, il y a pour les agriculteurs une autre difficulté qui consiste à trouver des débouchés. Le perfectionnement des méthodes de vente est très important pour eux. Le cultivateur isolé, incomplètement renseigné sur les centres de vente, sur le marché, sur les besoins du consommateur, est obligé de vendre son produit sur le marché local où le prix lui est pour ainsi dire imposé. Pour éviter ces grands inconvénients, les agriculteurs se sont groupés en sociétés coopératives qui sont en mesure d'étendre leurs débouchés, de supprimer les intermédiaires inutiles et coûteux, et de s'adresser à des acheteurs plus nombreux et plus importants. Les objets principaux des groupements connus sous le nom de Sociétés Coopératives agricoles sont : de permettre aux agriculteurs l'achat en commun des objets qui leur sont nécessaires et qui leur facilitent la production, de conserver les objets périssables, de permettre que la vente s'effectue au moment le plus favorable, etc... Ces groupements ont rendu de très grands services. La loi de 1894 a organisé, il est vrai, le crédit collectif pour les Syndicats agricoles en leur permettant d'obtenir des prêts pour achat d'engrais, d'outillage agricole, etc... Mais ce crédit était à court terme. Les Sociétés coopératives, par l'intermédiaire des Syndicats, auraient pu également obtenir du crédit, pour leurs fonds de roulement, mais elles étaient dans l'impossibilité d'emprunter, soit pour des acquisitions de matériel; des achats d'immeuble; des installations nouvelles. Déjà avant l'œuvre du législateur,

certaines de ces sociétés se sont fait consentir du crédit à long terme, par le renouvellement d'un commun accord prévu d'avance. Mais la nécessité d'organiser le crédit à long terme en faveur des associations coopératives agricoles se faisait de plus en plus sentir. La loi du 29 Décembre 1906 a comblé cette lacune en instituant le crédit collectif à long terme. Elle a été complétée par deux décrets. L'un du 31 Mai 1907, qui a déterminé la nature des opérations pour lesquelles les coopératives agricoles peuvent recevoir des avances, l'autre du 26 Août 1907, qui a fixé les conditions que ces coopératives doivent remplir pour recevoir ces avances. La loi de 1906 a complété le champ d'application de crédit agricole par le crédit collectif à long terme. Le gouvernement peut, en outre, prélever sur les redevances annuelles et remettre gratuitement aux dites caisses régionales des avances spéciales destinées aux sociétés coopératives agricoles et remboursables dans un délai maximum de vingt-cinq années (Art. 1^{er}). Les sociétés coopératives agricoles peuvent donc recevoir les fonds nécessaires pour leur premier établissement. Le délai de vingt-cinq ans est fixé pour que l'aménagement des bâtiments, le matériel spécial, représentent des sommes importantes qui ne peuvent être amorties qu'au bout d'un certain nombre d'années. Ces avances ne pourraient pas dépasser le tiers des redevances annuelles versées par la Banque du Trésor. Pour obtenir ces avances, les sociétés coopératives doivent remplir certaines conditions. Aux termes de l'article 4, § 2, pourront seules recevoir les avances prévues à l'article 1^{er}, quel que soit d'ailleurs le régime juridique, les sociétés coopératives agricoles constituées par tout ou partie des membres d'un ou plusieurs syndicats professionnels agricoles, en vue d'effectuer ou de faciliter toutes les opérations concernant, soit la

production, la transformation, la conservation ou la vente des produits agricoles provenant exclusivement des exploitations des associés, soit l'exécution des travaux agricoles d'intérêt collectif, sans que ces sociétés aient pour but de réaliser de bénéfices commerciaux. Les fondateurs de ces sociétés peuvent choisir entre la société civile, régie par les articles 1832 et 1837, la société en nom collectif et la société en commandite, enfin entre la société anonyme simple ou à capital variable. Mais en pratique, les sociétés coopératives ont le plus souvent adopté la forme des sociétés civiles et des sociétés anonymes à capital variable.

La loi place les sociétés coopératives sous la surveillance et le contrôle des caisses régionales. L'article 2 prescrit que les Caisses régionales sont chargées de faciliter les opérations concernant l'industrie agricole, effectuées par les sociétés coopératives agricoles régulièrement affiliées à une caisse locale de crédit mutuel régie par la loi du 5 Novembre 1894. Elles garantissent le remboursement à l'opération des délais fixés, des avances spéciales qui leur sont faites pour les Sociétés coopératives agricoles. Le contrôle doit donc être efficace et sévère sur les opérations des sociétés coopératives et les caisses régionales doivent surtout se préoccuper à ce que les avances ne soient pas détournées de leur affectation. L'article 10 du décret du 26 Août précise les garanties que les sociétés coopératives doivent fournir pour le remboursement des avances. Les hypothèques doivent être prises au profit de l'Etat sur les terrains et les bâtiments pour l'achat et l'aménagement desquels les avances ont été accordées. Les opérations pour lesquelles ces avances peuvent être accordées, sont strictement limitées par l'art. 6, § 1, du décret du 31 Mai; « pourront seules donner

lieu aux avances de l'Etat les opérations concernant la production, la transformation, la conservation et la vente des produits agricoles. L'acquisition, la construction, l'installation et l'appropriation des bâtiments, ateliers, magasins, matériel de transport, l'achat et l'utilisation des machines et instruments nécessaires aux opérations agricoles d'intérêt collectif ». Les avances peuvent excéder le double du capital de la Société coopérative agricole versé en espèces. Elles ne sont pas gratuites. Le délai maximum est de 25 ans. Le délai moyen de 15 ans. L'article 6 du décret du 26 Août 1907 indique formellement que l'avance accordée à la Société coopérative doit être remboursée d'année en année, par des amortissements successifs.

M. Ruau, dans le discours qu'il a tenu le 12 Janvier 1910 à la Société nationale d'agriculture de France, s'est exprimé ainsi sur la loi de 1906 : « Grâce au nouveau texte de la loi, les coopératives sont assurées de pouvoir accomplir une œuvre viable. Elles s'établiront désormais sur des bases solides et deviendront les agents de production par excellence. La réforme était hardie sans doute, mais elle valait la peine d'être réalisée. N'était-il pas indispensable de favoriser l'essor de la coopération, forme d'association supérieure pour produire en commun, qui révèle d'une façon saisissante les bienfaits de toute sorte, matériels et moraux, qu'un homme libre peut retirer de la solidarité ».

LE CREDIT INDIVIDUEL A LONG TERME. LA LOI DU 19 MARS 1910. — A toute cette organisation du Crédit agricole manquait seulement un chapitre concernant le Crédit individuel à long terme. Ce crédit devait être destiné à l'acquisition, l'aménagement, la transformation, la reconstitution des petites exploitations rurales. L'exode des campagnes vers les villes a

cruellement atteint l'agriculture. De cette préoccupation est née la loi du 10 Avril 1908, appelée loi Ribot, qui a pour but d'étendre à la petite propriété rurale les avantages accordés à la petite propriété urbaine par la loi du 12 Avril 1906 (sur les habitations à bon marché) et la loi du 12 Juillet 1909 (sur le bien de famille insaisissable). M. Ruau a présenté au Parlement, en Février 1910, un projet de loi que devait instituer le Crédit individuel à long terme. Ce projet est devenu la loi du 19 Mars 1910.

Nature des Prêts. — La loi du 19 Mars 1910 a donné de nouvelles attributions aux Caisses de crédit agricole mutuel. L'article modifiant l'article 1^{er} de la loi du 5 Novembre 1894 a élargi leur champ d'action : les sociétés de crédit agricole peuvent consentir des prêts individuels à long terme, destinés à faciliter l'acquisition, l'aménagement, la transformation et la reconstitution des petites exploitations rurales. Le Crédit individuel à long terme institué par la loi de 1910 est un crédit personnel, malgré qu'il soit gagé sur une garantie réelle. C'est à cause de ce caractère de crédit personnel que le législateur a confié le soin d'accorder des avances aux caisses locales. Elles ont surtout en vue la valeur personnelle des débiteurs. La garantie hypothécaire est un complément. Les emprunteurs en outre doivent rembourser chaque année leur dette par amortissement. La loi donne aux petits agriculteurs la possibilité d'acheter la petite terre qu'ils désirent, d'aménager l'exploitation, d'apporter des améliorations culturales, de reconstituer leurs exploitations lorsqu'elles ont été détruites par des calamités. Elles peuvent libérer leurs biens des hypothèques onéreuses.

On a laissé aux Caisses locales la liberté d'apprécier les

éléments variés et spéciaux qui distinguent une petite exploitation d'une grande. Le chiffre de 8.000 francs est le chiffre maximum des prêts individuels à long terme. Aux termes de l'article 2 : « Les prêts consentis en vue de ces opérations ne pourront dépasser la somme de 8.000 francs et leur durée ne devra excéder quinze années. Ils auront lieu par ouverture de crédit hypothécaire ou bien ils seront garantis par un contrat d'assurance en cas de décès. En ce qui concerne le remboursement, la plus grande liberté est laissée aux bénéficiaires des prêts. Le taux d'intérêt n'est pas fixé par la loi, il varie suivant les circonstances.

Garanties exigées. — La loi du 19 Mars 1910 a introduit une innovation en ce qui concerne les garanties exigées. Elle institue un crédit personnel gagé sur une sûreté réelle qui double la garantie personnelle de l'emprunteur. Celui qui emprunte donne en gage hypothécaire, la terre qu'il achète, celui qui améliore, transforme son bien, doit l'affecter au gage hypothécaire. Un acte notarié est nécessaire. Entre le contrat d'inscription hypothécaire, la dette d'un agriculteur est fixée de la façon la plus caire, c'est le second qui est employé. Dans l'inscription hypothécaire la dette d'un agriculteur est fixée de la façon la plus rigide à 8.000 francs dans l'ouverture de crédit, s'il n'a besoin que de 6.000, il les prendra, n'épuisant pas son crédit de 8.000 francs. Il profite d'une diminution des intérêts à payer. Enfin les caisses locales versent l'argent au fur et à mesure des travaux exécutés. A côté de cette ouverture de crédit hypothécaire, les caisses peuvent exiger d'autres garanties s'il leur convient. Le législateur a ménagé une porte au crédit sur la signature, mais ceci n'est qu'une exception. Le prêt à long terme ne doit être consenti que sur gage hypothécaire.

Ressources. — Les emprunteurs s'adressent aux caisses locales, mais c'est par les caisses régionales que les prêts sont consentis. La loi du 19 Mars 1910, dans son article 3, a prévu pour ces prêts des ressources spéciales. Le gouvernement peut également prélever sur les redevances annuelles et remettre gratuitement aux autres caisses régionales des avances spéciales pour faciliter les opérations prévues à l'article premier de la présente loi : les avances complémentaires ne pourront excéder le double du capital social des caisses régionales et seront remboursables dans un délai maximum de 20 ans. Ces avances spéciales ne doivent pas être confondues avec les avances prévues par la loi du 31 Mars 1899 ni avec celles de la loi du 29 Décembre 1906. Ces avances consistent dans un prélèvement effectué sur les deux tiers des redevances annuelles. La Chambre, dans la séance du 6 Juillet 1912, a adopté un projet de loi (qui a été confirmé par le Sénat le 15 Novembre 1912) qui avait pour but de trouver de nouvelles ressources. Les avances que le gouvernement est autorisé à faire aux Caisses régionales de crédit agricole, en vertu de la loi du 19 Mars 1910, instituant le crédit individuel à long terme, pourront être prélevées sur l'avance de 40 millions au moyen d'annuités, imputées sur le compte des redevances annuelles, et dont le montant sera concerté entre le Ministre de l'Agriculture et le Ministre des Finances. Les caisses régionales ne doivent rembourser les avances de l'Etat qu'au bout de vingt ans. Le délai de cinq ans leur permettra de liquider pour le mieux les opérations, et à se créer des réserves suffisantes au cas où des pertes se produiraient. La loi a enfin, dans son article 4, assimilé les sociétés de crédit immobilier aux caisses régionales, pour le bénéfice de la loi du 19 Mars 1910.

La loi du 19 Mars 1910 a été très bien accueillie, elle favo-

rise et permet l'accession de l'ouvrier agricole à la petite propriété rurale, au cultivateur de se créer un bien de famille et de remédier aux effets des inondations ou des ouragans.

LA LOI DU 5 AOUT 1920 SUR LE CREDIT MUTUEL ET LA COOPERATION AGRICOLE. — La loi du 5 Août 1920 est une codification de toutes les dispositions législatives et réglementaires concernant le crédit mutuel et la coopération agricoles. Nous allons rappeler brièvement les améliorations apportées à l'organisation et au fonctionnement du crédit mutuel. Elle seule régira dorénavant les institutions de crédit et de coopération agricoles.

Les caisses régionales et les caisses locales restent les organismes essentiels du crédit agricole. Elles conservent toutes leurs attributions antérieures. Leur principale mission reste de consentir directement à leurs membres individuels ou collectifs des prêts dont ils peuvent avoir besoin pour leurs opérations agricoles. La loi du 5 Août 1920 a amélioré les modalités et les conditions des différentes catégories du crédit qu'elles accordent aux agriculteurs.

Crédit à court terme. — C'est la forme primitive du crédit agricole. Il est destiné à satisfaire aux besoins et aux nécessités courantes d'une exploitation rurale. Les opérations auxquelles il donne lieu doivent être réalisées très rapidement. Ces opérations sont nombreuses et très importantes. La loi nouvelle permet aux caisses régionales de recevoir les sommes nécessaires aux prêts à court terme, en profitant des méthodes et des procédés bancaires, ouvertures de crédit en compte courant, virements, chèques, etc.

Crédit à moyen terme. — Son objet est de faciliter l'acquisition de bétail et matériel nécessaires à la mise en valeur des exploitations rurales. Son usage pratiqué par quelques caisses agricoles n'a été réglementé que par des circulaires ministérielles. La loi la fait entrer dans les opérations normales des caisses régionales locales. Leur durée est fixée à dix ans au maximum. Les conditions dans lesquelles ces prêts pourraient être consentis sont déterminées ainsi que les garanties. Le crédit moyen peut s'appliquer à des agriculteurs isolés ou à des associations. Leur utilité principale consiste en l'achat, et dans l'utilisation en commun, du matériel par les groupements. L'innovation importante de la loi consiste également dans l'extension des personnes à qui ces prêts peuvent être accordés. La loi permet de consentir des prêts à court et à moyen terme aux petits artisans ruraux, maréchaux-ferrants, tonneliers, à condition de faire partie d'un syndicat agricole et de n'employer pas plus de deux ouvriers de façon permanente.

Crédit individuel à long terme pour faciliter l'accession à la petite propriété. — Il a exclusivement pour objet de permettre l'aménagement, la transformation, la reconstitution des petites propriétés rurales. Il permet aux jeunes agriculteurs d'acquérir la terre et de s'assurer une vie indépendante. Ce crédit offre le plus grand intérêt au point de vue social. Il avait été institué et organisé par la loi du 19 Mars 1910, qui a fixé le montant des prêts individuels à long terme à 8.000 francs et la durée de leur remboursement à quinze ans. La loi du 9 Avril 1918 a amélioré ces dispositions au profit des victimes civiles de la guerre et des pensionnés militaires. Elle leur a permis d'obtenir des prêts à long terme de 10.000 francs au maximum, amortissables en vingt-cinq ans et dont l'intérêt était de 1 % seulement. Une boni-

fication de 0,50 % à raison de chacun des enfants qui naîtraient postérieurement à la conclusion des prêts, est accordé aux emprunteurs. Ces lois ont été remplacées par la loi du 5 Août 1920 qui facilite davantage le développement du crédit individuel à long terme. Le montant maximum des prêts est élevé à 40.000 francs; le délai d'amortissement à vingt-cinq ans. Ces dispositions s'appliquent à tous les emprunteurs. Les pensionnés militaires et les victimes civiles de la guerre continuent à bénéficier du taux d'intérêt de 1 % et de la bonification de 0,50 %. Les emprunteurs ordinaires paient un intérêt de 2 %.

Crédit collectif à long terme. — Ce crédit a été institué par la loi du 29 Décembre 1906 au profit des sociétés coopératives agricoles de production. Elle a été étendue aux sociétés coopératives d'achat en commun et d'approvisionnement, aux associations syndicales constituées en vue de l'exécution de divers travaux d'améliorations agricoles, aux sociétés d'intérêt collectif agricole, par exemple, aux sociétés ayant pour objet de procéder à la production des matières, de produits, d'instruments utiles à l'agriculture, d'exécuter des travaux utiles agricoles, d'intérêt collectif, etc... Titre II, art. 22 § 4. Les caisses régionales restent les intermédiaires qui transmettent sous leur responsabilité, à ces diverses associations, les avances à long terme qui leur sont consenties par l'office national du crédit agricole.

OFFICE NATIONAL DU CRÉDIT AGRICOLE. — La plus importante modification apportée à l'organisation du crédit agricole a été la création de l'Office Nationale de Crédit agri-

cole. Cette réforme a été réalisée à la suite de vœux émis par certaines commissions ministérielles et par les grandes associations agricoles. Le titre V, art. 35-40, se rapporte au fonctionnement de cet office. Nous avons plusieurs textes qui ont précisé les conditions de fonctionnement de cet office. Le premier est le décret portant le règlement d'administration publique du 9 Février 1921. Un arrêté du 19 Mai 1921 a fixé les pièces que les institutions doivent fournir à l'appui de leurs demandes ainsi que les documents qu'elles sont obligées de produire en vue du contrôle de leurs opérations. L'arrêté du 1^{er} Juillet 1921 a réglementé le fonctionnement financier de l'Office. Les décrets du 12 Août et du 28 Octobre 1921 ont fixé les cadres, traitements et allocations du personnel de l'Office. Le décret du 8 Octobre 1921 a déterminé le taux des indemnités et frais de déplacement et le décret du 19 Octobre a organisé le régime de prévoyance auquel il est soumis.

L'Office national de crédit agricole est un établissement public possédant l'autonomie financière (Art. 35). Il a pour objet la gestion de la dotation du crédit agricole, la gestion des dépôts de fonds reçus par les caisses régionales de crédit agricole et qui lui sont confiés par elle, l'émission de bons par l'intermédiaire des caisses régionales, la gestion des crédits votés, en application de la loi du 4 Mai 1918 relative à la mise en culture des terres abandonnées. Il est administré par un conseil d'administration placé sous le contrôle d'une commission plénière. La direction est confiée à un directeur général (Art. 36, § 1). La commission plénière, dont le président est le Ministre de l'Agriculture, est composée de trente membres comprenant, pour un cinquième, des représentants élus par le Sénat et la Chambre des députés, pour deux cinquièmes, des délégués élus

par les caisses régionales de crédit agricole mutuel et pour deux cinquièmes, des membres nommés par décret et choisis parmi les hautes personnalités de l'administration. Le Conseil d'administration est composé de sept membres. Il a les pouvoirs les plus étendus pour l'administration des biens et des affaires de l'Office (Art. 36, § 1, 2, 3, 4, 5). L'Office national fonctionne suivant les méthodes des grands établissements financiers. Ces opérations sont effectuées au moyen de comptes courants au Trésor, à la Caisse des dépôts et consignations et à la Banque de France.

Les ressources dont il dispose comprennent : Le revenu des fonds dont il a la gestion, la dotation du Crédit agricole, les sommes provenant des remboursements effectués par les comités départementaux d'action agricole, en exécution de la loi du 4 Mai 1918, les crédits qui peuvent lui être affectés par mesure législative, les dons, legs ou libéralités qu'il pourrait recevoir.

Avant la création de l'Office, les opérations financières du crédit agricole étaient effectuées suivant les règles applicables aux recettes et aux dépenses de l'Etat. L'Office national, possédant l'autonomie financière, assure la gestion de ressources mises à sa disposition. C'est lui qui établit ses prévisions de recettes et de dépenses arrêtées par son conseil d'administration, soumises à la commission plénière et approuvées par les Ministères de l'Agriculture et des Finances. Le compte administratif de l'ordonnateur et le compte de gestion de l'agent comptable doivent être soumis chaque année à la délibération du conseil d'administration et à l'avis de la commission plénière. Le compte administratif est ensuite réglé par décret (Art. 39, § 2). L'article 26 de la loi de 1920 a prévu qu'un décret rendu sur la proposition du Ministre de l'Agriculture et du Ministre des

Finances, fixerait la proposition dans laquelle la dotation du crédit agricole serait affecté aux diverses catégories que l'Office national peut consentir aux institutions de crédit et de coopération agricoles. Le décret a été pris le 3 Juin 1921 et il a ainsi déterminé la répartition :

Avances pour prêts à court terme.....	5/20
Avances pour prêts à moyen terme.....	2/20
Avances pour prêts individuels à long terme, tant en faveur des agriculteurs que des pen- sionnés militaires et victimes civiles de la guerre	6,5/20
Avances pour prêts à des sociétés coopéra- tives, à des associations syndicales ou à des sociétés d'intérêt collectif agricole visées par l'article 22 de la loi du 5 Août 1920	6,5/20

LE CREDIT AGRICOLE APRES LA LOI DU 5 AOUT 1920. —

La nouvelle impulsion donnée au crédit agricole y a développé l'esprit d'association. La dotation du crédit agricole est en voie d'épuisement. Elle sera insuffisante pour satisfaire les besoins croissants des agriculteurs et des associations agricoles. Les caisses régionales, indépendamment des avances qu'elles peuvent recevoir de l'Office national, sur la dotation de crédit agricole, ont la faculté d'augmenter leurs ressources par les emprunts qui constituent leur fonds de roulement. Elles peuvent, d'autre part, recevoir de toutes personnes des dépôts en compte courant avec ou sans intérêt. Il faut seulement que ces dépôts soient toujours représentés par un actif immédiatement réalisable au moment des échéances. En augmentant progressivement le capital social, en se servant de plus en plus des dépôts

de fonds, les caisses régionales seront en mesure de consentir les prêts à court terme sans faire appel au concours financier de l'Etat. On doit souhaiter cette évolution, car l'Office national sera en mesure de consacrer la plus grande part de ses ressources aux opérations de crédit à long terme, individuel ou collectif, qui nécessitent l'immobilisation de capitaux.

Nous nous contenterons de donner un aperçu très bref des statistiques concernant la répartition de la dotation affectée au Crédit agricole.

Au 31 Décembre, nous avons 99 caisses régionales, 4.951 caisses locales étaient affiliées à elles avec 251.246 sociétaires. Nous montrerons comment se sont développées les opérations des caisses de crédit agricole au cours des années 1920 et 1921.

Le Crédit à court terme. — Le montant des prêts en cours au 31 Décembre 1919 s'élevait à 48.088.097 fr. Les prêts accordés en 1920 se sont élevés au total à 178.534.773 fr. Déduction faite des remboursements reçus, le chiffre des prêts en cours à fin 1920 porte à 81.974.697 fr. Au 31 Décembre 1921, ce chiffre passe à 92.308.891 fr. Les avances de l'Etat pour les prêts à court terme qui s'élevaient à 67.646.223 fr. au 31 Décembre 1919, ont atteint 74.487.420 fr. à la fin de 1921.

Le Crédit à moyen terme. — Au 31 Décembre 1919, il y avait en cours pour 671.922 fr. de prêts à moyen terme. En 1920, le montant s'est élevé à 2.624.038 fr. Il a atteint 4.782.403 fr. en 1921. Les avances de l'Etat accordées pour cette catégorie de prêts s'élevaient, au 31 Décembre 1921, à 9.600.000 fr. Cette forme très intéressante du crédit a pris un développement rapide. Il peut s'appliquer particulièrement aux fermiers et aux

métayers, leur permettant de se procurer les fonds nécessaires pour augmenter leur capital d'exploitation.

Crédit individuel à long terme pour l'accession à la petite propriété rurale. — Les avances dont disposaient les caisses régionales de crédit agricole mutuel pour les prêts individuels à long terme aux agriculteurs, ont progressé de 14.022.285 fr. au 31 Décembre 1919, à 18.717.539 fr. au 31 Décembre 1920, et à 42.447.892 fr. à la fin de 1921. Au total des prêts attribués avant le 31 Décembre 1919 et qui étaient au nombre de 4.095 pour une valeur totale de 16.556.605 fr., il faut ajouter 1.039 prêts consentis en 1920 pour une valeur de 6.756.393 fr. 15 et 1.554 prêts en 1921 qui représentent une somme de 15.512.458 fr. Le total des prêts à long terme consentis aux agriculteurs depuis la mise en application de l'ancienne loi du 19 Mars 1910, qui a institué le crédit individuel à long terme, s'élève à 6.688, représentant une valeur de 38.825.456 fr. 67. Le montant des avances de l'Etat, dont disposaient les caisses régionales au 31 Décembre 1919 pour les prêts à long terme spéciaux qui sont accordés aux pensionnés militaires et victimes civiles de la guerre, était de 2.745.000 fr. Au 31 Décembre 1920, il atteignait 8.107.638 fr. et 21.609.461 fr. au 31 Décembre 1921. Les prêts spéciaux déjà accordés par les caisses de crédit agricole au 31 Décembre 1919, représentaient une valeur totale de 953.767 fr. En 1920, 464 prêts nouveaux ont été accordés pour un total de 4.623.129 fr., et 645 prêts ont été consentis en 1921 pour 7.263.265 fr. de total de prêts à long terme accordés aux pensionnés militaires et victimes civiles de la guerre, depuis la mise en application de la loi de 1918, atteignait, au 31 Décembre 1921, 1.217 représentant une somme de 12.460.162 fr.

Le crédit individuel à long terme a marqué une progression rapide. C'est un intérêt national de faciliter l'accession à la propriété rurale, à des ouvriers agricoles et à des victimes de la guerre. C'est le meilleur moyen aussi de résoudre le problème de la main-d'œuvre agricole.

Crédit collectif à long terme. — Au 31 Décembre 1919, le nombre des Sociétés coopératives agricoles, ayant bénéficié de l'Etat en exécution de l'ancienne loi du 29 Décembre 1906, s'élevait à 479 comptant 56.879 membres et leur capital versé était de 9.677.122 fr. Le total des avances s'élevait à la somme de 17.009.401 fr. Au 31 Décembre 1921, une somme totale de 54.904.397 fr. avait été attribuée, tant au titre des lois du 29 Décembre 1906 et du 24 Juin 1919, qu'au titre de la loi du 5 Août 1920, à 730 associations comptant 99.176 membres avec un capital effectivement versé de 38.114.184 fr.

L'idée d'association a donc pris un développement remarquable. 24 sociétés ayant pour objet la distribution de l'électricité dans les campagnes avaient reçu, au 31 Décembre 1921, plus de 16 millions d'avances. Les améliorations que la diffusion de la force motrice et de la lumière permettra de réaliser dans la production agricole, changera profondément les conditions de la vie rurale et constituera un des plus grands facteurs du progrès économique. Ces sociétés doivent être particulièrement encouragées.

En 1921, les avances ont pris un développement encore plus grand; du 15 Avril 1921 au 1^{er} Novembre 1921, les avances accordées ont été :

1° Pour prêts à court terme.....	13.090.000 fr.
2° Pour prêts à moyen terme.....	19.760.000 fr.
3° Pour prêts à long terme destinés à faciliter l'accession à la petite propriété rurale	57.015.000 fr.
4° Pour prêts à long terme spéciaux destinés à faciliter l'accession à la petite propriété rurale aux pen- sionnés et victimes de la guerre..	27.325.000 fr.
5° Avances aux sociétés coopérati- ves, aux sociétés d'intérêt collectif agricole, et aux institutions diver- ses énumérées à l'art. 22 de la loi du 5 Août 1920.....	49.566.035 fr.
Total	166.756.035 fr. (1)

Le développement du crédit agricole a pris de grandes proportions. Il est destiné à englober, un jour, les millions d'agriculteurs qui alimentent la France. Déjà, en 1892, dans un discours prononcé le 16 Juin à la Chambre des députés, M. Méline exposait le but immuable du crédit agricole. « Organiser le crédit agricole, c'est porter la production du sol français à son maximum de puissance, c'est faire sortir du sol de notre pays les milliards qui y sont enfouis. C'est donner de la confiance à nos campagnes, arrêter cette émigration des populations rurales vers les villes qui fait une concurrence si redouta-

(1) Tous ces renseignements que nous avons empruntés, ont été puisés dans le rapport sur les opérations faites par les caisses de crédit agricole mutuel au cours des années 1920 et 1921 et sur l'application de la loi du 5 Août 1920, présentée, le 30 décembre 1922, au Président de la République par le Ministre de l'Agriculture.

ble à nos ouvriers, c'est mettre à la disposition des consommateurs une masse énorme de produits dont le bon marché ira toujours croissant, c'est assurer à notre budget, par le développement de la richesse publique, les ressources certaines de plus-values assurées, c'est rendre enfin un immense service au marché des capitaux si souvent en désarroi, en les reportant vers leur véritable destination qui est de féconder le travail, c'est arracher du gouffre de la spéculation l'épargne des travailleurs pour l'employer à leur profit. »

CHAPITRE III

Les prêts sur l'honneur (1)

Le Crédit aux ouvriers est d'une nature très délicate. L'ouvrier salarié cherchera le plus souvent à obtenir du crédit dans un but de consommation, donc dans un but où le crédit pourrait lui être plus préjudiciable qu'utile. L'un des moyens que les travailleurs ont à leur disposition pour traverser les périodes critiques de leur existence, est la prévoyance individuelle. L'ouvrier devrait confier, chaque quinzaine, aux banques populaires, les économies qu'il a pu réaliser. Avec ces prélèvements opérés sur son salaire, il pourra même, au besoin, payer son loyer, ses contributions ou constituer l'épargne nécessaire pour les mauvais jours. La prévoyance étant le premier échelon du crédit, les ouvriers doivent faire partie de sociétés de cautions mutuelles ou d'une coopérative de consommation. Il est vrai que, selon des estimations, l'épargne est irréalisable parmi la grande masse des travailleurs. Mais il ne faut pas oublier que l'incompressibilité des salaires n'existe pas. Le second moyen, c'est l'assistance extérieure.

Mais lorsque cette épargne préexistante n'existe pas lorsque l'ouvrier se trouve dans une situation particulièrement précaire,

(1) Nous nous rapportons aux livres de M. Maurice Dufourmantelle sur les « Prêts d'honneur » et de M. G. Olphe Galliard : *Les Caisses de prêt sur l'honneur*. Nous avons consulté plusieurs rapports sur cette question présentés aux Congrès de crédit populaire et particulièrement celui de M. Van del Vo. Voir Actes de Congrès à ce sujet.

comment le sauver ? C'est le crédit. Nous ne nous occuperons pas des Monts de piété dont nous avons déjà parlé ailleurs, mais du crédit sous la forme de « prêts sur l'honneur ». M. Aldolphe Coste définit le prêt sur l'honneur, un prêt consenti sous obligation morale de remboursement sans autre gage que la parole de l'emprunteur (1). Le prêt sur l'honneur est essentiellement un crédit personnel reposant sur l'honnêteté de l'emprunteur. Il s'applique aux travailleurs qui ne peuvent offrir en gage que leur honnêteté. Quelquefois il comporte des garanties latérales, telles que la délégation que le bénéficiaire du prêt consent, à la société prêteuse, sous la forme d'une part de son salaire, ou la caution d'un tiers. Mais l'apport de semblables garanties ne diminue en rien, au prêt d'honneur, son caractère de prêt personnel. Les Allemands accordent le crédit personnel à celui qui en est digne : « Kreditwürdig » par opposition au « Kreditfähig » qui possède une capacité de crédit. Le caractère dominant du prêt d'honneur réside dans l'obligation morale qui engage l'emprunteur à rembourser le prêt obtenu et non dans les garanties éventuelles qu'il pourrait subsidiairement fournir.

Le prêt d'honneur est un nouveau moyen pour venir en aide aux travailleurs, lorsqu'ils se trouvent dans une situation momentanément embarrassante, sans qu'il n'y ait de leur faute. C'est un secours au caractère philanthropique, mais réalisé d'une manière plus noble. La dignité de l'assisté est sauvée. Le prêt ne doit pas être perdu, il faut qu'il se renouvelle au bénéfice d'autres personnes se trouvant dans une détresse analogue. Le prêt accordé ainsi appartient presque toujours à la

(1) Coste. *Hygiène Sociale contre le Paupérisme*, p. 157.

catégorie du crédit de consommation. Les prêts d'honneur interviennent quelquefois aussi pour prévenir des gênes éventuelles et alors ils revêtent un autre caractère en permettant d'augmenter la capacité de production, et la puissance de travail du bénéficiaire. Le caractère philanthropique s'en amoindrit. Il devient inexistant lorsque le prêt a pour but de permettre aux travailleurs leur ascension sociale, car il se transforme en un soutien d'ordre économique. Le prêt d'honneur devient alors un crédit de production. Il sert à créer une richesse nouvelle.

Le prêt d'honneur se distingue facilement de la bienfaisance pure. Le prêt d'honneur exige le remboursement tandis que la bienfaisance pure est un don définitif. Le prêt d'honneur constitue une assistance au moyen du crédit. Il se différencie peu du crédit populaire ordinaire, mais pourtant la différence existe. Le prêt d'honneur destiné aux travailleurs, est plus souvent un crédit de consommation que de production. L'idée philanthropique y intervient, et ne porte que sur de petites sommes. Le crédit populaire est au contraire un crédit de production intéressant tous les degrés de l'échelle sociale. M. Dufourmantelle le définit : « un prêt d'honneur est du crédit personnel de consommation ou de production, consenti dans un sentiment de philanthropie aux travailleurs les plus modestes ou aux personnes éprouvées par la gêne, en considération de leur valeur morale, bien plus que des sûretés accessoires fournies et sous obligation morale de remboursement pour les aider à surmonter ou à prévenir les crises de l'existence ».

L'utilité des prêts d'honneur est certes incontestable. Les quelques centaines de francs opportunément accordées, empêchent les plus modestes travailleurs de sombrer dans la misère

et sont souvent à même d'améliorer une situation et de collaborer au relèvement d'une victime. Nous rappelons ce que disait à ce sujet M. Eugène Rostand, lors de l'inauguration du « Fonds de petits prêts gratuits » créé sous les auspices de la Caisse d'épargne des Bouches-du-Rhône. « Il s'agit là d'une œuvre précieuse. De modestes avances consenties après enquête à une famille ou à une personne vivant de son salaire, pour permettre de franchir une crise de la vie, d'attendre une occasion de travail, ou d'acheter un outil nécessaire, ou d'éteindre une dette pressante, peuvent rendre des services inestimables, sauver de la chute définitive ou du suicide parfois collectif ».

La cause la plus fréquente du prêt d'honneur de consommation, est dûe au chômage ou à la maladie. L'ouvrier ne disposant rarement d'économies, se trouve alors dans l'impossibilité de payer son terme ou ses fournisseurs. Le prêt d'honneur défendra, quelquefois, l'emprunteur contre les usuriers. Il permet fréquemment à la famille ouvrière d'acheter des vivres meilleur marché, et favorise les achats au comptant. Le prêt de consommation est du domaine des institutions à caractère philanthropique et de mutualité.

Dans les Caisses d'épargne ou dans les Sociétés de Crédit populaire, les prêts d'honneur de production prédominent. Leur objet est de venir en aide aux petits artisans, aux ouvriers à domicile. Il leur permettront de faire les paiements, les achats de matériel ou de marchandises.

Les prêts d'honneur peuvent prendre quelquefois la forme de prêts collectifs, consentis à une institution qui en fera ensuite rejaillir directement le bénéfice sur chacun des intéressés. Par exemple, lorsqu'une caisse générale d'épargne et de retraite (en Belgique, par exemple) consent à un individu

un prêt d'honneur pour une durée indéterminée, elle lui assure ainsi un fonds de roulement destiné à des besoins individuels.

Quelle est l'efficacité de l'application du prêt sur l'honneur ? M. Dufourmantelle nous l'indique dans son ouvrage déjà cité : « Dans l'ensemble, — et à part quelques institutions où sans doute, la pensée charitable tient une place trop grande, les pertes du prêt sur l'honneur sont souvent nulles. C'est la preuve de l'efficacité des efforts tentés par nos organisations, et montre également que l'honneur, même dans les catégories sociales les plus éprouvées par la lutte pour la vie, n'est pas un vain mot. »

Mais, pour que le prêt d'honneur garde son caractère d'opération de crédit, il faut qu'il soit consenti aux conditions normales de la location de l'argent. Si le prêt est fait à des conditions moins onéreuses, il perd son caractère d'opération de crédit, et se rapproche davantage d'un acte de bienfaisance. Nous citerons la remarque que fit à ce sujet M. G. Olphe-Galliard : « Il faut choisir entre le prêt d'honneur, opération de crédit et le prêt d'honneur, acte de bienfaisance. Ces deux caractères ne peuvent pas s'allier mais sont exclusifs l'un de l'autre. Le premier requiert chez l'emprunteur des qualités personnelles particulièrement éminentes, puisqu'il est dépourvu des garanties extérieures ordinaires. Seul le second visera des catégories sociales inférieures au point de vue de la moralité et de la capacité. Le premier s'applique aussi bien à la consommation qu'à la production, alors que le second se conçoit difficilement appliqué à ce dernier objet. Le premier ne limite pas le montant des avances. Il ne réclame pas les secours d'institutions autres que celles qui existent déjà. Enfin, il ne

requiert pas de conditions différentes de celles du marché. Que ces éléments fassent défaut, il ne faut plus s'attendre à rencontrer le prêt d'honneur sous forme de crédit, ce sera une œuvre de bienfaisance relevant de l'assistance, non d'une institution économique. C'est peut-être la confusion entre ces deux caractères, qui a été la cause de tant d'insuccès et de déceptions. Leurs distinctions seules nous permettra d'envisager de façon certaine et objective la véritable portée de l'institution et le résultat social qui l'on peut en attendre ».

Pour pouvoir emprunter, les travailleurs doivent remplir deux conditions. Etre parfaitement honorables, et se trouver dans une gêne momentanée. Les institutions qui pratiquent ce genre de prêts se divisent en deux groupes : les institutions ouvertes et les institutions fermées. Les institutions ouvertes sont celles qui accordent un emprunt à toute personne, sans exiger qu'elle fasse partie d'un groupement. Les institutions fermées sont celles qui n'accordent des prêts qu'à des personnes faisant partie d'un groupement déterminé. Ce groupement peut être confessionnel, mutualiste, coopératif, ou professionnel. Les institutions de prêts d'honneur fermées présentent une supériorité incontestable sur les organisations ouvertes. Les ressources de ces institutions peuvent être de deux sortes. Les ressources ordinaires, et les ressources extraordinaires. Le capital proprement dit de l'institution constitue les ressources ordinaires. Elles résultent d'un apport fondamental ou régulièrement répété d'argent. Les fondations, les dotations, les cotisations, sont à la base de beaucoup d'institutions de crédit. Les dons, les quêtes, ventes, concerts, constituent des ressources extraordinaires qui apportent un appoint aux ressources ordinaires.

Les prêts ne portent pas sur des sommes élevées. Les besoins sont en général des plus modestes. Il s'agit surtout de besoins de consommation. Les prêts plus importants intéressent la production. Le maximum de crédit accordé est fixé le plus souvent par les statuts. Aucun prêt nouveau ne peut être consenti à un emprunteur, avant que le prêt précédent soit remboursé. Avant d'accorder des prêts, une enquête sérieuse s'impose. Les prêts sur l'honneur consentis par les institutions à buts économiques portent toujours intérêt. En France, ils sont presque toujours consentis sur simple signature de l'emprunteur.

Les prêts peuvent être consentis :

- a) Par les sociétés de secours mutuels.
- b) Par les organisations de prêts d'honneur émanant de syndicats professionnels.
- c) Par les organisations de prêts d'honneur instituées par des Banques populaires ou constituant elles-mêmes des caisses autonomes de prêts à forme coopérative.
- d) Par les organisations de prêts d'honneur émanant de l'initiative des Caisses d'épargne et par les organisations de prêts d'honneur ayant le caractère de fondations ou d'associations philanthropiques.

L'utilité et l'efficacité des prêts d'honneur sont universellement reconnus. Diffusés dans tout le pays, leur progrès est le meilleur témoignage de leur efficacité. Le prêt d'honneur est un remède mis à la disposition des philanthropes modernes. Il faut constater que les organisations italiennes et allemandes font preuve d'une plus grande vitalité que les organisations françaises du même genre. Ces dernières sont trop empreintes de philanthropie. M. Gide, constatant l'état de précarité des ins-

titutions françaises, s'exprimait ainsi : « ce sont des bateaux de sauvetage, qui vont à la recherche des naufragés et les ramènent au port, jusqu'au moment où eux-mêmes périssent à leur tour après avoir préservé beaucoup de vies. » La bienfaisance doit s'orienter de plus en plus vers les œuvres de prêts sur l'honneur. Elle doit perdre son caractère exclusif de charité pure. Voici ce qu'écrivait M. Eugène Rostand au Président de l'Emulation Chrétienne de Rouen en 1896 : « Vous pouvez dire à vos honorés amis que plus je pratique ces prêts d'honneur, plus je suis persuadé de leur efficacité, de leur supériorité sur l'aumône, de l'admirable honnêteté de beaucoup de pauvres gens, de la beauté de l'effort qui leur est nécessaire pour s'acquitter du lien moral, de confiance mutuelle que créée le prêt » (1).

Le prêt d'honneur doit être dirigé de plus en plus vers les prêts de production. Les Banques Populaires, les Caisses d'Epargne sont plus spécialement indiquées pour accorder des prêts de production, ce qui correspond, du reste, à leur fonction économique. Le prêt d'honneur constitue, par contre, la forme la plus élevée de l'assistance. M. Dufourmantelle énumère les quatre règles directrices qui doivent présider au fonctionnement du prêt sur l'honneur.

a Les demandes de prêt doivent être soigneusement instruites. La situation morale de l'emprunteur, l'emploi des fonds doivent être rigoureusement surveillés. Les abus des prolongations de crédit et des renouvellements d'effets doivent être évités.

b) Aucun principe propre à garantir l'institution prêteuse

(1) Cité par Allard, les Prêts gratuits et les prêts d'honneur.

contre les risques de pertes ne doit être écarté; les garanties n'entachent aucunement les qualités du prêt sur l'honneur. Certaines mesures peuvent être prises, par exemple la délégation sur le salaire, la présentation de la caution ou une autre garantie accessoire. Ces sûretés ne constituent pas un acte de suspicion à l'égard de l'emprunteur, mais uniquement une mesure de prudence contre l'imprévu toujours possible.

c) Le prêt d'honneur ne doit pas être gratuit. S'il s'agit du prêt de production, le profit dont le prêt est la source, le bénéfice réalisé par l'emprunteur, lui permettra de payer un modeste intérêt. En ce qui concerne par contre le prêt de consommation, qui est par essence improductif, l'intérêt doit être réclamé, en pareille hypothèse, à titre exceptionnel.

d) A côté du crédit individuel, il faut instituer un prêt d'honneur collectif au profit d'œuvres poursuivant un but similaire, c'est-à-dire au profit d'œuvres de relèvement ou de protection des travailleurs contre les risques et les crises de l'existence. Le prêt d'honneur collectif ouvre un champ nouveau à ces organisations.

CONCLUSION

En touchant au terme de notre étude, nous voudrions dégager certaines caractéristiques ayant trait à l'organisation du crédit mutuel en France dont la plus grande originalité consiste en la contribution de l'Etat aux services d'une entreprise d'initiative privée. Il eût été préférable que le crédit, même au risque de progresser plus lentement, s'organisât sans ce concours financier de l'Etat, par ses propres efforts. Les sources de revenu du Crédit Populaire sont de deux sortes : les naturelles et les artificielles. La totalité des économies faites par le peuple, mises au service de son activité, constituent des sources naturelles. Le pays où les économies populaires ne sont pas captées par l'Etat ou par d'autres institutions, arrive à donner à leur coopération de crédit un développement prodigieux et bienfaisant pour la généralité. L'épargne libre et décentralisée, active et fortifie l'organisation du crédit populaire. La subvention de l'Etat, qui constitue une des sources artificielles du crédit populaire, a été âprement discutée et critiquée. Sans entrer à nouveau dans les détails de la discussion,

disons simplement qu'en principe, cette subvention devrait être écartée. L'initiative libre, la responsabilité personnelle, l'effort individuel, sont les meilleurs adjuvants du développement économique d'une nation. Mais en France, la situation est différente. L'emploi de l'épargne populaire n'est pas libre. Les fonds des Caisses d'épargne constituent pour l'Etat des sources intarissables pour l'écoulement des bons du Trésor. Et comme il fallait à tout prix arriver à organiser un Crédit au bénéfice de la classe moyenne et de l'agriculture, l'aide matérielle de l'Etat dut être acceptée, mais il faut espérer qu'elle n'est que transitoire. Dans l'esprit du législateur, elle était du reste temporaire, comme son seul but consistait à permettre l'organisation du départ, afin que, par la suite, l'on puisse trouver des ressources réunies par ses propres moyens, et pouvoir conserver son indépendance envers les pouvoirs publics. Espérons donc qu'elle sera supprimée un jour.

Les banques populaires doivent fortifier leurs réserves spéciales, destinées à compenser l'arrêt éventuel des avances d'Etat. Elles doivent parvenir à constituer un capital d'exploitation, sans s'inquiéter de rémunération. Les dépôts à vue et à terme sont les sources naturelles du Crédit Populaire. Il devrait suivre l'exemple des Banques similaires d'Alsace et de Lorraine qui, par leurs efforts, sont parvenues à se suffire au moyen de leurs propres ressources, en provoquant l'afflux de dépôts qu'elles attirent dans leur caisse judicieusement en proportion avec le capital social. Pour attirer les dépôts, il faut une sage et prudente administration appuyée sur la garantie de fortes réserves. La classe moyenne, de son côté, doit, non seulement s'adresser aux Banques Populaires pour escompter ses

papers de commerce, mais aussi pour leur confier en dépôt les fonds dont elle dispose.

Ce qui caractérise encore le Crédit Populaire français, c'est son organisation par compartiments, ce qui donne naissance à une organisation fragmentaire : crédit urbain, crédit agricole, crédit hôtelier, crédit maritime. Espérons qu'à l'avenir son extension tendra vers une nouvelle directive, par exemple l'artisanat, qui est tout préparé à évoluer dans cette voie. Malheureusement, aucun lien ne rattache entre elles ces différentes branches. Mais malgré ses imperfections, le crédit populaire atteint aujourd'hui un tel degré de développement, qu'il peut sans crainte supporter la comparaison avec les institutions similaires de l'étranger. Le mérite est d'autant plus significatif, que le temps perdu a été largement compensé et que ces résultats ont été atteints en quelques années. Mais une réforme qui nous semble nécessaire consiste surtout à unifier les différentes branches du crédit populaire. Cette grande unification de l'ensemble des crédits populaires élèverait l'organisation française au niveau d'une œuvre parfaite. Mais avant que cette unification devienne définitive au point de vue légal, les différentes branches du crédit populaire pourraient, de leur propre initiative, réaliser de très grandes réformes et ouvrir la voie aux pouvoirs publics. Certaines réformes sont réalisables et peuvent être mises en pratique immédiatement, par l'adoption d'un simple accord entre les différentes branches existantes du crédit populaire.

Tout d'abord, les banques populaires devaient entamer des relations d'affaires avec les caisses rurales. L'union du crédit urbain et du crédit agricole est le moyen le plus pratique pour

réaliser de grandes réformes. L'épargne des villes doit se confondre avec l'épargne rurale. Léon Say a constaté en Haute-Italie l'heureux résultat obtenu par la formation d'un portefeuille unique, alimenté à la fois par le papier commercial des Banques populaires, et celui des institutions agricoles. Nombreuses sont encore les villes en France qui ne comptent pas de Banques populaires, mais où, par contre, des caisses agricoles fonctionnent. Certaines localités, par contre, possèdent des banques populaires mais n'ont pas de caisses de crédit agricole. Dans une localité qui, par exemple, possède une caisse agricole, la banque populaire d'une localité voisine pourrait, à la suite d'une entente, installer un guichet dans ses bureaux et réciproquement. Et dans les localités où existent à la fois une caisse agricole et une banque populaire, pour atténuer les frais généraux, ces deux organes pourraient posséder un local unique et user d'un personnel commun. Une autre réforme pourrait être introduite pour tous les services qui seraient communs aux diverses institutions de crédit. Quant aux effets de commerce remis à l'encaissement qui ne constituent une opération intéressante que si l'on possède un important réseau de succursales, l'on pourrait tenter, à ce point de vue, de créer une entente entre les établissements de crédit de différentes circonscriptions; sur ce principe, l'es-compte du papier de commerce, pourrait aussi être réalisé. Nous ne croyons pas qu'une Banque populaire soit inapte à traiter le crédit agricole. En Allemagne, en Italie, tout en s'occupant principalement de crédit urbain, les banques populaires traitent aussi des opérations de crédit agricole. En théorie, rien ne s'oppose à ce que les banques populaires pratiquent les deux sortes de crédit. Mais comme les lois françaises ont organisé le crédit en compartiments particuliers à raison de dotations particulières et spéciales, la spécialisation leur est

imposée pour ainsi dire. Ceci est une grosse entrave dans les moyens de faciliter les relations réciproques, et il faudrait veiller à ce que cette spécialisation ne soit pas poussée trop loin. Mais même sous l'empire de cette législation, les banques populaires peuvent traiter des affaires avec des commerçants, fournisseurs de marchandises agricoles, à des agriculteurs, ainsi que l'escompte des traites tirées sur eux. Nous croyons qu'il n'y a aucun inconvénient à ce que les banques populaires consentent des prêts à des agriculteurs, pour leur permettre d'acheter du bétail, à l'engraisser ou le revendre. Cette opération doit être à court terme.

Il faut pourtant avouer que, sous le régime actuel, il est très difficile de créer des relations entre les différentes branches de crédit populaire. L'unification des lois sur le crédit populaire s'impose et serait la bienvenue, car elle faciliterait infiniment des relations réciproques et elle instituerait une unité plus formelle dans l'organisation même du crédit. Il est impossible de fonder, dans des localités de faible importance, plusieurs établissements spécialisés. Le crédit ne peut pas être mis à la portée de tous les intéressés. L'union de toutes les professions offrirait en outre une garantie plus stable et une assurance plus certaine de succès.

Le Congrès populaire de Nantes, de 1922, s'est occupé des diverses mesures utiles à prendre en vue du développement du crédit populaire. Le crédit urbain et le crédit agricole, éloignés de tout esprit de lucre et limitant légalement l'intérêt servi au capital, pratiquant la ristourne des bénéfices aux fondateurs, présentent donc des caractères fondamentaux similaires et doivent donc subir un traitement égal au point de vue du fisc.

Parmi les mesures propres à attirer le monde d'affaires à la pratique de confier les dépôts aux institutions de crédit populaire, nous mentionnerons le vœu tendant à ce que les intérêts, servis par ces institutions, soient dispensés, par un texte de loi formel, de l'impôt cédulaire de 10 %. Et ensuite, que les Sociétés de crédits agricoles obtiennent l'exemption à l'impôt sur les bénéfices des professions commerciales et industrielles, ce qui fut déjà octroyé en vertu de la loi du 7 Août 1920, aux banques populaires et aux sociétés de caution mutuelle. La loi du 18 Avril 1922 a dispensé les caisses de crédit agricole, régies par la loi du 5 Août 1920, de l'immatriculation au registre de commerce. Cette mesure de faveur devrait être étendue aux banques populaires, aux sociétés de caution mutuelle, et aux banques coopératives des associations ouvrières de production. Une autre mesure mériterait d'être prise en considération et consisterait à abolir la restriction concernant l'augmentation annuelle du capital des établissements de crédit populaire. La loi n'admet qu'une augmentation annuelle de 500.000 francs, somme souvent insuffisante. En outre, signalons une contradiction légale. La loi ne soumet pas les coopératives de consommation à cette restriction. Beaucoup de banques populaires adoptent uniquement, à cause de ce privilège, la forme de société anonyme à capital fixe.

Les conflits sociaux qui deviennent de plus en plus fréquents pourraient sinon être supprimés, tout au moins atténués par une organisation appropriée du Crédit Mutuel. Pour que notre société actuelle, basée sur la propriété privée, puisse se développer, il faut qu'elle sache étendre la propriété au plus grand nombre, aux couches sociales qui en sont privées. Cet effort est nécessaire et indispensable. La science économique

est parvenue à de tels progrès pratiques que tous les espoirs sont permis. Quant à la solution du problème social, dans le sens de l'organisation sociale, basée sur la propriété privée, sur la liberté et l'initiative personnelles, le crédit populaire est le meilleur, sinon le plus efficace, et le plus pratique des moyens pour y parvenir. Permettre à ceux qui ne possèdent rien d'obtenir du crédit, en ne se basant que sur leur valeur personnelle, leur intelligence et leur honnêteté qui sont les meilleures garanties de leur engagement, gage dont la valeur est multipliée par la solidarité de plusieurs individus, voilà le but du crédit mutuel, qui s'adapte à l'esprit de l'organisation sociale actuelle dont la tendance est nettement orientée vers l'aide utile et pratique aux classes pauvres et nombreuses. Pour que notre civilisation puisse se développer, il faut que l'organisation sociale soit organisée de manière à permettre à ses membres qu'ils puissent obtenir le meilleur rendement de leur travail intellectuel et manuel. Il faut précieusement conserver les meilleurs stimulants qu'offrent l'activité sociale et l'activité économique : l'intérêt privé compris dans son sens le plus étendu ; à la famille la possibilité de conserver les fruits de son travail, d'avoir le droit de les léguer aux siens, ou de pouvoir en jouir les jours de vieillesse. Le progrès social est réalisable par l'effort libre et successif de l'individu. L'évolution civilisatrice marque une tendance très nette vers la répartition plus étendue du bien-être social. La solidarité pénètre plus avant dans l'esprit des hommes. Et le terrain le plus propre sur lequel cette solidarité peut le mieux se développer, est sans contredit l'organisation du crédit populaire, qui résume la meilleure et peut-être la seule formule qui permettra d'étendre tous les bienfaits de notre civilisation, jusqu'à la classe la plus malheureuse, — mais la plus sympathique, à celle qui

a le plus longtemps souffert et dont le concours est indispensable à la marche libératrice du progrès social. Et à la lutte stérile et funeste, il faut substituer la coopération. Les magnifiques résultats atteints par l'organisation du crédit mutuel en sont le témoignage et ils nous prouvent qu'il faut triomphalement suivre cette voie, et que par l'association et la solidarité nous arriverons à la solution si complexe du problème du crédit à accorder à ceux pour qui le sort ne fut pas favorable, mais dont les capacités sont susceptibles de créer des œuvres utiles et fécondes.

FIN

Vu : Le Doyen,

Vu : Le Président de la Thèse,

H. BERTHÉLEMY.

GERMAIN-MARTIN.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

P. APPELL.

BIBLIOGRAPHIE

- Actes du premier Congrès du Crédit Populaire**, tenu à Marseille du 2 au 5 Mai 1899.
- Deuxième Congrès du Crédit Populaire**, tenu à Menton du 14 au 17 Avril 1890 (Actes du Congrès).
- Troisième Congrès du Crédit Populaire**, tenu à Bourges du 6 au 9 Avril 1890 (Actes du Congrès).
- Quatrième Congrès du Crédit Populaire**, tenu à Lyon du 4 au 7 Mai 1892 (Actes du Congrès).
- Cinquième Congrès du Crédit Populaire**, tenu à Toulouse du 5 au 8 Avril 1893 (Actes du Congrès).
- Sixième Congrès du Crédit Populaire**, tenu à Bordeaux du 30 Avril au 4 Mai 1894 (Actes du Congrès).
- Septième Congrès du Crédit Populaire**, tenu à Nîmes du 12 au 16 Mai 1895 (Actes du Congrès).
- Huitième Congrès du Crédit Populaire**, tenu à Caen du 12 au 16 Mai 1896 (Actes du Congrès).
- Neuvième Congrès du Crédit Populaire**, tenu à Lille du 4 au 7 Avril 1897 (Actes du Congrès).
- Dixième Congrès du Crédit Populaire**, tenu à Angoulême du 3 au 9 Novembre 1898 (Actes du Congrès).
- Congrès International du Crédit Populaire** (XI^e de la série des Congrès du Centre fédératif, tenu à Paris du 8 au 11 Juillet 1900 (Actes du Congrès).
- Douzième Congrès du Crédit Populaire**, tenu à Reims du 22 au 25 Octobre 1901 (Actes du Congrès).
- Treizième Congrès du Crédit Populaire**, tenu à Nancy du 7 au 10 Avril 1902 (Actes du Congrès).

Quatorzième Congrès du Crédit Populaire, tenu à Oran (Algérie) du 12 au 14 Avril 1906 (Actes du Congrès).

Quinzième Congrès du Crédit Populaire, tenu à Pau du 9 Mai au 11 Mai 1909 (Actes du Congrès).

Seizième Congrès du Crédit Populaire, tenu à Limoges en 1911 (Actes du Congrès).

Dix-septième Congrès du Crédit Populaire (Avignon 1913, Actes du Congrès).

Dix-huitième Congrès du Crédit Populaire (Metz 1920, Actes du Congrès).

Dix-neuvième Congrès du Crédit Populaire, tenu à Nantes du 21 au 24 Mai 1922 (Actes du Congrès).

ALLARD. **Les prêts gratuits et les prêts d'honneur**, 1902, in-8°.

BASTIAT et PROUDHON. **Gratuité du Crédit**, 1850.

Harmonies économiques, Paris 1881.

BATBIE. **Le crédit Populaire**, 1864, in-12.

BESSE (Le). **Les banques populaires sont des institutions de paix sociale**, 1894, in-8°.

Des garanties à exiger des clients, 1893.

CHABROL. **Le Crédit mutuel** (Thèse 1896).

CHARLETY Seb. **Histoire du Saint-Simonisme**, Paris 1891.

COSTE. (A.). **Les questions sociales contemporaines**.

COURTOIS. **Histoire des banques en France**, 1875.

DESCHAMPS. **Cours de doctorat**, 1920-21.

DOUCEDE. **L'œuvre officielle du Crédit agricole**. Thèse 1913.

DUFOURMANTELLE. **Le crédit coopératif en France**, 1897.

Le Crédit agricole. Menton 1908.

Les prêts sur l'honneur. (Assistance et Crédit Populaire. Paris 1913).

- DURAND L. **Le crédit agricole en France et à l'étranger.** Paris 1891.
Manuel pratique à l'usage des fondateurs et administrateurs des caisses rurales, Paris 1898.
- ENFANTIN. **Economie politique et Politique.** 1832, Paris.
Des Sociétés anonymes et en commandite.
Le Producteur. T. I^{er}.
Les banques d'escompte, Tome II.
De la concurrence dans les entreprises industrielles. T. III.
- FOURNIERE. **Les systèmes socialistes de Saint-Simon à Proudhon.**
(Revue Socialiste 1903).
- GEORGE (A.). **Essai sur la condition juridique des caisses Raiffeisen en France.** Thèse 1898.
- GUERIN Yves. **Le crédit coopératif et commercial. Le crédit urbain.**
Thèse 1921.
- GERMAIN MARTIN. **Les Problèmes du crédit en France.** 1919.
Cours de doctorat. 1921-22.
- GIDE et RIST. **Histoire des doctrines économiques.**
- HUART. **L'organisation du Crédit en France.** 1913.
- ISAMBERT. **Les idées socialistes en France de 1815 à 1848.** Paris 1905.
- JAURES. **Histoire socialiste.** Paris 1901.
- KAUFMANN (Dr E.). **La Banque en France** (traduction française par Sacker. Paris 1916).
- LABRUSSE. **Conception Proudhonienne du Crédit gratuit.** Paris 1919.
- LEVASSEUR. **Histoire des classes ouvrières en France.** Paris 1903.
- MARTINEAU Paul. **L'Etat et le crédit au petit et moyen commerce et à la petite et moyenne industrie.** (Thèse 1914).
- MAURIN et BROUILHET. **Manuel de crédit agricole.** Paris 1900.
- MELINE. **Le retour à la terre et la surproduction industrielle.** Paris 1906.

PEREIRE Emile et Isaac. **Leçons sur l'industrie et les finances prononcées à la salle de l'Athénée suivies d'un projet de banque.** 1832.

Principes de la constitution des banques et de l'organisation de crédit. 2^e éd. 1865.

Questions à examiner relativement aux banques et à l'organisation du crédit. Anonyme 1865.

PROUDHON (P. J.). **Résumé de la question sociale, Banque d'Echange.** Paris 1849.

Idee générale de la révolution. 1868.

Solution du problème social. Paris 1868.

La Banque du Peuple. 1849.

Philosophie du Progrès. Bruxelles 1868.

Qu'est-ce que la propriété ?

Premier mémoire. — Recherche sur le principe de droit et de gouvernement.

Deuxième mémoire. Lettre à Blanqui sur la propriété. Paris 1873.

Système de contradictions économiques ou philosophie de la misère. Paris. 1867.

OLPHE-GALLIARD. **Les caisses de prêts d'honneur.** Paris 1913.

RAYNERI Charles. **Manuel des Banques populaires.** Paris 1896.

Vade mecum pour l'organisation du crédit urbain en France. 1904.

Le crédit agricole par l'association coopérative. Paris. 1902.

De la répartition des bénéfices dans une banque populaire. (1895).

De l'origine du rôle des banques populaires. 1897. **Des services que les banques populaires peuvent rendre aux petits commerçants.**

De l'utilité du crédit coopératif au profit des petits patrons, des artisans, des ouvriers.

Applications du principe de solidarité que représente le système de crédit populaire.

- ROCQUIGNY (de). **Les syndicats agricoles et leur œuvre.** Paris 1900.
- RODRIGUES Olinde. **Théorie des banques.** 1848.
Law ; **Le producteur.** T. IV.
- ROSTAND (E.). **L'action sociale par l'initiative privée** 1892 à 1897
3 vol.
- ROUEN. **Société commanditaire de l'industrie.** Le Producteur, II^e
- SAGNIER (Henry). **Le crédit agricole en France.** Paris 1911.
- SAINT-SIMON. **L'industrie ou discussions politiques morales et philosophiques.** I^{re} partie sur les finances par Saint-Aubin. II^e partie, Politique, par Auguste Thierry. III^e partie, sur les finances, 1817.
L'industrie. 4 volumes. 1818.
Le catéchisme industriel. 1823.
- SEINGUERLET. **Les banques populaires.**
- VERGEOT, J. B. **Le crédit comme stimulant et régulateur de l'industrie.** Thèse Paris 1918.
Weil : **L'école Saint-Simonienne.**
- WOLFF (H. W.) **Les banques populaires au point de vue coopératif.**
-

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.....	7
-------------------	---

PREMIÈRE PARTIE

Proudhon	11
CHAPITRE PREMIER. — Le Mutuellisme de Proudhon et sa conception du Crédit gratuit.....	11
CHAPITRE II. — Les essais de réalisation.....	34
CHAPITRE III — La critique de Proudhon.....	46

DEUXIÈME PARTIE

Le Saint-Simonisme	59
CHAPITRE PREMIER. — La Conception Saint-Simo- nienne de l'organisation du Crédit.....	59
CHAPITRE II. — L'influence de leur doctrine. — Les réalisations.....	96
CHAPITRE III. — L'appréciation générale de leur doctrine.....	113

TROISIÈME PARTIE

La doctrine française du Crédit populaire	119
CHAPITRE PREMIER. — Le Crédit urbain.....	151
CHAPITRE II. — Le Crédit agricole.....	207
CHAPITRE III. — Crédit ouvrier. Les prêts sur l'honneur.....	271
CONCLUSION.....	281
BIBLIOGRAPHIE.....	289

